



**L'INFLUENCE DES LOBBIES ECOLOGISTES**  
et en particulier l'imposition de leur idéologie  
dans l'opinion publique.

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Executive summary</b>	4
<b>Introduction : l'écologie, un sujet d'intérêt croissant pour l'Union Européenne</b>	5
Un domaine prioritaire des ONG et des think tanks	5
Une politique écologique impulsée de l'extérieur	6
Présence et influence d'ONG environnementalistes historiques	6
<b>Première partie : L'estrade et les coulisses</b>	8
<b>Le cas Greta Thunberg</b>	9
Derrière Greta : a priori des réseaux financiers...	10
... a posteriori l'ONG ONE	11
En résumé	13
Les limites de l'estrade : l'exemple du capitaine Paul Watson	13
<b>Maurice Strong et son écosystème</b>	15
Des honneurs qui dessinent un réseau	16
Du Club de Rome à la Conférence de Stockholm	23
La Commission Brundtland et le concept de développement durable	24
Un concept entériné par le rapport Brundtland	27
Changement climatique, Agenda 21 et Charte de la Terre	30
De la création du GIEC (1988) au Sommet de Rio (1992)	38
L'écologie post-Rio : Charte de la Terre et émergence d'une lame de fond syncrétiste	32
L'influence du New Age	40
Au cœur du New Age	45
Hanne Strong et l'Earth Restoration Corps	47
Planetary Citizens et Findhorn Foundation	48
Lucis Trust	51
Aux lendemains de la Charte de la Terre et de l'Agenda 21	51
Des Objectifs du millénaire pour le développement aux Objectifs de développement durable	51
La progression de la Charte de la Terre	53
2022 : Le Great Narrative du World Economic Forum comme dernier stade de l'écologie ?	56
<b>Deuxième partie : Autour de cinq concepts</b>	61
<b>I. Écocide</b>	62
Un concept ancré	62
De 1970...	
... à la COP26 de 2021	64
Cartographie des ONG dédiées à l'écocide	65
End Ecocide	65
Stop Ecocide International	67
Climate Counsel	75
Earth Law Center	77
Faith for Ecocide Law	78
<b>II. Investissement à impact social (impact investing)</b>	79
Le GIIN et l'influence de la Rockefeller Foundation	80
<b>III. Jour du dépassement</b>	81
Bureau directeur du Global Footprint Network	82
Conseil consultatif en science et politique	83
Le Jour du dépassement et la question de la surpopulation	84
<b>IV. Décroissance</b>	86
<b>V. Sixième extinction (Sixth Extinction)</b>	87
Complément : L'ingénierie sociale	90
La construction de la réalité : de l'information à la cybernétique	92
Cerveau et cognition	94
Au cœur du comportement : le conditionnement	95

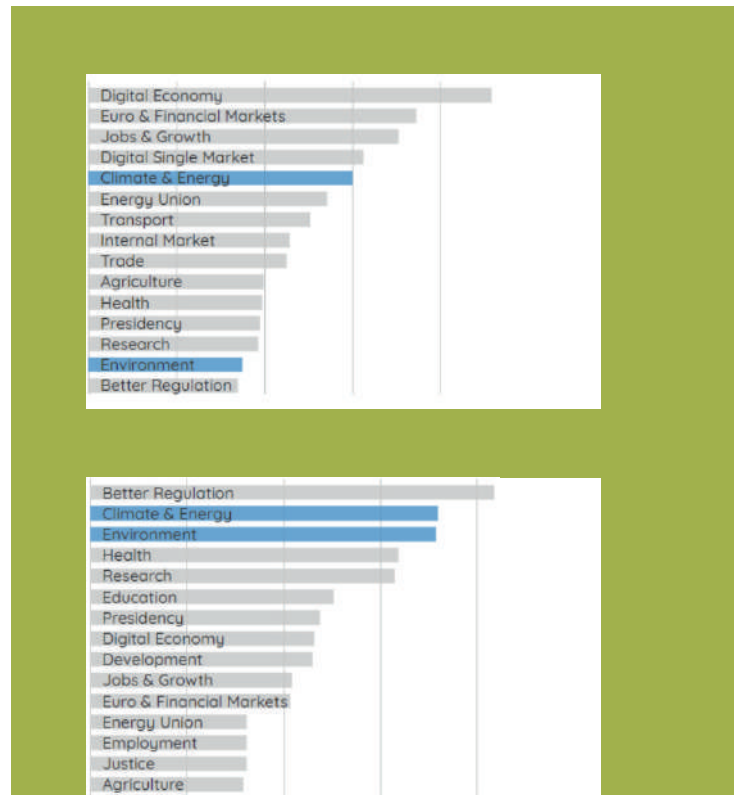
# EXECUTIVE SUMMARY

L'écologie semble être devenue un fait social total, un centre organisateur autour duquel s'articule la vie des sociétés, notamment via des organisations supranationales comme les Nations unies ou l'Union Européenne. Depuis la seconde moitié des années 1960, l'écologie est parvenue à s'imposer dans le champ politique au point d'être omniprésente. Des idées naissent, se développent et pour certaines s'ancrent durablement, légitimées voire banalisées. D'autres paraissent à première vue créées par quelques ONG qui tentent de les imposer, à l'image de l'écocide. Les ONG (environnementales) apparaissent d'ailleurs comme les fers de lance naturels de l'écologie et de son approche consacrée à l'impact des activités humaines, l'environnementalisme. De Greenpeace à Sea Shepherd, du WWF à l'UICN, plusieurs milliers d'ONG agissent à divers niveaux, des communautés locales jusqu'aux instances internationales. Pour autant, l'état actuel des technologies de l'information en général et des réseaux sociaux en particulier crée un biais cognitif. La tendance du buzz, de l'agit-prop et la médiatisation qu'ils entraînent apparaissent alors comme les principaux outils de mesure d'action et de performance. À défaut d'être erronée, cette approche est partielle. Notre étude montre que l'écologie telle que nous la connaissons est le fruit d'un travail de coulisses plus que d'estrade.

Pendant des décennies, une lame de fond initiée au sein de cercles internationaux et quelques figures – dont l'une des principales est le Canadien Maurice Strong – a en effet contribué à mettre sur le devant de la scène les concepts de développement durable, de changement climatique, d'objectifs de développement durable, ou d'autres médiatisés plus sporadiquement comme le Jour du dépassement. Par ailleurs, à défaut de pouvoir identifier un vaisseau-amiral de l'écologie, nous retrouvons la plupart du temps peu ou prou les mêmes acteurs – outre Strong – dans le développement de ces idées : Club de Rome, famille Rockefeller, WWF. Mais si des aspects politiques, économiques et sociétaux ont permis de rassembler des parties opposées depuis la Conférence de Stockholm jusqu'aux COP annuelles, c'est aussi grâce à l'implémentation d'un élément philosophique, presque eschatologique : la promotion par ces mêmes acteurs du sentiment d'appartenir à une même planète et à une même humanité, et de partager des préoccupations et des référents communs. Loin de se cantonner aux années 1970, cette pensée – le New Age – a pris son essor et a su faire converger la philosophie de multiples spiritualités, participant de manière soutenue à la diffusion des idées écologiques jusqu'à aujourd'hui. Cela, jusqu'aux plus hauts lieux avec notamment la Charte de la Terre et son corollaire pratique, nommé à l'époque Agenda 21 et devenu Agenda 2030. En somme, les éléments que nous avons réunis montrent que la médiatisation des concepts écologiques ne

dépend pas de l'intensité d'un buzz médiatique ni du travail de terrain mené par des ONG, mais est pour l'essentiel une création de cercles dirigeants. Cette position d'autorité naturelle facilite par la suite leur ruissellement et leur relais au travers des caisses de résonance médiatiques et d'ONG qui se reconnaissent dans leur approche. Dit autrement, Greta Thunberg (l'estrade) a été rendue possible grâce à Maurice Strong (les coulisses).

Nous avons séparé notre étude en deux parties complémentaires. La première prend essentiellement la carrière de Maurice Strong comme fil d'Ariane, afin de saisir la naissance et la diffusion des idées écologiques d'un point de vue descendant (top-down). La seconde part de cinq concepts pour cartographier l'écosystème qui les a fait naître et qui peut – le cas échéant – expliquer leur influence et leur médiatisation. Nous avons par ailleurs complété notre propos de brefs éléments sur l'ingénierie sociale afin de proposer quelques clés de compréhension sur les leviers psychologiques et cognitifs qui permettent à une idée de s'ancrent avec l'assentiment voire le soutien de ses publics-cibles.



# INTRODUCTION : L'ÉCOLOGIE, UN SUJET D'INTÉRÊT CROISSANT POUR L'UNION EUROPÉENNE

## Un domaine prioritaire des ONG et des think tanks.

L'écologie est un thème prédominant au sein de l'Union Européenne et plus particulièrement de la Commission européenne. En termes de lobbying, elle représente un sujet suivi par plus de la moitié des 13 311<sup>1</sup> entités enregistrées au sein du registre de transparence de la Commission. Sous la commission Juncker<sup>2</sup>, les portefeuilles « Climat & énergie » et « Environnement » ont représenté respectivement 1 503 et 875 meetings avec des lobbyistes, arrivant respectivement en 5<sup>e</sup> et en 14<sup>e</sup> position du nombre de meetings au regard de l'ensemble des portefeuilles (capture de gauche ci-dessous), toutes entités confondues. Toutefois, en comptabilisant les meetings menés sur ces thèmes seulement par des ONG et des think tanks, « Climat & énergie » et « Environnement » passent respectivement en 2<sup>e</sup> et en 3<sup>e</sup> position, avec respectivement 360 et 358 meetings (capture de droite). En d'autres termes, « Climat & énergie »

et « Environnement » ont figuré, entre 2014 et 2019, parmi les priorités dans l'agenda lobbyiste des ONG et des think tanks :

Sous la commission von der Leyen, le « Pacte vert pour l'Europe » arrive en première position avec 1 082 meetings, et le portefeuille « Environnement & océans » figure en 7<sup>e</sup> position avec 348 meetings, toutes entités confondues (capture de gauche ci-dessous). Ceci, entre le début de la commission von der Leyen (décembre 2019) et le 23/02/2021. En comptabilisant les meetings menés seulement par les ONG et les think tanks, le « Pacte vert pour l'Europe » reste en 1<sup>e</sup> position (365 meetings), et le portefeuille « Environnement & océans » passe de la 7<sup>e</sup> à la 2<sup>e</sup> position (182 meetings), soulignant l'investissement des ONG et des think tanks pour faire pression dans ce domaine (capture de droite) :



<sup>1</sup> Au 30/12/2021.

<sup>2</sup> Comme pour notre rapport précédent, nous nous sommes ici appuyés sur Integrity Watch, outil dynamique développé par Transparency International qui a toutefois désormais cessé, pour une raison apparemment « technique », de mettre à jour les rencontres des lobbyistes avec les fonctionnaires de la Commission européenne. Nous nous sommes donc reportés à une version enregistrée au moyen de la Wayback Machine. Integrity Watch a cessé d'actualiser les meetings des lobbyistes au 23/02/2021.

# Une politique écologique impulsée de l'extérieur

La politique de l'Union Européenne en matière environnementale, outre l'action de lobbies écologistes, apparaît comme un relais communautaire qui applique et implémente à son niveau des politiques et des idées élaborées en amont. Si les lobbies poussent à l'adoption de dispositions législatives, les préceptes environnementaux qui se trouvent derrière viennent d'ailleurs. Les Objectifs de

développement durable (ODD) des Nations unies, héritiers des Objectifs du millénaire pour le développement, en sont l'une des illustrations. La rubrique que leur dédie Eurostat précise le rôle de l'UE – qui a intégré ces ODD « dans les traités européens » – dans leur mise en pratique :

## Quelle est la réponse de l'UE aux ODD?

Les objectifs de développement durable sont depuis longtemps au cœur de la politique européenne, solidement ancrés dans les traités européens (article 3, paragraphe 5, et article 21, paragraphe 2, du traité sur l'Union européenne) et intégrés dans des projets transversaux clés et dans des politiques et initiatives sectorielles. Le programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses 17 objectifs de développement durable (ODD) adoptés par les Nations unies (ONU) en septembre 2015 ont donné un nouvel élan aux efforts déployés au niveau mondial pour parvenir à un développement durable. L'UE, en coordination avec ses États membres, s'est engagée à soutenir la mise en œuvre du programme 2030 et à travailler à un avenir durable pour tous. La réponse de l'UE au programme 2030 est exposée dans la communication de la Commission européenne du 22 novembre 2016 intitulée « Prochaines étapes pour un avenir européen durable - action européenne en faveur de la durabilité ».

Il en va de même pour d'autres concepts présentés et légitimés en premier lieu au sein des Nations unies. Le développement durable, gravé dans le marbre par le rapport Brundtland de 1987, a été intégré dix ans plus tard, en 1997, aux objectifs de l'Union européenne. On le trouve à l'article 2 du traité instituant la Communauté européenne. Le changement climatique, l'un des enjeux centraux du Sommet de Rio de 1992, a été intégré au traité de Lisbonne de l'Union européenne, en décembre 2007. Il y est question de « la promotion, sur le plan international, de mesures destinées à faire face aux problèmes régionaux ou planétaires de l'environnement, et en particulier la lutte contre le changement climatique ».

D'autres concepts écologiques, émanant généralement d'écosystèmes proches des Nations unies, se retrouvent dans divers débats et initiatives de la Commission européenne. Une proposition de loi sur l'écocide y a par exemple été présentée par l'Initiative citoyenne européenne<sup>3</sup> en août 2012. Bien que ce sujet soit resté discret avant 2021, il fait désormais l'objet de débats européens et est défendu notamment par Frans Timmermans, soutien actif de l'ONG Stop Ecocide International. Un autre concept, le Jour du dépassement (Earth Overshoot Day), implémenté par le Global Footprint Network – avec l'aide du WWF – bénéficie quant à lui d'une page dédiée (« Indicateurs de changement climatique et de dégradation environnementale ») sur la plateforme Knowledge4Policy

de la Commission européenne. Celle-ci se présente comme dédiée à l'élaboration politique en se fondant sur les preuves scientifiques, de la part de scientifiques européens à destination des décideurs politiques du continent. La plateforme définit son contenu comme « de haute qualité, pertinent et scientifiquement solide »<sup>4</sup>. Cette légitimation du Jour du dépassement remonte à près d'une dizaine d'années, lorsque dans le cadre de son initiative European Green Capital, la Commission européenne lui avait consacré un article, le 19/09/2012.

## Présence et influence d'ONG environnementalistes historiques.

Plusieurs des organisations que nous verrons dans notre étude, dont certaines ont plus d'un demi-siècle d'existence et ont contribué parfois de manière déterminante à la diffusion de l'environnementalisme, figurent parmi les lobbies inscrits dans le registre de transparence de la Commission européenne. En voici cinq exemples :

## Le Club de Rome

Le Club de Rome, qui a obtenu 10 meetings avec les fonctionnaires de la Commission depuis son inscription le 02/10/2019, dont plus de la moitié ont concerné le portefeuille du Pacte vert pour l'Europe (European Green Deal), y compris une webex avec sept membres du bureau de la présidence de la Commission. Si ces meetings peuvent sembler peu nombreux au regard d'autres organisations, le Club de Rome est toutefois présent dans 7 intergroupes / groupes informels du Parlement européen :

- Intelligence artificielle et numérique
- Biodiversité, chasse, milieu rural
- Changement climatique, biodiversité et développement durable
- Industrie européenne compétitive : investissement durable et à long-terme
- Défis démographiques, équilibre famille-travail et transition des jeunes
- Green new deal
- Économie sociale. Ce think-tank (entité de catégorie IV) a ouvert un bureau bruxellois enregistré le 08/11/2020, qui collabore avec Agroecology Europe, une ONG présente dans les intergroupes et groupes officiels du Parlement européen sur la question du changement climatique, de la biodiversité et du développement durable.

## Le bureau européen du WWF

Le bureau européen du WWF (WWF EPO), enregistré le 23/09/2008 et déjà analysé à plus d'un titre dans notre rapport sur l'influence des ONG dans l'élaboration de la législation européenne. Cette branche de l'ONG a obtenu 185 meetings avec les fonctionnaires de la Commission depuis le 13/11/2014, notamment sur les objectifs de développement durable, la gouvernance des océans, le Pacte vert pour l'Europe, la taxonomie européenne ou encore la finance durable. Au Parlement européen, ce bureau bruxellois fait partie de trois intergroupes :

- Biodiversité, chasse, milieu rural
- Changement climatique, biodiversité et développement durable
- Green new deal. Le WWF EPO est de plus membre de 20 groupes d'experts auprès de la Commission sur des thèmes variés liés à l'écologie. Plusieurs branches nationales du WWF sont également présentes comme lobbies enregistrés, de même que des partenaires et des réseaux de l'ONG.

## Le World Resources Institute

Le World Resources Institute, think-tank domicilié à Washington et inscrit au registre de transparence depuis le 15/01/2015. Ses 12 meetings ont notamment porté sur le changement climatique, la gouvernance des océans et l'économie bleue durable, la finance durable pour l'économie bleue, l'Accord de Paris, ou encore la COP27 et la déforestation dans le cadre du Pacte vert pour l'Europe. Le WRI est membre du groupe d'experts E03282 dédié à la protection et à la restauration des forêts du monde.

## Le bureau bruxellois de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature

Le bureau bruxellois de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), entité de catégorie III (ONG, plateformes et réseaux), enregistrée depuis le 03/04/2012 et ayant effectué 36 meetings avec les fonctionnaires de la Commission depuis le 06/02/2015. Les meetings ont porté sur l'environnement sous divers aspects : bioéconomie, agenda du développement durable, biodiversité, problématiques liées à la conservation, économie circulaire, objectifs de développement durable, protection de la nature, Pacte vert pour l'Europe, développement de solutions fondées sur la nature... L'UICN est également membre du groupe d'experts E03282, mais aussi des groupes E02210 (groupe de coordination pour la biodiversité) et X03731 (plateforme sur la finance durable). La branche néerlandaise de l'UICN est également enregistrée comme lobby et membre de l'intergroupe / groupe informel sur le changement climatique, la biodiversité et le développement durable au Parlement européen. Enfin, environ 65 membres et partenaires de l'UICN sont eux-mêmes des entités enregistrées comme lobbies au sein du registre de transparence de la Commission européenne.

## La branche belge du Jane Goodall Institute

La branche belge du Jane Goodall Institute, enregistrée le 27/01/2020. À défaut de meetings avec la Commission, l'Institut précise cibler les politiques et les propositions législatives européennes liées à la stratégie « Farm to Fork » ainsi que son portefeuille parent, le Pacte vert pour l'Europe.

Comme dans notre précédent rapport, nous voyons ici des lobbies écologistes s'investir activement auprès de la Commission et d'autres structures européennes. Ceci, afin de peser sur l'agenda environnemental et sur les décisions qui s'appliqueront ensuite aux pays membres de l'Union Européenne. Cet écosystème représente pour partie la lame de fond qui développe, promeut et fait appliquer des concepts écologiques auprès des hautes instances internationales depuis plusieurs décennies. Ces concepts sont par ailleurs légitimés auprès de l'opinion publique internationale jusqu'à intégrer notre quotidien. Il s'agira dans la présente étude d'identifier la genèse, la pérennisation et les acteurs écologistes à l'origine de ceux-ci.

<sup>3</sup> Créée par le traité de Lisbonne.

<sup>4</sup> Un autre concept développé par le Global Footprint Network, l'empreinte écologique (Ecological Footprint) a en outre fait l'objet d'un feuillet de la Commission européenne, publié en 2018.

<sup>5</sup> Membre du groupe SCAR Agroecology développé notamment avec la DG AGRI de la Commission. Agroecology Europe fait par ailleurs partie de projets du programme Horizon 2020 comme AGROMIX et AE4EU. L'ONG bénéficie enfin de subventions du programme LIFE EU, à raison de 60 000 € pour son exercice fiscal 2020.

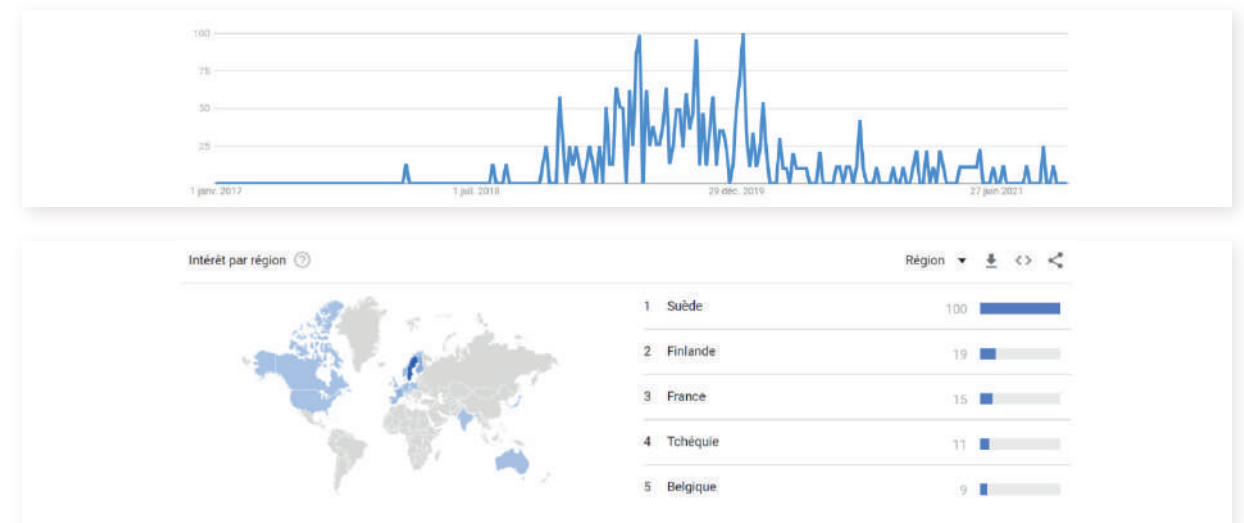
## PREMIÈRE PARTIE

# L'ESTRADE ET LES COULISSES

## Le cas Greta Thunberg

Le primat accordé à l'image et à l'émotion construit une réalité déformée et incomplète. Selon ce modèle, la pression exercée par des organisations spécialisées dans l'agit-prop et la mise en accusation (critiques du greenwashing, name-and-shame, etc.) pourrait peser de manière significative sur l'agenda environnementaliste. Sous cet angle, une Greta Thunberg et le mouvement présenté comme mondial qu'elle aurait déclenché seraient donc en position de faire entendre leur voix. En somme, une approche ascendante (bottom-up) de la vox populi vers les dirigeants. Vue ainsi, Thunberg serait le moyeu de sa toile d'araignée, dont les divers activistes, militants et organisations qu'elle a impulsés représenteraient les multiples spirales.

Greta Thunberg constitue un bon baromètre pour introduire notre étude. En premier lieu, nous pouvons affirmer que la force d'un concept ou d'une idée réside, outre sa pertinence, dans sa pérennité, au-delà de l'instant médiatique ou de la dernière mode (la hype) qu'il suscitera de manière éphémère. Le concept suédois de flygskam, traduit en français par « avihonte » (la honte de prendre l'avion) l'illustre. Né fin 2018 dans la suite de la médiatisation croissante de Greta Thunberg, l'intérêt pour le flygskam a rapidement décliné – comme le souligne Google Trends – et se cantonne essentiellement à la Suède :



En deuxième lieu, la position acquise rapidement par Greta Thunberg pose la question de l'accès à l'influence. La guerre de l'information, ramification « douce » de la guerre classique, démontre que, comme sa version armée, une position ne se donne pas mais se conquiert. Or malgré son jeune âge, Greta Thunberg est intervenue en 2018 lors de la COP24 et est enregistrée comme contributrice sur le site du World Economic Forum, où elle s'est exprimée à plusieurs reprises. En septembre 2019, c'est au Sommet pour l'action climatique des Nations unies que Greta Thunberg, alors âgée de 16 ans, a pris la parole, en admonestant les leaders mondiaux présents (« *How dare you!* »). La notice dédiée de l'édition anglaise de Wikipédia recense d'autres discours depuis 2018 :

- 1 November 2018: TEDxStockholm
- 2 December 2018: COP24
- 3 January 2019: World Economic Forum
- 4 February 2019: European Economic and Social Committee
- 5 March 2019: Brandenburg Gate
- 6 April 2019: European Parliament
- 7 April 2019: British Parliament
- 8 May 2019: Austrian World Summit R20
- 9 July 2019: Normandy's Freedom Prize
- 10 September 20, 2019: Global Climate Strike (New York City)
- 11 September 23, 2019: United Nations Climate Action Summit – How Dare You!
- 12 September 27, 2019: Global Climate Strike (Montreal)
- 13 December 11, 2019: COP25 United Nations Climate Conference (Madrid, Spain)
- 14 Return to school
- 15 September 28, 2021: 2021 United Nations Climate Change pre-Conference
- 16 November 5, 2021: Climate Strike in Glasgow

# Derrière Greta : a priori des réseaux financiers...

Se pose alors la question des éventuels réseaux derrière Greta Thunberg, qui auraient permis de braquer les projecteurs médiatiques sur la jeune militante. À notre connaissance, c'est en France le site Reporterre qui, le premier, a apporté des réponses par le biais d'Isabelle Attard, ancienne députée écologiste du Calvados. Dans son article « **Le capitalisme vert utilise Greta Thunberg** », Attard a rapporté les éléments trouvés par le journaliste suédois Andreas Henriksson dès le 11/12/2018 et publiés sous le titre « PR-spinnet bakom Greta Thunberg » (« La manipulation des relations publiques derrière Greta Thunberg »). Cet article riche en informations fournit des captures d'écran pour étayer ses assertions. Nous en résumerons ici les différents points – enrichis par nos propres recherches – ainsi que leur chronologie rapportée :

- En 2017, Ingmar Rentzhog, entrepreneur suédois surnommé « **Mark ZuckerVert** » a lancé son entreprise **We don't have time**. Il est par ailleurs cadre du Climate Reality Project d'Al Gore depuis mars 2017, et membre du bureau directeur de Naventus Corporate Finance. Il est en parallèle le cofondateur de Laika Consulting, une agence de communication financière, et siège depuis janvier 2021 au bureau consultatif de Climate & Capital Media<sup>8</sup>. Le reste de son profil LinkedIn souligne sa présence dans plusieurs autres organisations. Rentzhog est par ailleurs intervenu au cours de la COP26.

- Le 04/05/2018, Ingmar Rentzhog et Malena Ernman (la mère de Greta Thunberg) sont intervenus à la même conférence sur le climat. Beata, la sœur de Greta, s'y est également exprimée.

- Au même mois de mai, Ingmar Rentzhog a été nommé président du think tank Global Utmaning (i. e. Global Challenge), poste qu'il a occupé jusqu'en septembre 2020. Il y est désormais membre du comité de nomination. Global Utmaning a été créé et financé par la milliardaire **Kristina Persson**, ancienne ministre de la Stratégie de l'Avenir et de la Coopération nordique du gouvernement social-démocrate Löfven. Persson est par ailleurs membre du conseil stratégique de l'European Foundation Centre (EFC), une structure des réseaux de George Soros. Fondé en 2005, **Global Utmaning** se présente comme dédié à un avenir durable, avec pour principes directeurs les Objectifs du millénaire pour le développement et désormais l'Agenda

2030. Global Utmaning est financé entre autres par la Bill & Melinda Gates Foundation et le programme Horizon 2020 de l'Union Européenne, et a parmi ses partenaires le World Economic Forum<sup>9</sup> – qui accueillera par la suite Greta Thunberg –, le WWF, la branche européenne de The Climate Reality Project d'Al Gore<sup>10</sup> et plusieurs branches de l'ONU : UN Global Compact, UN-Habitat et l'ECOSOC. À ce titre, elle dispose d'un statut consultatif auprès des Nations unies, et l'organisation en a fait le coordinateur de Sweden Local2030 Hub<sup>11</sup> (en partenariat entre autres avec la branche suédoise du WWF), « l'un des huit hubs mondiaux des Nations unies qui travaillent localement à la réalisation des objectifs mondiaux ». Pour son projet relatif à l'Agenda climatique, Global Utmaning est notamment partenaire de We don't have time.

- Le 20/05/2018, Greta Thunberg a publié des articles dans le cadre du concours des talents SvD dédié au débat des jeunes sur le climat.

- Le 20/08/2018, Greta Thunberg a entamé une grève de la faim devant le Riksdag (le Parlement suédois). Le même jour, l'entreprise We don't have time, par le biais de son fondateur Ingmar Rentzhog, postait sur Facebook et Instagram une photo de Greta faisant cette grève. Rentzhog a laissé entendre qu'il était alors passé fortuitement devant Greta Thunberg. Toujours le même jour, l'Aftonbladet a publié un article de pleine page et une interview vidéo de Greta Thunberg.

- Le 23/08/2018, Greta Thunberg, sa sœur et ses parents publiaient le livre *Our House Is on Fire : Scenes of a Family and a Planet in Crisis*. Le même jour, le Dagens Nyheter a publié une interview de Greta et de ses parents sur ce livre, en reprenant des photos de Greta et de sa grève scolaire.

- Le 24/08/2018, Ingmar Rentzhog s'est à son tour mis en grève en postant les photos sur les comptes Facebook et Instagram de son entreprise.

- Le 1<sup>er</sup>/09/2018, Malena Ernman, Ingmar Rentzhog et Kristina Persson ont écrit un billet commun pour le Dagens Nyheter.

Par la suite, comme le souligne le journaliste Andreas Henriksson dans son article, Ingmar Rentzhog a reconnu que son expertise en relations publiques a appuyé la promotion de Greta Thunberg – la grève scolaire et la campagne faisant partie de son kit. Cependant, Henriksson semble selon nous passer à côté d'un point essentiel. Il émet en effet l'hypothèse du retour sur investissement

## ... a posteriori l'ONG ONE

Une autre organisation se trouve a posteriori derrière Greta Thunberg. Le Deutschland Kurier a en effet remarqué que celle-ci était très régulièrement accompagnée et épaulée par l'Allemande Luisa-Marie Neubauer. Neubauer est depuis 2016 une ambassadrice jeunesse de l'ONG ONE (également connue sous le nom de ONE Campaign). Cofondée par Bono (le chanteur de U2), un admirateur de George Soros qu'il qualifie de « géant », ONE vise en premier lieu à lutter contre l'extrême pauvreté en Afrique et à mener des campagnes de lobbying en faveur d'un soutien au développement international. Elle dispose d'une solide audience sur les réseaux sociaux, avec 1,5M d'abonnés sur Twitter, et plus d'1,6 million d'abonnés sur Facebook.

Une rapide revue quantitative et qualitative de ses actions souligne l'ampleur de son activité. Au 1er/12/2021, ONE rapporte avoir mené près de 24 millions d'actions de mobilisation. Elle revendique plusieurs victoires :

- Les campagnes de soutien à GAVI (l'Alliance du vaccin déjà cartographiée dans notre précédent rapport qui portait sur les ONG).

- La campagne **En scène citoyens !** avec des artistes internationaux en vue du sommet du G8 « pour exhorter les dirigeants mondiaux à engager des actions décisives afin de mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici à 2030 », soit le premier des 17 Objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 des Nations unies.

pour Hentzhog et son entreprise, tandis qu'il nous apparaît, comme nous le déroulerons dans cette étude, que les intérêts excèdent la simple auto-promotion d'Hentzhog, comme le démontrent déjà ses appartenances multiples affichées sur son profil LinkedIn.

- Une **campagne initiée en 2013** et qui a abouti en février 2016 à la promulgation par Barack Obama de l'Electrify Africa Act, en faveur d'un investissement des secteurs public et privé pour l'accès à l'électricité en Afrique, soit le septième des ODD – d'autres en découlent, par définition – qui défend une énergie « propre » et à un coût abordable – car là encore ONE fixe l'échéancier à 2030. Or si cette loi soutient un « développement responsable » appuyé sur le pétrole et le gaz naturel, ONE promeut « le potentiel énorme du continent en matière de production d'énergies durables, en renforçant les investissements du secteur privé américain ». L'Electrify Africa Act avait été précédé par le plan Power Africa, appuyé notamment sur l'OPIIC (Société américaine de promotion des investissements à l'étranger). De son côté, l'USAID avait alors publié la feuille de route de Power Africa, « un guide pour atteindre 30 000 Mégawatts et 60 millions de connexions ».

# 23 914 089 actions de mobilisation menées

<sup>6</sup> En référence à Mark Zuckerberg, le PDG et fondateur de Facebook.

<sup>7</sup> Son profil LinkedIn indique novembre 2016.

<sup>8</sup> Climate & Capital Media a des partenaires aux noms parfois explicites (voir au bas de la page d'accueil) : outre We don't have time figurent World Climate Foundation, Climate Bonds Initiative (soit la promotion d'obligations climatiques sur les marchés financiers), GreenBiz Group, Green Money, etc.

<sup>9</sup> Global Utmaning précise compter « plus de 90 consultants principaux ainsi que 20 'Future Thinkers', un réseau de jeunes consultants affiliés à la communauté Global Shapers du World Economic Forum ».

<sup>10</sup> L'actuelle (30/11/2021) PDG de Global Utmaning, Tove Ahlstrom, est d'ailleurs affiliée au Climate Reality Project.

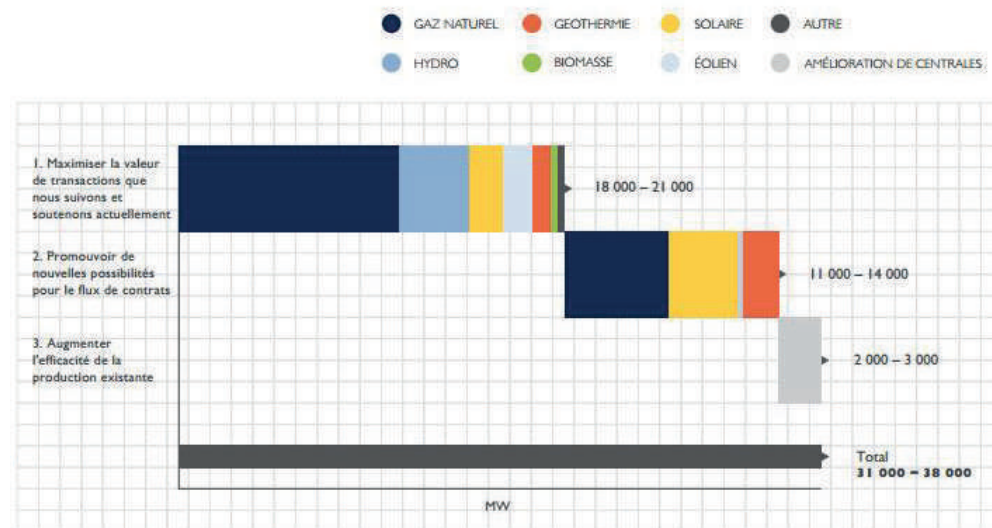
<sup>11</sup> Hub est le terme anglais pour « plateforme ».

<sup>12</sup> Le conseil d'administration de Global Utmaning est présidé par Catarina Rolfsdotter-Jansson, ancienne journaliste, modératrice pour la Commission européenne, modératrice et gestionnaire de contenu pour A Sustainable Tomorrow et animatrice de We Don't Have Time Climate Action One-on-one, cofondatrice de l'ONG climatique internationale Our Kid's Climate et conseillère honoraire du NGO Committee on Sustainable Development à New York, une organisation qui collabore étroitement avec les Nations unies et dont l'objectif est de surveiller et d'influencer l'implémentation de l'ensemble des engagements et accords adoptés par les Nations unies, de la Conférence de Stockholm aux engagements post-2015 en passant par Rio 1992 et Rio+20, les Objectifs de développement durable, etc. Parmi ses reconnaissances, Rolfsdotter-Jansson a reçu le Region Skåne Honorary Environmental Award « pour ses 25 ans d'engagement sur les questions environnementales », a été nommée 22<sup>e</sup> des 101 personnes les plus influentes de Suède en 2021 sur le sujet de la durabilité (sustainability), et nommée modératrice de l'année 2019 en Suède. Parmi les services qu'elle propose sur son site, elle précise donner des conférences fondées sur les Objectifs de développement durable des Nations unies. Enfin, elle fut consultante pour l'Earth Hour City Challenge organisé par le WWF.

<sup>13</sup> En particulier, sa présence dans des organisations aux partenariats et financements influents : Nations unies, Fondation Gates, World Economic Forum, ou le WWF.

## ANNEXE 4 FEUILLE DE ROUTE DE PRODUCTION

MW  
Power Africa vise à accroître de 30 000 MW la capacité de production sur l'ensemble du continent.



Source: Analyse de l'équipe fondée sur des données de l'AIE, la Banque mondiale et l'outil de suivi de Power Africa

- La campagne « **Cap ou pas cap** » dans le cadre de l'élection présidentielle française de 2017, où les ambassadeurs jeunesse de ONE sont allés faire signer à plusieurs candidats des engagements en faveur de l'extrême pauvreté en Afrique – ce qui mènera à la réception de Bono à l'Élysée une fois Emmanuel Macron élu. Dans un procédé « à la Greta Thunberg », ONE a réalisé une vidéo faisant intervenir **une enfant âgée de huit ans**.

- Etc.

Pour cerner l'intérêt que peut avoir ONE à soutenir Greta Thunberg, nous devons nous reporter à ses bailleurs de fonds ainsi qu'à la composition du bureau de l'ONG. En-dehors de soutiens d'entreprises comme Google ou Coca-Cola ainsi que de la Bank of America, nous citerons ici seulement des noms de fondations que nous serons amenés à revoir en raison du rôle qu'elles jouent dans la lame de fond écologiste ou de leur influence générale : Rockefeller Foundation (centrale), Open Society Foundations et Open Society Policy Center de George Soros, Bill and Melinda Gates Foundation.

Côté bureau, les noms mettent en lumière le moteur puissant derrière ONE :

- **Tom Freston**, président du conseil d'administration, dirigeant de Firefly3, « une entreprise de placement financier et de conseil focalisée sur les industries médiatiques et de

divertissement », ancien PDG et directeur général de Viacom Inc., et pendant dix-sept ans PDG de MTV Networks. Sa biographie précise qu'en 2005, TIME Magazine l'a classé dans le Hall of Fame des « 100 personnes les plus influentes dans le monde », et qu'il a reçu « de nombreux honneurs et récompenses de l'industrie médiatique ».

- **Sheryl Sandberg**, directrice générale de Facebook, ancienne vice-présidente des ventes et opérations internationales en ligne chez Google, ancienne chef de service au sein du département du Trésor américain sous Bill Clinton, et ancienne économiste pour la Banque mondiale. Elle est par ailleurs membre du conseil d'administration de Facebook, de la Walt Disney Company, de Women for Women International, du Center for Global Development et de V-Day (un mouvement contre la violence faite aux femmes et aux filles).
- **Morton Halperin**, conseiller principal à l'Open Society Foundations, ancien senior fellow du Center for American Progress et du Council on Foreign Relations, ancien associé principal de la Fondation Carnegie, ancien de l'American Civil Liberties Union (ACLU). Il a par ailleurs travaillé pour les administrations Clinton, Nixon et Johnson, et a reçu entre autres la Médaille du mérite du service civil du Secrétariat pour la Défense des États-Unis.

- **Helene D. Gayle**, présentée principalement comme la PDG de l'organisation communautaire The Chicago Trust. Mais elle fut aussi PDG de McKinsey Social Initiative, directrice de programmes (VIH / Sida) pour la Fondation Gates, et elle siège actuellement au conseil d'administration – entre autres – de Coca-Cola, de la Rockefeller Foundation, ou encore de la Brookings Institution. Forbes l'a nommée parmi les 100 femmes les plus puissantes.

- **Joe Cerrell**, directeur général des politiques mondiales et du plaidoyer de la Bill & Melinda Gates Foundation. Par le passé, il a notamment travaillé pour la Maison Blanche où il fut Secrétaire de presse adjoint d'Al Gore, alors vice-président des États-Unis.

- **Jamie Drummond**, cofondateur de ONE, **membre des Young Global Leaders** du World Economic Forum et dirigeant « pendant près de vingt ans » de DATA.org. Cette organisation vise, selon sa présentation, à s'appuyer sur la science des données (la data) « pour répondre aux plus grands défis de la société et à améliorer les vies dans le monde. [Elle] sert de plateforme pour des partenariats destinés à inciter penseurs, faiseurs, financeurs, chercheurs, capacity builders, et rêveurs à travailler ensemble pour construire le champ de la science des données à des fins d'impact social ». DATA.org a été lancée « par, et en proche partenariat » avec le Mastercard Center for Inclusive Growth et la Rockefeller Foundation.

Les autres profils sont du même niveau, avec des personnalités proches de la Maison Blanche<sup>17</sup> et des fondateurs et / ou responsables d'entreprises et de fondations.

## Les limites de l'estrade : l'exemple du capitaine Paul Watson

Pendant près d'un demi-siècle, cet activiste infatigable a mené des actions de « préservation de l'environnement ». Pour Watson, l'écologie moderne se fonde sur l'action directe et a été initiée par lui et d'autres personnes en 1969 avec l'initiative Don't Make A Wave Committee – ce que démentit la suite de notre étude. À ses débuts, il s'investit auprès du Sierra Club<sup>18</sup> (en 1971), avant de cofonder Greenpeace puis d'en être exclu en 1977 et de fonder la Sea Shepherd Conservation Society la même année. Son livre Earthforce. Manuel de l'éco guerrier, est riche d'enseignements à plus d'un titre et fournit l'illustration de la place que peut occuper une telle organisation sur l'échiquier écologiste. En substance, une ONG comme Sea Shepherd n'impulse ni ne génère de concepts.

<sup>17</sup> On y trouve également David Cameron, ancien Premier ministre britannique.

<sup>18</sup> Fondé par John Muir (1838 – 1914) en 1892, le Sierra Club est l'une des plus anciennes organisations environnementalistes et la plus ancienne aux États-Unis. David Brower, premier président exécutif du Sierra Club (de 1952 à 1969), a par la suite créé l'ONG Friends of the Earth en 1969, avec une aide financière de 200 000 dollars de Robert O. Anderson (dont nous reparlerons), fondateur et président de l'Atlantic Richfield Oil Company (ARCO). En 1982, il fonda l'Earth Island Institute, en faveur de la conservation, de la préservation et de la restauration de l'environnement mondial. David Brower défendait une approche eugéniste de l'écologie : « La maternité [devrait être] un crime contre la société punissable, à moins que les parents disposent d'une autorisation gouvernementale... Tous les parents potentiels [devraient] être obligés d'utiliser des contraceptifs chimiques, le gouvernement donnant des antidotes aux citoyens choisis pour la maternité ». Dans la même veine, il déclarait que « les enfants des autres » génèrent de la pollution et sont donc une préoccupation environnementale.

<sup>19</sup> Voir la deuxième partie de notre étude.

<sup>20</sup> Earthforce. Manuel de l'éco-guerrier, 2015, pp.25-26.

## En résumé

- S'il n'est pas pérennisé dans le temps, un concept ne s'ancre pas.

- L'ancrage se distingue de la hype, passagère.

- Contextualisée, Greta Thunberg n'est pas une création ex nihilo mais semble s'inscrire dans un agenda et des intérêts qui la précèdent et la dépassent.

- Ces intérêts forment un écosystème qui s'articule autour d'intérêts et se manifeste jusque-là par des éléments politiques, économiques et sociétaux.

- En somme, Greta Thunberg et le mouvement mondial qu'elle a généré reposent sur des fondements plus anciens.

- Suivant cette logique, ces fondements reposent sur des fondements eux-mêmes plus anciens qui les dépassent potentiellement et / ou qui en sont les moteurs.

- Méthodologiquement, saisir l'essence de l'écologie et de l'environnementalisme ainsi que de leurs manifestations diverses suppose de remonter à ces fondements pour, en retraçant la généalogie et le développement, en saisir la substance et, si possible, une compréhension de son système (i. e. l'interaction entre l'ensemble de ses éléments constitutifs).

Dans Earthforce, Paul Watson reprend plusieurs concepts sans les questionner – mais en les radicalisant. Il affirme de ce fait que nous vivons actuellement la « sixième extinction », concept popularisé par le livre du même nom de la journaliste Elizabeth Kolbert<sup>19</sup>. La première édition d'Earthforce a été écrite en 1993, l'année qui a suivi l'Agenda 21 présenté au Sommet de Rio de 1992. Insatisfait de son délai d'application pratique, Watson soulignait, dans sa nouvelle édition datée de 2015, qu'« aucun des engagements pris par les nations présentes au Sommet de Rio en 1992 ne s'est concrétisé et, malgré cela, ces mêmes nations se sont réunies dans cette même ville en 2012 et elles ont prétendu résoudre les menaces qui chaque année pèsent plus lourdement sur l'environnement. À nouveau, rien n'a été fait. [...] Les choses changent réellement grâce à la passion, à l'imagination et au courage d'individus, d'associations locales et de petites ONG<sup>20</sup>. »

Dans le même livre, Watson se prononce également pour une réduction de la population. Il critique l'anthropocentrisme qui accorderait plus d'importance à la quantité de vie qu'à la qualité de vie. Cette approche radicale se retrouve entre autres sur les **Georgia Guidestones**. Celles-ci ont été construites par l'entreprise Elberton Granite Finishing Company. Wikipédia précise que la commande provient d'un anonyme qui s'est présenté « sous le nom de R. C. Christian (pseudonyme allégorique pour Christian Rosenkreutz ou Christian Rose-Croix) ». Cette référence ésotérique, loin d'être isolée, constitue l'une des pièces du même système philosophique que nous avons retrouvé très régulièrement à mesure que nous progressions dans nos recherches. Il en va de même, dans une moindre mesure, du premier des « dix commandements » inscrits sur ces pierres : « Maintenez l'humanité en-dessous de 500 millions d'individus en perpétuel équilibre avec la nature<sup>21</sup>. »

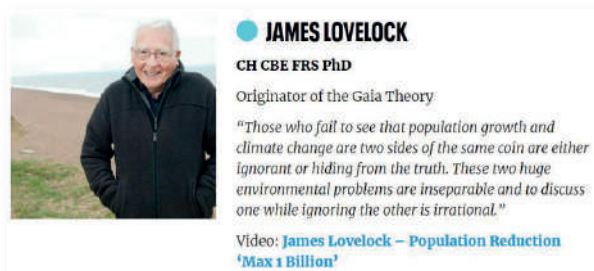
Plusieurs personnalités influentes, voire centrales dans l'implémentation de l'agenda environnementaliste et de la philosophie qui semble régulièrement la sous-tendre, ont formulé des déclarations peu ou prou comparables :

- **Ted Turner** : « [...] réduire la population en ayant volontairement un seul enfant par famille pendant cent ans. Ramener la population là où Paul Ehrlich a dit qu'elle devrait être, soit environ deux à deux milliards et demi de personnes. » Une autre citation, dont nous n'avons pas réussi à retrouver la source primaire, lui est attribuée dans un numéro d'Audubon Magazine de 1996 : « Une population limitée de 250 à 300 millions, c'est-à-dire, un déclin de 95%, serait idéal. » Toutefois, sur son propre site, Audubon ne fournit pas l'ensemble de ses publications. Sur la page dédiée aux numéros de son magazine, nous passons ainsi de l'année 1995 à l'année 2003.

- **Maurice Strong**, dans son autobiographie *Where on Earth Are we Going ?* : « À la fin du XX<sup>e</sup> siècle, l'accroissement exponentiel de la population humaine était perçu comme le plus grand problème de l'humanité, 'l'Ur-problem' [le problème initial] au fondement de tous les autres. Pourtant désormais la croissance démographique a cessé ; les niveaux de population chutent précipitamment presque partout, et certaines zones de notre planète ont été presque entièrement dépeuplées. Davantage de personnes meurent, et meurent plus jeunes – les taux de naissance ont chuté drastiquement tandis que la mortalité infantile s'accroît. À la fin de la décennie, les meilleures approximations évaluent la population mondiale totale à 4,5 milliards, un peu moins qu'au début du siècle. Et les experts ont prédit que la réduction de la population humaine pourrait bien continuer au point que ceux qui survivent ne pourraient pas se compter à plus du 1,61 milliard de personnes qui peuplaient la Terre au début du XX<sup>e</sup> siècle. Une conséquence, oui, de la mort et de la destruction – mais en fin de compte une lueur d'espoir pour l'avenir de notre espèce et son potentiel de régénération.<sup>22</sup> » Ces propos figurent dans son premier chapitre, qui se veut être un exercice de prospective situé au 1<sup>er</sup> janvier 2031.



- **James Lovelock**<sup>23</sup>, scientifique auteur de l'Hypothèse Gaïa et co-dirigeant de l'ONG Population Matters : « Je pense que, vivant de la manière dont nous vivons, nous ne sommes pas plus d'un milliard, probablement moins, et que c'est très important. » Il répondait au journaliste Stephen Sackur qui lui demandait : « Alors quel est selon vous le chiffre viable que la planète Gaïa peut supporter ? » Pour l'anecdote, James Lovelock est à ce jour (22/12/2021) âgé de 102 ans.



- **Prince Philip de Mountbatten**, cofondateur du WWF, cité par The Guardian : « Dans le cas où je me réincarnerais, j'aimerais revenir sous la forme d'un virus mortel, pour contribuer à résoudre la question de la surpopulation. »

- **Jane Goodall**, primatologue de renommée mondiale et fondatrice du Jane Goodall Institute, à la conférence « Assurer un avenir durable pour l'Amazonie » du World Economic Forum (2020) : « Nous ne pouvons pas nous cacher de la croissance de la population humaine, car vous savez qu'elle sous-tend un ensemble d'autres problèmes. Ce dont nous avons parlé ne serait pas un problème si la taille de la population mondiale était celle d'il y a cinq cents ans<sup>24</sup>. »

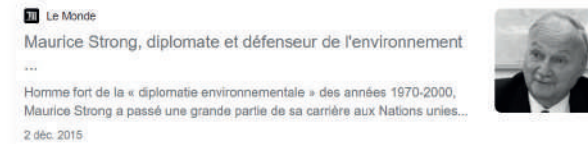
<sup>21</sup> Les autres « commandements » sont, selon Wikipédia : (2) Guidez la reproduction intelligemment en améliorant la forme physique et la diversité. (3) Unissez l'humanité avec une nouvelle langue mondiale. (4) Traitez de la passion, de la foi, de la tradition et de toutes les autres choses avec modération. (5) Protégez les.

<sup>22</sup> Format Kindle, emplacements 395-398.

<sup>23</sup> La capture d'écran ci-dessous rapporte plusieurs titres reçus par Lovelock. Outre son PhD (doctorat) figurent 1) CH (Order of the Companions of Honor), une récompense de royaumes du Commonwealth attribuée à un nombre restreint de personnes 2) CBE (The Most Excellent Order of the British Empire) et 3) FRS (Fellowship of the Royal Society), accordé par les juges de la Royal Society de Londres pour récompenser des contributions notables dans divers champs.

<sup>24</sup> La population mondiale d'il y a cinq cents ans, soit en 1500, se situait entre 425 et 540 millions de personnes, soit un chiffre approchant les « commandements » inscrits sur les Georgia Guidestones.

## Maurice Strong et son écosystème



Si le personnage du capitaine Paul Watson est connu du grand public, le Canadien Maurice Strong l'est beaucoup moins. Peu d'articles lui sont consacrés en français, sa notice Wikipédia est maigre et seul son livre *Ainsi va le monde* (1997) a été traduit dans notre langue. L'influence de ce dernier se distingue pourtant de Paul Watson non en degré, mais en nature. À Watson l'estrade, à Strong les coulisses au moins jusqu'en 2005<sup>25</sup>. À son décès en novembre 2015, des personnalités influentes lui rendirent hommage. Nous en citerons deux :

- **Klaus Schwab**, fondateur et président du World Economic Forum, et ancien membre du comité directeur du Groupe de Bilderberg : « Dans tout ce qu'il faisait, il avait profondément compris la mission du World Economic Forum qui consiste à améliorer l'état du monde. C'était un grand visionnaire, dont la pensée était toujours en avance sur notre temps. Il fut mon mentor depuis la création du Forum : un grand ami ; un conseiller indispensable ; et, depuis de nombreuses années, un membre du bureau de notre Fondation. Sans lui, le Forum n'aurait pas obtenu le rôle qu'il tient aujourd'hui. » (« Maurice Strong : an appreciation »)

- **Achim Steiner**, secrétaire général adjoint de l'ONU et directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE) : « La feuille de route de la durabilité qui a débuté à Stockholm, s'est poursuivie à Rio, à Johannesburg et à Rio+20, doit maintenant devenir une réalité à Paris. Ce serait en effet l'hommage le plus approprié à l'héritage de Maurice Strong ; leader, mentor et ami. » (« Le monde pleure l'un de ses grands hommes : Maurice Strong s'éteint, son héritage perdure »)

En 2018, c'est un livre publié par l'European Center for Peace and Development (ECPD, sis à Belgrade en Serbie), fondé par l'University for Peace (patronnée par les Nations unies, cf. infra.), qui publiait un livre de 200 pages d'hommages à Maurice Strong : **Remembering Maurice F. Strong. Tributes and Reminiscences. Legacy for the future and future generations**. Il regroupait des témoignages de plus de quarante personnalités influentes du monde entier et s'ouvrait notamment sur la Charte de la Terre – dont nous reparlerons en détail<sup>26</sup>. Les directeurs de publication de ce livre sont **Roberto Savio**<sup>27</sup>, **Federico Mayor Zaragoza**<sup>28</sup> et **Negoslav Ostojic**<sup>29</sup>.

Maurice Strong a été depuis le début des années 1970 l'une des personnalités centrales de l'écologie au niveau mondial et qui se présentait comme un « pont » entre l'environnementalisme et l'industrie.<sup>30</sup> Plusieurs des articles qui lui sont consacrés le mettent en avant : inventeur de la diplomatie environnementale, instigateur du développement durable, etc. Les qualificatifs qui lui sont accolés soulignent le caractère incontournable de cet homme. Maurice Strong a été, selon nos recherches, une personnalité centrale et omniprésente de l'environnementalisme sur les divers niveaux que nous avons pu analyser : politique, économique, sociétal et « philosophique » (l'ésotérisme du courant New Age). La carrière officielle et les activités plus officieuses de Maurice Strong nous serviront de fil conducteur pour la première partie de notre étude, puisqu'elles accompagnent l'émergence d'idées et de concepts qui se sont imposés dans l'agenda environnementaliste au fil des décennies. Pour prendre la mesure de cet homme et plus globalement de l'écosystème environnementaliste, développé par et pour les hautes sphères puis diffusés par une approche descendante (top-down), nous serons globalement exhaustifs. Cette démarche nous permet par la même occasion d'identifier d'autres acteurs et la nature des intérêts qu'ils défendent. Certains noms sont en effet récurrents, et parfois centraux.

En 1947, Maurice Strong rencontra Eleanor Roosevelt, Première Dame des États-Unis de 1933 à 1945, à l'Assemblée Générale des Nations Unies. Cette opportunité, alors que Maurice Strong avait alors seulement dix-huit ans, a découlé de sa rencontre, un peu plus tôt, avec Bill Richardson. Dans son essai consacré à la Société fabienne, Guy Boulianne précise que l'épouse de celui-ci, Mary McColl, était « issue de la famille de McColl-Frontenac, l'une des plus grandes sociétés pétrolières du Canada<sup>31</sup> », de quoi ouvrir des portes. En 1947, Maurice Strong rencontra également Noel Monod, trésorier de l'ONU, grâce auquel il devint temporairement officier de sécurité junior au siège de l'ONU et avec lequel il noua des liens solides. C'est dès ce jeune âge que Strong a par ailleurs eu son premier contact avec la famille Rockefeller, avec laquelle il entretint des liens très étroits tout au long de sa carrière (via David, Steven et Laurance, et dans une certaine mesure Godfrey au travers du WWF) : « Je suis brièvement resté à son appartement [de Noel Monod], où je fus présenté au jeune David Rockefeller<sup>32</sup>, petit-fils de John D. Rockefeller. David avait été nommé par la Chase Bank pour gérer le compte des Nations unies. Ceci le mit en contact avec Monod, et je découvris plus tard qu'il avait été largement responsable dans la nomination de Monod en tant que trésorier des Nations unies. J'ai entretenu une relation longue et cordiale avec David les années suivantes<sup>33</sup>. »

<sup>25</sup> En 2005, dans la foulée du scandale « Pétrole contre nourriture » (dont il fut innocenté), Strong quitta les Nations unies et partit s'établir en Chine.

<sup>26</sup> Nous renvoyons au livre pour la liste intégrale des noms des contributeurs. Mentionnons-en toutefois certains que nous serons amenés à revoir dans notre étude : Gro Harlem Brundtland, Klaus Schwab, Steven C. Rockefeller, William Irwin Thompson, Geoffrey Lippman et James D. Wolfensohn.

<sup>27</sup> Fondateur en 1964 de l'Inter Press Service, une agence de presse qui regroupe des journalistes et des experts spécialisés dans la communication mondiale pour le développement ; elle dispose d'un statut consultatif à l'ECOSOC des Nations unies. Savio fut par ailleurs secrétaire général de la Society for International Development, qui dispose d'un statut de catégorie I (le plus élevé) à l'ECOSOC des Nations unies, d'un statut d'assistance officielle au développement à l'OCDE, et de statuts consultatifs dans d'autres agences spécialisées de l'ONU : Organisation internationale du travail, Fonds international de développement agricole (IFAD), Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (FAO), Programme des Nations unies sur l'Environnement (PNUE), Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) et Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF). Actuellement, le comité exécutif de sa principale branche (Washington) est présidé par Wade Warren, directeur stratégique pour le développement international chez Deloitte Consulting. Enfin, Roberto Savio fait partie du bureau fondateur et fut directeur de l'ONG d'essence New Age Alliance for the New Humanity.

<sup>28</sup> Membre honoraire du Club de Rome et du Club de Budapest, ancien directeur-général de l'UNESCO, ancien chairman du groupe d'experts du Conseil européen de la recherche, ancien chairman du groupe de haut niveau pour l'Alliance des Civilisations de l'ONU, ainsi que de l'Inter Press Service fondé par Roberto Savio.

<sup>29</sup> Directeur de l'European Center for Peace and Development.

<sup>30</sup> *Where on Earth...*, op. cit., emp. 2434.



Par la suite, Strong retourna au Canada où il devint analyste stagiaire, puis spécialiste dans les ressources minières et pétrolières. Strong a ensuite travaillé en Afrique pour Caltex, une filiale du groupe pétrolier Chevron (l'une des sociétés pétrolières ayant succédé au démantèlement en 1911 de la Standard Oil Corporation de John Rockefeller – pour monopole illégal – dans le cadre des lois anti-trust). Sa tâche était de développer de nouveaux sites de stations-service. Outre sa proximité avec David et Laurance Rockefeller, il occupa plusieurs postes (dont vice-président et directeur financier) chez Dome Petroleum – filiale de Dome Mines<sup>34</sup> – à partir de 1954. En parallèle, Strong a travaillé au Canada pour le programme des Services mondiaux du YMCA (Young Men's Christian Association) dont il est devenu le président national et le chairman de l'Extension and Intermovement Aid of the World Alliance. Il a également été actif au Conseil oecuménique des Églises. Au cours de ces années, il reprit Ajax Petroleum, une entreprise de gaz naturel en faillite, et la transforma en figure de proue du secteur, Norcen Resources. Cette activité déboucha sur son embauche par Power Corporation du Canada, une entreprise centrée sur les services financiers, au poste de vice-président puis rapidement de président. Strong rapporte que ceci lui permet « *d'avoir un accès facile à l'establishment politique et économique canadien* ». Wikipédia nous apprend que, dans les années 1960, Maurice Strong y a embauché Paul Martin Jr, qui devint ultérieurement Premier ministre du Canada. La biographie que le site dédié à Strong lui consacre souligne que ce poste lui a permis d'avoir l'oreille des pouvoirs publics, accréditant son approche pour que « le rôle du Canada dans le monde soit entendu ».

Tout en siégeant au bureau directeur de plusieurs entreprises, Strong devint concomitamment, à la demande du Premier Ministre canadien Lester Pearson, ministre délégué à l'aide extérieure. Sous Strong, cette fonction évolua pour devenir la Canadian International Development Agency (CIDA). Ce poste permit à Strong de retourner aux Nations unies en tant que représentant canadien, ce qui facilita sa création de liens avec le programme de Développement de l'Agence. Sa biographie consultée expose que son intérêt pour les questions environnementales est alors allé croissant : « *Sa fascination pour la nature a évolué vers un intérêt pour la conservation. Il vit le mouvement environnementaliste naissant comme étroitement lié à la question du développement. Il devint de plus en plus clair pour lui que son implication dans l'industrie des ressources montrait comment son développement infligeait des dommages conséquents à l'environnement. Cela le mena, en fin de compte, à réaliser que ce ne serait qu'au travers d'une gestion meilleure et plus responsable du développement que l'environnement pourrait être protégé.* »

Enfin, Strong a joué un rôle-clé dans la constitution d'un réseau d'instituts de recherches agricoles internationaux. Il rappelle dans son autobiographie le rôle pionnier de la Rockefeller Foundation et de la Ford Foundation en la matière, avec le développement de nouvelles variétés de riz et de blé « pour la *‘révolution’ verte qui ont considérablement accru la capacité de pays en développement comme l'Inde pour nourrir leur population croissante* ». Maurice Strong est parvenu à convaincre les responsables canadiens d'appuyer les fondations Rockefeller et Ford, et le Canada est devenu, précise-t-il, l'un des principaux soutiens de cette nouvelle organisation, le Consultative Group for International Agricultural Research (CGIAR, fondé en 1971)<sup>36</sup>.

## Des honneurs qui dessinent un réseau

Le site dédié à Maurice Strong et à son action recense 53 doctorats honoraires reçus par ce dernier, par ailleurs professeur invité honoraire au sein de sept universités. Parmi ses honneurs et récompenses, nous noterons les suivants<sup>37</sup> (dont nous précisons la qualité) :

- Chairman du Conseil du World Economic Forum<sup>38</sup>.

- 1971 – 1977** : administrateur de la Fondation Rockefeller.

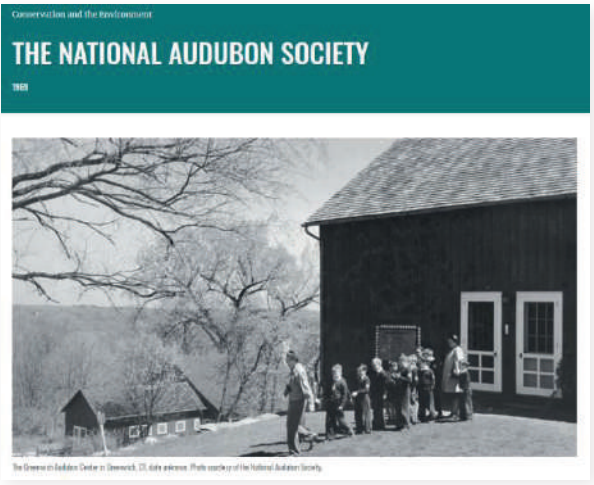
- 1972 – 1978** : membre du Conseil de l'Université Rockefeller.

- 1974**<sup>39</sup> : Tyler Environmental Prize, où il est rappelé que Strong est le directeur fondateur du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE, en anglais UNEP, United Nations Environmental Programme), qu'il dirigea de 1973 à 1975. La page dédiée précise que Strong a fourni « un leadership diplomatique talentueux dans le domaine politico-environnemental ».

- 1975** : Freedom Festival Award.

- 1975**<sup>40</sup> : Mellon Award, de son nom complet le Richard Beatty Mellon41 Environmental Stewardship Award. Ce prix récompense des individus ou des organisations qui ont oeuvré au contrôle de la pollution de l'air et à la gestion des déchets pour le bien de l'environnement.

- 1975** : National Audubon Society Award. Cette organisation se présente comme défendant les oiseaux et les habitats dont ils ont besoin aux Amériques, via divers moyens : science (ce que l'on nomme le science-based lobbying), plaidoyer, éducation, conservation sur le terrain. À cette époque, l'Audubon était par ailleurs étroitement liée à la « philanthropie » de la famille Rockefeller. Dans le déroulé chronologique de ses activités, le Rockefeller Brothers Fund (photo ci-contre) précise la nature de cette relation : « *Encouragée par le RBF, la National Audubon Society est devenue un chef de file de l'éducation environnementale de 1957 à 1977. Durant ces vingt ans, le RBF a donné près de deux millions de dollars à la Société. En 1969, le Fonds a commencé à diriger son aide au département des Centres de la Nature de la National Audubon Society pour l'assistance éducative. Ceci incluait des publications, des centres de formation, des sessions de travail pour le grand public, et des programmes d'études environnementales pour les écoles élémentaires et les collègues. Ces programmes ont atteint des millions de jeunes gens. Au début des années 1970, l'Audubon Society, en compagnie du RBF et du grand public, a reconnu de manière croissante la complexité de la cause-à-effet dans le monde naturel et construit par l'Homme. En vertu de quoi, Audubon a commencé à changer son approche, depuis un simple conservatinnisme [environnemental] et une observation vers une approche des systèmes écologiques interdépendants. La dernière subvention du RBF, en 1977, a permis à la Société d'évoluer et de réformer ses programmes éducatifs pour répondre et communiquer sur ces nouvelles compréhensions des questions environnementales.* » Parmi les récipiendaires de la médaille Audubon figurent d'autres noms célèbres : famille Rockefeller, Ted Turner, Walt Disney, Jimmy Carter, et le fondateur de la sociobiologie et du concept de biodiversité, Edward O. Wilson.


<sup>[1]</sup> Boulianne (Guy), La Société fabienne, p.159.

<sup>[2]</sup> David Rockefeller (1915 – 2017) était alors âgé d'environ 32 ans.

<sup>[3]</sup> Where on Earth..., op. cit., emp. 1216-1223.

<sup>[4]</sup> Strong précise que l'entreprise canadienne Dome Mines était « contrôlée depuis New York », et que l'un de ses investisseurs était « Empire Trust, géré par Henrie Brunie, un ami de John McCloy, conseiller juridique des Rockefeller, qui avait aidé à créer la CIA », ibid., emp. 1304-1311. Ultérieurement, Maurice Strong précise avoir fondé M. F. Strong Management, et être de ce fait devenu « le contact à Calgary pour identifier et aider à négocier des opportunités d'investissements pour un certain nombre d'institutions financières nationales et internationales intéressées dans le pétrole de l'Alberta. L'un d'eux était l'Empire Trust d'Henri Brunie, une entreprise qui avait investi dans Dome. Le vice-président senior qui souhaitait investir au Canada était Robert Heim, un homme réfléchi et sage qui devint un mentor et un ami à vie. Robert me présenta à quelqu'un qu'il me présenta comme un jeune Australien exceptionnellement prometteur, Jim Wolfensohn [futur président de la Banque mondiale, que nous reverrons dans notre étude]. Bob Heim me demanda de reprendre une petite entreprise dans la tourmente, Ajax Petroleums [...] », ibid., emp. 1479-1485.

<sup>[5]</sup> Il ajoute : « Power contrôlait de nombreuses entreprises, et par le biais de son utilisation créative des contributions et des nominations et de ses accès [souligné par Strong] faciles aux leaders politiques, l'entreprise avait un degré d'influence notable auprès d'eux. » Il poursuit : « Les hommes politiques me connaissaient et réciproquement. J'ai recruté de nombreux jeunes hommes qui ont par la suite mené de brillantes carrières, parmi lesquels Jim Wolfensohn, qui a dirigé notre nouvelle filiale australienne. Il s'est par la suite distingué à Wall Street et a créé sa propre entreprise, qui fut par la suite dirigée par Paul Volcker après que Wolfenshon prit la tête de la Banque mondiale. », ibid., emp. 1613-1619. Côté banque, Maurice Strong rapporte par ailleurs avoir été particulièrement actif dans les négociations qui ont mené à l'établissement de la Banque asiatique de développement, emp. 1854.

<sup>[6]</sup> Ibid., emp. 1774-1780.

- 1976** : membre de l'Ordre du Canada<sup>42</sup>, plus haute distinction civile du pays.

- 1976** : premier prix environnemental international des Nations Unies, aujourd'hui prix Sasakawa, qui récompense des individus ou organisations pour leur contribution notable à la protection de l'environnement et à la promotion du développement durable.

- 1977** : Ordre Henri Pittier<sup>43</sup> du Venezuela en faveur de la conservation, accordé par le gouvernement.

- 1979** : Commandeur de l'Ordre de l'Arche d'Or (*Order of the Golden Ark, néerlandais*). Cette distinction récompense les individus ayant contribué de manière significative à la conservation de la nature. Cet ordre fut créé par le Prince Bernhard de Hollande, cofondateur en 1954 du Groupe de Bilderberg avec, entre autres, David Rockefeller. Le Prince Bernhard a également cofondé le Fonds Mondial pour la Nature (connu sous son acronyme WWF, pour World Wildlife Fund puis World Wide Fund for Nature), l'une des principales ONGE mondiales, avec d'autres personnalités dont 1) le biologiste Julian Huxley, théoricien de l'eugénisme et par ailleurs premier président de l'UNESCO 2) le Prince Philip de Mountbatten, duc d'Edimbough et partisan de la dépopulation mondiale (ordonné dans l'Arche d'Or en 1971), **Godfrey A. Rockefeller**, de la célèbre famille du même nom. Ce dernier fut directeur exécutif du WWF (1972 – 1978),

<sup>[7]</sup> L'intégralité est disponible à la fin de l'essai de Maurice Strong Where on Earth are we Going ?, sur lequel nous nous appuyons pour intégrer quelques ajouts par rapport au site qui lui est dédié. Nous ajoutons par ailleurs des informations issues de nos recherches personnelles.

<sup>[8]</sup> Dans un livre de témoignages dédiés à Strong précité, Klaus Schwab rapporte connaître Maurice Strong depuis au moins le début des années 1970 : « En 1972, Maurice Strong a supervisé la Conférence de Stockholm sur le développement humain, un an seulement après que j'ai créé le World Economic Forum. Je me rappelle les longues conversations avec Maurice lors de ces premiers jours du World Economic Forum – alors European Economic Forum – et à quel point je fus frappé par la similitude dans nos visions. » (p. 196) L'implication écologique du promoteur du Great Reset remonte d'ailleurs à cette époque, comme il l'écrit dans le même texte : « [Maurice Strong] a fait en sorte que nous puissions apporter notre soutien à la Conférence sur l'environnement humain de 1972 et d'autres initiatives environnementales mondiales importantes dans lesquelles Maurice fut impliqué par la suite, telles que la création du Programme des Nations unies pour l'Environnement, la Commission mondiale pour l'Environnement et le Développement durable en 1983-87, le Sommet de la Terre de Rio en 1992 et sa dernière apparition au Sommet de Rio+20 en 2012. »

<sup>[9]</sup> Aux côtés de Arie Jan Haagen-Smit et de George Evelyn Hutchinson.

<sup>[10]</sup> Le site sur Maurice Strong indique 1976.

<sup>[11]</sup> Richard Beatty Mellon était un banquier, un industriel et un « philanthrope » (1858-1933).

<sup>[12]</sup> L'Ordre du Canada a été créé en 1967 par Elizabeth II sur les conseils de Lester B. Pearson, qui devint par la suite un proche de Maurice Strong, cf. infra.

• **1981** : **Charles A. Lindbergh Award**, qui récompense l'équilibre entre les avancées technologiques et la conservation environnementale. D'autres noms que nous sommes amenés à mentionner ont également reçu ce prix : Robert O. Anderson (le premier, en 1978), Aurelio Peccei (alors président du Club de Rome, en 1979), Sylvia Earle (1996, de la Sylvia Earle Alliance / Mission Blue, investie sur la question de la conservation des océans), les frères Amory et Hunter Lovins (1999, cf. notre section sur la décroissance dans notre deuxième partie), Thomas E. Lovejoy (2002, homme aux multiples casquettes et ancien directeur de la branche américaine du WWF), David Suzuki (2004), Ted Turner (2008), Lester Brown (2009).

• **1982** : Gold Environmental Leadership Decade Award (PNUE).

• **1983** : René Dubos « Only One Earth » Award<sup>44</sup>.

• **1987** : membre du Global 500 Award du PNUE, en français le Palmarès mondial des 500, remplacé en 2003 par le Champions of the Earth Award, et qui récompense des individus et organisations pour leurs réalisations dans le domaine environnemental.

• **1989** : Pearson Peace Medal, nommé en l'honneur de Lester B. Pearson, ancien Premier ministre du Canada. Le prix récompense la contribution d'un individu à la paix et à la prospérité.

• **1993** : National Wildlife Foundation Ding Darling Medal, délivrée à des « individus incroyables » qui ont grandement contribué à faire avancer le mouvement environnemental. Le site précise que Strong a été nommé « conservacionniste » de l'année 199245 et pour l'international en 1972.

• **1993** : UN Writers' Award of Excellence. La Société des Auteurs des Nations Unies se fixe pour objectif de promouvoir l'écrit comme outil pour poursuivre les objectifs universels des Nations Unies.

• **1993** : New World Journal Award.

• **1993** : Earth Day International Award.

• **1993** : Cervia Ambiente Award (une fondation italienne axée sur la défense de l'environnement, qui a désormais fusionné avec la fondation Centre de recherche marine).

• **1993** : International St. Francis Prize for the Environment.

• **1993** : Rotary Club McClure International Service Award.

• **1994**<sup>46</sup> : Jawaharlal Nehru<sup>47</sup> Award for International Understanding (i. e. la « compréhension internationale »).

• **1994** : Lifetime Achievement Award, Environment Canada (ministère canadien de l'Environnement et du Changement climatique).

• **1994** : Asahi Glass Foundation Award : Blue Planet Prize. Le prix remis par cette fondation japonaise a été créé en 1992, dans la continuité du Sommet de Rio dirigé par Maurice Strong, et cherchait à « *améliorer la relation entre l'humanité et l'environnement* ». Le prix récompense les individus ou organisations dont le travail a et continue de manière conséquente d'améliorer l'environnement au niveau mondial.

• **1995** : IKEA Environmental Award.

• **1996** : Swedish Royal Order of the Polar Star.

• **1999** : Compagnon de l'Ordre du Canada, le plus haut grade de cette distinction.

• **2002** : Carriage House Center on Global Issues : Candlelight Award. En présentant cette récompense aux Nations Unies, remportée par Maurice Strong et son ami et disciple Jim MacNeill, le secrétaire général Kofi Annan mit en avant leur rôle dans la promotion et l'avancement du développement durable. Concernant Strong, il déclara : « *Maurice [Strong] a exercé une présence publique dynamique sur la scène internationale depuis de nombreuses décennies. Il personnifie le sens de l'apport conjoint des forces du secteur privé et du service public. Il fut indispensable dans l'inscription de l'environnement sur l'agenda international et dans l'orchestration du Sommet de la Terre (Earth Summit). Ses efforts ont été déterminants pour amener le monde à amorcer l'essentielle transition vers le développement durable.* »


<sup>[1]</sup> Botaniste suisse, Henri Pittier a donné son nom au premier parc national du Venezuela

<sup>[2]</sup> René Dubos a passé sa carrière scientifique au Rockefeller Institute et à la Rockefeller University, où il était professeur émérite, comme le rappelle le New York Times. Il cofonda Children of the Green Earth (qui principalement plantait des arbres pour faire prendre conscience d'une responsabilité planétaire à l'égard de la nature), l'Association for Humanistic Psychology (cofondée notamment par Abraham Maslow, qui donna son nom au modèle pyramidal des besoins du même nom), reçut les honneurs de l'Earth Day en 1982 par l'Earth Society Foundation (cofondée par la célèbre anthropologue Margaret Mead entre autres ancienne vice-présidente du – New Age – Teilhard Centre for the Future of Man et qui récompensa de nombreuses personnalités : Mead elle-même à deux reprises, U Thant – secrétaire général de l'ONU de 1961 à 1971 et soutien de Maurice Strong –, Robert Muller à deux reprises – vice-secrétaire général des Nations unies et proche de Maurice Strong, etc.) et membre du conseil consultatif d'une ONG New Age, Planetary Citizens. Mead fut en outre l'une des personnalités ayant participé aux conférences Macy sur la cybernétique qui se sont tenues entre 1946 et 1953.

<sup>[3]</sup> Al Gore a été lauréat de l'année 2006

<sup>[4]</sup> Wikipédia indique 1992

<sup>[5]</sup> Ancien Premier ministre d'Inde et père d'Indira Gandhi, avec qui Maurice Strong entretiendra de bonnes relations. Avec U Thant et de nombreuses autres personnalités, Nehru fait partie des « amis fondateurs » de l'ONG Temple of Understanding, qui a notamment fait la promotion de la Charte de la Terre (dont nous reparlerons) développée par Maurice Strong, Mikhail Gorbatchev et Steven Rockefeller. Temple of Understanding est une ONG à vocation mondialiste qui s'inscrit pleinement dans le syncrétisme religieux de la spiritualité New Age. Le profil de sa fondatrice, Juliet G. Hollister, appuie cette thèse, notamment par sa présence passée (décédée en 2000) au bureau directeur de l'American Teilhard Association for the Future of Man, au nom hérité de Pierre Teilhard de Chardin, une référence récurrente du New Age.

• **2003** : récipiendaire du Distinguished Canadian Leadership Award par l'Université du Canada.

• **2003** : Public Welfare Medal de l'Académie nationale des sciences des États-Unis. Le site dédié à Maurice Strong apporte des précisions et souligne que cette récompense est la plus prestigieuse de l'établissement : « *Créée en 1914, la médaille est présentée chaque année pour honorer un usage extraordinaire de la science pour le bien public. L'Académie a choisi Maurice Strong, Canadien et premier citoyen extra-américain à recevoir cette récompense, en reconnaissance de sa conduite (leadership) des conférences mondiales qui sont devenues la base pour les négociations environnementales internationales et pour ses infatigables efforts pour lier la science, la technologie et la société pour le bien collectif.* »

# Autour de la United Nations Foundation

## Qu'est-ce que la United Nations Foundation ?

La United Nations Foundation (dont le nom initial est le Better World Fund) est un trust caritatif de droit américain fondé en 1998 et domicilié à Washington DC. Assurant auparavant un rôle de soutien financier, la Fondation agit désormais pour appuyer l'implémentation des diverses planifications des Nations Unies, à l'instar des Objectifs de développement durable (ODD, en anglais SDG, pour Sustainable Development Goals) édictés en 2015 et dont le Great Reset de Davos et son application européenne officielle, le Pacte vert pour l'Europe, se veulent des moteurs. La United Nations Foundation a été lancée grâce à un don d'un milliard de dollars de Ted Turner – après un échange avec son ami Maurice Strong<sup>51</sup> – et s'est initialement axée sur la santé infantile et féminine, le changement climatique, la biodiversité, les relations USA – ONU, et le renforcement des Nations Unies. Dès 1999, la Fondation a lancé la Global Reporting Initiative (GRI) avec le PNUE créé par Maurice Strong pour faire progresser le reporting sur la durabilité d'entreprise (corporate sustainability), i. e. le futur concept de responsabilité sociétale des entreprises, qui repose sur trois piliers d'investissement durable : l'environnement, le social, la gouvernance.

En 2007, la United Nations Foundation et le **Club de Madrid**<sup>52</sup> ont créé le Global Leaders for Climate Action « pour promouvoir une politique climatique plus forte ». La même année, la Fondation a par ailleurs été partenaire de la Commission des Nations Unies pour planifier un plan pour le développement durable.

En 2014, en amont de la COP 21 qui déboucha sur « *l'Accord de Paris* », le GIEC a publié son cinquième rapport, « *avec une large acception du public* ». La Fondation a joué un rôle notable dans sa médiatisation : « *La UN Foundation a mis en lumière les découvertes du rapport à travers une série de conférences, d'éditoriaux et de blogs d'opinion, et des interventions télévisées de son principal auteur, Chris Field.* » En 2017, la Fondation a accepté d'accueillir le secrétariat de l'US Climate Alliance. Celle-ci se constitue d'un ensemble de territoires et d'États américains (principalement des côtes Ouest et Est, très majoritairement Démocrates) et se dédie au respect des engagements pris lors de l'Accords de Paris à la COP 21, à savoir une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 26 à 28% à horizon 2025.

Dès 1998, la Fondation des Nations Unies a établi un partenariat avec la Fondation Rockefeller. Elle dispose à ce jour, outre cette dernière et le Rockefeller Brothers Fund, de nombreux bailleurs de fonds publics (gouvernementaux) et privés (entreprises et fondations). Parmi les fondations se trouvent plusieurs acteurs de poids, dont certains environnementaux : Turner Foundation, Bill & Melinda Gates Foundation, GAVI<sup>53</sup>, David & Lucile Packard Foundation, ClimateWorks Foundation, William & Flora Hewlett Foundation<sup>54</sup>.

<sup>[6]</sup> Le site Celebrity Net Worth a évalué sa fortune à 100 millions de dollars

<sup>[7]</sup> Fondé en référence à la Conférence de 1972 du même nom ; son premier président fut Gordon T. Goodman, autre cofondateur avec Maurice Strong de l'Earth Council. Il est aujourd'hui financé entre autres par la Bill & Melinda Gates Foundation

<sup>[8]</sup> Malgré la liste que nous avons exposée, le pedigree complet de Maurice Strong comporte des distinctions supplémentaires, que nous avons laissées de côté pour des questions de lisibilité (nous en avons fait de même, ce besoin ne s'appliquant pas directement à notre sujet, en laissant de côté des organisations comme l'UICN et le World Resources Institute). L'intégralité (à date de l'an 2000) de ses titres peut être consultée à la fin de son autobiographie déjà citée, Where on Earth are We Going ?

<sup>[9]</sup> Comme le rapporte Strong dans Where on Earth..., emp. 3009, Turner lui demanda : « Maurice, je te supplie à genoux d'accepter de devenir le président de la Better World Society [cofondée par Ted Turner, cf. infra.], et je te supplie de ne pas dire non. » Strong en deviendra ainsi le directeur. Maurice Strong tient par ailleurs des propos bienveillants à l'égard des principaux philanthropes : George Soros, le « génie des médias » Ted Turner, et le « roi du logiciel informatique » Bill Gates. Il ajoute qu'« ils s'inscrivent dans la tradition des grand philanthropes du passé – en particulier la famille Rockefeller, qui continue avec sa génération actuelle d'établir un exemple remarquable de leadership philanthropique éclairé et innovant », emp. 494.

<sup>[10]</sup> Le Club de Madrid est dirigé par des anciens présidents ou chefs de gouvernement de divers pays, avec pour objectif de « contribuer à renforcer la démocratie dans le monde », un objectif qui fait écho entre autres à la Charte de la Terre.

<sup>[11]</sup> Voir notre rapport précédent, portant sur l'influence des ONG dans l'élaboration des politiques européennes.

En décembre 2021, le bureau directeur de la United Nations Foundation se composait entre autres de Ted Turner (qui en reste le chairman), (la baronne) Valerie Amos en vice-présidente (entre autres ancienne secrétaire d'État aux Affaires internationales britannique), Gro Harlem Brundtland (dont nous reparlerons) en autre vice-présidente, Elizabeth Cousens en présidente et PDG (ancienne boursière Rhodes<sup>55</sup> et ancienne vice-président de l'International Peace Academy<sup>56</sup> – désormais **International Peace Institute** – et membre du bureau

de **Sustainable Energy for All**<sup>57</sup>), Laura Turner Seydel (fille de Ted Turner), Mark Malloch-Brown (président de l'Open Society Foundations et ancien vice-secrétaire général de l'ONU), Muhammad Yunus, Timothy E. Wirth (ancien sénateur démocrate, ancien président de la United Nations Foundation, et membre du bureau directeur du **New Economics Institute**, nom donné par la suite à l'E. F. Schumacher Society). Côté membre émérite, nous noterons la britannique **Emma Rothschild**<sup>58</sup>, notamment ancienne membre du bureau du British Council.

« **[Ted Turner] a fourni un temps d’antenne précieux sur ses réseaux de télévision, mais il a également diffusé de nombreux programmes sur des causes liées à l’ONU, dont l’environnement.** »

**Maurice Strong**

Maurice Strong, ancien directeur du bureau de la Fondation Gates, le Good Club comprenait également Oprah Winfrey et George Soros. Le Wall Street Journal, pourtant grand public, titrait à cette occasion que « Des milliardaires tentent de réduire la population mondiale, selon un rapport ».

Le site Source Watch rapporte d'autres responsabilités et honneurs reçus par Ted Turner :

Le site **Source Watch** rapporte d'autres responsabilités et honneurs reçus par Ted Turner :

- Fondateur en 1997 du Turner Endangered Species Fund, dédié à « conserver la biodiversité en assurant la survie des espèces en danger et leurs habitats ».

- Président de la Turner Foundation (les autres membres de sa famille en sont chacun les directeurs), consacrée à « la prévention des dégâts contre les systèmes naturels – eau, air, et terres – dont toute vie dépend ».

## Ted Turner, une personnalité influente

À l'instar de Maurice Strong, Ted Turner dispose de multiples casquettes : producteur de télévision, propriétaire de médias, homme d'affaires, « philanthrope » : fondateur des chaînes TBS et CNN, co-créateur du dessin animé environnementaliste Captain Planet and the Planeteers, chairman des entreprises Turner, de la Fondation des Nations Unies, de la Fondation Turner, et co-chairman de la Nuclear Threat Initiative (Initiative sur la menace nucléaire). Turner a dépensé une partie de sa fortune pour les sujets environnementaux. Au sujet du soutien de Ted Turner à l'ONU, Maurice Strong écrivait d'ailleurs : « *Incontestablement, le meilleur ami de l'ONU parmi les chefs de file médiatiques a été, année après année, Ted Turner. Non seulement il a fourni un temps d'antenne précieux sur ses réseaux de télévision, mais il a également diffusé de nombreux programmes sur des causes liées à l'ONU, dont l'environnement […]*<sup>59</sup> ». Mais Turner fut aussi, en 2009, l'un des invités du *Good Club*, un rassemblement de milliardaires dédié à la résolution du problème de la surpopulation. Organisé par Bill Gates, David Rockefeller et Warren Buffett (notamment ancien vice-président

• Coprésident du State of the World Forum, fondé en 1995 et visant à « *faire travailler ensemble des partenaires du monde entier pour regrouper le génie créatif de la planète dans la recherche de solutions aux défis mondiaux critiques* ». Outre les entreprises, le forum est soutenu par plusieurs fondations dont Rockefeller Foundation, Rockefeller Brothers Fund, Ford Foundation, John and Catherine MacArthur Foundation, ou encore William and Flora Hewlett Foundation. La première édition du forum, en 1995, a été coorganisée par Mikhail Gorbatchev, Maurice Strong, Ted Turner et cinq autres personnalités. Par la suite, la liste des codirecteurs du Forum a compris Jane Goodall (voir infra.) ou encore Muhammad Yunus (membre de la Rockefeller Foundation).

- Directeur de l'Environmental Media Association (EMA), fondée par le producteur de télévision Norman Lear et dirigée par Debbie Levin. Selon sa présentation, l'EMA « *croit qu'au moyen de la télévision, des films et de la musique, la communauté du divertissement a le pouvoir d'influencer la prise de conscience environnementale de millions de personnes. […] L'EMA mobilise l'industrie du divertissement pour éduquer les gens sur les questions environnementales, ce qui par la suite les inspirent pour agir* ».

Ted Turner, ancien directeur du bureau de la Fondation Gates, le Good Club comprenait également Oprah Winfrey et George Soros. Le Wall Street Journal, pourtant grand public, titrait à cette occasion que « Des milliardaires tentent de réduire la population mondiale, selon un rapport ».

Le site Source Watch rapporte d'autres responsabilités et honneurs reçus par Ted Turner :

Le site **Source Watch** rapporte d'autres responsabilités et honneurs reçus par Ted Turner :

current world population **7,893,749,704**

net growth during your visit **1,656**

• Bureau directeur de l'United Nations Association of the United States of America (UNA-USA), dont l'objectif est de soutenir le travail des Nations unies et d'encourager la participation sur les problématiques contemporaines, dont en premier lieu « *la réalisation des Objectifs de développement durable* ». Elle comprend plus de 20 000 membres dont 60% sont âgés de moins de 26 ans, et se compose de plus de 200 chapitres répartis sur le territoire américain.

- Ancien membre du comité consultatif public du Population Institute. Ce dernier est affilié depuis 2008 au Population Media Center<sup>60</sup>, qui présente sa mission comme suit : « *S'adresser à la population au moyen de méthodes améliorées sur la santé et les droits humains améliore la santé et la prospérité des familles, tout en réduisant l'impact néfaste de l'humanité sur l'environnement terrestre.* » Ou encore : « *Utiliser l'éducation-divertissement et les médias de masse pour promouvoir un changement social et culturel en répondant aux questions interconnectées de tous les droits pour les femmes et les filles, la population, et l'environnement. Notre but est d'autonomiser (empower) les gens pour vivre des vies prospères et en meilleure santé et pour stabiliser la population mondiale à un niveau où les gens puissent vivre de manière durable avec les ressources renouvelables du monde.* » Le site présente un compteur en temps réel qui calcule l'évolution seconde par seconde de la population mondiale, ainsi que le nombre de naissances depuis le début de notre visite sur le site :

<sup>[1]</sup> Les Fondations Packard et Hewlett ont déjà été identifiées depuis 2011 et le rapport Blue Charity Business de Yan Giron comme des lobbies de l'économie bleue (i. e. la financiarisation des services écosystémiques et la mainmise par des pouvoirs privés sur les « communs » (the commons) que sont les océans). Ce lobbying est en outre la feuille de vigne d'autres intérêts, puisque au-delà du colossal marché représenté par les obligations bleues, Packard et Hewlett représentent en premier lieu les entreprises de micro-informatique du même nom. Les fonds marins comprennent en effet des minerais essentiels à ce secteur.

<sup>[2]</sup> Dans Histoire secrète de l'oligarchie anglo-américaine (abondamment sourcée), l'universitaire et mentor de Bill Clinton, Carroll Quigley, rappelle ce que sont ces bourses, attribuées sur des qualités intellectuelles des prétendants mais aussi sur leur alignement sur les positions mondialistes chères à leur fondateur. Elles permettent d'étudier gratuitement pendant une durée d'un à trois ans à l'université d'Oxford, en Angleterre. Si Quigley écrivit son livre en 1949, l'état d'esprit qui règne au sein des bourses Rhodes semble perdurer. Nous retiendrons quatre boursiers Rhodes : Wesley Clark, commandant en chef des forces de l'OTAN entre 1997 et 2011 ; Bill Clinton, ancien président des États-Unis ; James Woolsey, directeur de la CIA de 1993 à 1995 ; Mike O'Sullivan, membre du bureau de la Jane Goodall Legacy Foundation (voir infra).

<sup>[3]</sup> Ses bailleurs de fonds sont, outre les gouvernements nationaux et quelques entreprises, des noms dont certains nous sont connus : Rockefeller Foundation, Rockefeller Brothers Fund, United Nations Foundation, John and Catherine MacArthur Foundation, Ford Foundation, Carnegie Corporation, William and Flora Hewlett Foundation.

<sup>[4]</sup> Sustainable Energy for All se concentre sur le 7 Objectif de développement durable, à savoir « Énergie propre et d'un coût abordable ».

<sup>[5]</sup> Membre de la célèbre famille du même nom, la britannique Emma Rothschild (à l'imposant CV) est par ailleurs mariée au prix Nobel d'économie Amartya Sen, lui-même ancien président honoraire d'OXFAM, administrateur au Population Council (fondé par John D. Rockefeller III) et membre du bureau consultatif de l'Institute for New Economic Thinking fondé par George Soros et Jim Balsillie (nommé en 2010 au Groupe de haut niveau sur la durabilité mondiale du secrétariat général des Nations unies). Sen est par ailleurs présent à de nombreux autres postes de fondations.

<sup>[6]</sup> Ibid., emp. 4894-4901.

<sup>[7]</sup> Fondé et dirigé par William (Bill) N. Ryerson, membre du bureau consultatif de Population Matters (dont nous reparlerons, et dont l'ancien nom est Optimum Population Trust), fondateur du chapitre de Yale de Zero Population Growth, membre du bureau consultatif de Californians for Population Stabilization et président et chairman de Progressives for Immigration Reform.

Niveau impact, Population Media Center revendique avoir « diffusé plus de 40 shows dans plus de 20 langues uniques, aidant plus de 500 millions de personnes à vivre des vies plus saines dans plus de 50 pays » :



- Membre du conseil des leaders de la défunte **Initiative for Global Development**, cofondée en 2003 notamment par le père de Bill Gates (William Gates Sr), coprésidée par Madeleine Albright et Colin Powell, et soutenue entre autres par : Rockefeller Foundation, Rockefeller Brothers Fund, United Nations Foundation, Bill & Melinda Gates Foundation, William & Flora Hewlett Foundation.

- Membre du bureau honoraire de Green Cross International, pensée comme une version environnementaliste de la Croix Rouge. Green Cross International a endossé et est **partenaire de l'Earth Charter** (dont nous reparlerons en détail). Elle fut fondée en 1993 suite au Sommet de Rio (où sa création avait été envisagée) par Mikhhail Gorbatchev, proche de Steven Rockefeller et cofondateur de l'Earth Charter avec Maurice Strong. Son ancien président est **Alexander Likhotal**, membre du comité exécutif du Club de Rome, conseiller pour le Club de Madrid, membre du conseil d'Earth Charter International, ancien vice-président exécutif auprès de la défunte Gorbatchev Foundation of North America, et conseiller auprès de l'imposant World Future Council. Le **bureau honoraire** de Green Cross compte et a compté des personnalités de renom : Jane Goodall, Leonardo DiCaprio, Princesse Basma Mint Talal de Jordanie<sup>61</sup>, Jean-Michel Cousteau, Wangari Maathai, Robert Redford, ou encore David Suzuki. Green

Cross International a **une trentaine de partenaires**, parmi lesquels : WWF, Google, **Earth X**, Earth Fund, Tesla, Banque mondiale, ministère français aux Affaires européennes, Earth Charter International, National Geographic, Earth Focus Foundation, Croix Rouge, Club de Rome, Club de Madrid...

- Membre d'**Ocean Elders**, une ONG qui promeut la conservation de l'océan, de ses écosystèmes et de sa biodiversité. On y retrouve notamment Sylvia Earle (Mission Blue / Sylvia Earle Alliance), Sir Richard Branson (PDG de Virgin), ou encore **Jean-Michel Cousteau** (cofondateur avec Ted Turner de la Better World Society<sup>62</sup> et membre du bureau honoraire de Green Cross International).

- Membre du comité consultatif mondial de l'**Earth Day Network**, une organisation de promotion du développement durable à l'échelle mondiale.

- Comme Maurice Strong, Ted Turner a reçu l'Audubon Medal (1991) ainsi que le Lindbergh Award (2008). Il a également reçu d'autres récompenses :

- 1) Margaret Sanger Award (2004<sup>63</sup>), du nom de la fondatrice du planning familial par ailleurs membre de l'American Eugenics Society et partisane du contrôle des naissances.

- 2) David Rockefeller Bridging Leadership Award (2006), qui récompense ceux qui « travaillent ensemble pour le bien commun ». Cette récompense a été nommée d'après David Rockefeller qui en fut le premier récompensé, et dont le nom reste central : The Rockefeller Foundation figure parmi les cinq « champions » qui sponsorisent l'événement, (feu) David & Susan Rockefeller ainsi que le David Rockefeller Fund sont parmi ses « leaders », et Valerie Rockefeller, **présidente du Rockefeller Brothers Fund**, administratrice au Rockefeller Philanthropy Advisors, membre du Council on Foreign Relations et administratrice d'autres organisations, fait partie du jury de l'événement.

## Du Club de Rome à la Conférence de Stockholm

Le Club de Rome, fondé en 1968 et dont Maurice Strong fut membre du comité exécutif, est à l'origine de la publication du rapport Meadows en 1972, *The Limits to Growth*. Cette publication néo-malthusienne, fondée sur des scénarii découlant de modélisations informatiques, a posé les jalons du développement durable en conjuguant une prospective démographique, énergétique, écologique et économique. Le rapport était accompagné d'un programme politique s'appuyant dessus : Changer ou disparaître. Plan pour la survie.

*To Dr. Aurelio Peccei, whose profound concern for humanity has inspired us and many others to think about the world's long-term problems*

Le Club de Rome, que l'ancien président fédéral allemand Richard von Weizsäcker a qualifié en 1993 de « conscience du monde », a été cofondé en 1968 par l'industriel Aurelio Peccei – à qui fut dédié le rapport Meadows (voir ci-contre) et l'ancien directeur de la section éducation et science de l'OCDE, le Britannique Alexander King. Toutefois, un troisième nom, mentionné plus rarement, se trouve sur la fiche Wikipédia anglaise officielle du Club de Rome : David Rockefeller<sup>64</sup>. Nous sommes ici loin du monde des

ONG. Dans L'Âge productiviste<sup>65</sup>, Serge Audier souligne en effet qu'« une chose est sûre : le Club de Rome, qui mobilisa certes des compétences scientifiques internes et externes, est bien l'oeuvre de quelques individus appartenant à l'élite du capitalisme [...] ». Aurelio Peccei, récipiendaire du Lindbergh Award en 1979, a occupé un poste de direction chez Friends of the Earth et fut également actif au WWF. Il a travaillé dans l'industrie automobile, mais également pour l'ADELA, un consortium international de banquiers destiné à soutenir l'industrialisation en Amérique latine. Pour le Club de Rome, Peccei avait été soutenu par Giovanni Agnelli<sup>66</sup>, le PDG de Fiat. Depuis 1958, Agnelli participait régulièrement aux réunions du Groupe de Bilderberg cofondé par David Rockefeller<sup>67</sup> et le Prince Bernhard de Hollande, cofondateur du WWF.

Maurice Strong rapporte avoir connu Aurelio Peccei suite à un article écrit par ce dernier à la fin des années 1960. Il précise : « Je fus si impressionné que je me rendis à Rome pour le rencontrer et j'ai découvert un homme charmant, convaincant et très intelligent. Dès le moment où nous avons fait connaissance j'ai ressenti une grande affinité pour Peccei, et nous sommes devenus amis et collaborateurs<sup>68</sup>. »

Peu après sa réunion fondatrice à Rome, une deuxième rencontre du Club, intitulée « Long-Range Forecasting and Planning » (Prévision et planification à long-terme), s'est tenue à Bellagio, avec un soutien de la Fondation Rockefeller. Jay Forrester, que Baudier présente comme le futur inspirateur du rapport Meadows, a recommandé à cette occasion une planification à long terme centrée sur « l'équilibre écologique », avec des propos explicites : « Devant nous s'ouvre la période durant laquelle nombre de ces courbes de croissance exponentielle doivent s'infléchir vers l'équilibre. La croissance démographique et l'augmentation de la pollution doivent cesser. »

## « Le véritable ennemi, donc c'est l'humanité elle-même. »

## Club de Rome, 1991.

<sup>61</sup> À noter : le prince El Hassan Bin Talal fut pour sa part président du Comité exécutif du Club de Rome.

<sup>62</sup> Parmi les autres anciens administrateurs de la Better World Society figurent Maurice Strong, Gro Harlem Brundtland, ou encore Jimmy Carter. La Better World Society fut en outre présidée par Russell W. Peterson, ancien président de la National Audubon Society (fortement soutenue à l'époque par la famille Rockefeller) qu'il a rejoint en 1952. Peterson a occupé d'autres postes : chairman fondateur du bureau de la Global Tomorrow Coalition, ancien directeur du WWF, chairman du President's Council on Environmental Quality (impliqué dans l'implémentation du National Environmental Policy Act), directeur de Population Action International, et d'Alliance to Save Energy. Mais aussi : président de l'UICN et de Natural Resources, président de l'International Council for Bird Preservation, chairman du comité consultatif du Solar Energy Research Institute du département américain de l'Énergie. Il promeut par ailleurs le wilderness (la défense des terres sauvages) en étant au bureau de la Riverfront Development Corporation. Enfin, Peterson a reçu la Delaware Audubon Conservation Award et a été le chairman honoraire du bureau de l'Audubon du Delaware.

<sup>63</sup> John D. Rockefeller III en fut le récipiendaire en 1967.

<sup>64</sup> Club of Rome - Wikipédia, consultée le 17/09/2021.

<sup>65</sup> Audier (Serge), L'Âge productiviste. Hégémonie prométhéenne, brèches et alternatives écologiques, éditions La Découverte, 2019. Nous nous sommes appuyés sur le chapitre 8, « La montée d'une prise de conscience mondiale : de la Journée de la Terre au Club de Rome », dans sa version (payante) proposée sur le site Cairn : 8. La montée d'une prise de conscience mondiale : de la Journée de la Terre au Club de Rome | Cairn.info.

<sup>66</sup> Depuis 2015, la famille Agnelli est la principale actionnaire du journal The Economist, via le groupe Exor racheté par Agnelli en 1991. Depuis fin 2019, la famille Elkann-Agnelli possède également, en Italie, La Stampa et La Repubblica. Les autres actionnaires de The Economist, que Le Monde Diplomatique a qualifié de « journal le plus influent du monde », sont ce que The Times nommait en 2010 des « élites (blue-bloods) de la City » : les familles Rothschild, Cadbury et Schroder. Quant au nom Elkann associé à Agnelli, il émane de John Elkann, nommé chairman du groupe Fiat en 2010 et la même année, chairman de la maison d'édition Giovanni Agnelli e C. Sapaz. Il a également siégé au bureau du journal Le Monde et a un rôle de directeur chez News Corporation, l'empire médiatique de Rupert Murdoch.

En 1991, soit un an avant le Sommet de Rio, le Club de Rome poursuivait son approche biocentriste (ou anti-anthropocentriste). Sous la plume d'Alexander King et de Bertrand Schneider, il publia un rapport intitulé **The First Global Revolution** (La première révolution mondiale), dont des propos polémiques furent par la suite régulièrement cités par des critiques de cet écosystème : « L'ennemi commun de l'humanité, c'est l'homme. En cherchant un nouvel ennemi pour nous unir, nous en vîmes à l'idée que la pollution, la menace du réchauffement climatique, les pénuries d'eau, les famines et ainsi de suite feraient l'affaire. Dans leur globalité et dans leurs interactions, ces phénomènes constituent une menace commune qui exige la solidarité de tous les peuples. Mais en les désignant comme ennemis, nous tombons dans le piège contre lequel nous avons déjà mis en garde, nommant avec erreur les symptômes comme étant les causes. Tous ces dangers sont causés par l'intervention humaine, et ce n'est qu'au travers de changements d'attitudes et de comportements qu'ils peuvent être surmontés. Le véritable ennemi, donc, c'est l'humanité elle-même<sup>[réf. nécessaire]</sup>. » (voir ci-contre).

THE COMMON ENEMY OF HUMANITY IS MAN
<b>In searching for a new enemy to unite us, we came up with the idea that pollution, the threat of global warming, water shortages, famine and the like would fit the bill. In their totality and in their interactions these phenomena do constitute a common threat which demands the solidarity of all peoples. But in designating them as the enemy, we fall into the trap about which we have already warned, namely mistaking symptoms for causes. All these dangers are caused by human intervention and it is only through changed attitudes and behaviour that they can be overcome. The real enemy, then, is humanity itself.</b>

Somme toute, la même approche se retrouve sous la plume de Klaus Schwab. Dans Stakeholder Capitalism: A Global Economy That Works for Progress, People and Planet, le père du Great Reset écrivait que « la force qui aide les gens à se libérer de la pauvreté et à avoir une vie décente est la même qui détruit la viabilité de notre planète pour les générations futures. Les émissions qui causent le changement climatique ne sont pas seulement le résultat d'une génération d'industriels égoïstes ou de baby-boomers occidentaux. Elles sont la conséquence du désir de créer un meilleur futur pour soi<sup>[réf. nécessaire]</sup>. »

Quant à Stockholm en 1972, la conférence est devenue la pierre angulaire qui a lancé, pour reprendre la formule de Strong – presque unanimement partagée –, « une nouvelle ère de la diplomatie environnementale » : « Parmi les 140 traités environnementaux multilatéraux signés depuis les années 1920, plus de la moitié ont été conclus depuis Stockholm. Stockholm était juste un début, mais c'était<sup>[réf. nécessaire]</sup> un début. Néanmoins, la crise environnementale mondiale continuait à se déployer. »

Il s'agit aussi de la première véritable entrée des environnementalistes dans le champ politique. Toutefois, Strong rappelle qu'à ce moment, où il présenta un Plan d'action de 109 pages, les médias activistes comme les ONG s'étaient principalement concentrés sur la question de la pêche à la baleine. Afin de pouvoir les intéresser et les rallier, Strong a ainsi soutenu, à la fin de la conférence, un moratoire de dix ans sur la pêche à la baleine. Il s'est ensuite rendu, sans y être invité, à l'International Whaling Commission à Londres. Il y a proposé son moratoire, qui a été accepté<sup>[réf. nécessaire]</sup>.

# La Commission Brundtland et le concept de développement durable

En 1969, l'Assemblée Générale des Nations Unies décida d'organiser la première grande conférence intergouvernementale sur les questions environnementales, qui se tint finalement en 1972 et est connue généralement sous le nom de Conférence de Stockholm<sup>[réf. nécessaire]</sup>. Maurice Strong en fut l'une des figures tutélaires. Contacté par le diplomate suédois Sverker Astrom<sup>[réf. nécessaire]</sup>, Strong bénéficia des recommandations de ce dernier auprès de Philippe de Seyne, le sous-secrétaire général aux Nations unies pour les questions économiques et sociales. U Thant, alors secrétaire-général de l'ONU, invita Maurice Strong à occuper ce poste pour la Conférence de Stockholm et lui proposa d'être le sous-secrétaire général de l'ONU responsable pour les questions environnementales. Strong obtint notamment la participation de la Première ministre indienne, Indira Gandhi. En décembre 1972, suite à la Conférence, l'Assemblée générale des Nations unies créa le Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE) et y plaça Maurice Strong comme président. Ce dernier se constituait des directions des principales agences dont le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. La question environnementale pénétrait alors les pays dits du tiers-monde par sa localisation à Nairobi, au Kenya.

Strong a aidé à structurer les pays en développement en mettant sur pied des agences ou des ministères de l'Environnement, et pour pousser à utiliser les recommandations de Stockholm pour développer des politiques et des lois. Il fournit aussi des conseils pour établir des liens avec les principales institutions politiques et scientifiques.

Le concept de développement durable est ainsi une lame de fond depuis au moins la Conférence de Stockholm de 1972. Déterminante, cette dernière a posé les jalons de cette idée<sup>[réf. nécessaire]</sup> et Achim Steiner, sous-secrétaire général de l'ONU et directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE), écrivit à la mort de Maurice Strong en 2015 : « Aujourd'hui le monde pleure l'un de ses géants. Maurice Strong fut un visionnaire et un pionnier du développement durable mondial. »

Selon un rapport de l'International Institute for Environment and Development (IIED, créé en 1971 sous le nom d'International Institute for Environmental Affairs, IIEA<sup>[réf. nécessaire]</sup>) de 2006, sa première présidente (1973-1981) Barbara Ward (baronne Jackson de Lodsworth) est à l'origine du concept de développement durable, avec notamment sa publication du livre Spaceship Earth en 1966. Ce rapport précise que l'IIEA a commencé en tant qu'organisme affilié à l'Aspen Institute.

Outre son appartenance à la Société fabienne<sup>[réf. nécessaire]</sup>, Ward a été administratrice à la Conservation Foundation, fondée en 1958<sup>[réf. nécessaire]</sup> notamment par son président Laurance Rockefeller et par la suite renommée **American Conservation Association** (ACA ; Sourcewatch fournit les organisations qu'elle a financées, voir capture ci-contre), par ailleurs domiciliée au 30 Rockefeller Plaza, avant de fusionner avec le chapitre américain du WWF. Tout comme Maurice Strong, Ward a conseillé et influencé les présidents de la Banque mondiale Robert McNamara et James Wolfensohn, amis de Strong<sup>[réf. nécessaire]</sup>. Enfin, avec René Dubos<sup>[réf. nécessaire]</sup> (recruté en 1957 à l'Université Rockefeller et à l'origine notamment du PNUE), Barbara Ward et René Dubos rédigèrent à la demande de Maurice Strong<sup>[réf. nécessaire]</sup> le rapport préparatoire à la Conférence de Stockholm de 1972, intitulé *Only One Earth*.

The Care and Maintenance of a Small Planet, publié par l'IIEA et diffusé la même année en huit langues. Financé par la Banque mondiale, la Fondation Ford et la chaire Albert Schweitzer du Canada, il fournissait le cadre pour une gouvernance mondiale de la question écologique, trois décennies avant la Charte de la Terre. Le rapport de l'IIED note qu'Only One Earth « peut être vu comme le premier livre sur le développement durable. Il reconnaît le besoin de combiner un engagement pour répondre aux besoins humains en accord avec les limites finies de la planète quant aux ressources et à la pollution ». Maurice Strong écrivit quant à lui qu' « Only One Earth allait devenir le thème et le cri de ralliement de Stockholm<sup>[réf. nécessaire]</sup> ».

## Top Grants Made

- Natural Resources Defense Council \$380,000 (1989–2001)
- Green Guide Institute \$200,000 (1998–2000)
- Sierra Club \$91,000 (1992–2000)
- Wilderness Society \$90,000 (1992–2001)
- World Wildlife Fund \$40,000 (1992–2001)
- World Resources Institute \$38,000 (1992–2001)
- National Wildlife Federation \$35,500 (1992–2001)
- National Audubon Society \$35,000 (1992–2001)
- Southern Environmental Law Center \$35,000 (1992–1992)
- League of Conservation Voters \$30,000 (1998–2001)
- Earthjustice \$30,000 (1998–2001)
- American Farmland Trust \$25,000 (1992–1992)
- Friends of the Earth \$21,000 (1992–2000)
- Earth Day Network \$15,000 (2000–2000)
- Conservation International \$15,000 (1998–2001)
- Environmental Advocates \$10,000 (1998–2001)
- Tides Foundation & Tides Center \$10,000 (1991–1991)
- Rocky Mountain Institute \$5,000 (2001–2001)
- Defenders of Wildlife \$5,000 (2001–2001)

<sup>[1]</sup> Gianni Agnelli - Wikipedia, consultée le 17/09/2021.

<sup>[2]</sup> Where on Earth..., op. cit., emp. 1917.

<sup>[3]</sup> P.145 du PDF, p.115 du rapport consulté.

<sup>[4]</sup> Schwab (Klaus), Stakeholder Capitalism: A Global Economy That Works for Progress, People and Planet, format Kindle, emp. 4151.

<sup>[5]</sup> Souligné par Strong, Where on Earth..., op. cit., emp. 2199.

<sup>[6]</sup> Ibid., emp. 2173-2192.

<sup>[7]</sup> Son nom complet est la Conférence des Nations unies sur l'environnement humain.

<sup>[8]</sup> En 2011, Sverker Astrom reçut le prix du congrès des Verts suédois pour sa contribution à la politique environnementale mondiale dans le cadre de la Conférence de Stockholm de 1972.

<sup>[9]</sup> Dans L'avenir d'un monde fini. Jalons pour une éthique du développement durable, Cahiers de recherche éthique n°15 (1990), Jean-Guy Vaillancourt écrivait : « Dans la prise de conscience internationale des problèmes de l'environnement, le jour de la Terre, en 1970, a sans doute eu une certaine importance, mais l'impact de celui-ci s'était surtout fait sentir en Amérique du Nord. À mon avis, c'est plutôt la conférence de Stockholm sur l'environnement humain en 1972 qui a été le véritable déclencheur, à l'échelle mondiale, de la discussion qui allait aboutir au Rapport Brundtland et à la promotion du développement durable. », p.28.

<sup>[10]</sup> Ce rapport précise (p.12/76 du pdf consulté) que l'IIEA a commencé en tant qu'organisme affilié à l'Aspen Institute. L'Aspen Institute est un think-tank financé par d'influentes organisations comme la Carnegie Corporation ou le Rockefeller Brothers Fund. Il bénéficie par ailleurs à ce jour de fonds de la Gates Foundation et de la Ford Foundation. En son sein, il accueille aujourd'hui à divers hauts postes des personnalités influentes, trop nombreuses pour être citées ici et réparties sur différents groupes : comité directeur, experts & personnel, équipe des cadres dirigeants, et les membres à vie. Parmi ces deniers, nous pouvons citer Madeleine Albright, Sylvia Earle de la Sylvia Earle Alliance / Mission Blue, Henry Kissinger, Frederick Whittemore (directeur consultatif de la banque Morgan Stanley).

<sup>[11]</sup> En 1939, elle fut en effet la première des auteurs-contributeurs à figurer sur le livre Hitler's Route to Bagdad. Il portait comme sous-titre Prepared for the International Research Section of the Fabian Society.

<sup>[12]</sup> Il s'agit ici de son ancien nom, à distinguer de la Conservation Foundation fondée en 1972, qui met en avant la défense des terres et des rivières.

<sup>[13]</sup> Strong avait également connu un autre président de la Banque mondiale, George Woods, Where on Earth, op. cit., emp. 1754.

<sup>[14]</sup> À l'instar d'autres profils que nous verrons dans cette étude, René Dubos partage une approche spirituelle proche du New Age et plus particulièrement de la pensée de Teilhard de Chardin. En 1974, Dubos écrivait ainsi : « L'ordre mondial qui résultera de l'intégration des systèmes sociaux sera une forme supérieure d'unité humaine, compatible avec le pluralisme des modes de vie et des idéologies. » (Choisir d'être humain, éditions Denoël, collection « Regards sur le monde », p. 190.) On retrouve ici le Point Omega de Teilhard de Chardin et son idée selon laquelle l'humanité atteindra un point d'évolution supérieur par sa fusion en un esprit planifié.

<sup>[15]</sup> Where on Earth..., op. cit., emp. 1780. Il rapporte en outre avoir créé une organisation spécialement dédiée à la production du livre de Ward & Dubos.

<sup>[16]</sup> Ibid., emp. 2082.

## Autour de Barbara Ward : l’influent Robert O. Anderson

Le co-directeur de l’IIEA était Robert O. Anderson (1917–2007), homme d’affaires et « philanthrope ». Son premier emploi dans le secteur pétrolier, en 1939, fut pour l’American Minerals Spirits Company, une filiale de la Pure Oil Company. Après d’autres activités pétrolières, il a siégé, en 1951, au comité directeur du National Petroleum Council, un comité consultatif fédéral auprès du secrétaire à l’Énergie. Mais Anderson a surtout fondé l’Atlantic Richfield Oil Company (aujourd’hui l’ARCO). L’Atlantic Richfield Oil Company<sup>83</sup> descend de la fusion entre Atlantic Petroleum (issue de la Standard Oil de John D. Rockefeller) et la Richfield Oil Corporation. Dans les années 1950, Robert O. Anderson possédait plusieurs raffineries et avait fait construire un système de pipelines. Il est devenu à cette époque l’un des plus importants producteurs de pétrole des États-Unis et a approuvé les forages pétroliers de l’ARCO en Alaska. La découverte de puits de pétrole conséquents dans la baie de Prudhoe, en Alaska, lui a permis de faire des bénéfices conséquents et de fusionner l’Atlantic Richfield Company avec Sinclair Oil, devenant de ce fait la septième plus grande compagnie pétrolière des États-Unis. En 1974, il mena l’entreprise à développer le **Trans-Alaska Pipeline System** (TAPS) pour transporter le pétrole à travers le pays. Ceci, en dépit de l’opposition des populations natives (en fin de compte achetées via l’**Alaska Native Claims Settlement Act** – ANCSA – signé par Richard Nixon en 1971) et des organisations environnementales comme Wilderness Society, Friends of the Earth ou l’Environmental Defense Fund. La fiche Wikipédia **dédiée à Robert O. Anderson** souligne qu’entre 1966 et 1982, Anderson a multiplié par 20 le chiffre d’affaires de l’ARCO, passant de 1 à 20 milliards de dollars. En 1986, il quitta l’ARCO pour créer Hondo Oil & Gas Company, où il fut à la fois chairman et PDG jusqu’en 1994.

Hors du monde du pétrole, il occupa plusieurs postes notables : chairman du bureau de Dallas de la Réserve fédérale (FED), membre du bureau directeur de la Chase Manhattan Bank de David Rockefeller à New York, de la chaîne télé CBS (Columbia Broadcasting System, hébergée dans le Rockefeller Center), également à New York, First National Bank de Chicago (propriété, depuis 2004, de la Chase Manhattan Bank), Weyerhaeuser Company (gestion foncière de forêt et vente de produits forestiers).

En parallèle, il fut chairman honoraire de l’Aspen Institute (1973–1990), aida à fonder le **Worldwatch Institute** à Washington – chargé de surveiller les tendances environnementales mondiales et créé par Lester Brown, l’un des pionniers du développement durable –, l’IIEA pour étudier les questions environnementales et alimentaires, et le John Muir Institute of the Environment.

## De Robert O. Anderson à Lester Brown

Le Worldwatch Institute a été fondé en 1974 avec l’aide financière du Rockefeller Brothers Fund (500 000 \$<sup>84</sup>), et présidé de 1974 à 2000 par **Lester Brown**. S’il n’existe plus à ce jour – ni son site Internet – la Wayback Machine donne accès au dernier enregistrement disponible du site, daté du 30 septembre 2019. La mission affichée par l’Institut correspond à ce qu’en rapporte Wikipédia : *« Par la recherche et la sensibilisation qui inspire l’action, le Worldwatch Institute travaille à accélérer la transition vers un monde durable (sustainable) qui réponde aux besoins humains. Les objectifs prioritaires de l’Institut sont l’accès universel aux énergies renouvelables et à une nourriture nutritive, l’expansion d’emplois axés sur l’environnement et le développement, la transformation des cultures du consumérisme vers la durabilité, et une fin rapide à la croissance démographique au travers de grossesses saines et désirées. »* L’Institut disposait de plusieurs partenaires et bailleurs de fonds, parmi lesquels : Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA), International Renewable Energy Agency, William and Flora Hewlett Foundation, Inter-American Development Bank, Banque mondiale et sa Société financière internationale (dédiée au secteur privé), Fondation des Nations unies, Ford Foundation, etc.

Lester Brown a par la suite fondé, en 2001, l’Earth Policy Institute, dont le slogan est *« Fournir un plan pour sauver la civilisation »*, et dont plusieurs membres viennent du Worldwatch Institute. Sa notice biographique sur le site de l’**Earth Policy Institute** rapporte que Lester Brown a été qualifié, par le Washington Post, d’« un des penseurs les plus influents au monde », tandis que The Telegraph of Calcutta le nommait (avec une connotation positive) *« gourou du mouvement environnemental mondial »*. Il fut par ailleurs l’un des intervenants au Sommet de Rio de 1992. Financé par l’Institut Aspen, Lester Brown avait, dans le cadre de son travail à l’Overseas Development Council (appuyé par James P. Grant de l’USAID, qui fut par ailleurs le 3<sup>e</sup> dirigeant de l’UNICEF), publié en 1974 un livre intitulé In the human interest : a strategy to stabilize world population, en vue de la troisième World Population Conference (à Bucarest en Roumanie, du 19 au 30 août 1974<sup>85</sup>). Deux ans plus tôt, en 1972, Brown avait écrit un livre au titre éloquent, World Without Borders. L’Earth Policy Institute présente cet ouvrage comme *« le premier livre publié sur le sujet de la mondialisation – avant même que le terme ne fusse forgé »*. Brown a reçu plusieurs prix : prix de l’Environnement des Nations Unies en 1987, World Wide Fund for Nature (WWF) Gold Medal en 1989, et Blue Planet Prize en 1994 pour *« ses contributions exceptionnelles à la résolution des problèmes environnementaux mondiaux »*.

## Un concept entériné par le rapport Brundtland

C’est toutefois le rapport Brundtland qui a gravé le développement durable dans le marbre en 1987 et lui a permis d’essaimer au niveau international jusqu’à devenir un élément de langage quotidien. Maurice Strong rappelle ces faits et son propre rôle central : *« Dès que possible, discours après discours, à des séminaires, des meetings, des conférences et des comités, je continuai d’insister sur les idées qui avaient*

# « J’ai nommé la synthèse éco développement , mais le terme développement durable fut celui qui eut du succès. »

# Maurice Strong

Maurice Strong, directeur de l'OCDE, en 1987.

L’antériorité du concept d’éco-développement se retrouve dans la Déclaration de Cocoyoc du 23/10/1974, publiée à l’issue d’un colloque des Nations unies dans cette ville mexicaine et dont Maurice Strong fut l’un des participants. Il s’agit d’un des textes fondateurs de l’écologie politique. Il dispose notamment : *« Nous considérons que les efforts présents du Programme des Nations unies pour l’Environnement<sup>90</sup> pour concevoir des stratégies et assister des projets pour un développement socio-économique écologiquement solide (éco-développement) aux niveaux local et régional constituent une contribution importante à cette tâche [aux considérations énergétiques, de ressources et environnementales dans les aspirations des pays pauvres] »*<sup>91</sup>.

En 1983, le secrétaire-général des Nations unies a demandé à Harlem Brundtland d’établir et diriger la Commission mondiale sur l’Environnement et le Développement (des années avant le Sommet de Rio), qui sera communément appelée la Commission Brundtland : *« Sous l’impulsion de Mme Gro Harlem Brundtland (Norvège), la Commission a élaboré le concept de développement durable, présenté comme une démarche différente de celle qui se fonde uniquement sur*

*émergé après le processus de Founex<sup>86</sup> pour la Conférence de Stockholm, que j’étais venu à voir comme cruciale pour notre survie : le développement durable ; l’interconnexion complexe entre l’économie, le développement et l’environnement. J’ai nommé la synthèse éco-développement, mais le terme développement durable<sup>87</sup> fut celui qui eut du succès. Il fut validé à son tour par la Commission mondiale sur l’Environnement et le Développement, dirigée par Gro Harlem Brundtland, et dont je fus membre<sup>88</sup>. Le rapport de la Commission en 1987, Notre avenir à tous, fournit un argumentaire convaincant pour l’intégration positive des dimensions environnementale, sociale et économique du développement par le développement durable, le qualifiant de ‘seule voie sûre et viable vers l’avenir de la communauté humaine’<sup>89</sup> »*

Maurice Strong, directeur de l'OCDE, en 1987.

Maurice Strong, directeur de l'OCDE, en 1987.

Maurice Strong, directeur de l'OCDE, en 1987.

Maurice Strong, directeur de l'OCDE, en 1987.

Maurice Strong, directeur de l'OCDE, en 1987.

Maurice Strong, directeur de l'OCDE, en 1987.

Maurice Strong, directeur de l'OCDE, en 1987.

Maurice Strong, directeur de l'OCDE, en 1987.

Maurice Strong, directeur de l'OCDE, en 1987.

Maurice Strong, directeur de l'OCDE, en 1987.

Maurice Strong, directeur de l'OCDE, en 1987.

Maurice Strong, directeur de l'OCDE, en 1987.

*la croissance économique, une démarche grâce à laquelle «on répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de satisfaire leurs propres besoins»*. »

Quelques noms – extérieurs aux membres issus des pays alors *« sous-développés »* – des membres de la Commission du rapport Brundtland sont à relever :

Maurice Strong, directeur de l'OCDE, en 1987.

- Susanna Agnelli**, soeur de Gianni Agnelli (du Groupe de Bilderberg et employeur d’Aurelio Peccei du Club de Rome). Elle a été notamment administratrice de l’Institut Financier Industriel, entièrement détenu par la famille Agnelli.

- William Ruckelhaus**, proche de David Rockefeller.

- Maurice Strong**.

Maurice Strong, directeur de l'OCDE, en 1987.

- Jim MacNeill**, personnalité centrale dans l’organisation de la conférence de Stockholm en 1972, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire pour la préparation d’Habitat I en 1976, directeur de l’OCDE entre 1977 et 1984.

Maurice Strong, directeur de l'OCDE, en 1987.

Maurice Strong, directeur de l'OCDE, en 1987.

Maurice Strong, directeur de l'OCDE, en 1987.

<sup>[1]</sup> Maurice Strong, directeur de l'OCDE, en 1987.

<sup>[2]</sup> Maurice Strong, directeur de l'OCDE, en 1987.

<sup>[3]</sup> Maurice Strong, directeur de l'OCDE, en 1987.

<sup>[4]</sup> Maurice Strong, directeur de l'OCDE, en 1987.

<sup>[5]</sup> Maurice Strong, directeur de l'OCDE, en 1987.

<sup>[83]</sup> Maurice Strong rapporte avoir négocié avec Robert O. Anderson l’achat de la filiale canadienne de l’Atlantic Richfield par Petro–Canada en 1977, Where on Earth..., op. cit., emp. 2403.

<sup>[84]</sup> Sur le site de l’Earth Policy Institute, Lester Brown précise que cette subvention n’était initialement pas acquise en raison de divisions entre les Rockefeller : « John D. Rockefeller III, dont la démographie était la préoccupation majeure, était partant. Cela semblait également être le cas de Laurance, préoccupé par les enjeux de conservation environnementale. Mais David, le banquier, et Nelson, le politicien et membre dominant du groupe, n’étaient pas convaincus. »

<sup>[85]</sup> La première de ces conférences avait eu lieu en 1927 à Genève, organisée par la Société des Nations et l’eugéniste Margaret Sanger.

En 1984, il devint secrétaire général de la commission Brundtland, « chargé d'orienter ses travaux ». La fiche Wikipédia de MacNeill le présente comme « l'architecte en chef et l'auteur principal » de ce rapport. De 1989 à 1992, il travailla comme conseiller spécial (et ami) auprès de Maurice Strong, qui fut – rappelons-le – secrétaire général du Sommet de Rio. En 1994, MacNeill a négocié un accord entre Mikhaïl Gorbatchev et Maurice Strong (alors chairman de l'Earth Council, où MacNeill siégea au premier bureau directeur) pour entreprendre le développement de la Charte de la Terre. En 1990, il fut l'un des membres fondateurs et chairman (1994 – 1999) de l'International Institute for Sustainable Development, qui bénéficia entre autres de fonds de la Fondation Rockefeller, par exemple en 1996<sup>92</sup>. En 1999, il devint membre à temps plein du groupe d'inspection indépendant de la Banque mondiale.

•Mentionnons également l'Indonésien Emil Salim, pionnier dans son pays en tant que premier ministre d'État indonésien de l'Environnement. Il fut en outre président de la Foundation for Sustainable Development (FSD). Le **rapport de la Fondation Rockefeller de 1996** précise qu'en cette année, la FSD avait reçu plus de 475 000 \$ de Rockefeller pour son programme LEAD (Leadership, Education and Development).

Un document d'archive sur la Commission mondiale sur l'Environnement et le Développement fournit par ailleurs une chronologie détaillée du travail de la Commission. Il précise que, du 11 au 17 septembre 1987, « les commissaires Strong, Salim, Ruckelhaus, MacNeill et la présidente ont présenté le rapport à plus de 1 000 représentants d'ONG américaines et internationales au 4<sup>e</sup> Congrès des Terres Sauvages<sup>93</sup> à Denver et Estes Park, dans le Colorado. David Rockefeller, le secrétaire du Trésor [James] Baker et Tom McMillan, ministre canadien de l'Environnement, ont également participé ».

Ce rapport Brundtland a fixé un nouvel agenda mondial sur le développement durable, qui a débouché sur le sommet de Rio de 1992. Le rapport Brundtland est le nom donné



<sup>92</sup> « 23 000 \$ pour le coût des activités de promotion de la conférence 'Principles of Sustainable Development Performance Measurement' tenue au Bellagio Center [propriété de Rockefeller], du 4 au 8 novembre 1996. »

<sup>93</sup> Présidé par Maurice Strong.

<sup>94</sup> La même année, le secrétaire-général de l'ONU l'a nommée pour être Déléguée spéciale au Changement climatique.

– comme le « rapport Meadows » – au livre Notre avenir à tous, publié sous l'égide de la Commission mondiale sur l'Environnement et le Développement. Gro Harlem Brundtland a été ministre norvégienne de l'Environnement de 1974 à 1979, et Première ministre de Norvège de février 1981 à octobre de la même année, puis de mai 1986 à octobre 1996 (avec un bref hiatus entre 1989 et 1990). Par la suite, elle fut directrice générale de l'OMS de juillet 1998 à juillet 2003. Elle est notamment la fille de Gudmund Harlem, un boursier de la Fondation Rockefeller. Brundtland, en outre, fait partie des contributeurs de l'Agenda du World Economic Forum de Davos de Klaus Schwab (à gauche, Gro Harlem Brundtland, alors Première ministre de Norvège, est en photo avec Klaus Schwab, au meeting annuel du World Economic Forum de 1989) et a été administratrice de la Better World Society de Ted Turner. Enfin, elle est membre du bureau de la United Nations Foundation, ancienne directrice-générale de l'OMS et première présidente du conseil d'administration de GAVI (l'Alliance des Vaccins), ainsi que membre (et cofondatrice) des Global Elders (aujourd'hui **The Elders**, fondée en 2007 par Nelson Mandela<sup>94</sup>, proche du couple Maurice & Hanne Strong, voir photo à droite), une ONG qui vise à résoudre des problèmes mondiaux, dont le « réchauffement climatique ».



# The Elders, une ONG composée de profils influents

Gro Harlem Brundtland y siège ou a siégé aux côtés, entre autres, de :

- **Ellen Johnson Sirleaf**, contributrice à l'Agenda du World Economic Forum, ancienne présidente du Liberia, Prix Nobel de la Paix, mais également ancienne présidente de la branche austro-africaine de l'Open Society de George Soros (OSIWA)<sup>95</sup>.

- **Muhammad Yunus** (ancien membre), Prix Nobel de la Paix, membre de la Fondation Rockefeller, directeur pour la United Nations Foundation, membre honoraire du Club de Budapest<sup>96</sup>, membre du bureau consultatif international du Jane Goodall Institute, contributeur du World Economic Forum, co-fondateur et président du bureau du Yunus Social Business (YSB) Global Initiatives<sup>97</sup>. YSB est un fonds de capital-risque « qui convertit les dons philanthropiques en investissements dans des entreprises sociales durables ». L'un des sept principes du social business est d'ailleurs que « l'entreprise est respectueuse de l'environnement ». En d'autres termes, ce modèle économique s'inscrit dans la philosophie qui entoure la question environnementale. Il est connu pour avoir fondé la Grameen Bank en 1976, fondée sur le principe du micro-crédit. S'appuyant sur un livre publié en 2007 par Yunus, Vers un nouveau capitalisme, le Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde (CADTM) a mis en lumière plusieurs partenariats passés par le YSB dans le cadre de l'entreprenariat social (social business). Ce concept a été créé par Yunus et présenté plus particulièrement au World Economic Forum. L'article du CADTM note que la Fondation Schwab (du WEF) pratique le social business, et que le YSB a bénéficié de fonds de la Fondation Rockefeller, de la Fondation MacArthur, ou encore de la Banque mondiale. Mais ce mode d'économie semble loin de la pratique prudente que recommanderait le développement durable, pour privilégier dans les faits, un englobement accru des populations même les plus pauvres dans l'économie mondiale. Une citation

<sup>95</sup> Nous reproduisons ici ce que nous écrivions sur Sirleaf dans Soros l'Impérial : « Au Liberia, George Soros soutient Ellen Johnson Sirleaf, présidente du 16 janvier 2006 au 22 janvier 2018. Ancienne directrice d'OSIWA, elle fit ses études aux États-Unis (dont Harvard), travailla pour la Banque Mondiale et fut vice-présidente de la Citibank à Nairobi. En 2010, elle intervint auprès du Council on Foreign Relations. Ses nombreuses récompenses laissent en outre deviner de quel pays elle est proche : Docteur en Droit honoraire de l'Université d'Indiana, de Dartmouth, de Brown, de Yale, de Harvard, récompensée par l'ITIE / EITI, prix de la Liberté d'expression du Roosevelt Institute, prix David Rockefeller Bridging Leadership, prix Africa Gender, prix Nobel de la Paix (tout comme Shimon Peres, Henry Kissinger et Barack Obama...) etc. En 2014, Forbes la nomma par ailleurs 70ème femme la plus puissante du monde. Ce tableau idyllique comprend pourtant plusieurs zones troubles. Au Liberia même, le prix Nobel de la paix que reçut Sirleaf suscita de vives controverses. En 2011, rapportait Slate, plusieurs centaines de personnes avaient manifesté contre ce titre. En 2012, sa compatriote et co-lauréate Leymah Gbowee critiqua Sirleaf « pour corruption. Elle lui reproche notamment d'avoir accordé des postes très lucratifs à ses fils. L'un est chef de l'agence nationale de sécurité, un autre à la tête de la compagnie nationale de pétrole, et le troisième était vice-gouverneur de la banque centrale avant d'être limogé au mois d'août. » L'attribution du prix quatre jours avant les élections présidentielles de 2011 créa d'autant plus la controverse qu'elle fut perçue comme une tentative d'influence sur les élections. Bien plus grave, Sirleaf soutint pendant longtemps le seigneur de guerre Charles Taylor, aujourd'hui condamné à cinquante ans de prison pour crime contre l'humanité. Ceci, au point que le rapport de 2009 de la commission de réconciliation au Liberia préconisait de « lui interdire [à Sirleaf] d'exercer toute fonction publique durant trente années ». Les liens entre Soros et Johnson Sirleaf ne se sont pas arrêtés après l'accession de cette dernière au poste suprême. En 2007, elle gratifia son ami des plus grands honneurs du Liberia pour sa philanthropie<sup>742</sup>. En 2008, l'Open Society et l'UNICEF, en partenariat avec le gouvernement néerlandais, lancèrent le Liberia Education Pooled Fund, d'un montant de 20 millions de dollars. Sirleaf préface d'ailleurs le rapport de décembre 2015 de l'Education Support Program de l'Open Society où l'on trouve ces informations. [...]

Enfin, le 23 août 2016, le Global Observatory, émanation de l'International Peace Institute (lui-même financé par l'Open Society), publiait sous la plume de Brooks Marmon un article particulièrement critique envers la présidente libérienne, parlant « d'échecs démocratiques », ou plutôt « d'échecs à la démocratie » (democratic failures), avec de lourdes dérives autoritaires. L'article rappelle le bannissement de trente ans demandé et mentionné plus haut, et critique le népotisme de la présidente d'alors. Sirleaf aurait coopté Lewis Brown, ancien ministre des Affaires étrangères du seigneur de guerre Charles Taylor, au ministère de l'Information, d'où il censura les médias, avec par exemple l'emprisonnement du journaliste d'investigation Rodney Sieh, ou le présentateur radio Henry Costa, rude critique de Johnson Sirleaf, et dont la station fut fermée. En termes de pouvoir, un autre article expose que « la présidente du Liberia nomme à elle seule tous les gouverneurs de toutes les sous-divisions politiques, tous les maires de toutes les villes, tous les juges de la Cour Suprême, tous les chefs, tous les dirigeants des entreprises publiques, tous les présidents des universités financées par l'État, et tous les ministres du gouvernement. [...] La présidente du Liberia a plus de pouvoir que le président Obama, la reine d'Angleterre, et le Pape de Rome. » Un rapport de Global Witness (financée par l'Open Society) a par ailleurs révélé (tout en refusant de fournir ses preuves) que l'entreprise Sable Mining aurait donné de l'argent au parti au pouvoir, en violation de la Constitution du Liberia. »

<sup>96</sup> Fondé par Ervin László en 1993, ancien du Club de Rome. Le Club promet une « conscience mondiale ».

<sup>97</sup> Il s'agit d'un extrait incomplet du long pedigree de Yunus, à l'instar d'autres personnalités qui figurent dans notre étude.

de Yunus le souligne : « Comment autoriser la moitié la plus fragile de la population du globe à rejoindre le courant principal de l'économie mondiale et à acquérir la capacité de participer aux libres marchés ? » En dernier lieu, le site de YSB présente ses partenaires financiers, parmi lesquels se trouvent des noms influents qui soulignent la nature de ce type d'organisation : Rockefeller Foundation, Bill & Melinda Gates Foundation, Clinton Foundation, USAID, Bank of America, Merck Family Foundation (groupe pharmaceutique connu en France sous le nom de MSD – pour Merck, Sharp and Dohme – à distinguer du Merck allemand). Il travaille par ailleurs en collaboration avec la Schwab Foundation for Social Entrepreneurship de Klaus Schwab.

- Desmond Tutu, une autre personnalité médiatique et influente au pedigree imposant, affilié à une cinquantaine d'organisations. Nous citerons seulement ici celles dont le nom revient peu ou prou dans notre étude, avec ses postes présents et passés : ancien dirigeant de The Elders, co-président du State of the World Forum, membre du groupe de haut niveau des Nations unies sur l'Alliance des Civilisations, bureau consultatif distingué de l'Institute of Noetic Sciences (d'inspiration New Age), ambassadeur pour OXFAM International, membre du Club de Budapest, membre fondateur de l'Earth Council Alliance lancée par Maurice Strong, récipiendaire de plusieurs prix dont le Nobel de la Paix en 1984.

- Mabel van Oranje (Princesse Mabel van Orange-Nassau, van Amsberg, des Pays-Bas), contributrice à l'Agenda du World Economic Forum, cadre supérieure de l'Open Society de George Soros pendant onze ans (1997 – 2008) et d'ailleurs cofondatrice de l'initiative sorosienne Publish What You Pay, ainsi que membre actuelle du bureau du Sigrid Rausing Trust. Elle fut la PDG des Elders de 2008 à 2012.

- Ban-ki Moon, ancien secrétaire général des Nations unies.

- Jimmy Carter, ancien président des États-Unis.

- Kofi Annan (décédé en 2018), ancien secrétaire général des Nations unies.

- Sir Richard Branson, fondateur de Virgin.

Après le rapport Brundtland, « l'Assemblée générale de l'ONU a demandé la convocation d'une Conférence de l'ONU sur l'environnement et le développement (CNUED). Les principaux objectifs du Sommet consistaient à imaginer un "développement" qui encouragerait le développement socio-économique tout en empêchant la détérioration continue de l'environnement et qui poserait les fondations d'un partenariat mondial entre les nations en développement et les nations plus industrialisées. Ce partenariat, qui serait fondé sur des besoins mutuels et des intérêts communs, assurerait à la planète un avenir sain. » Les recommandations de ce rapport – très loin de se réduire à la seule influence de la personne qui porte son nom – ont généré la dynamique menant au Sommet de Rio de 1992.

## Changement climatique, Agenda 21 et Charte de la Terre de la création du GIEC (1988) au Sommet de Rio (1992)

En 1988, soit un an seulement après la Commission Brundtland, Maurice Strong devint l'un des cofondateurs du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, le GIEC<sup>98</sup>. Cette structure, comme le rappelle Nature, est une entreprise conjointe du Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE) et de l'Organisation météorologique mondiale (OMM). La formalisation du GIEC a permis de poser les jalons et de légitimer la question climatique qui serait abordée peu après, et rapidement démocratisée dans les discours puis auprès du grand public.

Maurice Strong rapporte que le changement climatique était l'une des principales cibles du PNUE. En 1973 déjà, juste après Stockholm, Strong avait organisé une réunion de scientifiques « pour passer en revue l'état des preuves sur cette question émergente ». Il ajoute que son travail et celui de son collègue (et successeur) Mostafa Tolba ont ainsi contribué au rôle précurseur du PNUE sur la question, menant par la suite à la création du GIEC<sup>99</sup>.

En 1992, Maurice Strong fut nommé secrétaire-général de la Conférence des Nations unies sur l'Environnement et le Développement, connue sous le nom de Sommet de la Terre, à Rio. Très médiatisé, 1 450 ONG accréditées, ce Sommet accoucha de trois conventions dont la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, entrée

## L'adoubement des ONG environnementales

Le rapport Brundtland a préconisé de donner une dimension supérieure au rôle des ONG et à leur capacité d'action, dans le cadre du Fonds pour l'Environnement :

« Un autre moyen d'accroître l'efficacité du Fonds pour l'environnement consistera à apporter un soutien accru et à coopérer plus étroitement avec les ONG qui sont en mesure d'exécuter des éléments du programme du PNUE. Au cours de la dernière décennie, les organisations non gouvernementales et leur réseau ont pris beaucoup d'importance dans les activités de protection et d'amélioration de l'environnement à l'échelon local, national et international. Pourtant, le soutien financier apporté par le Fonds pour l'environnement à des projets de coopération avec les ONG a diminué tant en termes absolus que relatifs au cours des dix dernières années, tombant de 4,5 millions de dollars (23 pour cent des ressources du Fonds en 1976) à 3,6 millions de dollars (13 pour cent) en 1985. Il conviendrait d'augmenter notablement le montant et la proportion des ressources du Fonds pour l'environnement consacrés à la coopération et aux projets réalisés avec les ONG, ceci en utilisant, sur la base d'une analyse coût-efficacité, les capacités des ONG qui peuvent apporter leur contribution aux programmes du PNUE. »

en vigueur le 21 mars 1994 et ratifiée par 197 pays<sup>100</sup>.

Il s'agit d'un des points majeurs du Sommet de Rio. Dans la continuité de la création du GIEC, ce sommet dirigé par Maurice Strong a fait du changement climatique l'un de ses points d'orgue, en parallèle du développement durable. Son rôle sur ce thème est encore souligné par Achim Steiner : « Nous nous rappellerons toujours de Strong pour avoir placé l'environnement sur l'agenda international et au coeur du développement. Il a escorté les processus de la gouvernance environnementale mondiale – du premier Sommet de la Terre de Rio, l'Agenda 21 et la Déclaration de Rio à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et la Convention sur la diversité biologique. » Le 08/12/2015, peu après la mort de Strong, un article sur le site de la Banque mondiale entérinait la responsabilité de Strong dans la diffusion de la question du changement climatique : « Ironiquement, Strong est décédé à la veille de la conférence sur le climat de Paris [la COP21], pour laquelle il a posé les fondations tout au long des 45 dernières années. Avec sa mort, nous perdons un géant du mouvement environnemental et du changement climatique. [...] Il a formulé avec éloquence les

problématiques du changement climatique avant qu'elles ne deviennent un lieu commun dans les allées du pouvoir. [...] Plus que toute autre chose, nous nous rappellerons de Maurice Strong comme de l'homme qui mondialisa l'environnement et le changement climatique, comme de l'homme qui rassembla les dirigeants mondiaux à la table sur ces problématiques et a mis ces problématiques souvent difficiles sur l'agenda international. [...] Il fut aussi le premier responsable des Nations unies à donner à la société civile une voix à caractère officiel sur le débat climatique. »

En outre, le Sommet de Rio déboucha sur l'Agenda 21 (« 21 » pour XXI<sup>e</sup> siècle), un programme politique « environnemental » adopté lors de cet événement par 182 chefs d'État. Maurice Strong en est également à l'origine, ainsi que d'un texte à vocation « millénariste » qu'il a également impulsé, la Charte de la Terre. Il s'en expliquait dans son autobiographie : « À la suite de consultations et de conseils interminables, nous avons décidé de recommander au comité préparatoire que la conférence soit conçue pour produire une déclaration de principes, que j'ai proposée sous la forme d'une Charte de la Terre, et un Plan d'Action, qui a été appelé Agenda 21.<sup>101</sup> » Il ajoutait : « La Charte de la Terre réaffirmerait et se construirait sur la Déclaration de la Conférence de Stockholm, l'Engagement de l'UICN<sup>102</sup> et des déclarations similaires qui ont découlé d'autres processus internationaux, établissant les principes élémentaires pour guider la conduite des nations et des peuples les uns vers les autres et vers la Terre. » Quant à l'Agenda 21, Klaus Bosselman et Prue Taylor d'Earth Charter International (liée à la Charte) écrivaient en 2005 qu'il était à cette date devenu « l'un des documents les plus puissants dans le droit international de l'environnement ».

« Nous nous rappellerons de Maurice Strong comme de l'homme qui mondialisa l'environnement et le changement climatique »

**Banque mondiale**

<sup>101</sup> Where on Earth..., op. cit., emp. 3146-3159.

<sup>102</sup> L'Union Internationale pour la Conservation de la Nature, en anglais IUCN, est l'une des plus grandes ONG internationales en faveur de la conservation de la nature. Elle a été fondée en 1948 par le biologiste Julian Huxley, premier directeur général de l'UNESCO et sur impulsion de cet organisme, cofondateur du WWF (créé à son tour sur impulsion de l'UICN), président de la British Eugenics Society (1959 – 1962) et récipiendaire d'un Special Award, en 1959, de la (Albert and Mary) Lasker Foundation (fondée en 1945) dans la catégorie Planning familial – Population mondiale. Les Lasker Awards récompensent les contributions jugées majeures à la science médicale.

<sup>103</sup> Where on Earth..., op. cit., emp. 3844.

<sup>104</sup> Ibid., emp. 4077-4084.

<sup>98</sup> Dans son essai Le CO2 est bon pour la planète, Christian Gerondeau, essayiste et membre de l'Association des climato-réalistes souligne que ce terme d'« experts » n'est présent que dans l'appellation française de l'organisation. Sa version anglaise est l'IPCC, pour International Panel on Climate Change.

<sup>99</sup> Where on Earth..., op. cit., 2265.

<sup>100</sup> Les deux autres sont la Convention sur la diversité biologique (CDB), entrée en vigueur le 29 décembre 1993 et ratifiée par 168 pays, ainsi que la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNULD), entrée en vigueur le 25 décembre 1996 et ratifiée par 197 pays.



# L'écologie post-Rio : Charte de la Terre et émergence d'une lame de fond syncrétiste

Maurice Strong a continué à occuper de nombreux rôles de premier plan après le Sommet de Rio. L'émergence du mouvement pour la Charte de la Terre<sup>105</sup> et d'autres aspects de sa biographie soulignent une approche qui dépasse la

## Le New Age

L'image d'Épinal du New Age est une manifestation de l'une des facettes expérimentales de la contre-culture née dans les années 1960 aux États-Unis. En somme, il s'agirait de s'ouvrir à une nouvelle spiritualité qui s'appuierait notamment sur les sagesses et traditions de l'Orient. Le tout, dans une approche dite holistique, i. e. englobante, mondiale. Se voulant millénariste à l'instar d'autres religions, le New Age postule qu'une nouvelle période serait sur le point de commencer pour l'humanité, appuyée par une coopération mondiale des êtres humains. Cette nouvelle période, nommée l'Ère du Verseau (Age of Aquarius en anglais), succéderait à l'Ère des Poissons. Selon Alice Bailey, cofondatrice du Lucis Trust et membre de la Société théosophique d'Helena Blavatsky, cette ère serait sur le point d'arriver, comme le précise Wikipédia : « Elle serait inaugurée par le retour du Christ, qui instaurerait une religion mondiale et même un gouvernement universel. Alice Bailey a déclaré dans certains de ses livres, et notamment dans *Le Retour du Christ*, que cette venue se ferait par l'entremise de l'humanité, à travers une prise de conscience massive, plutôt que par l'incarnation d'une personnalité divine, comme ce fut le cas dans le passé pour chaque religion mondiale. » Dans les faits, le New Age dépasse tant les aspirations de quelques beatniks que la période des années 1960-1970. En amont, sans pour autant mener une généalogie de l'ésotérisme – qui excéderait notre propos –, nous pouvons faire remonter les bases de la pensée New Age à la Société théosophique de l'occultiste Helena Blavatsky (1831-1891)<sup>106</sup>. Son approche syncrétique dispose que l'ensemble des religions, philosophies et spiritualités mondiales possèdent un substrat commun, auxquelles elle ajoute l'occultisme et l'ésotérisme. Blavatsky a effectué de nombreux voyages au cours de sa vie et a rencontré de nombreuses personnalités spirituelles. L'approche de la Société théosophique a de ce fait pu se diffuser assez massivement. Le registre général de la Société théosophique en Inde fournit par exemple

simple organisation institutionnelle. Les informations que nous avons trouvées exposent un versant plus « eschatologique » de la philosophie environnementaliste et de la capacité à en faire une problématique mondiale. Maurice Strong est parvenu à susciter l'intérêt de figures de spiritualités diverses du monde pour les rassembler autour d'un syncrétisme développé depuis le début des années 1970 : le New Age. Loin d'une image d'Épinal qui renverrait aux hippies, le New Age possède des racines plus profondes qui ont contribué à façonner l'environnementalisme tel que nous le connaissons aujourd'hui, culminant dans le Great Reset de Klaus Schwab et sa subdivision européenne officieuse, l'European Green Deal.

les noms de ses 300 000 membres (parmi lesquels Gandhi) dans le pays entre 1875 et 1943.

Selon la fiche Wikipédia consacrée à cette Société, les trois principes de cette « organisation internationale » sont les suivants :

1. Former un noyau de la fraternité universelle de l'humanité, sans distinction de race, credo, sexe, caste ou couleur.
2. Encourager l'étude comparée des religions, des philosophies et des sciences.
3. Étudier les lois inexplicables de la nature et les pouvoirs latents dans l'homme. L'ensemble de ces principes et la volonté syncrétique transparaisent dans son logo (voir ci-dessous).



The Society's seal incorporated the Swastika, Star of David, Ankh, Aum and Ouroboros symbols

## De la Charte de la Terre à l'Arche de l'Espoir

Comme introduit précédemment, la Commission Brundtland a appelé à la création d'une nouvelle charte pour mener la transition vers le développement durable. L'idée d'une Charte de la Terre avait alors été émise par Maurice Strong et Mikhail Gorbatchev, tous deux membres du Club de Rome. Son comité d'élaboration se dessina suite au Sommet de Rio, quand Strong et Gorbatchev, chacun avec une organisation qu'ils avaient fondée – Earth Council pour Strong et Green Cross pour Gorbatchev

Dans un premier temps, la doctrine de la Société théosophique a donc exercé une force centrifuge. La période d'apparition du mouvement New Age, outre les aspects relatifs à la contre-culture, a permis d'opérer un mouvement centripète, cristallisé notamment dans des initiatives comme la Fondation Manitou (cf. infra) du couple Maurice & Hanne Strong mais également au sein des Nations unies en raison de profils proches de cette tendance, qu'il s'agisse d'U Thant, de Maurice Strong ou de Robert Muller puis ultérieurement de figures comme Jane Goodall (cf. notre encart dédié à Goodall infra). Maurice Strong en particulier est parvenu à fédérer, comme il le raconte dans son autobiographie, des représentants de tendances extrêmement variées (il cite notamment le cas d'Indira Gandhi) autour d'un enjeu commun : la survie de la planète. Les liens plus qu'étroits entre le New Age et le mouvement environnementaliste ont permis d'opérer une quasi-jonction entre les deux – ce qui permet de mieux appréhender la présence de membres et de structures liés aux Rockefeller dans l'un comme dans l'autre.

En d'autres termes, le New Age se constitue de multiples lames de fond que l'on peut au moins faire remonter au XIX<sup>e</sup> siècle avec la Société théosophique. Loin d'en constituer une manifestation sporadique, les années 1960-1970 ont permis de solidifier cette spiritualité et de l'implémenter jusqu'aux plus hautes instances, en l'occurrence les Nations unies. Loin d'être tombée en désuétude, il ressort de nos recherches que la philosophie New Age s'est par la suite profondément ancrée au travers de l'écologie, comme nous le verrons infra avec la Charte de la Terre puis sa manifestation à vocation eschatologique nommée l'Arche de l'Espoir, traduits ensuite en acte avec l'Agenda 21 puis son successeur, l'Agenda 2030 et ses Objectifs de développement durable. Ceci, pour culminer dans le Great

– ont implémenté l'Earth Charter Initiative comme un processus appuyé sur la « société civile », avec le soutien du gouvernement néerlandais. Initialement (1994 – 1996), le secrétariat de la Charte de la Terre a été d'ailleurs financé par ce gouvernement néerlandais, à hauteur de plus de 740 000 \$ pour le soutien général. Entre 1998 et 1999, son plus gros bailleur de fonds a été le Rockefeller Brothers Fund, avec 129 500 \$.

Reset développé par Klaus Schwab, disciple revendiqué de Maurice Strong. En somme, une unification planétaire appuyée sur l'écologie et la technologie (la cybernétique dans les deux cas) pour fusionner dans l'« esprit planifié » postulé par Pierre Teilhard de Chardin, référence intellectuelle centrale<sup>107</sup> du New Age et collaborateur de Julian Huxley<sup>108</sup>. Cette fusion serait un prérequis pour une évolution des consciences mondiales.

Sans nous aventurer sur les spiritualités orientales ou amérindiennes, cette approche eschatologique de l'écologie fournit des clés de compréhension quant à l'efficacité de cette cause au moins auprès des populations occidentales. Elle fait en effet appel à des valeurs et des espérances qui se retrouvent dans plusieurs spiritualités. On peut penser aux divers paganismes et à leur proximité avec la nature et ce qui s'y rapporte (magie, religion, rites), à la Tikkun Olam juive qui vise à « réparer le monde » (l'une des citations de Jane Goodall mises en avant sur le site de la Jane Goodall Legacy Foundation est d'ailleurs « you can help heal the world » (« vous pouvez aider à guérir / réparer le monde »), ou encore à la communion universelle mise en avant par le christianisme. De ce fait, l'écologie fait écho aux préoccupations de chaque spiritualité et peut prétendre à la planétarisation, et à devenir ce fait social total défini par Marcel Mauss (i. e. le centre autour duquel s'organise la vie d'une société), mais au niveau mondial.

<sup>106</sup> Vers la fin de sa vie, Blavatsky a par ailleurs fondé la Blavatsky Lodge ainsi que la revue Lucifer.

<sup>107</sup> Teilhard de Chardin n'est bien entendu pas la seule référence. En complément, nous pouvons également citer Carl Gustav Jung et sa croyance mystique dans l'Ère du Verseau, censée advenir en 1997. Par ailleurs, la New World Encyclopedia cite l'influence de l'utopisme de Joachim de Fiore : « Le mouvement New Age a été fortement influencé par les divisions du temps de Joachim de Fiore, et a transformé la philosophie des Trois Âges en thèmes astrologiques. L'Âge du Père a été remanié en Âge du Bélier, l'Âge du Fils est devenu l'Âge du Poisson, et l'Âge du Saint-Esprit a été appelé le Nouvel Âge du Verseau. La prochaine « Ère du Verseau » sera censée être le témoin du développement d'un certain nombre de grands changements pour l'humanité, reflétant les caractéristiques typiques du millénarisme. »

<sup>108</sup> Julian Huxley écrit d'ailleurs l'introduction à l'édition anglaise du Phénomène humain (1969) de Teilhard de Chardin.

# L'Earth Council Alliance

En vue de préparer le Sommet de Rio, Maurice Strong et d'autres personnalités ont décidé de créer l'Earth Council (aujourd'hui Earth Council Alliance). Parmi ses cofondateurs figurent notamment Klaus Schwab, disciple de Maurice Strong et PDG fondateur du World Economic Forum, l'ancien président américain Jimmy Carter, et Robert McNamara, ancien président de la Banque mondiale et ami de Maurice Strong<sup>109</sup>.

Le site de l'Earth Charter Alliance présente Maurice Strong comme sa figure tutélaire. Elle résume les premiers développements de l'organisation comme suit : « De 1992 à 1998, l'Earth Council a mis sur pied plus de 80 Conseils nationaux pour le développement durable dans les pays en développement. Ses objectifs comprennent la surveillance de la conformité des gouvernements avec les engagements

En 1997, une Earth Charter Commission a été créée pour « superviser le développement du texte, analyser les objectifs du processus d'une consultation mondiale et aboutir à un accord sur un document qui fasse mondialement consensus ». Le comité d'élaboration internationale de la Charte a été présidé par Steven Rockefeller, qui reste à ce jour le président de l'ONG Earth Charter International. Fils de l'ancien vice-président américain Nelson Rockefeller et membre de la famille du même nom, il est administrateur au Rockefeller Brothers Fund et à l'Asian Cultural Council (fondé par John D. Rockefeller III). Mais Steven Rockefeller a également des influences New Age, que ce soit au travers du livre qu'il a écrit sur John Dewey<sup>110</sup> (membre de la Society for Psychical Research, proche de la Société théosophique d'Helena Blavatsky) ou de sa proximité, dans les années 1970, avec le bouddhisme zen. Il est en outre professeur émérite de religion au Middlebury College, premier établissement américain à avoir créé un programme universitaire d'études environnementales, en 1965. Ses autres affiliations notables comprennent le bureau consultatif du Forum on Religion and Ecology, la plus grande organisation pluri-religieuse de ce genre (cf. notre section sur l'écocide et plus précisément sur Faith for Ecocide Law), et par le passé<sup>111</sup> bureau consultatif international du Jane Goodall Institute. Les deux organisations sont influencées par la spiritualité New Age.

## Jane Goodall

Née en 1934, Jane Goodall DBE (Dame Commander of the Most Excellent Order of the British Empire) est une éthologue, primatologue et anthropologue de renommée mondiale en particulier pour ses travaux sur les chimpanzés. Son CV, comme le rapporte Sourcewatch, est particulièrement étoffé, avec au cours de sa carrière des postes variés (fellow, bureau consultatif, direction, conseil du président, membre honoraire, consultante…) de près de 80 organisations (dont certaines rattachées à

pris auprès des accords internationaux, ainsi que la facilitation de partenariats pour des solutions créatives aux problématiques de l'Agenda 21. L'Earth Council a par ailleurs établi un secrétariat pour soutenir et coordonner le développement de la Charte de la Terre. Cette dernière est une déclaration de valeurs, de principes, et d'aspirations pour un avenir durable partagés par de nombreux individus, groupes et pays. […] La Charte de la Terre s'articule autour de quatre principes directeurs :

- *Respect pour la Terre et pour autrui.*
- *Intégrité écologique.*
- *Justice économique et sociale.*
- *Démocratie, non-violence, et paix.* »

Si le site semble désormais inactif, la section de ses partenaires donne toutefois quelques noms, dont : Institute of Noetic Sciences (d'inspiration New Age) dont Maurice Strong fut conseiller, University for Peace (dont Maurice Strong présida le conseil, et qui héberge l'ONG Earth Charter), Earth Charter Initiative, Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE), Pachamama Alliance, Clinton Foundation, etc.

la pensée New Age), parmi lesquelles : Population Matters (patronne), Teachers Without Borders, Orion Magazine, Global Security Institute, Nuclear Age Peace Foundation, Counterpart International, State of the World Forum (co-présidente), Club de Budapest, World Council of Religious Leaders, World Wisdom Council, Humane Society of the United States, Wildlife Conservation Society, etc. Elle est en outre contributrice au World Economic Forum. Goodall dispose même d'une fiche sur Vikidia, « l'encyclopédie des 8 – 13 ans ». Elle est par ailleurs suivie par 2,4 millions abonnés sur Facebook et 1,4 million sur Twitter.

Les liens de Jane Goodall avec le New Age transparaissent notamment dans son autobiographie Reason for Hope: A Spiritual Journey. Outre une chronique bienveillante qui y est reproduite et émane de la revue New Age<sup>112</sup>, Goodall y décrit son initiation à la théosophie<sup>113</sup> et y cite notamment l'un des nombreux poèmes (The Old Wisdom, i. e. l'ancienne sagesse) qu'elle rapporte avoir écrits durant cette période, dont le contenu correspond à la pensée de la Société théosophique (pour n'en citer que les derniers vers : « Yes, my child, go out into the world ; walk slow / And silent, comprehending all, and by and by / Your soul, the Universe, will know / Itself: The Eternal I »<sup>114</sup>.)

En outre, elle est depuis 2002 l'un des 13 messagers de la paix des Nations unies, en raison de son action dans le domaine de la conservation environnementale. Cette distinction récompense notamment des individus qui aident à focaliser l'attention mondiale sur le travail mené par les Nations unies.

En 1977, Jane Goodall a fondé le Jane Goodall Institute qui déploie ses activités au travers de plusieurs programmes : science de la conservation ; plaidoyer ; protection des chimpanzés ; prise de conscience du public & éducation environnementale ; habitats sains ; racines & rameaux (Roots & Shoots, voir ci-dessous) ; genre, santé & conservation ; moyens de subsistance durables ; recherche.

Il compte plusieurs dizaines d'organisations partenaires, dont certaines d'un poids certain : Conservation International, The Nature Conservancy, Aspen Institute, UICN, Morgan Stanley (Global Impact Funding Trust, Inc.), Population Media Center, WWF, World Resources Institute<sup>115</sup>. Côté entreprises et fondations d'entreprises, l'Institut reçoit des fonds de Microsoft Corporation ou de Facebook (entre autres), mais aussi de l'Esri (Environmental Systems Research Institute<sup>116</sup>). Côté gouvernement, il est soutenu notamment par l'USAID et la NASA. Enfin, l'Institut bénéficie de subventions de plusieurs centaines de fondations. En 2017 enfin, Jane Goodall a créé la Jane Goodall Legacy Foundation (JGLF), avec pour objectif de promouvoir et de soutenir les programmes déjà menés par son Institut, en particulier Roots & Shoots, « programme pour la jeunesse mondiale » qui « travaille en collaboration avec des écoles, des éducateurs et des organisations de jeunesse ». La JGLF précise qu'en trois décennies, ce programme a constitué des groupes dans plus de 65 pays avec des projets dédiés au bien-être animal et à l'environnementalisme.



L'influence de la famille Rockefeller sur l'Earth Charter Initiative se confirme par ailleurs au détour du guide de l'Earth Charter Initiative. Il précise (p.7) que « les subventions et les dons pour soutenir l'Earth Charter Initiative sont faits à The Philanthropic Collaborative (TPC) / Earth Charter Fund à New York City. TPC est un organisme public de bienfaisance novateur 501 (c)(3) créé par la famille Rockefeller et qui est utilisé par divers groupes ». Ce guide fournit la liste de l'ensemble des participants à la commission d'Earth Charter :

a. Earth Charter Commission	
<p><b>Africa and the Middle East</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amadou Toumani Touré, Co-Chair, Mali</li> <li>• Princess Basma Bint Talal, Jordan</li> <li>• Wangari Maathai, Kenya</li> <li>• Mohamed Sahnoun, Algeria</li> </ul>	<p><b>Europe</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mikhail Gorbachev, Co-Chair, Russia</li> <li>• Pierre Calame, France</li> <li>• Ruud F. M. Lubbers, The Netherlands</li> <li>• Federico Mayor, Spain</li> <li>• Henriette Rasmussen, Arctic/Greenland (Inuit)</li> <li>• Abraham Soetendorp, The Netherlands</li> </ul>
<p><b>Latin America and the Caribbean</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mercedes Sosa, Co-Chair, Argentina</li> <li>• Leonardo Boff, Brazil</li> <li>• Shridath Ramphal, Guyana</li> </ul>	<p><b>Asia and the Pacific</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Kamla Chowdhry, Co-Chair, India</li> <li>• A.T. Ariyaratne, Sri Lanka</li> <li>• Pauline Tangiora, New Zealand/Aotearoa</li> <li>• Ema Witoelar, Indonesia</li> </ul>
<p><b>North America</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Maurice F. Strong, Co-Chair, Canada</li> <li>• John Hoyt, USA</li> <li>• Elizabeth May, Canada</li> <li>• Steven C. Rockefeller, United States</li> <li>• Severn Cullis-Suzuki, Canada</li> </ul>	

• **Amadou Toumani Touré**, président du Mali de 1991 à 2012.

• **Princess Basma Bint Talal de Jordanie**, fille du Prince Hassan bin Talal, qui fut président du Club de Rome de novembre 2000 à 2007.

• **Wangari Maathai**, proche de la Manitu Foundation – intégralement New Age – créée par le couple Maurice & Hanne Strong (cf. infra).

• **Mohamed Sahnoun**, ancien conseiller spécial auprès du directeur général de l'UNESCO, membre de la Commission Brundtland et conseiller senior auprès de Maurice Strong au Sommet de Rio, mais aussi cofondateur de l'Earth Council

Alliance, membre du comité de la sorosienne Human Rights Watch, vice-président du conseil de l'University for Peace, entre autres fonctions. Dans son autobiographie, Maurice Strong le qualifiait de « l'une des personnes les plus sages et les plus compétentes » de sa connaissance<sup>117</sup>.

• **Mercedes Sosa**, ambassadrice pour l'UNICEF et chanteuse argentine populaire.

• **(Sir) Shridath Ramphal**, ancien secrétaire-général du Commonwealth, ancien président de l'UICN, ancien directeur du comité international du programme LEAD (Leadership in Environmental and Development) de la Rockefeller Foundation, et ancien coprésident de la défunte Commission on Global Governance, administrateur de la Rajiv Gandhi Foundation et récipiendaire de l'Indira Gandhi Peace Prize.

• **John Hoyt**, ancien président de l'Humane Society of the United States, vice-président d'Earth Restoration Corps (fondé et présidé par Hanne Strong, veuve de Maurice Strong, cf. infra).

• **Severn Cullis-Suzuki**, la Greta Thunberg du Sommet de la Terre (1992). Alors âgée de douze ans, la jeune Severn était intervenue à la tribune du Sommet de Rio pour prononcer un discours environnementaliste devenu célèbre. Sa présence n'est pas anodine : son père le généticien David Suzuki révèle dans son autobiographie que c'est Maurice Strong, futur membre honoraire du Bureau directeur de la David Suzuki Fondation, qui a donné son autorisation pour que la jeune Severn intervienne à la tribune. Severn Cullis-Suzuki, outre une récompense du PNUE en 1993, a siégé comme son père au bureau consultatif international d'Earth Restoration Corps d'Hanne Strong. Depuis septembre 2021, elle est en outre directrice exécutive de la David Suzuki Foundation.

<sup>112</sup> Goodall (Jane), Reason for Hope: A Spiritual Journey, format Kindle, emp. 66.

<sup>113</sup> Il s'agit là de théosophie au sens de la Société théosophique, comme le montre la fiche consacrée à Jane Goodall sur Theosophy Wiki. Pour les mentions de l'initiation de Goodall, voir son autobiographie aux emplacements 615, 622, 642 et 1160, soit respectivement les pages 32, 34 et 79 de l'édition papier.

<sup>114</sup> Ibid., emp. 628.

<sup>115</sup> Pour l'année 2019, ceux présentés pour l'année 2020 sont moins nombreux.

<sup>116</sup> Fondé en 1969, l'Esri est pionnier du logiciel de cartographie et d'analyse SIG (Système d'Information Géographique). Il est en outre appuyé par la CIA, travaille depuis plus de trente ans avec la National Geospatial-Intelligence Agency (NGA). En 2010, l'U.S. Geospatial Intelligence Foundation a d'ailleurs remis une récompense à Jack Dangermond, fondateur de l'Esri, précisant que par le passé, ce prix avait été remis à des membres du renseignement dont la CIA.

<sup>117</sup> Where on Earth..., op. cit., emp. 6210.

<sup>109</sup> Dans son autobiographie déjà citée Where on Earth..., Maurice Strong écrivait ceci à propos de Robert McNamara : « Je suis rapidement devenu l'un de ses plus grands fans et ai développé une amitié personnelle étroite avec lui dont je jouis encore aujourd'hui [en 2000] », op. cit., emp. 1764.

<sup>110</sup> Rockefeller (Steven C.), John Dewey: Religious Faith and Democratic Humanism (1991).

<sup>111</sup> On y trouvait aussi des acteurs comme Pierce Brosnan, Whoopi Goldberg, Angelina Jolie (par ailleurs membre du Council on Foreign Relations), et d'autres personnalités telles que James Wolfensohn de la Banque Mondiale, Mohammed Yunus, Wangari Maathai, Richard Leakey, etc.

- **Pierre Calame**, alors directeur général de la Fondation Charles Léopold Mayer (1986<sup>118</sup> – 2009) dont il préside désormais le Conseil de fondation. Il est par ailleurs expert auprès de la Fondation Jean Jaurès.

- **Ruud Lubbers**, ancien premier ministre néerlandais (1982 – 1994), ancien Haut-commissaire aux réfugiés des Nations unies, mais il fit aussi partie de diverses organisations : bureau honoraire de Green Cross International, coprésident de State of the World Forum, président de WWF International, membre honoraire du Club de Rome.

- **Federico Mayor**, alors directeur général de l'UNESCO. En 2005, il fut désigné coprésident du groupe de haut niveau des Nations unies pour l'Alliance des Civilisations. Trois de ses affiliations sont ici à noter : membre honoraire du Club de Rome, coprésident du State of the World Forum, membre honoraire du Club de Budapest.

- **Henriette Rasmussen**, qui sera par la suite ministre groenlandaise de la Culture et de l'Éducation (2003-2005), militante du droit des femmes, journaliste, indépendantiste et membre du parti socialiste séparatiste Inuit Ataqatigiit.

- Le rabbin **Awraham Soetendorp**, cofondateur de Green Cross International et d'organisations religieuses internationales comme le Center for World Spirituality ou le World Council of Religious Leaders (où l'on retrouve, comme consultants, Jane Goodall ou Ervin Laszlo, le fondateur du Club de Budapest et patron d'une organisation d'inspiration New Age, l'Ouroboros Research and Education Trust<sup>119</sup> ; les livres de László sont d'ailleurs vendus par la Theosophical Society Bookshop).

- **Kamla Shawdry**, coprésidente de la Global Peace Initiative of Women, dont le bureau consultatif international accueillait notamment Hanne Strong. Cette organisation était présidée par Joan Brown Campbell, qui fit partie du bureau consultatif du Jane Goodall Institute. Kamla Shawdry fut en outre administratrice au World Faiths Development Dialogue, fondé en 1998 par James D. Wolfensohn<sup>120</sup>, président de la Banque mondiale, et Lord Carey of Clifton, archevêque de Canterbury.

- **A. T. Ariyaratne**, fondateur du mouvement Sarvodaya Shramadana<sup>121</sup>, membre du bureau consultatif « distingué » de l'Institute of Noetic Sciences, membre du Club de Budapest, conseiller international de **OneWorld International** (financé notamment par la Rockefeller Foundation).

- **Pauline Tangiora**, cofondatrice de l'Earth Council Alliance, membre du conseil du World Future Council dirigé par Herbert Girardet (membre du comité exécutif du Club de Rome) et fondé par Jacob von Uexkull, membre du World Council of Indigenous Peoples, directrice de Maori International, membre du comité de Rigoberta Menchu (membre honoraire du Club de Rome) à l'Indigenous Initiative for Peace.

<sup>118</sup> Earth Charter indique 1986. Wikipédia indique 1988.

<sup>119</sup> Cette approche se confirme avec l'évolution du trust. Sourcewatch rapporte que s'il se dédie à l'étude des sagesses anciennes, il se présente en 2020 comme « une plateforme destinée à accélérer le progrès vers un monde durable ». La fiche que Sourcewatch consacre à Laszlo note sa présence dans une vingtaine d'organisations. Il fut par ailleurs membre du conseil consultatif de (la New Age) Planetary Citizens.

<sup>120</sup> James (Jim) Wolfensohn a dirigé le Population Council aux Nations unies de 1977 à 1984, fut l'un des directeurs de la Rockefeller Foundation de 1979 à 1985, un directeur de l'U.S. Business Council for Sustainable Development, administrateur honoraire de la Brookings Institution, membre du bureau de supervision à l'International Rescue Committee, membre du bureau consultatif international du Jane Goodall Institute, et récipiendaire, en 2005, du David Rockefeller Bridging Leadership Award. À son sujet, Maurice Strong écrivait dans son autobiographie : « J'ai recruté de nombreux jeunes qui firent plus tard de brillantes carrières, dont Jim Wolfensohn [...] Il se distingua plus tard à Wall Street et fonda sa propre entreprise, qui fut par la suite dirigée par Paul Volcker lorsque Wolfensohn prit la présidence de la Banque mondiale. », Where on Earth..., op. cit., emp. 1617.

<sup>121</sup> Cette organisation promeut la spiritualité bouddhiste et gandhienne et représente un réseau de plus de 15 000 villages.

« **Dans une certaine mesure, la Charte de la Terre peut être célébrée comme le premier et surtout le document fondateur de la société civile mondiale.** »

**Earth Charter,  
2005**

Le rôle messianique que Maurice Strong confère à cette Charte transparait dans une interview du 5 mars 1998 : « Il s'agit d'une Charte des Peuples de la Terre. Elle aura son pouvoir, elle aura son influence car elle vient du peuple<sup>122</sup>. C'est pourquoi nous voulons nous assurer que les peuples du monde entier, le maximum<sup>123</sup> de personnes, soient impliqués. C'est ce qui lui donnera son authenticité. C'est ce qui lui donnera sa crédibilité. Ceci est même plus important que de la mettre à l'Agenda de l'ONU. Mais en procédant ainsi, il deviendra alors incontournable pour l'ONU d'en prendre note, et espérons que cela mène à un processus de production d'une Charte de la Terre formalisée. Mais soyons très clair, l'action de l'ONU ne sera pas le seul objectif. Le vrai but de la Charte de la Terre est qu'elle devienne en pratique comme les Dix Commandements, comme la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme<sup>124</sup>. Elle deviendra un symbole des aspirations et des engagements des peuples partout. Et c'est là où l'influence politique, où les résultats à long-terme de la Charte de la Terre viendront réellement. Bien sûr, comme quelqu'un qui a été au service des Nations unies depuis de nombreuses années, j'espère beaucoup que les Nations unies l'adopteront et que cela se traduira par un engagement formel de la part des gouvernements. Mais l'objet a priori est d'obtenir l'engagement du peuple, et l'engagement politique des gouvernements, je l'espère au travers de l'action des Nations unies, suivra inévitablement à partir de l'engagement des peuples. »

<sup>122</sup> Cette justification de Strong est en réalité trompeuse. Dans le rapport « Earth Charter +5 Progress », Klaus Bosselmann et Prue Taylor écrivent dans leur article « The Significance of the Earth Charter in International Law » (p.59-63/186 du document), au sujet des principes mondiaux de la Charte de la Terre, que « beaucoup de ces principes n'ont pas été créés au cours du processus de dialogue, mais ils ont été définis par la suite et intégrés à un contexte écologique ».

<sup>123</sup> Les mots en gras du passage que nous citons le sont initialement.

<sup>124</sup> C'est nous qui soulignons.

<sup>125</sup> [https://earthcharter.org/wp-content/assets/virtual-library2/images/uploads/earthcharter\\_french1.pdf](https://earthcharter.org/wp-content/assets/virtual-library2/images/uploads/earthcharter_french1.pdf), p.6.

<sup>126</sup> Dans le rapport Earth Charter +5 Progress, Steven Rockefeller écrivit ultérieurement que La Charte de la Terre est « une démarche de la société civile mondiale pour promouvoir des principes éthiques qui sont à leur tour transformés en normes exécutoires pour les gouvernements et les entreprises ».

« **Le vrai but de la Charte de la Terre est qu'elle devienne en pratique comme les Dix Commandements, comme la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.** »

**Maurice Strong**

# Principes de la Charte de la Terre

## I. Respect et protection de la communauté de vie

### 1. RESPECTER LA TERRE ET TOUTE FORME DE VIE.

- Reconnaître le lien d'interdépendance entre tous les êtres vivants ainsi que la valeur de toute forme de vie, quelle qu'en soit son utilité pour l'être humain.
- Reconnaître la dignité propre à chaque personne et le potentiel intellectuel, artistique, éthique et spirituel de tout être humain.

### 2. PRENDRE SOIN DE LA COMMUNAUTÉ DE LA VIE AVEC COMPRÉHENSION, COMPASSION ET AMOUR.

- Accepter que le droit de posséder, de gérer et d'utiliser les ressources naturelles implique le devoir d'empêcher les dommages environnementaux et de protéger les droits de l'être humain.
- Affirmer que l'accroissement de la liberté, de la connaissance et du pouvoir implique la responsabilité de promouvoir le bien commun.

### 3. BÂTIR DES SOCIÉTÉS DÉMOCRATIQUES, JUSTES, PARTICIPATIVES, DURABLES ET PACIFIQUES.

- S'assurer que les communautés garantissent les droits de l'homme et les libertés fondamentales, à tous les niveaux, et donnent à chacun la possibilité de développer pleinement son potentiel.
- Promouvoir la justice sociale et économique, en donnant à chacun les moyens de subvenir à ses besoins de base de façon satisfaisante et écologiquement viable.

### 4. PRÉSERVER LA RICHESSE ET LA BEAUTÉ DE LA TERRE POUR LES GÉNÉRATIONS PRÉSENTES ET FUTURES.

- Reconnaître que la liberté d'action de chaque génération est déterminée par les besoins des générations futures.
- Transmettre aux générations futures les valeurs, traditions et institutions qui encouragent la prospérité à long terme des communautés humaines et écologiques de la Terre. Pour réaliser les quatre engagements généraux précédents, il est nécessaire d'adopter les principes suivants :

## II. Intégrité écologique

### 5. PROTÉGER ET RÉTABLIR L'INTÉGRITÉ DES SYSTÈMES ÉCOLOGIQUES DE LA TERRE, EN PARTICULIER LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE ET LES PROCESSUS NATURELS QUI ASSURENT LE MAINTIEN DE LA VIE.

- Adopter, à tous les niveaux, une planification et une réglementation en matière de développement durable qui intègrent à tout projet de développement la conservation et la restauration de l'environnement.
- Créer et sauvegarder des réserves naturelles et biologiques viables, dont les territoires sauvages et les zones marines, pour protéger les systèmes indispensables à la vie sur Terre, maintenir la biodiversité et conserver notre héritage naturel.
- Promouvoir la régénération des espèces et des écosystèmes en voie d'extinction.
- Restreindre et éliminer les organismes génétiquement modifiés ou exogènes nuisibles aux espèces indigènes et à l'environnement, et empêcher l'introduction de ces organismes nuisibles.
- Gérer l'utilisation des ressources renouvelables telles que l'eau, la terre, les ressources forestières et la vie marine en utilisant des procédés qui respectent les cycles de régénération et qui protègent la santé des écosystèmes.
- Gérer l'extraction et l'utilisation des ressources non renouvelables telles que les minéraux et les combustibles fossiles en utilisant des procédés qui minimisent l'épuisement et qui ne causent pas de dommages importants à l'environnement.

### 6. PRÉVENIR LES DOMMAGES COMME ÉTANT LA MEILLEURE MÉTHODE POUR LA PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT ET, APPLIQUER LE PRINCIPE DE PRÉCAUTION LORSQUE LES CONNAISSANCES SONT INSUFFISANTES.

- Prendre les mesures permettant d'éviter tout dommage grave ou irréversible causé à l'environnement, même si les informations scientifiques sont incomplètes ou non concluantes.
- Faire porter la charge de la preuve à ceux qui soutiennent qu'une activité proposée ne causera pas de dommages significatifs, et obliger la partie responsable à assumer entièrement les dommages causés à l'environnement.
- S'assurer que la prise de décision tient compte des conséquences cumulatives, à long terme, indirectes, internationales et mondiales des activités humaines.
- Prévenir la pollution de l'environnement, dans sa globalité et ne permettre aucune accumulation de substances radioactives et toxiques, ni de toutes autres substances nocives.
- Éviter les activités militaires qui nuisent à l'environnement.

### 7. ADOPTER DES MODES DE PRODUCTION, DE CONSOMMATION ET DE REPRODUCTION QUI PRÉSERVENT LES CAPACITÉS RÉGÉNÉRATRICES DE LA TERRE, LES DROITS DE L'HOMME ET LE BIEN-ÊTRE COMMUN.

- Réduire, réutiliser et recycler les matériaux utilisés dans les systèmes de production et de consommation, et s'assurer que les déchets résiduels peuvent être assimilés par les systèmes écologiques.
- Agir avec modération et efficacité en utilisant les sources d'énergie et recourir de plus en plus aux sources d'énergie renouvelables telles que l'énergie solaire et éolienne.
- Promouvoir le développement, l'adoption et le transfert équitable de technologies sans danger pour l'environnement.
- Intégrer tous les coûts environnementaux et sociaux dans les prix de vente des biens et services et offrir aux consommateurs la possibilité d'identifier les produits qui répondent aux normes sociales et environnementales les plus élevées.
- Assurer l'accès universel aux soins de santé qui favorisent une reproduction saine et responsable.
- Adopter des modes de vie qui mettent l'accent sur la qualité de vie et la suffisance des moyens matériels dans un monde aux ressources limitées.

### 8. FAIRE PROGRESSER LE SAVOIR SUR LA DURABILITÉ ÉCOLOGIQUE ET PROMOUVOIR LE LIBRE-ÉCHANGE ET L'APPLICATION ÉLARGIE DES CONNAISSANCES ACQUISES.

- Soutenir la coopération scientifique et technique internationale sur le développement durable, en portant une attention particulière aux besoins des pays en voie de développement.
- Reconnaître et préserver les connaissances traditionnelles et la sagesse de toutes les cultures, lorsqu'elles contribuent à la protection de l'environnement et au bien-être de l'être humain.
- S'assurer que toute information d'une importance vitale pour la santé humaine et la protection de l'environnement, y compris l'information génétique, est accessible au public.

## III. Justice sociale et économique

### 9. ÉRADIQUER LA PAUVRETÉ EN TANT QU'IMPÉRATIF ÉTHIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL.

- Garantir l'accès à l'eau potable, à l'air pur, à la sécurité alimentaire, à des terres non contaminées, à un abri et à des installations sanitaires sûres en allouant les ressources nationales et internationales nécessaires.
- Permettre à chaque personne d'accéder à l'éducation et aux ressources nécessaires pour assurer un mode de vie durable, et offrir la sécurité sociale et des mesures de protection à toute personne qui ne peut subvenir à ses propres besoins.

- Reconnaître les ignorés, protéger les plus vulnérables, aider ceux qui souffrent et leur donner la possibilité de développer leurs capacités et de lutter pour atteindre leurs aspirations.

### 10. S'ASSURER QUE LES ACTIVITÉS ET LES INSTITUTIONS ÉCONOMIQUES À TOUS LES NIVEAUX FAVORISENT LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN DE MANIÈRE JUSTE ET DURABLE.

- Promouvoir la répartition équitable des richesses au sein de chaque pays et entre les pays.
- Améliorer les ressources intellectuelles, financières, techniques et sociales des pays en voie de développement et les soulager de leur importante dette internationale.
- S'assurer que l'ensemble des échanges commerciaux favorisent l'utilisation durable des ressources, la protection de l'environnement et des normes de travail progressives.
- Exiger que les entreprises multinationales et les institutions financières internationales fassent preuve de transparence dans l'intérêt public et les tenir responsables des conséquences de leurs activités.

### 11. AFFIRMER L'ÉGALITÉ ET L'ÉQUITÉ DES GENRES COMME CONDITION PRÉALABLE AU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET ASSURER L'ACCÈS UNIVERSEL À L'ÉDUCATION, À LA SANTÉ ET AUX OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES.

- Garantir les droits humains des femmes et des jeunes filles et cesser toute violence à leur endroit.
- Encourager la participation active des femmes dans tous les aspects de la vie économique, politique, civile, sociale et culturelle en tant que partenaires égales et à part entière, décideuses, dirigeantes et bénéficiaires.
- Renforcer le cadre familial et assurer à chacun de ses membres la sécurité, l'affection et les soins appropriés.

### 12. DÉFENDRE LE DROIT DE TOUS LES ÊTRES HUMAINS, SANS DISCRIMINATION, À UN ENVIRONNEMENT NATUREL ET SOCIAL FAVORISANT LA DIGNITÉ HUMAINE, LA SANTÉ PHYSIQUE ET LE BIEN-ÊTRE SPIRITUEL, EN PORTANT UNE ATTENTION PARTICULIÈRE AUX DROITS DES PEUPLES INDIGÈNES ET DES MINORITÉS.

- Éliminer toute forme de discrimination, notamment la discrimination basée sur la couleur de peau, le sexe, l'orientation sexuelle, la religion, la langue et les origines nationales, ethniques ou sociales.
- Affirmer le droit des peuples indigènes à leur spiritualité, leurs connaissances, leurs terres et leurs ressources, ainsi qu'aux pratiques traditionnelles et durables qui en découlent.
- Honorer et soutenir les jeunes de nos communautés en leur permettant de remplir leur rôle essentiel pour créer des sociétés durables.
- Protéger et restaurer les lieux d'une valeur exceptionnelle du point de vue culturel et spirituel.

## IV. Démocratie, non-violence et paix

### 13. RENFORCER LES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES À TOUS LES NIVEAUX ET PROMOUVOIR UNE GOUVERNANCE QUI OBÉISSE AUX PRINCIPES DE TRANSPARENCE ET DE RESPONSABILITÉ, AINSI QUE LA PARTICIPATION DE TOUS DANS LA PRISE DE DÉCISION, ET L'ACCÈS À LA JUSTICE.

- Assurer à toute personne le droit de recevoir des informations claires et récentes sur les questions environnementales et sur tous les projets et activités de développement qui l'intéressent ou qui sont susceptibles de l'affecter.
- Soutenir la société civile locale, régionale et mondiale et promouvoir une réelle participation de toutes les personnes et organisations intéressées dans la prise de décision.
- Protéger le droit à la liberté d'opinion, d'expression, de réunion pacifique, d'association et à la dissidence.
- Établir l'accès effectif et efficace à des procédures judiciaires administratives indépendantes, incluant les compensations et réparations des dommages infligés à l'environnement ainsi que la menace de tels dommages.
- Éliminer la corruption de toutes les institutions publiques et privées.
- Renforcer les communautés locales en leur donnant les moyens nécessaires pour sauvegarder leur environnement, et confier les responsabilités environnementales aux entités gouvernementales les plus aptes à les assumer.

### 14. INTÉGRER À L'ÉDUCATION FORMELLE ET À LA FORMATION CONTINUE LES CONNAISSANCES, LES VALEURS ET LES COMPÉTENCES NÉCESSAIRES À UN MODE DE VIE DURABLE.

- Assurer à tous, particulièrement aux enfants et aux jeunes, l'accès à une éducation leur donnant les moyens de contribuer activement au développement durable.
- Favoriser la contribution des arts, des sciences et des sciences humaines à l'éducation pour le développement durable.
- Renforcer le rôle des médias dans la sensibilisation aux enjeux écologiques et sociaux.
- Reconnaître l'importance de l'éducation morale et spirituelle pour une existence durable.

### 15. TRAITER TOUS LES ÊTRES VIVANTS AVEC RESPECT ET CONSIDÉRATION.

- Empêcher la cruauté envers les animaux domestiques et d'élevage, et empêcher qu'ils souffrent.

- Protéger les animaux sauvages des techniques de chasse, de piégeage et de pêche qui causent des souffrances extrêmes, prolongées ou inutiles.
- Éviter ou éliminer, dans la mesure du possible, la capture ou la destruction d'espèces non ciblées.

### 16. PROMOUVOIR UNE CULTURE DE TOLÉRANCE, DE NON-VIOLENCE ET DE PAIX.

- Encourager et soutenir la compréhension, la solidarité et la coopération mutuelles entre tous les peuples, entre tous les pays, et au sein de chaque pays.
- Mettre en place des stratégies globales et exhaustives pour prévenir les conflits violents et utiliser des méthodes de résolution fondées sur la collaboration pour gérer et résoudre les conflits environnementaux et tout autre désaccord.
- Démilitariser les systèmes de sécurité nationale, les amener à une position défensive non provocatrice et convertir les ressources militaires à des projets pacifiques, notamment à la restauration écologique.
- Éliminer les armes nucléaires, biologiques et toxiques, ainsi que toutes autres armes de destruction massive.
- S'assurer que les espaces orbitaux et extra-atmosphériques, sont utilisés dans le respect de la paix et de la protection de l'environnement.
- Reconnaître que la paix est l'entité créée à partir de relations respectueuses envers soi-même, avec les autres, avec d'autres cultures et d'autres formes de vie, avec la Terre et l'ensemble de l'univers dont nous faisons tous partie.

## L'influence du New Age Autour de l'Arche de l'Espoir

La Charte de la Terre a été déposée, en 2001, dans un coffre en bois intitulé l'Arche de l'Espoir (Ark of Hope). Chacun de ses cinq panneaux représente un « élément » différent : Eau, feu, air, terre, esprit<sup>127</sup> (spirit). C'est à partir d'ici que nous sommes amenés à explorer une dimension ésotérique de l'environnementalisme<sup>128</sup>. Il excède la Charte de la Terre et son Arche de l'Espoir. Ces derniers constitueraient plutôt l'un des aboutissements de cette dimension, qui puise ses sources dans la spiritualité New Age qui a pris son essor en même temps que la diffusion de l'écologie politique, à savoir dans les années 1970. Le New Age découle lui-même de doctrines spirituelles plus anciennes. Nous oscillons ici entre une écologie incarnant des idées et des principes, et une écologie pensée comme une eschatologie.

L'Arche de l'Espoir a été peinte par l'artiste Sally Linder, qui semble également graviter au sein de l'écosystème New Age. Son site professionnel précise en effet qu'en 2001, elle fut « residential fellowship<sup>129</sup> » à l'Omega Institute for Holistic

Studies (un institut inspiré par le soufi Pir Vilayat Inayat Khan). L'Institut doit son nom au concept de Point Omega du jésuite Pierre Teilhard de Chardin, un proche de Julian Huxley. Il a notamment accueilli des orateurs comme Al Gore, Arianna Huffington (cofondatrice du Huffington Post) ou la théosophe Jane Goodall. Aux côtés de l'eugéniste Paul Ehrlich (référence de Friends of the Earth), rappelons que Jane Goodall fait partie des figures de proue de l'ONG Population Matters (anciennement Optimum Population Trust), un trust caritatif britannique qui promeut une limitation de la population mondiale en encourageant les familles de petite taille et les plannings familiaux (i. e. l'avortement). Le trust considère la démographie comme responsable de la déplétion des ressources, du changement climatique, de la perte de la biodiversité et de la dégradation de l'environnement. Enfin, Sally Linder a été oratrice pour le WWF, le Sommet mondial des Nations unies sur le développement durable, ou encore l'Omega Institute for Holistic Studies.



Le site de l'Arche de l'Espoir (dont la bannière – ci-dessus – illustre l'orientation spirituelle oecuménique typique du New Age) précise que cette dernière a été créée « comme un lieu de refuge pour la Charte de la Terre et pour les livres de Temenos ». La Charte y est contenue dans une version manuscrite rédigée sur du papyrus, « une plante connue pour son aptitude à purifier l'eau de ses polluants ».

La dimension religieuse de cette oeuvre « environnementaliste » et à la prétention universelle<sup>130</sup> est manifeste dans son objet physique même, qui imite l'Arche d'Alliance des Hébreux (et donc une prétention au divin ou à se substituer à lui). Une photo de l'événement, en ligne sur le blog de l'artiste Cameron Davis, montre par ailleurs la prétention mondialiste de cette Arche, avec un rassemblement d'individus d'ethnies et a fortiori de confessions diverses lors de la cérémonie dédiée, intitulée « Pour l'amour de la Terre » (For love of Earth) du 09/09/2001 :



The Ark of Hope  
designed & painted by Sally Linder to house the Temenos Books Project

Ce projet Temenos a été initié lorsque les artistes Cameron Davis et Sally Linder se rendirent chez Janet Fredericks en 1999/131. Le terme « téménos », issu de la Grèce antique, renvoie à l'espace sacré, au lieu sanctuarisé<sup>132</sup>. Le site de l'Arche de l'Espoir en fournit une définition aux accents New Age : « un téménos, un cercle sacré magique où des règles spécifiques s'appliquent et où des événements extraordinaires se produisent inmanquablement [...] Temenos Book : un livre fait à la main rempli de pages de déclarations / prières visuelles pour une gratitude, une paix et une guérison mondiales ».

<sup>127</sup> L'esprit comme élément est présent dans plusieurs cultures et sous des noms différents. Il se rapporte essentiellement à l'éther, sous une forme philosophique tant qu'alchimique (et donc, davantage ésotérique à l'image du New Age) : Quintessence chez les philosophes de l'Antiquité, Akasha chez les Ayurvédiques, etc.

<sup>128</sup> Pour l'ensemble de nos éléments sur le New Age et l'ésotérisme, nous avons fait relire notre propos par un spécialiste ayant fréquenté ce type de cénacles pendant plusieurs années et disposant d'une culture établie en la matière.

<sup>129</sup> I. e. un administrateur rémunéré chargé de surveiller une zone définie d'un campus résidentiel.

<sup>130</sup> En 2005, Steven C. Rockefeller évoquait les leaders religieux formés aux principes et valeurs de la Charte de la Terre.

<sup>131</sup> Fredericks est diplômée (1967 – 1969) du Green Mountain College, affilié au mouvement évangéliste et centré sur la question environnementale. L'établissement a notamment mis en avant le programme de « pédagogie progressive » de John Dewey, dont le biographe est, pour rappel, Steven C. Rockefeller. En 2018, Green Mountain College a été nommée Sierra Club's #1 Cool School. Fredericks et son conjoint Tom Verner ont cofondé l'ONG Magicians Without Borders, pour faire des spectacles auprès des enfants de réfugiés. L'ONG a obtenu plusieurs récompenses, et est notamment saluée pour son travail par le Haut-commissariat aux réfugiés des Nations unies.

<sup>132</sup> Nous pouvons par extension proposer de relier ce concept à la philosophie du wilderness avec les sanctuaires marins (aires marines protégées sans pêche) et terrestres (les terres sauvages, ou wilderness) promus par l'environnementalisme depuis les années 1960-1970.

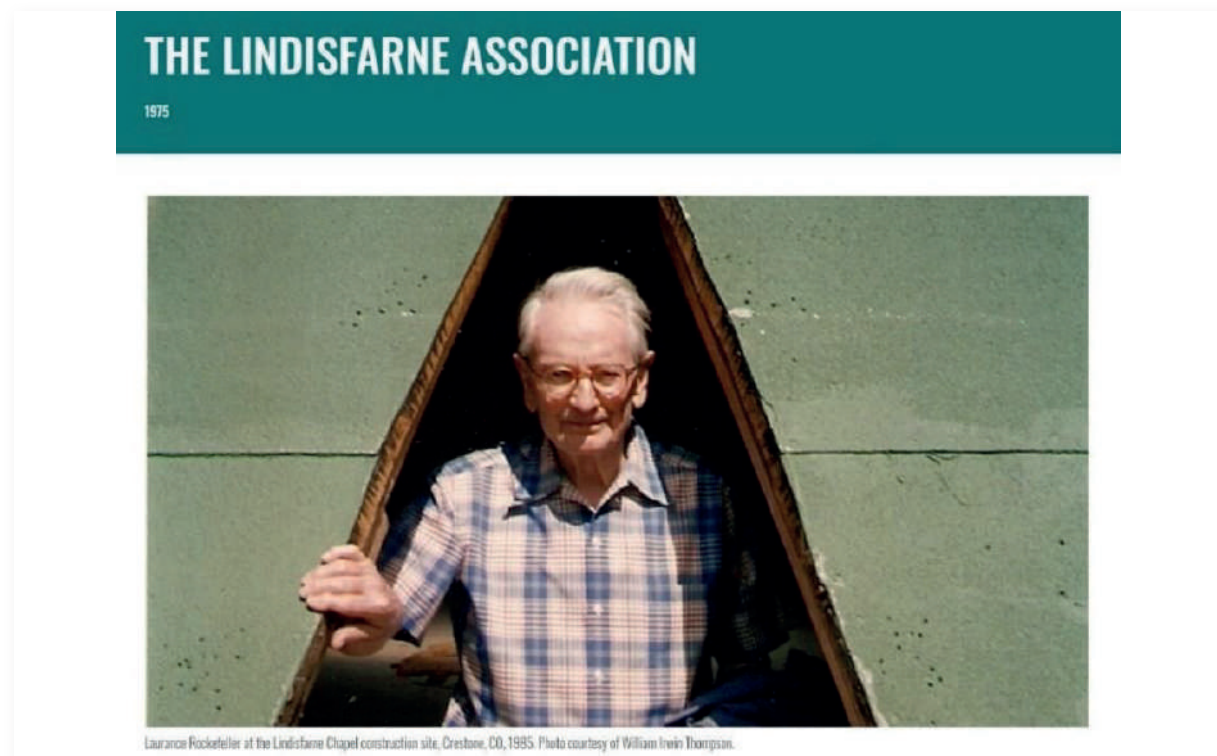
<sup>133</sup> William Irwin Thompson fait partie des personnalités qui ont rendu hommage à Maurice Strong dans Remembering Maurice F. Strong, op. cit. Il y écrivait notamment que « lorsqu'on écrira la véritable histoire sur la façon dont l'humanité est passée d'un ensemble d'États-nations industriels en conflit et en compétition, à une culture planétaire, ce sera une histoire dans laquelle Maurice et Hanne Strong seront à juste titre célébrés pour leurs contributions. », p. 201.

Le site de l'Arche de l'Espoir rapporte la présence de plusieurs orateurs lors de cette cérémonie : Jane Goodall, Satish Kumar (fellow de la Temenos Academy – voir ci-dessous), Steven C. Rockefeller, et le musicien (saxophoniste) Paul Winter. Selon sa biographie, Winter a été membre de la Lindisfarne Association, dont l'objectif était « l'étude et la réalisation d'une nouvelle culture planétaire ». Son fondateur, William Irwin Thompson<sup>133</sup>, a créé la Lindisfarne suite à sa fréquentation de sites spirituels et de communautés « expérimentales » à travers le monde. Par l'intermédiaire de Gene Fairly, l'association put par la suite obtenir 150 000 \$ de soutien de Nancy Wilson Ross ainsi que Sidney et Jean Lanier via l'Asia Society, une ONG panasiatique fondée en 1956 par John D. Rockefeller III (Maurice Strong fut membre de son conseil présidentiel en janvier 1984 et de son conseil international de décembre 1980 à décembre 1986). Ceci lui a par la suite permis d'obtenir un soutien du Rockefeller Brothers Fund. Son influence principale provient de deux penseurs :

- Le Britannique **Alfred North Whitehead**, décoré de l'Ordre du Mérite du Commonwealth, Fellow de la Royal Society, Fellow de la British Academy. Sa pensée holistique a été reprise sur la question de l'environnementalisme et de la durabilité (sustainability).

- Le Français **Pierre Teilhard de Chardin** et son concept de planétisation (i. e. la mondialisation), plus connue sous sa formalisation de noosphère, la « sphère de la pensée humaine » (en d'autres termes, l'imbrication de l'ensemble des consciences de l'humanité en un système global culminant dans le Point Omega)<sup>134</sup>.

Pendant un temps (1976 – 1979), la Lindisfarne Association a été domiciliée à Manhattan, dans la Church of the Holy Communion and Buildings. Durant cette période, précise Wikipédia, le bâtiment est devenu un centre culturel, grâce à des subventions du Rockefeller Brothers Fund et du Lilly Endowment<sup>135</sup>. En 1979, la Lindisfarne Association déménagea à Crestone, au sein de la propriété de Maurice Strong (qui devint directeur de la Lindisfarne d'août 1979 à novembre 1987 mais en fut l'un des fellows jusqu'à sa dissolution en 2012). Le Rockefeller Brothers Fund rappelle par ailleurs la présence du fonds même à Crestone, avec la publication de son soutien à la Lindisfarne Association dès 1975 et une photo de Laurance Rockefeller, datée de 1985, sur le site de construction de la Lindisfarne Chapel à Crestone<sup>136</sup>. Dans son autobiographie (voir encadré ci-dessous), Thompson écrit que « le plus important soutien de la Lindisfarne Association au cours de son histoire a été Laurance Rockefeller », que Thompson rencontra en 1974. Ce dernier souligna par ailleurs, que, « dans les années 1990, [Laurance Rockefeller] est devenu une sorte de parrain spirituel et d'aidant personnel.<sup>137</sup> »



<sup>134</sup> Après cinquante ans d'existence de la Lindisfarne, Thompson écrit que « [...] deux générations complètes de travail sur ma perspective de l'idée de planétisation de Teilhard de Chardin s'étaient exprimées », *Thinking Together At The Edge Of History*, p.176.

<sup>135</sup> Le Lilly Endowment est un trust caritatif lié au groupe pharmaceutique Eli Lilly. Il finança notamment l'Association of Theological Schools, déjà subventionnée par la famille Rockefeller. La réalité n'étant pas monochrome, des accords sur certains sujets deviennent des désaccords sur d'autres. Un article de 2013 du Smithsonian Magazine avait ainsi relevé que le Lilly Endowment faisait partie des bailleurs de fonds soutenant les organisations tenant un discours contraire sur le changement climatique, là où les Rockefeller sont d'ardents promoteurs de la thèse officielle – ayant notamment un rôle-clé dans le business de la transition énergétique.

<sup>136</sup> Toutefois, dans son autobiographie sur la Lindisfarne Association, son fondateur William Irwin Thompson précise que ces dons restaient d'un montant modeste au regard de la fortune des Rockefeller, à savoir 15 000 \$ de subventions par an pour trois ans en 1977. La Lindisfarne bénéficia également de subventions de la Humanity Division de la Rockefeller Foundation, cf. William Irwin Thompson, op. cit., p.104.

<sup>137</sup> Ibid., p.104, p.159. On notera en outre, dans le livre de Thompson, une photo p.63 datée de 1978 où figure Steven C. Rockefeller, lors d'une conférence des fellows de la Lindisfarne à Manhattan. Quant au contexte dans lequel Maurice Strong et William Irwin Thompson firent connaissance, ce dernier le rapporte dans le même livre. Strong avait demandé à Saul Mendlovitz d'où lui était venue son idée de mélanger le bouddhisme et l'écologie, et Mendlovitz répondit en mentionnant la Lindisfarne. Thompson précise que peu après, « nos chemins finirent par se croiser personnellement lorsque Maurice et moi fûmes invités à parler à une conférence d'un village solaire, organisée par John et Nancy Todd du New Alchemy Institute et financée par une subvention du département de l'Énergie américain. On m'avait demandé de prononcer le discours d'ouverture de cette conférence et de parler du besoin de villages méta-industriels dans lesquels nous pourrions miniaturiser la technologie afin d'étendre la nature et de réduire notre impact physique sur l'environnement », *ibid.*, p.123.

## Précisions sur la Lindisfarne Association

« J'ai entrevu l'unicité du moment présent dans le temps, un *kairos*, dans lequel il était pertinent de regarder en arrière vers toutes les religions du passé, puis de les transcender dans le prochain virage de la spirale en une nouvelle spiritualité planétaire post-religieuse et scientifique. » (William Irwin Thompson, *Thinking Together At The Edge Of History: A Memoir Of The Lindisfarne Association*, p.4).

La fiche Wikipédia dédiée à la Lindisfarne Association rapporte le quadruple objectif que s'était fixé l'organisation :

1. La planétarisation de l'ésotérisme. Dans son essai *Self and Society: Studies in the Evolution of Culture* (2004), William Irwin Thompson écrivait que « la politique des États-nations peinent toujours à comprendre cette transformation culturelle dans laquelle l'intériorité de la force du Yin s'exprime dans la planétarisation de l'ésotérisme au sein de mouvements populaires de mysticisme et de méditation ».
2. La réalisation de l'harmonie intérieure de toutes les grandes religions universelles et des traditions spirituelles des peuples tribaux du monde entier.
3. La promotion d'un équilibre nouveau et sain entre la nature et la culture à travers la recherche et le développement de technologies appropriées, de localités architecturales et d'économies bienveillantes pour des villages méta-industriels et des villes conviviales.
4. L'illumination des fondations spirituelles de la gouvernance politique par la scolarité et les communications artistiques qui favorisent une écologie mondiale de la conscience au-delà des systèmes idéologiques présents qui se composent d'États-nations industriels en guerre, de sociétés traditionnelles révoltées, et de terres et de mers ravagées.

William Irwin Thompson, fondateur de la Lindisfarne Association, donne de plus amples informations dans l'essai final qu'il a consacré à son organisation, *Thinking Together At The Edge Of History: A Memoir Of The Lindisfarne Association*. Fondée à New York en décembre 1972, cette communauté (fellowship) cherchait, selon Thompson, une troisième voie spirituelle et intellectuelle pour transformer la culture, pensant que, face à une civilisation industrielle en train de s'effondrer, une nouvelle « culture planétaire » était en train d'émerger, i. e. polycentrique et avec des idéologies en concurrence, que Thompson distingue d'une « civilisation planétaire », qui serait alors

composée d'un bloc monolithique. La Lindisfarne devint rapidement influencée par la théorie (ou hypothèse) Gaïa de James Lovelock et Lynn Margulis, théorie qui devint « fondamentale dans la philosophie » (p.2) de l'association. Thompson précisait d'ailleurs qu'en 1984, il qualifiait les implications de cette culture planétaire de Politique Gaïa. S'y sont ajoutés la dynamique du chaos et la dynamique des systèmes complexes à la fin de la décennie 1980, menant la Lindisfarne un peu plus vers « l'articulation entre cette nouvelle culture de la science et une spiritualité post-religieuse » (ibid.). Par ailleurs, des sujets comme les implications du réchauffement et du changement climatique étaient discutés au sein de la Lindisfarne dès le milieu des années 1970, bien avant leur mise sur le devant de la scène par Maurice Strong et ses collaborateurs.

Toutefois, l'idée d'une civilisation planétaire est bien présente dans la pensée de Thompson. Plus loin dans son livre, il écrit qu'à travers la fellowship de la Lindisfarne se sont développés « un institut et *think tank* pour une nouvelle civilisation planétaire d'architecture verte, de science gaïanique, et une neurophénoménologie plus contemplative dans laquelle la méditation s'intégrait à une nouvelle éducation, étendue, des arts libéraux<sup>138</sup> ». Thompson se défend néanmoins de toute volonté d'homogénéisation et insiste sur son point d'intérêt premier, la culture planétaire, qu'il précise : « Je ne l'ai pas dit au sens d'international, et je ne l'ai pas dit au sens de ce que l'on appelle aujourd'hui postmodernité ou multiculturalisme. Ma vision d'une culture planétaire tenait plus du sentiment d'une épiphanie d'un avenir possible. À la pointe de l'histoire, nous étions arrivés à une bifurcation de la route : un chemin menait à un âge sombre apporté par la pollution industrielle, et des guerres nationales et religieuses ; l'autre menait à une transformation de la culture nationale et industrielle. La religion avec ses fondamentalistes violents serait remplacée par un mysticisme personnel dans lequel ni église ni temple ne serait nécessaire pour faire l'expérience de l'univers en tant qu'esprit [mind] cosmique. La technologie industrielle et l'économie capitaliste seraient remplacés par l'écologie en tant que nouvelle science gouvernante pour des implantations de peuplement et des villes vertes et symbiotiques.<sup>139</sup> »

Somme toute, la lecture du livre de Thompson souligne l'indéniable influence intellectuelle de la Lindisfarne sur la question écologiste et sa spiritualité New Age, notamment au travers de noms influents inspirés par cette communauté – un paradoxe avec ce qui semble être, à cette même lecture, l'influence moindre de Thompson lui-même<sup>140</sup>. Plusieurs personnalités du mouvement New Age ont été en effet membres et fellows de la Lindisfarne Association : Gregory Bateson et Francisco J. Varela, Richard Falk (l'un des initiateurs du concept d'écocide), Hazel Henderson<sup>141</sup>, James Lovelock, Saul Mendlovitz ou encore David Spangler<sup>142</sup> (cf. infra.). Parmi les intervenants a par ailleurs figuré la Britannique Kathleen Raine, *Commander* du Most Excellent Order of the British Empire et fellow de longue date de la Lindisfarne Association.

<sup>138</sup> Ibid., p.174.

<sup>139</sup> Ibid., p.197.

<sup>140</sup> Thompson attribue ce fait à son souhait initial de faire de la Lindisfarne une structure horizontale, une communauté (fellowship), refusant jusqu'au bout d'être un gourou suivi par des fidèles (ce qu'il nomme followership). Nous ajouterons pour notre part l'hypothèse de son profil en rupture avec l'approche, entre autres, du Club de Rome, soutenu par la Fondation Rockefeller et mis en avant par Maurice Strong. Dans un article daté de 1973 que Thompson reproduit en annexe I de son livre, il présente la philosophie et les objectifs de la Lindisfarne Association en précisant que « notre engagement portera précisément sur ces dimensions spirituelles de la culture qui sont ignorées par des groupes comme Les Futuribles, l'Institut Hudson et le Club de Rome », p.233.

<sup>141</sup> Le CV d'Hazel Henderson est conséquent. Hormis sa défense du revenu universel, elle est connue aux États-Unis pour avoir fondé *Ethical Markets Media*, qui défend notamment une économie verte et les pratiques de RSE. Elle est par ailleurs membre honoraire du Club de Rome, fellow de la Royal Society britannique, et fut membre du bureau du Worldwatch Institute pendant plus de vingt-cinq ans (1975-2001). Quelques-unes de la quarantaine d'organisations où elle fut active peuvent être citées : membre du Club de Budapest, de la World Commission on Global Consciousness and Spirituality, du World Wisdom Council, bureau consultatif international d'Earth Restoration Corps (organisation d'Hanne Strong), bureau consultatif de *Kosmos Journal*, *American Teilhard Association*, *E. F. Schumacher Society*, consultante pour *Pathways to Peace*, etc.

Raine est ici intéressante. En 1981, elle cofonda en effet la revue Temenos, dont l'objectif était de « reconnaître la spiritualité comme un besoin fondamental de l'humanité ». En 1990, la volonté d'étendre le projet aboutit à la fondation de la Temenos Academy of Integral Studies<sup>143</sup>, initialement sise au sein du Prince of Wales' Institute of Architecture, une fondation créée par le Prince Charles en 1986. Ce dernier reste par ailleurs le protecteur (ou le parrain) de la Temenos Academy, à laquelle il rappela « [son] soutien, [sa] gratitude et [son] admiration » le 15 avril 2020. L'orientation de la Temenos Academy, selon les propos de Kathleen Raine, se réclame de la spiritualité pérennaliste. Cette approche dispose que l'ensemble des traditions religieuses mondiales partagent une vérité / origine métaphysique unique. La fiche Wikipédia dédiée au pérennalisme rapporte

La cérémonie de l'Arche de l'Espoir a eu lieu au sein de Shelburne Farms, dans le Vermont. Ce lieu appartient à la famille Vanderbilt, connue comme faisant partie des « barons voleurs » lors du Gilded Age (aux côtés de John Rockefeller et Andrew Carnegie, entre autres). La propriété a notamment développé des partenariats. Parmi ceux-ci, l'Université des Nations unies a désigné, en 2014, la zone de Burlington comme Centre régional d'expertise pour l'éducation et le développement durable. Le site de ce Centre précise être l'un des 168 centres mondiaux de ce type à agir en faveur de l'implémentation des Objectifs de développement durable (ODD).

L'Arche de l'Espoir ne se limite pas à une simple cérémonie aux accents New Age. Elle fut présentée aux Nations unies en 2002, pendant la préparation du Sommet de la Terre de Johannesburg (voir capture ci-contre). Si la référence à la Charte de la Terre a été supprimée de la Déclaration politique du sommet, Klaus Bosselmann et Prue Taylor soulignaient en 2005 que ses principes avaient été intégrés au texte final.

Cette convergence est confirmée dans un livre conjoint du Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE) et du Parlement des religions (Parliament of the World's Religions) daté de 2020 : Faith for Earth. A Call for Action. Les deux organisations y écrivent que leur mission « *correspond aux principes et aux objectifs articulés dans la Charte de la Terre* » (dont ils reproduisent les seize points)<sup>144</sup>.

En 2005, lors de l'International Women's Conference, accueillie par le gourou indien Sri Sri Ravi Shankar, Sally Linder a partagé les livres de Temenos et a fait connaître la Charte de la Terre « *à des milliers de femmes du monde*

qu'au XIXe siècle, cette approche a été popularisée par la Société théosophique via Helena Blavatsky et Annie Besant (membre de la Société fabienne) en portant cette influence dans l'hindouisme et le bouddhisme. Le pérennalisme a été poursuivi au XXe siècle par l'Advaita Vedanta indien. Ce courant a par ailleurs inspiré Aldous Huxley, frère de Julian Huxley, pour son livre La Philosophie éternelle (*The Perennial Philosophy*, 1945).



entier ». À la fin de la même année, au cours d'une étape néerlandaise de l'Arche de l'Espoir, l'Earth Charter a invité la Reine Beatrix des Pays-Bas à réaliser un livre Temenos. En plus d'être membre honoraire du Club de Rome, Beatrix est la fille du Prince Bernhard, eugéniste proche de Rockefeller, cofondateur du Groupe de Bilderberg (dont elle est elle-même membre) et du WWF. Earth Charter +5, nom de cette « tournée », a été accompagné d'un rapport d'évaluation (août 2005, nous en traiterons infra) de la progression de la Charte, co-dirigé par Steven C. Rockefeller<sup>145</sup> et Mirian Vilela, figure de plusieurs sommets environnementaux (notamment Rio en 1992, le World Summit on Sustainable Development de 2002, ainsi que Rio+20 en 2012), de l'ONU, et directrice du secrétariat de la Charte de la Terre au Costa-Rica<sup>146</sup>.

<sup>142</sup> La liste des fellows de 2012, dernière année d'activité de la Lindisfarne, indique que Hazel Henderson, Richard Falk, James Lovelock, Saul Mendlovitz et David Spangler, présents depuis les premières années d'existence de cette organisation, en faisaient toujours partie. Voir l'annexe 4 de l'autobiographie de William Irwin Thompson, pp.248-250.

<sup>143</sup> Le cofondateur de cette académie est Keith Critchlow, fellow de la Lindisfarne Association. Dans son livre déjà cité, p.157, William Irwin Thompson rapporte que Kathleen Raine a précisé que la Temenos Review et la Temenos Academy avaient été directement inspirées par la Lindisfarne Association.

<sup>144</sup> Voir pp.10-11 du livre.

<sup>145</sup> Steven C. Rockefeller a été l'un des deux co-présidents les plus actifs de la Charte de la Terre, conjointement avec Ruud Lubbers (décédé en 2018), également à l'origine de cette initiative avec Mikhaïl Gorbatchev et Maurice Strong. Lubbers a été Premier ministre des Pays-Bas de novembre 1982 à août 1994, soit les premières années du règne de Beatrix. Il fut par la suite, de 2001 à 2005, Haut-Commissaire aux réfugiés pour les Nations unies.

<sup>146</sup> Le choix du Costa Rica nous est donné dans une conférence prononcée par Robert Muller en avril 1999 et portant sur la Charte de la Terre (dont nous reparlerons infra) : « Il est à noter que les peuples indigènes d'Amérique croient en une prophétie selon laquelle l'aigle et le condor se rencontreront sur le Mont Rasur au Costa Rica, à partir duquel une civilisation de paix et de nature s'étendra au monde entier. C'est sur cette colline que le rêve de la démilitarisation du Costa Rica est né, et que les Nations unies ont créé la première University for Peace sur cette planète, ainsi qu'une International Radio for Peace. L'Earth Council créé par la Conférence de Rio de Janeiro y déménagera aussi. » Maurice Strong a quant à lui fourni une raison différente : « Il faisait partie de mon idée d'implanter la nouvelle organisation dans le monde en développement. Je voulais faire une exception notable à la grande majorité des ONG internationales, presque toutes sises dans, et dominées par, les pays les plus développés. Le Costa Rica m'est apparu comme un choix évident. J'y avais déjà des relations, et le pays était reconnu comme un leader environnemental. Je ne connaissais pas le président actuel, Rafael Calderón, mais je me rappelais que dans l'un de ses premiers discours en tant que président il avait appelé à l'établissement d'un 'nouvel ordre' écologique. Lorsque je le rencontrai, il exprima un fort intérêt pour l'établissement de l'Earth Council au Costa Rica et accorda son soutien. Au cours d'un meeting arrangé pour l'occasion à Rio, le président Calderón et moi annonçâmes que l'Earth Council serait établi au Costa Rica. », Where on Earth..., op. cit., emp. 3797-3804. Ce siège au Costa Rica a permis à l'Earth Council d'établir une Central American Alliance for Sustainable Development. The Earth Charter Fund se trouve pour sa part au Philanthropic Collaborative, « qui est géré par Rockefeller Philanthropy Advisors à New York City » (voir p.27 du rapport Earth Charter +5). Le rapport précise que Earth Charter dispose de « délégués éminents et de liens étroits auprès des gouvernements et des corps des Nations unies ». Ceci a permis à l'organisation de faire traduire ses travaux. Quelques exemples de soutiens effectifs sont donnés : ministres brésiliens et mexicains de l'Environnement, sénateur japonais, Princesse de Jordanie, ministre de la Culture et de l'Éducation du Groënland, etc. En complément, nous noterons qu'en 1978, Maurice Strong a acheté plusieurs propriétés au Costa Rica, réparties le long de la côte sud-caribéenne, de Cahuita à presque la frontière du Panama, comme il le rapporte dans Where on Earth..., op. cit., emp. 2265.

## Au cœur du New Age

### Le couple Strong et la Manitou Foundation

Maurice Strong a lui-même développé des aspects « spirituels ». Avec sa veuve Hanne Strong, il créa la Fondation Manitou en 1988 (Manitou Foundation et Manitou Institute & Conservancy). Une photo du site présente Mary & Laurance Rockefeller comme les patrons de la Fondation<sup>147</sup>. Hanne Strong y écrit qu'en 1977, le couple avait acheté AZL, au travers d'une grande opération d'élevage en ranch, composée de deux millions d'acres, et nommée le Baca Ranch (et Baca Grande Development). Cette propriété se trouve à Crestone, dans le Colorado<sup>148</sup>.

Pourtant très bavard sur toutes ses réalisations, Maurice Strong ne donne aucune information sur ce sujet dans son autobiographie publiée en 2000. Tout au plus y fait-il allusion dans son premier chapitre que nous avons déjà cité, et qui se voulait un état des lieux futuriste – et catastrophiste – situé au 1<sup>er</sup> janvier 2031 (une date que l'on peut rapprocher de l'Agenda 2030) : « Dispersées, d'autres îles d'équilibre mental et d'ordre se trouvent dans de nombreuses régions, phares de civilité et d'espoir, jouant le même rôle dans notre chaos moderne que les monastères médiévaux le firent lors de l'Âge sombre européen, maintenant en vie les braises vacillantes de l'apprentissage et de la sagesse. À Crestone dans le Colorado, par exemple, une communauté créée comme une retraite spirituelle en des temps matérialistes récents a prouvé être un refuge pour les vertus de durabilité, d'harmonie et d'élevage éthique' [ethical husbandry]<sup>149</sup> ». À aucun moment Maurice Strong ne donne plus d'informations sur ce sujet à ses lecteurs. Il ne mentionne à nouveau Crestone que pour s'innocenter de la responsabilité dans le procès d'acteurs locaux contre l'American Water Development Inc. (voir notre note de bas de page). Strong a omis l'intégralité de son activité liée à la spiritualité New Age, qu'il continua pourtant de partager profondément au travers de la Charte de la Terre puis de l'Arche de l'Espoir. Le New Age n'apparaît dans aucun passage de son livre non plus.

Sur le site de la Fondation Manitou, Hanne Strong souligne quant à elle son lien direct avec la spiritualité New Age : « J'ai instantanément reconnu ce territoire, ressentis son esprit [spirit] et ressenti que la montagne sacrée nous accueillait [...] Lorsque nous avons pénétré dans la vallée, nous avons été salués par quatre aigles royaux. [...] Quelques mois après notre installation, un étranger apparut à ma porte et se présenta sous le nom de Glen Anderson. Je ressentis immédiatement sa gentillesse et une lueur particulière

dans ses yeux. Je l'invitai pour un thé. J'ignorais alors que de nombreuses personnes de la Vallée le connaissaient en tant que mystique et prophète local. Ses premiers mots furent 'J'ai attendu ton arrivée.' Au cours des quatre jours suivants il me transmit ce qu'il avait reçu des esprits au sujet de l'objectif futur de ce territoire et de mon rôle dans la réalisation de la vision qu'il avait reçue de l'Esprit. »



D'autres éléments New Age sont distillés dans la présentation d'Hanne Strong, avec un voeu d'unification mondiale des religions (une photo représente plusieurs religieux d'obédiences diverses sur une mini-Tour de Babel) : « *refuge spirituel pour toutes les traditions spirituelles du monde avec des lignées directes* », « *un étranger viendrait d'outre-mer et créerait cette nouvelle communauté interreligieuse à haute fréquence vibratoire* ». Cette construction renvoie directement à la ziggurat de Babylone et fait écho à la volonté oecuménique de la Fondation Manitou. Toutefois, celle-ci ne concerne pas tout type de religion ou de spiritualité. Les animismes africains comme les paganismes européens en sont par exemple absents. Au contraire, une lecture des initiatives et de la philosophie de la Fondation souligne un accent mis particulièrement, hormis les Natives amérindiens, sur les spiritualités bouddhistes et indiennes, un héritage de la Société théosophique d'Helena Blavatsky. Parmi ses initiatives, la Fondation Manitou, sous l'égide du couple Strong, a accordé des parcelles de terrain et un soutien financier « à des projets religieux et spirituels, et à des projets écologistes et environnementaux, et liés à des initiatives éducatives, depuis 1979. » Une fois toutes les parcelles attribuées, le programme a pris fin.

<sup>147</sup> Dans son essai, op. cit., p.159, William Irwin Thompson rapporte que Laurance Rockefeller a également financé la Manitou Foundation.

<sup>148</sup> À noter : Baca Grande a également représenté une opportunité économique pour le couple Strong. En 1986, Maurice Strong a fondé l'American Water Development Inc. (AWDI), en compagnie de l'ancien directeur de l'Agence de Protection de l'Environnement des États-Unis, William Ruckelhaus (proche de David Rockefeller) ainsi que Richard Lamm, ancien gouverneur du Colorado. L'objectif était de pomper de l'eau à des fins commerciales sous le sol de la San Luis Valley. Toutefois, ce projet a rencontré une vive opposition d'acteurs multiples : « gouvernement fédéral, districts de conservation de l'eau, agences étatiques, gouvernements locaux, et habitants en colère de la vallée », avec notamment le National Park Service et l'organisme gouvernemental Colorado Parks & Wildlife, émanation du bureau national des ressources naturelles du Colorado. Ceci, en raison de l'impact environnemental potentiel, notamment sur le parc national et la réserve de Great Sand Dunes. Elle accueille notamment l'aire protégée des Great Sand Dunes Wilderness, fondée en 1976. Quant aux liens entre le ranch et le business, un arrêt de justice de 1994 les rappelle au détour d'une note (note 2) : « The Baca Ranch Company et The Baca Ranch Corporation étaient co-demandeurs avec l'AWDI dans la requête initiale ». Au total, cette bataille en faveur de l'environnement contre le projet de Maurice Strong et de ses collaborateurs a duré pendant huit ans, de 1986 à 1994. Si Maurice Strong avait quitté AWDI en 1991, Baca Grande possédait toujours cent puits où les forages hydrauliques devaient avoir lieu.

<sup>149</sup> Where on Earth..., op. cit., emp. 349.

Hanne Strong, directrice d'EarthVoice

Hanne Strong, directrice d'EarthVoice

Hanne Strong, directrice d'EarthVoice

La question environnementale reste très présente :

- « *Des leaders du monde entier viendraient pour chercher des réponses aux problèmes du monde et chercheraient également leurs paix et équilibre internes à travers et avec la nature et l’esprit* »
- « [Glen Anderson] *a prophétisé que plusieurs communautés hors-réseau et zéro déchet seraient créées pour développer le plus haut niveau de compréhension spirituelle et culturelle et la conscience humaine, et qu’elles serviraient d’exemple pour le monde entier. Des modèles seraient créés quant à la manière de réduire la consommation et mettre en lumière l’importance de vivre en accord avec la nature* »
- « *Il a insisté sur le fait que la tâche principale en ce lieu est d’enfanter une nouvelle humanité qui soit en équilibre et en harmonie avec soi-même, avec autrui et avec la nature* », des propos qui renvoient aux Georgia Guidestones dont nous avons déjà parlé.
- « *Des milliers d’enfants chercheraient refuge ici et il faudrait donc se préparer à les accueillir* ».

Hanne Strong, directrice d'EarthVoice

La question du changement climatique est également mentionnée dans cet historique : « *Glen a parlé spécifiquement du climat et a déclaré, ‘il ne s’agit pas que du réchauffement climatique, mais des extrêmes climatiques – une partie du monde va faire l’expérience d’un nouvel Âge Glaciaire.’* »

Hanne Strong, directrice d'EarthVoice

D'autres éléments décrivent un voyage initiatique sur fond de rencontres avec des peuples amérindiens. Il ressort qu’Hanne Strong s’est sentie investie d’une mission divine. Crestone comprend ainsi une vingtaine de centres spirituels de religions différentes, essentiellement orientales. Nous citerons seulement ici le Colorado College / Baca Campus en raison de sa mention de l’Aspen Institute : « *Depuis 1987, plus de 30 000 étudiants ont fait l’expérience de l’immersion décontractée du Campus Baca. Joe Gordon, professeur d’anglais du Colorado College a emmené sa classe « Littérature des Terres Sauvages » (Wilderness) en excursion aux installations de nature de l’Aspen Institute à Crestone, dans le Colorado.* »

Hanne Strong, directrice d'EarthVoice

La Manitou Foundation organise des événements et accueille des personnalités parfois influentes dans leurs propres domaines et zones géographiques. Dans la seconde partie de notre étude, lorsque nous traiterons de l’écocide, nous noterons par exemple que **Vandana Shiva**, qui exerce ou a exercé de hautes responsabilités dans une trentaine d’organisations, a participé auprès de Barbara Ward et de Wangari Maathai aux rencontres Sacred Earth Gathering – Wisdom Keepers de la Fondation Manitou. La deuxième session de cet événement s’est tenue à Rio, organisée par Hanne Strong, et a entraîné la création de l’Earth Restoration Corps (voir infra.). La Déclaration de la Sacred Earth Gathering consacre en quelque sorte, si l’on peut reprendre l’expression, un Point Omega des spiritualités et traditions du monde, qui fusionneraient collectivement –

Hanne Strong, directrice d'EarthVoice

Hanne Strong, directrice d'EarthVoice

Hanne Strong, directrice d'EarthVoice

en s’en remettant aux Nations unies – afin de s’unir face à une crise mondiale. Nous renvoyons au site de la Fondation Manitou pour l’intégralité de la Déclaration, dont nous reproduisons quelques extraits :
« *La planète Terre est en danger comme jamais auparavant. Avec arrogance et prétention, l’humanité a désobéi aux lois du Créateur, qui sont manifestes dans l’ordre naturel divin. La crise est mondiale. Elle transcende toutes les frontières nationales, religieuses, culturelles, sociales, politiques et économiques. La crise écologique est un symptôme de la crise spirituelle de l’être humain, naissant de l’ignorance, l’avidité, le manque de compassion, et la faiblesse humaine*<sup>150</sup>. *La responsabilité de chaque être humain aujourd’hui est de choisir entre les forces des ténèbres et les forces de la lumière. Nous devons par conséquent transformer nos attitudes et valeurs, et faire preuve d’un respect renouveler pour les lois supérieures de la Nature Divine. […] Les individus et les gouvernements doivent évoluer vers une ‘éthique de la Terre’ avec une orientation profondément spirituelle ou la Terre sera purifiée. Nous croyons que l’univers est sacré parce que tout est un*<sup>151</sup>. *[…] Nous voyons le bouleversement écologique comme une violente intervention dans la toile de la vie. […] La Communauté mondiale doit agir rapidement avec clairvoyance et détermination pour préserver la Terre, la nature, et l’humanité du désastre. […]* »
Maurice Strong a pour sa part mentionné cette Déclaration dans la sienne, en ouverture du Sommet de Rio.

Hanne Strong, directrice d'EarthVoice

La notoriété du nom de Maurice Strong mais aussi d’Hanne Strong, ainsi que les activités du lieu représentent un point idéal de convergence entre l’écologie et les spiritualités. Mis en parallèle avec le travail de Maurice Strong et d’autres acteurs au sein des Nations unies, nous pouvons mieux saisir le potentiel et les vecteurs de diffusion des idées écologistes dans différentes parties du monde. Partagées « universellement », elles seront ensuite répliquées au sein d’organisations et de communautés plus locales. Pour l’imager, nous pourrions dire qu’à leur manière, les Nations unies et la Fondation Manitou constituent le moyeu d’une toile d’araignée. Ceux qui se reconnaissent dans leurs valeurs et principes (individus comme organisations publiques ou privées), les partagent, aident à les faire évoluer ou leur servent de caisses de résonance, se situeraient sur les premières spirales. Le tissage de la toile écologique (terme que nous voulons neutre) se poursuivrait ainsi plus aisément, spirale après spirale, par exemple de l’ONU jusqu’aux communautés locales. Ce travail, effectué sur plusieurs décennies, englobant l’ensemble des champs sociaux, et maniant les trois registres du *mythos* (le récit commun), du *logos* (le discours rationnel) et de la *métis* (à des fins de survie)<sup>152</sup>, peut selon nous expliquer la capacité d’une idée écologique à s’ancrer dans les mentalités une fois sa formalisation actée et légitimée institutionnellement.

# Hanne Strong et l’Earth Restoration Corps

Hanne Strong, directrice d'EarthVoice

En 1995, le magazine Our Planet du Programme des Nations unies pour l’Environnement (PNUE)<sup>153</sup> a publié un texte de Hanne Strong, en sa qualité de présidente de la Manitou Foundation et de sa structure jumelle, le Manitou Institute : « *Révolution écologique et spirituelle* ». Se présentant comme « *étudiante et messagère de la loi naturelle* », Hanne Strong y écrit que « *personne ne possède la terre ; nous devons seulement prendre ce dont nous avons besoin et lui restituer quelque chose en retour. […] Le développement mondial durable n’est réalisable qu’au moyen d’un changement fondamental dans la façon dont nous pensons et dont nous traitons la Terre et autrui.* » *La création d’une structure aujourd’hui défunte, l’Earth Restoration Corps (ERC), en a découlé. Sa fiche sur Source Watch fournit des informations datées du 25 octobre 2008, avec des aspects économiques que l’on retrouve inscrits dans la Charte de la Terre : « incorporer une application créative de techniques de restauration de la Terre avec notamment des technologies appropriées et d’énergies renouvelables ».*

Hanne Strong, directrice d'EarthVoice

La structure d’Earth Restoration Corps présente des profils qui appartiennent globalement toujours au même écosystème.

Hanne Strong, directrice d'EarthVoice

• **Présidente** : Hanne Strong

Hanne Strong, directrice d'EarthVoice

• **Vice-président** : Peter Gyallay-Pap (Khmer-Buddhist Educational Assistance Project), auteur chez Inquiring Mind Journal (pour la transmission de l’enseignement de Bodhidharma en Occident), consultant en recherche et éducation pour le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD), et titulaire d’un doctorat en sciences politiques de la fabienne London School of Economics (LSE).

Hanne Strong, directrice d'EarthVoice

• **Directeur exécutif** : Vance Hartke, ancien sénateur américain et directeur de programme pour Counterpart International, entre autres.

Hanne Strong, directrice d'EarthVoice

**Directeurs** (non exhaustif) :

• Jan A. Hartke, chairman : a rejoint la Clinton Climate Initiative en 2006, a travaillé sur plusieurs questions environnementales, a été président de Global Tomorrow Coalition, directeur exécutif de EarthVoice ainsi que de l’Earth Council USA, l’Earth Council Alliance ayant été fondée par Maurice Strong qui en fut le chairman émérite (et dont sont notamment membres Pro-Natura, Harmony Foundation, ou encore l’Oriental Environmental Intitute). EarthVoice est le bras environnemental de The Humane Society of the United States (HSUS) et est active dans plus de 100 pays, faisant notamment la promotion du

Hanne Strong, directrice d'EarthVoice

Hanne Strong, directrice d'EarthVoice

Hanne Strong, directrice d'EarthVoice

développement durable. EarthVoice a été conçue et lancée par John A. Hoyt, alors président de l’HSUS. EarthVoice a reçu pour mandat d’intégrer la protection animale au mouvement environnemental et dans les débats mondiaux. Hartke a par ailleurs été nommé par Clinton au bureau directeur de Enterprise for the Americas.

Hanne Strong, directrice d'EarthVoice

• John Hoyt.

Hanne Strong, directrice d'EarthVoice

• Maurice Strong.

Hanne Strong, directrice d'EarthVoice

• Marcelo Carvalho de Andrade, qui fut président de l’Earth Council Alliance ainsi que fondateur et chairman de Pro-Natura International (PNI). Andrade a ainsi créé la première ONG internationale spécialisée dans le développement durable dans l’hémisphère Sud. En 1997, il a reçu le George and Cynthia Mitchell International Prize for Sustainable Development, considéré comme le prix Nobel du développement durable. Il a été membre du panel consultatif en biotechnologie de l’E. I. DuPont de Nemours & Co. à partir de novembre 2004. Il fut par ailleurs membre de CONCEC, une entreprise de conseil auprès du gouvernement brésilien, ainsi que de Counterpart International. Il a présidé l’Earth Council Alliance.

Hanne Strong, directrice d'EarthVoice

Le bureau consultatif international d’Earth Restoration Corps a notamment accueilli :

Hanne Strong, directrice d'EarthVoice

• David Suzuki et sa fille Severn Cullis-Suzuki.

Hanne Strong, directrice d'EarthVoice

• Wangari Maathai<sup>154</sup>, fondatrice du Green Belt Movement, au Kenya, mais qui dispose aussi d’un pedigree conséquent : fondatrice de la Women’s Nobel Initiative, lauréate du Goldman Environmental Prize (1996), associée de la Gaia Foundation, patronne de One World Action, lauréate de l’Indira Gandhi Peace Prize, lauréate du Prix Nobel de la Paix (2004), membre du conseil consultatif politique et scientifique du Global Footprint Network<sup>155</sup>, lauréate du prix du Temple of Understanding (2001), membre de la World Global Consciousness and Spirituality et du World Wisdom Council, bureau honoraire de Green Cross International, bureau consultatif international du Jane Goodall Institute, et comme déjà vu, membre de la commission d’Earth Charter International<sup>156</sup>.

Hanne Strong, directrice d'EarthVoice

• Olusegun Obasanjo, ancien président du Nigeria mais aussi membre du conseil consultatif de nombreuses organisations dont Transparency International. Il fut par ailleurs administrateur à la Better World Society, cofondée par le milliardaire Ted Turner.

Hanne Strong, directrice d'EarthVoice

• Amory B. Lovins, co-auteur de Natural Capitalism et affilié à de nombreux organismes de l’écosystème environnementaliste (notamment le Rocky Mountain Institute ainsi que la Lindisfarne Association, avec son frère Hunter Lovins), membre du bureau consultatif d’Earth Charter International et de la Schumacher Society, entre autres fonctions<sup>157</sup>.

<sup>[150]</sup> La partie soulignée a été amputée du texte publié sur le site de la Manitou Foundation, mais se trouve dans la version complète disponible sur un autre site (l’ONG catalane Silene).

<sup>[151]</sup> « All is one ». Cette approche moniste se retrouve chez la Société théosophique. Son chapitre australien rappelle ainsi que parmi les idées-clés de la Société depuis 1875 se trouvent notamment : « Il y a une loi fondamentale et celle-ci est l’unité ; tout est un » et « Il y a une identité fondamentale de toutes les âmes avec la Sur-Âme ».

<sup>[152]</sup> Nous reprenons cette classification qui nous paraît pertinente à Marília Amorim, dans son essai Raconter, démontrer, survivre… Formes de savoirs et de discours dans la culture contemporaine (2007). Amorim postule que chaque type de psychologie politique s’articule autour du « noeud borroméen » mythos-logos-métis, avec l’un de ces trois éléments qui domine les deux autres. Elle caractérise notamment la post-modernité comme étant dominée par la métis, i. e. la mentalité de survie avec une peur permanente de l’effondrement, une approche qui fait écho aux discours environnementalistes que nous rapportons dans notre étude.

<sup>[153]</sup> Volume 7, numéro 3.



• La communauté des contributeurs de l'Earth Restoration Corps comprenait notamment Laurance Rockefeller, l'Humane Society of the United States, l'Earth Council de Toronto, et CH2M Hill<sup>158</sup>.

# Planetary Citizens et Findhorn Foundation

Maurice Strong fut l'un des premiers soutiens de l'organisation Planetary Ciizens, créée en 1974 et qui n'existe plus à ce jour. D'autres personnalités notables ont soutenu ce projet avant sa création, parmi lesquelles Lester Pearson<sup>159</sup> et Marshall McLuhan<sup>160</sup> (influence de William Irwin Thompson) pour le Canada, ou Aurelio Peccei pour l'Italie<sup>161</sup>. L'objectif de Planetary Citizens est mis en avant au travers de termes choisis : « Faire du sens commun un nouvel ordre mondial – une harmonie entre les peuples et la planète. […] Notre monde a besoin d'un nouvel ordre. Notre avenir est malléable et inconnu même avec les meilleurs logiciels prédictifs. La planification d'un scénario du pire pourrait s'avérer sage, mais rechercher des modèles qui révèlent une auto-organisation naturelle pourrait être d'une meilleure aide.<sup>162</sup> »

Son président fondateur Donald Keys<sup>163</sup> s'inscrit dans le même courant philosophique que la Lindisfarne Association. En 1983, il publia un livre intitulé De la Terre à Omega : le passage à la mondialisation (Earth at Omega : Passage to Planetization). Omega renvoie bien entendu au Point Omega de Theillard de Chardin. Son livre a été publié par Findhorn Press, une maison d'édition qui découle de la Findhorn Foundation Community. Fondée en 1972, elle promeut les mêmes objectifs New Age au travers d'éléments de langage comparables : « transformation dans la conscience humaine », « apprentissage holistique », « communauté spirituelle ». La Fondation se présente comme « dédiée à l'apprentissage spirituel et holistique et à démontrer la durabilité [sustainability], la coopération et la co-créalation avec la nature et l'environnement. » La Fondation énonce d'autres objectifs, qui nous renvoient au New Age de la propriété du couple Strong à Baca Grande :

<sup>[154]</sup> Sur Wangari Maathai, Maurice Strong écrivait : « C'est par Hanne que nous avons développé une amitié particulièrement étroite avec Wangari Maathai, alors universitaire, qui dirigea par la suite une organisation locale de plantation d'arbres et devint internationalement connue comme une leader environnementaliste radicale et très efficace. » (Where on Earth…., op. cit., emp. 2393) Ailleurs, Strong cite Maathai lorsqu'il catégorise les types d'organisations : « 3. Organisations communautaires, locales et à buts spécifiques. Elles comprennent plusieurs milliers d'organisations et de mouvements citoyens dans les pays en développement et dans l'ancienne Union soviétique. L'une des plus connues est le Green Belt Movement du Kenya, mené par la scientifique dynamique devenue activiste environnementale Wangari Maathai. [Strong ajoutait, sur le sujet de ces organisations :] Quelques 700 de ces organisations sont membres de l'Environment Liaison Centre International basé à Nairobi, qui fut établi sur mon initiative pour faciliter les relations entre les ONG et le Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE). » (ibid., emp. 3996).

<sup>[155]</sup> ONG à l'origine du Jour du dépassement, cf. notre section dédiée dans la deuxième partie de notre étude.

<sup>[156]</sup> Liste non exhaustive.

<sup>[157]</sup> Parmi lesquels Environmental Media Association et l'aujourd'hui méconnu Esalen Institute, New Age et central à l'époque de la contre-culture, dédié à « l'exploration du potentiel humain » depuis les années 1960. Aldous Huxley en fut notamment un visiteur régulier. L'Esalen Institute, fondé par Michael Murphy, fut par ailleurs l'une des inspirations majeures dans la création de la Lindisfarne Association, dont Murphy fut par ailleurs fellow jusqu'au bout.

<sup>[158]</sup> Concernant CH2M Hill (entreprise d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction), Sourcewatch recense plusieurs controverses notables sur divers sujets : privatisation des services publics, corruption, violation du Clean Water Act, implication dans l'industrie des boues toxiques, formaldéhyde dans les caravanes de la FEMA, etc.

<sup>[159]</sup> Prix Nobel de la Paix, Lester Pearson (1893 – 1972) fut l'une des principales figures politiques du Canada. En 1964, Pearson – alors Premier ministre – avait demandé à Maurice Strong de lancer la Company of Young Canadians, une version nationale de PeaceCorps, et dont Strong fut par conséquent membre du bureau. (Where on Earth…., op. cit., emp. 1660) En 1970, Maurice Strong et d'autres personnes ont cofondé le Centre de recherches pour le développement international (IDRC), une société d'État canadienne dont Lester Pearson devint le premier chairman (ibid., emp. 1852). À la mort de Maurice Strong, l'IDRC publia un communiqué de presse soulignant que « l'IDRC du Canada doit son existence à M. Strong ».

<sup>[160]</sup> Dont l'approche peut être appréhendée comme un écho à celle de Pierre Teilhard de Chardin.

<sup>[161]</sup> Une archive du site de l'organisation rapporte que Donald Keys, auteur des discours de U Thant (secrétaire général des Nations unies et soutien de Maurice Strong ; l'influent Robert Muller, ancien secrétaire-général adjoint de l'ONU et personnalité influente – cf. infra – considérait par ailleurs U Thant comme son « maître spirituel ») dans les années 1960, aurait inventé ce terme en vue de créer une autre organisation, The New World Alliance. Celle-ci fut fondée en 1979 par Mark Satin, auteur de New Age Politics.

<sup>[162]</sup> L'emploi de ces termes est à contextualiser : dans son documentaire Das Netz, Lutz Dammbeck rappelle l'influence exercée par la pensée cybernétique – issue des conférences Macy qui comprenaient des membres comme Gregory Bateson ou Margaret Mead – dans la contre-culture. Cette influence s'est poursuivie et amplifiée, tant dans ses implications technologiques que dans ses applications à la société en général. L'universitaire Baptiste Rappin, dans son essai Au fondement du management. Théologie de l'organisation, volume 1 (2014), rappelle que ce terme est tombé en désuétude au profit de son synonyme, le management, i. e. la gestion.

<sup>[163]</sup> Donald Keys fut en outre membre du conseil de gouvernance de New World Alliance, ancien directeur exécutif du National Committee for a Sane Nuclear Policy (SANE), et ancien membre de l'International Center for Integrative Studies (ICIS), et représentant du World Federalist Movement auprès des Nations unies de 1969 à 1982.

<sup>[164]</sup> Où l'on retrouvait un autre fellow de la Lindisfarne Association, Saul Mendlovitz, qui fut chairman du bureau consultatif de Planetary Citizens.

<sup>[165]</sup> Cité sur https://www.lucistrust.org/content/download/2232/28366/file/NU\_pensees.pdf

« *l'avancement de la religion, à travers l'enseignement, l'exemple et la démonstration, reconnaissant les vérités essentielles de tous les enseignements religieux et spirituels […] l'établissement d'un centre d'apprentissage holistique pour approfondir ces questions […] la conservation et la préservation du monde naturel par l'enseignement, l'exemple et la démonstration de la relation harmonieuse entre l'humanité et toutes les autres formes de vie* ».

L'une des fondatrices de la Findhorn Foundation, Eileen Caddy, fut nommée membre de l'Ordre de l'Empire britannique en 2004 pour son « travail sur la recherche spirituelle ». Son mari Peter Caddy, autre co-fondateur de la Findhorn, avait servi dans la Royal Air Force. Il était en outre proche du Théosophe Robert Ogilvie Crombie, et par ailleurs ésotériste rosicrucien membre de la Rosicrucian Order Crotona Fellowship, fondée par le Wiccan George Alexander Sullivan. Alice Bailey, cofondatrice du Lucis Trust et ancienne membre de la Société théosophique d'Helena Blavatsky, fit partie de cette fellowship et fut une « mentor spirituelle » de Peter Caddy.

La Findhorn Foundation a été co-dirigée au départ par l'un de ses fellows, David Spangler – fellow, rappelons-le, de la Lindisfarne Association. Spangler dirigea Planetary Citizens<sup>164</sup> dès 1975 et fut consultant pour deux organismes :

**1) Pathways to Peace** (organisation New Age qui bénéficie d'un statut ECOSOC auprès des Nations unies, dont elle promeut les Objectifs de développement durable ; elle travaille par ailleurs pour plusieurs services de l'ONU). Pathways to Peace a été fondée en 1983 par Avon Mattison, « messagère pour la paix » des Nations unies – un rôle qu'occupe également Jane Goodall. Mattison a développé la Culture of Peace Initiative avec le secrétaire général assistant de l'ONU Robert Muller. Objectif : construire un mouvement en faveur d'une « culture de paix » en coopération avec la société civile et l'ONU. La philosophie de Muller tient en une phrase : « *Nous devons faire des Nations Unies un Monde Uni. Les nations doivent faire mûrir leur nationalisme en mondialisme.*<sup>165</sup> »

# Robert Muller

Muller a par ailleurs été Président honoraire de l'Association des Citoyens du monde. Le Registre des Citoyens du Monde précise que « sa vision du monde a été beaucoup influencée par deux penseurs français qui ont également passé la plupart de leur vie hors de France : Pierre Teilhard de Chardin et Albert Schweitzer ». Plus détaillée, la fiche Wikipédia consacrée à Robert Muller souligne que « *ses idées sur le gouvernement mondial, la paix mondiale et la spiritualité ont mené à une représentation accrue des religions à l'ONU, en particulier du mouvement New Age. Il fut connu par certains comme 'le philosophe des Nations unies'.* »

Une revue de ses « idées » (publiées dans plusieurs volumes) accrédite cette thèse. Concernant l'écologie, son idée 455 (8 octobre 1995) disposait ceci : « *Je rêve qu'un jour les écoles Robert Muller soient conçues écologiquement et architecturalement comme les précurseurs d'une nouvelle architecture écologique et cosmique qui montrent nos vies miraculeuses comme des entités cosmiques se déployant dans notre foyer universel et planétaire, de l'infiniment grand à l'infiniment petit, du passé infini à l'avenir infini.* »

Muller fut par ailleurs membre du comité consultatif de la Nuclear Age Peace Foundation (NAPF), dont il reçut le World Citizenship Award en 2002. La NAPF, qui bénéficie

## I. Tenir une conférence sur un gouvernement de la Terre (i. e. mondial) approprié via le système du marché libre.

Cette rencontre, précise-t-il, regrouperait « les dirigeants des plus grandes entreprises, banques et bourses mondiales, la Banque mondiale, le FMI, le GATT, la nouvelle Organisation mondiale du commerce, la Chambre de commerce internationale et des organisations analogues ».

## II. Garantir un gouvernement de la Terre approprié via des Nations unies de deuxième génération pour le XXI<sup>e</sup> siècle.

Muller recommande ici une Conférence de révision de la charte des Nations unies ainsi qu'une conférence pour un deuxième Bretton Woods pour évaluer le rôle des Nations unies et sa capacité à répondre aux besoins à venir de l'humanité et de la Terre.

## III. Une nouvelle Convention mondiale de Philadelphie pour la création des États-Unis du monde.

Muller précise qu'« une telle convention de toutes les nations examinerait l'état de la démocratie mondiale et devrait ajouter au système de l'équilibre des pouvoirs le nouveau pouvoir dominant des acteurs économiques ».

également d'un statut ECOSOC et est elle aussi reconnue comme « messagère de paix », accueille en son comité consultatif d'autres personnalités déjà mentionnées, telles que Jane Goodall ou Ted Turner.

<b>Earth Charter International</b>
<b>c/o University for Peace.</b>
<b>P.O.Box 138 6100.</b>
<b>San José Costa Rica.</b>
<b>Phone: +506 2205-9060</b>
<b>Fax: +506 2249-1929 E-</b>
<b>Mail: info@earthcharter.org</b>

Un dernier fait est à souligner, qui illustre les vases communicants au sein de cet écosystème écologique New Age : Robert Muller a aidé à établir l'University for Peace au Costa Rica. Or, rappelons qu'Earth Charter International est établi au Costa Rica, « sous le patronage de cette Université »<sup>166</sup>. En avril 1999 d'ailleurs, dans cette même université, Robert Muller tint une conférence intitulée « The Absolute, Urgent Need for Proper Earth Government ». Reprise sur le site d'Earth Charter, Muller y formulait plusieurs propositions à intégrer dans la Charte de la Terre :

## IV. Une conférence mondiale de tous les mouvements et associations fédéralistes mondiales et gouvernementales mondiales, pour proposer une constitution et un système fédéraux pour la Terre.

Muller demande aux philanthropes internationaux de sponsoriser une telle conférence pour qu'une constitution mondiale du XXI<sup>e</sup> siècle puisse être établie.

## V. Une conférence mondiale pour une union mondiale sur la structure de l'Union européenne.

Mulleryqualifie l'Union européenne de« *miracle de Strasbourg* » et recommande que celle-ci organise des meetings et des conférences avec des pays extra-communautaires « pour leur montrer comment ils peuvent s'engager vers des unions régionales et comment une union mondiale peut être établie ».

## VI. Une conférence mondiale des cinq continents de la planète pour un gouvernement de la Terre approprié au moyen d'unions continentales et d'une union mondiale.

Muller suggère qu'« une union mondiale pourrait être construite comme une super-structure et un instrument politique, économique et environnemental commun pour réaliser ces objectifs ».

<sup>[166]</sup> Ce ne sont là que quelques exemples de la vingtaine d'affiliations de Robert Muller. Nous pourrions aussi mentionner les honneurs reçus par l'Earth Society Foundation en 1985 et 1986, sa qualité de jury du Right Livelihood Award, son appartenance au Club de Budapest ou encore son rôle de président honoraire du World Wisdom Council. Sourcewatch précise que ce dernier a été organisé par le Club de Budapest en coopération avec la World Commission on Global Consciousness and Spirituality (WCGCS), dans le but de « changer le monde de manière constructive […] au moyen du développement d'une nouvelle dimension de la conscience ». Nous y retrouvons des noms connus : Ervin Laszlo, Mikhail Gorbatchev, ou Jane Goodall, ainsi que des membres de pays d'Afrique, d'Inde et de Chine. Le World Wisdom Council est en outre l'un des partenaires fondateurs de l'initiative Creating the New Civilization, lancée en 2005 entre autres avec le Club de Rome et l'Institute of Noetic Sciences.

## VII. Une conférence mondiale sur un gouvernement de la Terre et humain via de nouvelles méthodes biopolitiques calquées sur des exemples de la nature.

Muller précise qu'« ici la Terre et la nature accéderaient à leurs place et droits pleins et entiers ». Il cite ici la proposition de son épouse Barbara Gaughen-Muller, cofondatrice avec lui de l'University for Peace<sup>167</sup>, de créer « une Nature unie, Organisation des Nations unies transformée pour répondre à l'unité fondamentale de la nature à laquelle les humains appartiennent. Les humains ne domineraient pas la nature mais coopéreraient avec elle et apprendraient d'elle ». Muller prend pour référence le Natural Law Party, sur lequel il invite à se fonder (et qui s'appuie sur le mouvement de la méditation transcendante, popularisé en raison de sa pratique par de nombreuses célébrités).

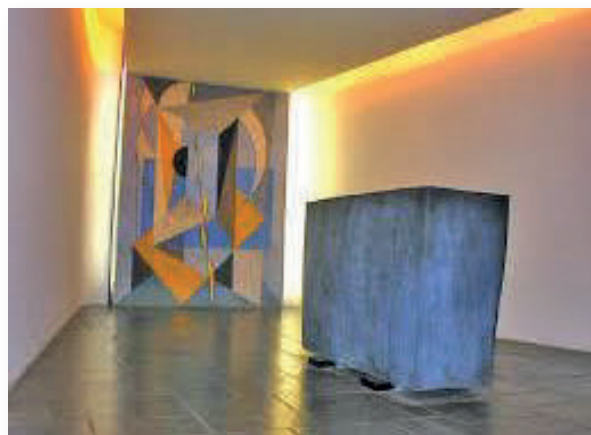
Les affiliations ésotériques de Robert Muller restent prégnantes. Il conclut son exposé par l'idée selon laquelle « nous pénétrons dans une palpitante et transcendante nouvelle phase de l'évolution, cosmique et mondiale, dans la ligne indiquée par Teilhard de Chardin [...] ». Cette récurrence quasi-religieuse chez Muller quant à une unicité mondiale se retrouve également dans son discours pour les vingt ans de la salle de méditation des Nations unies (voir photo ci-dessus), en 1977 : « Petit à petit, un livre de prières planétaire se compose ainsi d'une humanité toujours plus unie recherchant son unicité, son bonheur, sa conscience et sa pleine participation dans le processus continu de la création et le miracle de la vie. Une fois de plus, mais cette fois à l'échelle universelle ne cherche pas moins que sa réunification avec le 'divin', sa transcendance dans des formes de vie toujours plus élevées. »

2) Au bureau consultatif d'Universal Awakening, organisation New Age proche du soufi Pir Vilayat Inayat Khan. La bannière d'Universal Awakening décrit l'organisation comme « un méta-mouvement qui soutient le développement d'une harmonie, d'une créativité et d'un accomplissement supérieurs ».

Spangler co-créa par ailleurs, avec des participants de la Findhorn, la Lorian Association, une autre organisation New Age dédiée à la « spiritualité planétaire ». Liée à cette association, la Lorian Press publia notamment le livre de David Spangler intitulé Reflections on the Christ.

## VIII. Une conférence mondiale sur un gouvernement de la Terre approprié au travers de ce que les religions du monde ont en commun en termes d'universel, de spiritualité mondiale et d'expérience humaine dans le monde entier.

Muller postule que nous « acquérons et développons désormais une conscience cosmique de l'univers [...] Les 5 000 religions du monde sont emplies d'une incroyable sagesse quant à la moralité humaine, la croyance dans la vie, les adaptations environnementales, la survie et l'évolution future ». Il cite ensuite plusieurs initiatives, dont la création de la World Commission on Global Consciousness and Spirituality qu'il coprésida<sup>168</sup>, et conclut sur cette proposition en déclarant que « la coopération religieuse mondiale vers une renaissance spirituelle s'accélère ».



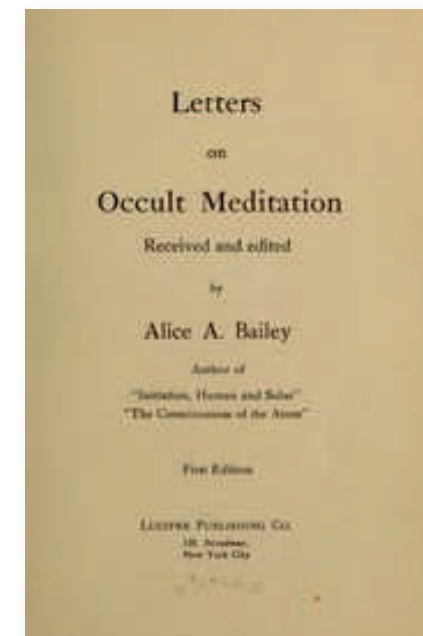
## Lucis Trust

La Lucis Trust a été fondée par Alice Bailey, l'une des premières à employer le terme New Age ainsi que l'Ère du Verseau (Age of Aquarius) avant l'heure – Bailey étant décédée en 1949. Au départ, la Lucis Trust était une société d'éditeurs, la Lucifer Publishing Company.

Un lien direct existe d'ailleurs entre Alice Bailey et Robert Muller. La Robert Muller School et le World Core Curriculum International Coordinating Center chapeautent la School of Ageless Wisdom (SAW), comme le précise un rapport publié sur le site du Lucis Trust. De son côté, la SAW est claire sur l'influence majeure relative à la philosophie qu'elle défend, i. e. les préceptes « d'Helena P. Blavatsky dans 'La Doctrine secrète' rendue publique au XIX<sup>e</sup> siècle ». Le lien avec la Lucis Trust est également direct : « Les livres spécifiques que nous étudions sont publiés par The Lucis Trust, The Agni Yoga Society et Wisdom Impressions Publications. » Les liens vers lesquels renvoie la SAW comprennent d'ailleurs ces trois organisations, ainsi que le Nicolas Roerich Museum.

L'épouse de Nicolas Roerich<sup>169</sup>, Helena Roerich, était membre comme son mari de la Société théosophique et traduisit deux volumes de la Doctrine secrète d'Helena Blavatsky. Le couple est à l'origine de la création de l'Agni Yoga Society déjà mentionnée. Leur influence a été telle qu'elle a donné naissance au Roerichisme, en quelque sorte un « nouveau mouvement religieux ». La fiche Wikipédia qui lui est dédiée note que le Roerichisme aurait influencé d'autres mouvements & philosophies ésotériques, parmi lesquels le New Age et le transhumanisme<sup>170</sup>. Pour sa part, Wisdom Impressions Publications publie les écrits de Lucille Cedercrans, une théosophe marquée par le pérennialisme (spiritualité sur laquelle, nous l'avons mentionné, Aldous Huxley a écrit un livre).

La SAW sponsorise en outre le Global Elementary Model United Nations (GEMUN), qui recouvre « des programmes pour collégiens et lycéens. GEMUN est le premier modèle de programme des Nations Unies à destination des enfants des classes d'école élémentaire ».



## Aux lendemains de la Charte de la Terre et de l'Agenda 21

### Des Objectifs du millénaire pour le développement aux Objectifs de développement durable

Les idées et les concepts implémentés depuis la Conférence restent globalement les mêmes, bien que leurs noms changent au fur et à mesure des sommets. La Charte de la Terre et l'Agenda 21 ont ainsi posé les jalons qui ont ouvert la voie aux Objectifs du millénaire pour le développement (Millennium Development Goals) de la Déclaration du Millénaire lors du Sommet du Millénaire des Nations unies (2000). Ils fixaient la réalisation de huit objectifs à horizon 2015.

<sup>167</sup> Et membre du Club de Budapest.

<sup>168</sup> La volonté de Muller de promouvoir le principe de subsidiarité est par ailleurs manifeste dans sa définition de la souveraineté, qu'il qualifie de « fondamentalisme national ».

<sup>169</sup> Nicolas Roerich avait une autre affiliation. La Bibliothèque rosicrucienne d'archives et de recherches rapporte une mention de novembre 1929 du Rosicrucian Digest, qui souligne l'affiliation de Nicolas Roerich avec « l'Ancien et Mystique Ordre de la Rose-Croix » (A. M. O. R. C.).

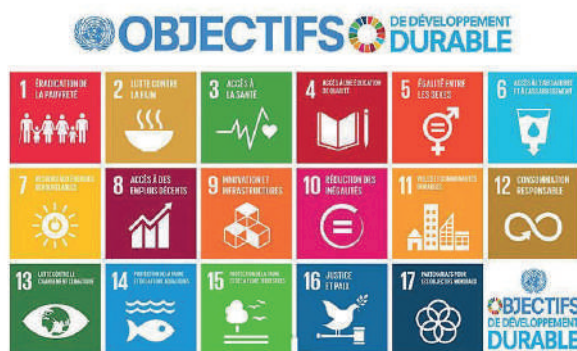
<sup>170</sup> Ce qui inclut, en rapport avec l'une de nos notes précédentes, l'écosystème autour de la pensée cybernétique.



En 2015, ils furent remplacés par les Objectifs de développement durable (Sustainable Development Goals), 17 objectifs à réaliser à horizon 2030. Ils sont poussés notamment par le Pacte vert pour l'Europe mais surtout par le Great Reset (Grande réinitialisation<sup>171</sup>) du World Economic Forum de Klaus Schwab, disciple de Maurice Strong et, rappelons-le, cofondateur de l'Earth Council.

Dans le livre de témoignages consacré à Maurice Strong, Schwab a d'ailleurs rappelé le rôle du World Economic Forum alors soutenu par Strong, dans la promotion des Objectifs de développement durable : « Au cours des préparatifs du Sommet de Rio+20, Maurice a encouragé le World Economic Forum à apporter son soutien entier aux coprésidences ministérielles brésiliennes, qui avaient exprimé leur désir de trouver des mécanismes innovants et multipartites qui pourraient appuyer l'agenda officiel pour ce qui deviendrait les Objectifs de développement durable.<sup>172</sup> » Le Brésil a ainsi soutenu, poursuit Schwab, un groupe informel, Friends of Rio+20, formé et soutenu par le World Economic Forum pour développer un « agenda innovant » pour une coopération de la société civile et des pouvoirs publics-privés. Comprenant des figures de proue de la société civile, du monde économique et universitaire, il a contribué à faire avancer des actions combinant environnement et développement mondiaux. En 2015, la France avait invité, dans le cadre de la COP21, le World Economic Forum à créer une plateforme du même type, Friends of Climate Action. Schwab souligne que ce groupe a aidé à « former la jonction public-privé pour ledit 'agenda d'action' pour le climat, faire venir des entreprises, des groupes d'investisseurs, des organisations de la société civile et des organisations gouvernementales / intergouvernementales [ONG] pour

forger et approfondir ensemble un réseau d'alliances et de projets multi-acteurs mondial sur le changement climatique. Deux ans après le Sommet de Paris, Friends of Climate Action, soutenus par la plateforme du World Economic Forum, demeure un élément dynamique du tissu de connexion dans l'agenda climatique mondial, qui aide les gouvernements et les acteurs non-étatiques à se connecter, à s'engager et à faire progresser l'innovation et l'action. Dans une large mesure, ce mécanisme pour la coopération public-privé informelle continue a également aidé à construire la résilience au sein de l'agenda climatique, ainsi que dans divers agendas politiques.<sup>173</sup> »



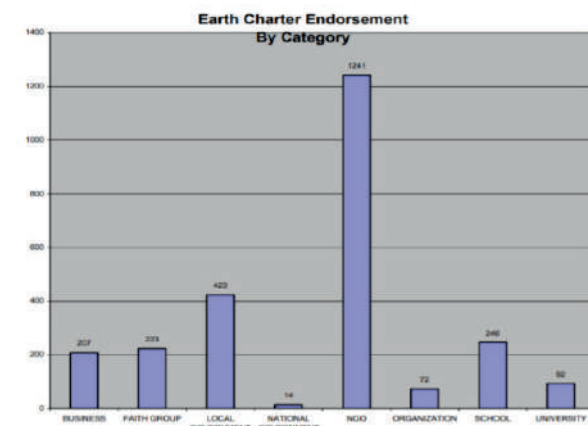
## La progression de la Charte de la Terre

En 2005, sous la direction de son chairman Steven Rockefeller, l'Earth Charter Initiative a publié un rapport d'étape pour faire le point sur la progression de son texte fondateur<sup>174</sup>. Le rapport se félicite que l'initiative de la Charte de la Terre soit parvenue à atteindre plusieurs objectifs depuis son adoption : milieu éducatif, développement de communautés locales, éthique mondiale et droit international. Son programme jeunesse se serait de plus déployé avec succès dans l'art, la religion, et le monde économique, avec une reconnaissance croissante de la Charte dans les livres et les journaux<sup>175</sup>. Plusieurs organisations sont partenaires de l'organisation : Association Pour la Terre, Boston Research Center for the 21<sup>st</sup> Century, Center for Respect of Life and Environment, Green Cross International, Institute Paulo Freire, Commission on Environmental Law de l'UICN, Soka Gakkai International<sup>176</sup>, The UN University for Peace, The Humane Society of United States, et le World Resources Institute. L'organisation annonçait par ailleurs le déroulement de son agenda sur ses cinq premières années (voir capture ci-dessus).

MAIN ACTIVITES	2000	2001	2002	2003	2004	2005
<b>PHASE I: Dissemination and Endorsement</b>						
Translating the Earth Charter						
Disseminating it broadly						
Seeking endorsements						
Seeking governmental support						
Implementing the Type II partnership						
<b>PHASE II: Implementation</b>						
By Educational Institutions (formal & nonformal)						
By Local Communities						
By Youth Groups						
By Faith Groups						
By Business						

Darker = highest priority  
Mid-color = somewhat of a priority  
Lightest = not a priority

En 2005, la Charte de la Terre avait été validée par 2 446 organisations. Cela représente plusieurs millions de personnes, certaines organisations étant des organisations parapluie (umbrella) d'autres : « Ces organisations représentent plusieurs millions de personnes et dans certains cas des centaines d'organisations ou de gouvernements locaux. Par exemple, les 780 qui ont endossé la Charte de la Terre aux États-Unis représentent plus de 40 millions de personnes. Le NGO Forum au Millenium UN Summit, qui a endossé la Charte de la Terre, représentait plus de 1 000 ONG et l'ICLEI, qui a endossé la Charte de la Terre en 2000, représente plus de 350 villes et communes. De nombreuses organisations ont élaboré leurs propres déclarations de soutien et les ont adressées au secrétariat de la Charte de la Terre<sup>177</sup>. » La répartition est indiquée ci-dessous, avec très majoritairement des ONG. L'endossement provient à 56% des Amériques, et à 26% de l'Europe & Asie centrale.



Le rapport donne plusieurs exemples d'endossements de la Charte de la Terre<sup>178</sup>, que nous reproduisons tous ici pour souligner leur influence :

« Voici quelques exemples d'endossements de la part d'organisations internationales :

- La Conférence générale de l'UNESCO tenue en octobre 2003 a adopté une résolution endossant la Charte de la Terre. Elle dispose ceci : « La conférence générale est déterminée à :

1. Reconnaître la Charte de la Terre comme un cadre éthique important pour le développement durable, et reconnaît ses principes éthiques, ses objectifs et ses contenus, comme une manifestation qui coïncide avec la vision disposée dans la nouvelle stratégie à moyen terme pour 2002-2007 de l'UNESCO.

2. Affirmer notre intention, en tant qu'États membres, d'utiliser la Charte de la Terre comme un instrument d'éducation, en particulier dans le cadre de la Décennie des Nations unies pour l'éducation sur le développement durable.

3. Inviter la Conférence générale de l'UNESCO à analyser avec le Directeur-général de l'UNESCO comment renforcer, de manière pratique, la vision et les principes de la Charte de la Terre dans les programmes de l'UNESCO. »

- UICN - Le Congrès pour la Conservation mondiale à sa 3<sup>e</sup> session à Bangkok (Thaïlande), du 17 au 25 novembre 2004. La résolution approuvée par les États membres de l'UICN dispose que le Congrès :

<sup>171</sup> Nous avons déjà abordé les points saillants du Great Reset dans notre rapport consacré à l'influence législative des ONG. Ce concept fait également écho, du moins à première vue, à la Great Transition proposée initialement par le Global Scenario Group créé par le Tellus Institute et le Stockholm Environment Institute en 1995. Sourcewatch rapporte que les principaux financements du Global Scenario Group provenaient de la Nippon Foundation, du Stockholm Environment Institute, du Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE), de la Rockefeller Foundation et du Global Industrial and Social Progress Research Institute. Le Groupe entendait analyser des scénarios pour l'avenir dans un contexte de planétarisation de la civilisation. En 2003, la Great Transition Initiative en a décollé, qui propose un programme dont les termes renvoient à l'influence de Teilhard de Chardin : « Le paradigme de la nouvelle durabilité (New Sustainability Paradigm), la déclinaison adoptée par la Great Transition Initiative, voit la mondialisation non comme une menace mais aussi comme une opportunité pour construire une civilisation planétaire plutôt que de compter sur les formes incrémentales des mondes classiques (Conventional Worlds) ou la retraite dans le localisme. Notre paradigme imagine la montée en puissance de nouvelles catégories de conscience - citoyenneté mondiale, l'humanité comme un tout, un plus grand réseau de vie, et le bien-être des générations futures - en parallèle d'institutions démocratiques de gouvernance mondiale. » Le dessin illustrant la page dédiée présente, côté énergétique, des éoliennes et des panneaux solaires. Great Transition Initiative est dirigée par Paul Raskin, déjà promoteur du concept de Great Transition. Raskin est membre du Club de Rome, a été l'un des principaux auteurs pour le GIEC, le Millenium Ecosystem Assessment, l'Earth Charter, ainsi que pour la série de rapports L'avenir de l'environnement mondial (Global Environment Outlook) du PNUE.

<sup>172</sup> Remembering Maurice F. Strong..., op. cit., p. 197.

<sup>173</sup> Ibid., p. 199.

<sup>174</sup> Le site d'Earth Charter International propose par ailleurs une bibliographie, mise à jour du mois de novembre 2020, qui recense l'ensemble de la littérature se rapportant à la Charte de la Terre.

<sup>175</sup> P.7.

<sup>176</sup> Soka Gakkai a été fondé par Daisaku Ikeda, membre honoraire du Club de Rome.

<sup>177</sup> P.31.

<sup>178</sup> La Charte est également endossée par le parti Vert des Pays-Bas.

1. ENDOSSE la Charte de la Terre comme étant l'expression de la vision de la société civile pour construire un monde juste, durable et paisible.
2. RECONNAÎT, conformément à la mission de l'UICN, la Charte de la Terre comme étant un guide éthique pour la politique de l'UICN, et travaillera à implémenter ses principes via le Programme intersession de l'UICN.
3. RECOMMANDE que la Charte de la Terre soit utilisée par l'UICN pour aider à faire progresser l'éducation et le dialogue sur l'interdépendance mondiale, les valeurs partagées, et les principes éthiques pour des modes de vie durables ; et
4. ENCOURAGE les organisations & États membres à étudier la Charte de la Terre et à déterminer le rôle que celle-ci peut jouer en tant que guide de politique au sein de leurs propres sphères de responsabilité.

- Le Conseil international pour les initiatives environnementales locales (ICLEI), qui se compose de 350 villes, communes et territoires du monde entier, a formellement endossé la Charte de la Terre au cours du Congrès mondial de son dixième anniversaire à Wittenberg (Allemagne). La résolution adoptée par l'ICLEI déclare : « Nous, le Conseil international pour les initiatives environnementales locales, endossons la Charte de la Terre. Nous nous engageons à ce que notre organisation réalise ses objectifs. Nous chercherons à appliquer ses principes dans nos programmes, nos politiques et nos autres activités. »

- Le Millenium NGO Forum, qui a rassemblé plus de 1 000 ONG au siège des Nations unies, fin mai 2000, a endossé la Charte de la Terre dans son rapport final et sa Déclaration. Dans « *We the Peoples Millenium Forum Declaration and Agenda for Action* », le Forum « *presse les gouvernements d'endosser la Charte de la Terre à l'Assemblée générale des Nations unies* » et « *presse la société civile d'adopter et de diffuser la Charte de la Terre comme un outil pour la promotion des valeurs et actions qui créeront le développement durable* ».

- La Troisième assemblée extraordinaire du Parlement amazonien à Lima (Pérou), a passé une résolution en juillet 2000 qui endosse la Charte de la Terre et soutient l'endossement par l'Assemblée générale des Nations unies.

- L'Association russe des peuples indigènes du Nord (RAIPON) [...]

- Green Cross International a formellement endossé la Charte de la Terre en juin 2000, lors de son meeting

annuel à Genève, qui a accueilli des représentants de ses vingt-six comités nationaux.

- Le bureau directeur américain du Sierra Club, lors de son meeting de mai 2000, a approuvé la résolution suivante, qui fut par la suite approuvée par le bureau canadien de l'organisation à son meeting du 17 juin 2000 : « *Le bureau du Sierra Club, agissant sur recommandation de son Comité international, endosse la Charte de la Terre, publiée récemment par la Commission de la Charte de la Terre et recommande que les membres et les instances du Club étudient ses principes interdépendants pour un mode de vie durable qui soit la norme commune par laquelle la conduite [conduct] de tous les individus, organisations, entreprises, gouvernements et institutions transnationales soit guidé et évalué.* »

- Le Conseil de l'University for Peace, à son meeting de San José (Costa Rica), a passé une résolution endossant la Charte de la Terre, qui dit : « *Le Conseil endosse résolument les objectifs et le contenu de la Charte de la Terre et presse le recteur, dans le développement du programme UPeace, de prendre ceci en compte.* » (8 novembre 2000) *L'University for Peace a été créée par les Nations Unies pour servir de centre d'éducation et de recherche en faveur de la paix mondiale.* »

Le rapport publie ensuite plusieurs noms d'organisations ayant endossé la Charte de la Terre. Parmi celles-ci : Club de Budapest, World Resources Institute, WWF International. Il souligne par ailleurs l'implémentation du programme éducatif de la Charte grâce à des soutiens d'individus dans des organisations-clés : UNESCO, UICN, Jane Goodall Institute, etc. Dès 2005, la Charte avait par ailleurs été introduite dans des écoles françaises par l'intermédiaire des Amis de la Terre, branche française de Friends of the Earth<sup>179</sup>. Le rapport donne notamment l'exemple d'écoles primaires à Toulouse<sup>180</sup>.

L'Earth Charter a également mené d'autres activités. En 2003, l'Earth Charter Partnership for Sustainable Communities (ECPSC) a été formé en vue du développement des outils nécessaires pour aider les communautés locales à utiliser la Charte de la Terre. Le partenariat se composait du World Resources Institute (WRI), de l'Earth Charter Initiative, et des Global Community Initiatives (GCI). Ensemble, ces acteurs ont développé l'EarthCAT181 – l'Earth Charter Community Action Tool –, un outil destiné à implémenter la Charte de la Terre.

En 2020, la Charte de la Terre avait été endossée par plus de 6 000 organisations, parmi lesquelles de nombreux gouvernements et organisations internationales.

## Un héritage de Maurice Strong : l'exemple de The SUNx Program et le concept d'impact travel

En hommage à Maurice Strong, le SUNx Program (SUN pour Strong Universal Network) est né dans la foulée de la COP21, cofondé par Geoffrey Lipman et Felix Dodds. Il entend concilier le tourisme mondial et le développement durable, synthétisés dans le concept d'impact travel (le tourisme à impact, à distinguer de l'écotourisme). L'objectif premier est d'aligner l'activité touristique sur les objectifs dits climatiques (la décarbonation) à horizon 2050. Cette idée a été impulsée par Geoffrey Lipman, dont l'idée de tourisme durable est née en 1991, avant le Sommet de Rio, suite à de nombreux échanges de Lipman avec Maurice Strong, mais aussi avec Jonathon Porritt<sup>182</sup>, fondateur notamment du Forum for the Future. Lipman, outre son pedigree notable, fait partie du World Economic Forum<sup>183</sup> :



Geoffrey Lipman

President, International Coalition of Tourism Partners

Formerly: President, WTTC; Executive Director, IATA; Assistant Secretary-General, UNWTO. Tourism Envoy; UNDP Administrator. Member, EU High Level Groups on Aviation Liberalization and on Tourism and Employment. President, International Council of Tourism Partners. Director, greenearth.travel. President, GateTrip. Visiting Professor, Victoria University, Australia, Hasselt University, Belgium, Oxford Brookes University, UK, Jeju National University, George Washington University, UK. Co-Editor: Green Growth and Travelism - Letters from Leaders; Green Growth and Travelism - Concepts, Policies and Practices for Sustainable Tourism.



Lipman et Dodds rapportent dans une vidéo de présentation de SUNx, « *Climate Resilience Through Impact Travel* », considérer Maurice Strong comme « *un ami, un guide, un mentor* ». Toutefois, le concept d'impact travel, comme le rapporte Lipman, a été créé par Klaus Schwab, président et fondateur du World Economic Forum. Il décrit « d'une part, les immenses bénéfices socio-économiques de la mobilité humaine, et d'autre part les lourdes et involontaires conséquences environnementales. Il fut aussi créé dans le contexte de la vision du Forum quant à une 4<sup>e</sup> Révolution industrielle<sup>184</sup> disruptive, où le secteur du tourisme et des voyages – transport, hospitalité, services et infrastructure – feront face à de grands et nouveaux défis et opportunités. L'idée a été ensuite cadrée par SUNx comme un modèle, avec trois caractéristiques élémentaires, qui distinguent aisément toute approche du tourisme durable ».

Elles se résument ainsi :

- Mesurer pour gérer au travers d'un système d'évaluation continu et transparent.
- Verdir le système au moyen du bas-carbone, des énergies renouvelables, de l'inclusion sociale, d'une technologie adaptée et fondée sur la nature.
- Corresponde au calendrier pour 2050 « *avec les Objectifs de développement durable comme objectif de moyen terme, la 4<sup>e</sup> révolution industrielle comme nouvelle frontière d'opportunités et de défis et adossés aux objectifs de l'Accord de Paris sur le Climat* ».

Ces trois éléments, conclut Lipman, doivent se retrouver dans tout produit ou service du tourisme durable.

Depuis sa formalisation, ce concept d'impact travel a été repris par des entreprises extérieures et non partenaires de SUNx, mais en promouvant une même approche (une intégration des ODD). C'est par exemple le cas d'Impact Travel Collective ou, plus médiatisée<sup>185</sup>, de l'Impact Travel Alliance<sup>186</sup>. Sa fondatrice et directrice exécutive Kelley Louise est membre du World Economic Forum.

<sup>179</sup> Voir p. 78.

<sup>180</sup> Voir p. 124.

<sup>181</sup> Le site est fermé depuis plusieurs années mais une ancienne archive consultée au moyen de la Wayback Machine donne accès à la composition de son comité consultatif, où siégeaient notamment un membre du Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE) et un membre de l'Institut des Nations unies pour la Formation et la Recherche.

<sup>182</sup> Jonathon Porritt est, à l'image de Strong, une personnalité au CV particulièrement conséquent, dont nous donnerons quelques éléments dans la seconde partie de notre étude, au sein de la section consacrée à l'écocide et plus particulièrement à Stop Ecocide International.

<sup>183</sup> Le site du SUNx Program fournit également son CV.

<sup>184</sup> La 4<sup>e</sup> révolution industrielle est le titre d'un livre écrit par Klaus Schwab, plusieurs années avant celui sur le Great Reset.

<sup>185</sup> Dans The New York Times, CNN, Forbes, National Geographic, etc.

<sup>186</sup> Parmi les consultants de l'entreprise figure Natalia Bayona, directrice à l'innovation, à l'éducation et aux investissements pour l'Organisation du tourisme mondial des Nations unies.

En termes d'activités, le programme SUNx promeut l'action et l'éducation. À ce titre, il a développé un « Plan for our Kids » pour former 100 000 Strong Climate Champions à horizon 2030 dans l'ensemble des États membres des Nations unies. SUNx a par ailleurs implémenté le Climate Friendly Travel, qui incite les acteurs du secteur à respecter les Objectifs de développement durable et l'objectif d'1,5° de l'Accord de Paris. SUNx dispose de plusieurs partenaires qui partagent sa vision :



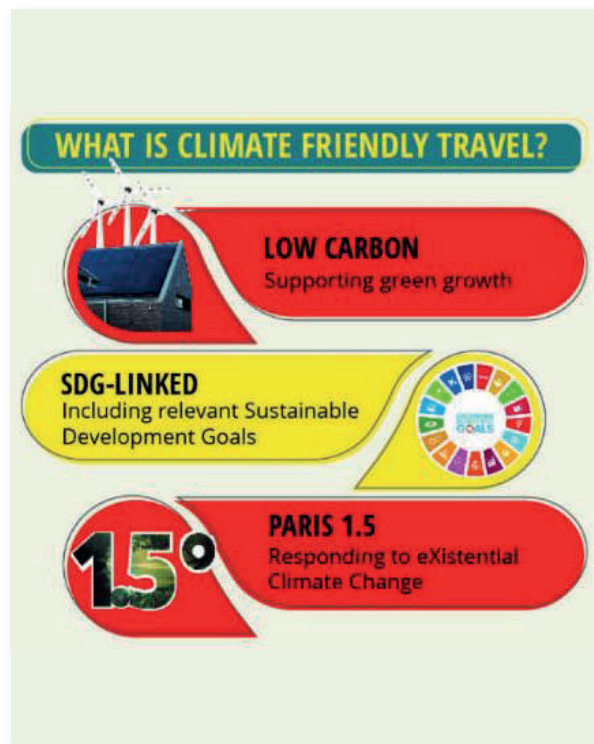
Enfin, SUNx est membre de la plateforme des partenariats sur les Objectifs de développement durable des Nations unies, où l'entreprise rapporte envisager, à horizon 2030, la présence d'un centre dans chaque pays, en plus de répondre à cinq ODD :

DESCRIPTION	SDGS & TARGETS	DESCRIPTION	SDGS & TARGETS	DELIVERABLES & TIMELINE	RESOURCES MOBILIZED
Goal 8	Goal 12	Goal 13	Goal 14	Goal 17	
				DECEMBER 2018	Proof of concept SUNx Centre in Limburg, Belgium & Indian Ocean Regional Centre, Seychelles
				DECEMBER 2018	150 Maurice Strong Legacy Scholarships
				DECEMBER 2019	Centres in 5 UN regions and key OBOR states
				DECEMBER 2030	One centre in every country

## 2022 : Le Great Narrative du World Economic Forum comme dernier stade de l'écologie ?

« Un nouveau monde (non une 'nouvelle normalité') émerge désormais, dont les contours seront largement définis par les narrations élaborées pour informer et construire l'avenir. » (The Great Narrative, p.12)

« Les histoires fournissent le contexte dans lequel les faits que nous observons peuvent être interprétés, compris et sur lesquels fonder des actions. [...] Pour résumer : les histoires modèlent nos perceptions, qui en retour forment nos réalités et finissent par influencer nos choix et nos actions. Elles sont notre façon de trouver du sens à la vie. » (p.17)



Le 28 décembre 2021, Klaus Schwab & Thierry Malleret ont publié The Great Narrative – for a better future, sous-titré The Great Reset : Book 2. Cet essai se veut une réponse aux constats dressés par le duo dans COVID19 : The Great Reset, publié en juillet 2020. Les auteurs y promeuvent le constructivisme, outil à façonner la réalité et qui permettra à l'humanité de survivre. « Créatures à storytelling » (p.17), nous agrions sur impulsion du pouvoir de la narration, de récits qui sont depuis toujours notre mode de communication et de transmission parmi les plus élémentaires. Mais ces narrations, du moins celles présentées dans leur essai, s'articuleraient autour d'une seule histoire centrale – cette fameuse « grande narration » (Great Narrative). L'enjeu est donc posé : la maîtrise de d'une grande narration unique. Seule cette maîtrise, comprend-on, permettrait d'opérer la « grande réinitialisation » (Great Reset). Car bien que les auteurs se défendent – avec malhonnêteté, selon nos connaissances relatives à Davos – de toute prescription en affirmant seulement proposer un cadre, l'influence et les activités du World Economic Forum nous rappellent que Klaus Schwab et ses collaborateurs déroulent un agenda (cf. notre rapport sur l'influence législative des ONG).

Après tout, Klaus Schwab écrivait dans son précédent essai qu'« une seule voie nous mènera vers un monde meilleur ». Il se vantait par ailleurs, dans une vidéo de 2017 à l'Harvard's John F. Kennedy School of Government, avoir fait pénétrer les gouvernements de plusieurs pays par ses Young Global Leaders, un programme créé par Davos en 1992, année du Sommet de Rio organisé par son mentor Maurice Strong. Une consultation de la partie dédiée du site du WEF rapporte plusieurs noms influents parmi ces Young Global Leaders<sup>187</sup>.

Ne tenant aucunement compte des dernières données concernant le COVID (une pandémie devenue endémie, mais le duo écrit que « deux ans après, la pandémie semble sans fin et se poursuit », p.10), les auteurs cherchent à jouer sur la peur en agitant le spectre d'une ère des pandémies qui « forcent à repenser le contrat social qui nous lie » (p.13), ce contexte pouvant permettre d'opérer de multiples changements drastiques dont The Great Reset nous a déjà donné un aperçu et qui sont rappelés dans cette suite : sociétés, économies, institutions, Droit et règles qui les régissent, ainsi que nos modes de vie et nos habitudes de consommation. Bien entendu, pour avancer ses propositions, The Great Narrative se prétend fondé sur les preuves et informé par la science. Il est en outre parsemé du fruit d'entrevues menées avec 50 personnalités présentées comme de grands penseurs et faiseurs d'opinion mondiaux.

The Great Narrative considère que les problèmes / défis du monde post-COVID seraient principalement une croissance économique insoutenable (à comprendre comme l'opposée de « durable »), les rivalités géopolitiques, la dégradation environnementale, les inégalités, les pandémies et les cybercrimes. Par conséquent, tout événement significatif appartiendrait à l'une des cinq « macro-catégories » suivantes : économie, environnement, géopolitique, société et technologie.

L'aspect profondément idéologique de Davos apparaît dès ses premières propositions. Pour des auteurs qui prétendent fonder leur argumentaire sur la science, il semble ainsi détonnant de lire que le WEF souhaite remplacer les énergies fossiles par divers types de renouvelables ou d'énergies à bas-carbone. Le coût environnemental réel de ces « renouvelables » et leur efficacité limitée en raison de leur caractère intermittent, documenté depuis plusieurs années, est ici mis sous le tapis de la finance verte.

Les auteurs proposent donc une « marche à suivre », des solutions qui passeraient par un monde plus résilient, plus collaboratif, plus durable et plus équitable. Ils présentent des « narrations optimistes construites autour » de la réécriture en cours des règles qui régissent notre économie et notre société, et déclinent leur programme en sept thématiques qui seront les pierres angulaires du Great Narrative.

## 1. Collaboration et coopération

L'idée-maitresse des auteurs repose sur la collectivisation d'un ensemble de secteurs-clés pour les régir au travers d'une gouvernance mondiale. S'inscrivant en faux des identités, des particularismes et des souverainetés, ils soutiennent que nous serions « une seule civilisation dans une seule biosphère » : « Pandémie, changement climatique, biodiversité, géopolitique, commerce et investissements, croissance économique, cybersécurité, gouvernance technologique – nous ne pourrions répondre avec succès à toutes ces questions mondiales ainsi qu'à d'autres que par la collaboration. Pour l'essentiel, nous devrions les considérer comme des biens publics. Un monde en paix, un monde en bonne santé, un monde respirable, un monde propre, un monde juste : tout devrait être considéré comme un bien public dont la disposition dépend de notre aptitude à coopérer mondialement. » (p.94) Cette nécessité, poursuivent Schwab & Malleret (S&M), serait devenue évidente avec la crise du COVID – les auteurs insistant, à plusieurs reprises dans leur essai, sur la vaccination<sup>188</sup>.

L'effectivité de cette gouvernance mondiale induirait une coexistence inclusive avec des pouvoirs locaux et une implication accrue de la société civile et des acteurs locaux – soit la poursuite de la praxis de Maurice Strong et une partie des principes de la Charte de la Terre – avec un équilibre entre les piliers politique, économique et sociétal (dans les faits, une colonisation de ces trois sphères par l'écosystème autocratique davosien). Le sentiment d'appartenance, poursuivent S&M, garantit la coopération. Dès lors, l'imagination et l'innovation pourraient pleinement s'exprimer pour trouver des solutions aux questions mondiales.

## 2. Imagination et innovation

Les auteurs proposent plusieurs solutions :

- **Un réseau pour verdir le système financier.** S&M promeuvent le « carbon quantitative easing » et s'inspirent nommément du roman écologiste The Ministry of the Future quant à la création d'un carbon coin mondial pour financer la décarbonation<sup>189</sup>
- **Dessolutions fondées sur la nature.** Ils s'agit de poursuivre et d'étendre la financiarisation des services écosystémiques. S&M présentent la nature comme un « input indispensable » (p.112) à l'activité économique. Faisant écho au concept financier de « capital naturel », ils considèrent la nature comme un actif à l'égal d'un autre, soutenant que plus de la moitié du PIB mondial dépendrait d'elle, ce qui engendrerait le développement de start-ups fondées sur ce modèle<sup>190</sup>.

<sup>187</sup> On pensera notamment à Emmanuel Macron, non seulement en tant que président de la République française et président pendant plusieurs mois du Conseil de l'Union Européenne, mais également parce que Klaus Schwab a déclaré en 2018, lors d'une entrevue avec Darius Rochebin, qu'Emmanuel Macron était l'un des fers de lance de la révolution européenne en faveur d'un nouveau modèle de société.

<sup>188</sup> Nous renverrons ici le lecteur à trois messages de la Telegrammeuse « Momotchi ». Thématiques, ils proposent chacun un grand nombre de sources, de données, de faits et de documents pour mettre en perspective le narratif officiel autour du COVID : <https://t.me/momotchi/3353> (chiffres COVID manipulés / effets des vaccins COVID sur la grossesse / inefficacité des vaccins), <https://t.me/momotchi/3354> (effets secondaires des vaccins COVID), <https://t.me/momotchi/3355> (planification autour du Great Reset, de l'identité numérique, etc.).

<sup>189</sup> Publié en octobre 2020 et centré sur le changement climatique, The Ministry of the Future a été écrit par l'auteur américain de science-fiction Kim Stanley Robinson.

<sup>190</sup> S&M renvoient à plusieurs rapports. L'Institute for International Economic Policy (IIEP) est présenté dans The Great Narrative comme le plus officiel et faisant le plus autorité. Publié en novembre 2020, son titre est pour le moins explicite lorsqu'on se rapporte la question du wilderness : « Valuing Nature : Whales, Elephants, and the Global Economy ». « The Economics of Biodiversity: The Dasgupta Review », publié en février 2021 par le gouvernement britannique, parle quant à lui de « capital naturel par personne ».

• **La bioéconomie.** Les auteurs mettent particulièrement en avant la biologie synthétique : « *Tout comme la Deuxième Guerre mondiale a accéléré l'électronique, la pandémie a propulsé la révolution génétique vers de nouvelles frontières.* » (p.89) Il s'agit en quelque sorte d'une ingénierie biologique (i. e. sur le vivant), un recodage, une réécriture génétique. Ses applications (santé, énergie, chimie, agriculture...) s'étendent notamment jusqu'à la brevetabilité du vivant. Mais dans la philosophie du Great Reset, son utilisation peut aussi être un prétexte : en fin d'ouvrage, S&M citent ainsi l'entreprise Impossible Food, qui utilise la biologie synthétique pour créer des burgers à base de plantes. Le narratif est alors tout trouvé pour passer à une alimentation sans viande sous prétexte climatique et environnemental, comme le préconise Davos depuis plusieurs années. Ou alors, à de la viande de synthèse créée en laboratoire voire à la consommation d'insectes, comme le WEF le préconise depuis au moins juillet 2018 et son article « *Good grub : why we might be eating insects soon* » au nom de l'impact environnemental de la production de viande (reprenant ici un tableau de Bloomberg) :

Farming's environmental impact by species

	Insect	Chicken	Pig	Cow
Greenhouse gases released per kg of live weight, g	2	NA	1,130	2,850
Feed required per kg of live weight, kg	1.7	2.5	5	10
Land required per g of protein, m²	18	51	63	254
Water required per g of protein, l	23	34	57	112

• Géoringénierie. Aussi appelée « ingénierie climatique », elle consiste selon les auteurs en la modification / réparation du climat.

### 3. Moralité et valeurs

S&M citent explicitement le COVID comme une occasion de conduire le changement (comme ils rappellent l'avoir recommandé dans COVID-19 : The Great Reset) : « *Le changement est toujours douloureux, nous devons donc tirer avantage du fait que nous sommes à un moment critique pour implémenter les mesures nécessaires qui peuvent réparer la plupart des choses qui ont mal tourné durant les dernières années. Ceci exige un réexamen du rôle de la moralité et des valeurs.* » (p.118) Cet extrait peut être mis en perspective avec la suite du propos, qui explique que la question morale pénétrerait progressivement l'économie « *via l'interdisciplinarité et des informations issues des neurosciences, de la psychologie et des études comportementalistes* » (p.125 ; on pensera bien entendu au nudge, mais nous pouvons aussi renvoyer à la captology

développée par B. J. Fogg initialement au sein de l'Université de Stanford<sup>191</sup>). Par ailleurs, moralité et valeurs impliquent de renouer avec la « confiance », condition sine qua non d'une réponse efficace aux problèmes des cinq « *macro-catégories* » définies par S&M.

Cette confiance, précisent-ils, ne serait « possible que si les leaders politiques et économiques sont exemplaires quant aux standards moraux qu'on attend d'eux. »<sup>192</sup> (p.128).

À ce titre, le discours tenu par Ursula von der Leyen à Davos le 20 janvier 2022 s'inscrit intégralement dans ce narratif autour de la confiance, un an après celui consacré au Great Reset. Les lignes directrices sont celles du Great Narrative. Schwab salue un « *nouvel esprit européen* » suite au programme implémenté par von der Leyen. Cette dernière avance que « *Davos a toujours été là pour construire la confiance parmi les leaders du monde. [...] La confiance est essentielle pour que les citoyens s'engagent dans la transformation verte.* » Mentionnons quelques points en résonance avec le livre de Schwab & Malleret :

- Programme de 8 milliards d'euros Next Generation EU, plus grand programme d'obligations vertes de l'UE, qui représentera jusqu'à 300 milliards d'euros (programme Global Gateway). Jusqu'à présent, précise von der Leyen, toutes ces obligations sont sursouscrites, et ont été majoritairement achetées par des investisseurs en-dehors de l'Union Européenne. L'UE devra investir 360 milliards d'euros pour transformer les systèmes énergétiques chaque année.
- Passage des carburants fossiles aux énergies propres.
- Besoin massif d'investir environ 300 milliards d'euros dans les infrastructures critiques : santé, éducation, transformation des sociétés pour lutter contre le changement climatique en allant vers une économie circulaire et la numérisation. Les priorités seront d'ailleurs la numérisation et la transition verte.
- Un impôt carbone, « qui est la cause du changement climatique », via un « conseil carbone ». Un « mécanisme d'ajustement » sera censé inciter les entreprises à se verdir<sup>193</sup>.

### 4. Politiques publiques

L'avenir préconisé par Davos est radical : « *Si nous voulons éviter une catastrophe climatique, nous devons couper les émissions à un rythme plus rapide que jusqu'à maintenant, aux niveaux national, industriel, entrepreneurial et, bien sûr, personnel. Ceci signifie que nous devons, en tant qu'individus, consommer, voyager et manger différemment, à savoir de manière moins carbonée.* » (p.136) Deux objectifs devraient ainsi guider un agenda durable commun : le respect des Objectifs de développement durable, ainsi que le respect de l'Accord de Paris (rester sous les 2° de réchauffement climatique à horizon 2100). L'impératif politique, soulignent S&M, commande de réaliser cet agenda aussi vite et efficacement que possible.

Côté durabilité environnementale, S&M vantent le Pacte vert pour l'Europe et demandent son implémentation rapidement et à vaste échelle pour 4 raisons :

- 1) des taux d'intérêts faibles liés à la pandémie, qui permettent des programmes d'investissement massifs
- 2) l'innovation technologique qui apporte des solutions durables tout en réduisant les coûts de production
- 3) un changement dans l'esprit du temps (zeitgeist)
- 4) l'activisme croissant de la jeunesse, en particulier social et sociétal.

Côté durabilité sociale, Davos prévoit que le retour du gouvernement omniprésent suite au COVID persistera, mais en faveur d'une croissance durable et inclusive. Cette immixtion à tous les niveaux, comme les auteurs le disent presque explicitement, sera de plus en plus forte : « *Regardant vers l'avenir, les gouvernements décideront pour la plupart, mais à des degrés d'intensité différents, qu'il est dans le meilleur intérêt pour la société de réécrire certaines règles du jeu et d'accroître leur rôle en permanence.* » (p.138) Les entreprises et les industries devront se plier à une intervention croissante de l'État.

### 5. Résilience

Deux points retiennent ici particulièrement l'attention. En premier lieu, S&M reviennent à nouveau sur l'une de leurs marottes : pour construire la résilience, il faudrait investir dans des mécanismes et des politiques qui acceptent l'existence du risque tout en aidant la société et l'économie à y répondre, par exemple avec de grandes campagnes de vaccination. Le second concerne la construction d'une résilience de la chaîne d'approvisionnement mondiale, construction qui fera monter les prix et aura des « *conséquences macroéconomiques profondes* ».

### 6. Rôle des entreprises

Klaus Schwab défend ici la vision qu'il a implémentée depuis le Manifeste de Davos de 1973<sup>194</sup> et au concept qu'il a développé : le capitalisme des parties prenantes (stakeholder capitalism) contre le capitalisme des actionnaires (shareholder capitalism). L'idée sous-jacente, quand on la relie à celle du capital naturel, est la collectivisation de la nature, du vivant, de l'ensemble des sphères de la société : puisque tout est interdépendant dans les systèmes complexes, nous sommes tous responsables et une action globale doit être menée : l'universelle « finalité d'une entreprise est d'engager toutes ses parties prenantes dans la création de valeur durable et partagée » (p.154). L'un des principes moteurs de cette approche est d'agir comme un intendant de l'univers environnemental et matériel pour les générations futures, et de protéger consciencieusement notre biosphère ainsi que de soutenir une économie circulaire, partagée et régénératrice. À cette fin, avancent S&M, les critères ESG constitueront l'étalon-or de l'adhésion des entreprises aux valeurs des parties

prenantes (le World Economic Forum a d'ailleurs créé ses « *Stakeholder Capitalism Metrics* »).

Les auteurs poursuivent sur l'implémentation des critères ESG et ses implications : les gouvernements qui les mettront en place devront ensuite s'assurer que la valeur des parties prenantes soit compatible avec un concept rigoureusement défini de « *valeur planétaire et sociétale* ». (p.156) En parallèle, la pression sociétale et l'activisme croissant accéléreront ce processus. Ceci « *forcera* » ceux qui refusent « à se convertir à la cause ». Cette tendance s'amplifiera, annoncent-ils, avec l'arrivée des Millenials et de la génération Z sur le marché du travail : « *Le prix du refus de ces pratiques sera juste trop important en termes de colère des activistes, sociaux comme investisseurs.* » (p.157) En dernier lieu, cette responsabilité des parties prenantes devra s'exercer aux niveaux micro (corporate) et macro (mondial). Dans cette optique, le WEF promeut (depuis longtemps) le civisme des entreprises à l'échelle mondiale.

S&M prennent soin de laisser de côté une présentation moins bienveillante de la Grande Narration, que l'on trouve sous la plume de Klaus Schwab dans son essai Stakeholder Capitalism (2021) : « *La force qui aide les gens à se libérer de la pauvreté et à avoir une vie décente est la même qui détruit la viabilité de notre planète pour les générations futures. Les émissions qui causent le changement climatique ne sont pas seulement le résultat d'une génération d'industriels égoïstes ou de baby-boomers occidentaux. Elles sont la conséquence du désir de créer un avenir meilleur pour soi* »<sup>195</sup>.

### 7. Progrès exponentiels de la technologie

S&M se félicitent de la fusion qu'ils estiment prochaine de l'ordinateur et du cerveau (brain-net), i. e. du transhumanisme déjà promu par Klaus Schwab, qui prophétise l'implantation de puces dans notre cerveau dans un avenir proche. Somme toute, les auteurs appellent de leurs voeux la convergence des mondes physique, numérique et biologique. On le retrouve plus tôt dans leur essai avec notamment leur promotion du metaverse – aussi mis en avant par le WEF lui-même. Mais cette idée d'une fusion homme-informatique remonte déjà aux conférences Macy sur la cybernétique, dont le premier nom fut le Man-Machine Project. Les espérances « *noosphériques* » de Teilhard de Chardin culminant en son Point Omega prisé du New Age trouvent ici leur accomplissement, un demi-siècle plus tard.

Sur le reste, S&M reprennent une argumentation marketing classique en faisant la promotion du solaire et de l'éolien, sans mettre en perspective ni faire état de leurs limites et de leur coût environnemental et énergétique réel. Des « *recherches universitaires robustes* » montreraient que la technologie verte permettrait de répondre aux objectifs de l'Accord de Paris, tandis que le CCS (capture et séquestration de CO2) et le CCUS (capture, utilisation et séquestration de CO2) permettraient de rendre les technologies fossiles plus propres.

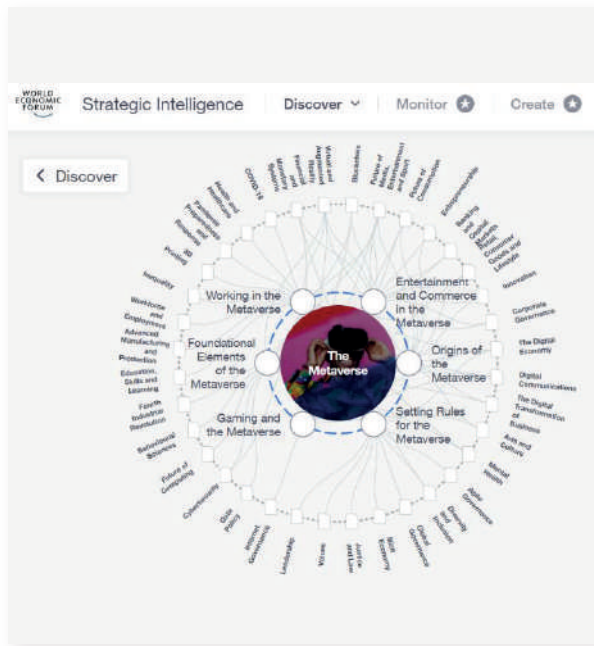
<sup>191</sup> Captology est l'acronyme de « computers as persuasive technology ». L'idée de cette méthode de psychologie cognitive est de déclencher (trigger) des comportements voulus grâce à des stimuli déclenchés par les interactions entre l'homme et la machine, ce qui entraîne entre autres une dépendance. Cf. son livre fondateur Persuasive Technology : Using Computers to Change What We Think and Do (2003).

<sup>192</sup> On ne peut ici s'empêcher d'être dubitatif, Schwab & Malleret critiquant par ailleurs la « corruption légale » du « crony capitalism » (capitalisme de copinage) dont Davos est la caricature (rappelons entre autres les relations incestueuses entre le WEF et Ursula von der Leyen, déjà mise en lumière dans notre rapport sur L'influence des ONG dans le processus législatif européen). Ce capitalisme de copinage se manifesterait par une « collusion pernicieuse » entre le « big business » et le « big government » lorsqu'il s'agit de lutter contre la dégradation environnementale ou la réduction des inégalités. Quant à von der Leyen, rappelons qu'elle est également ancien membre du conseil consultatif de la Conférence de Munich sur la sécurité, participante au Groupe de Bilderberg en 2015, 2016, 2018 et 2019 (dont Schwab a été, rappelons-le, membre du comité directeur, ainsi que Distinguished Leader de l'Atlantic Council, un think tank américain influent, en 2022.

<sup>193</sup> La boucle écologique est par ailleurs bouclée lorsque Klaus Schwab salue l'allusion de von der Leyen au rapport Meadows du Club de Rome.

<sup>194</sup> Schwab a actualisé le Manifeste, devenu le Manifeste de Davos 2020, lorsque le PDG de l'US Business Roundtable (et également PDG de JPMorgan Chase) s'est exprimé en faveur du stakeholder capitalism.

<sup>195</sup> Schwab (Klaus) avec Vanham (Peter), Stakeholder Capitalism. A Global Economy that Works for Progress, People and Planet, p.153.



En conclusion, *The Great Narrative* constitue l'aboutissement logique de l'écologie et des concepts & idées-forces dont elle a fait l'objet depuis la fin des années 1960 et l'accomplissement du monde idéal de Maurice Strong, grand architecte de l'échiquier écologiste et mentor de Klaus Schwab. Cette Grande Narration, cette Grande Histoire, a pour but de vendre l'écologie du point de vue de cénacles de décision coupés du peuple. Un même signifiant recouvre des signifiés qui, plus que d'être différents, s'excluent.

L'écologie telle que la définissent les peuples s'illustre essentiellement par le concept anglais de « care » : prendre soin de son écosystème (environnement, animaux, terre, santé) en limitant les dommages infligés à la nature par les excès industriels et l'hyperconsommation, retrouver le sens de la mesure et des limites. L'écologie<sup>196</sup> de Klaus Schwab et du World Economic Forum est une dystopie où à horizon 2030 « Vous ne posséderez rien et serez heureux », qui promeut une réduction drastique du niveau de vie et des libertés, avec une collectivisation-colonisation à marche forcée de l'ensemble des sphères du vivant, un vivant financiarisé et coté sur les marchés financiers, numérisé pour être identifié et avatarisé, mâtiné de transhumanisme et maintenu à l'ARNm généralisée, et bien sûr en proie aux marchés, aux (cyber) pandémies, et aux confinements sanitaires et climatiques.



# SECONDE PARTIE

# AUTOUR

# DE CINQ

# CONCEPTS

<sup>196</sup> L'écologie telle que l'entend Davos se distingue bien entendu de l'acception qui la confond fréquemment avec l'environnement. Rappelons que ce dernier n'en est que l'une des composantes, mais que l'écologie étudie de manière plus large les milieux d'interaction entre les êtres vivants et leur rapport avec leur milieu. L'écologie concerne ainsi le système général (nom que nous reprenons à Ludwig von Bertalanffy et son General System Theory). À titre de précision supplémentaire, nous citerons l'introduction de *Vers une écologie de l'esprit*, tome I, de Gregory Bateson (1972, trad. fr. 1977 où il est précisé que « le mot 'esprit' (mind), désigne ici le système constitué du sujet et de son environnement ») : « Les questions que soulève ce livre sont bien des questions écologiques : Comment les idées agissent-elles les unes sur les autres ? Y a-t-il une sorte de sélection naturelle qui détermine la survivance de certaines idées et l'extinction ou la mort de certaines autres ? Quel type d'économie limite la multiplication des idées dans une région donnée de la pensée ? Quelles sont les conditions nécessaires pour la stabilité (ou la survivance) d'un système ou d'un sous-système de ce genre ? », p.11.

Notre première partie a mis en lumière la naissance de concepts et idées prédominants de la sphère écologique au travers du fil conducteur Maurice Strong. Nous avons de ce fait pu retracer la genèse de plusieurs d'entre eux et leur évolution, mais aussi comprendre la relative aisance pour les diffuser et les légitimer, à savoir les positions dominantes depuis lesquels ils sont et ont été émis. Dans cette seconde partie, nous nous arrêterons sur cinq concepts que nous avons choisis parmi une liste que nous avons préétablie : l'écocide, l'investissement à impact social, le Jour du dépassement, la décroissance et la Sixième extinction.

L'objectif reste le même que pour notre première partie, mais en procédant cette fois à la loupe, en partant des concepts en eux-mêmes. Nous avons ici retracé leur généalogie et leur écosystème pour établir des cartographies parlantes. Le format consacré à ces concepts varie en raison de la profondeur de cet écosystème et de sa pertinence au regard de notre questionnement initial.

L'écocide représente l'essentiel de cette seconde partie. Si l'emploi du terme se banalise, une analyse des réseaux

derrière sa diffusion met en lumière l'ampleur de l'enjeu qu'il représente. L'écocide représente ce que nous appellerons un cas d'école : il regroupe des intérêts politiques, économiques & financiers, sociétaux et « philosophiques » ou religieux dont les ramifications sont parfois non-ergonomiques pour une cartographie en raison de l'étendue de ses réseaux constitutifs. À plusieurs reprises, lors de la cartographie de certains profils, nous avons sélectionné les informations qui nous paraissaient les plus pertinentes pour la présente étude. Si Maurice Strong reste la personnalité au pedigree – de loin – le plus conséquent, d'autres personnalités (Sir Jonathon Porritt par exemple) sont elles aussi multi-casquettes et représentent des intérêts multiples.

Cette seconde partie est complémentaire de la première. Après une approche « par le haut » (l'écosystème où naît un concept), nous avons mené une recherche « par le bas » (bottom-up ; un concept propulsé par un écosystème).

## I. Écocide

### Un concept ancré De 1970...

L'intérêt autour de ce concept est récurrent depuis au moins 2004, selon Google Trends :

Evolution de l'intérêt pour cette recherche ?



Dans les faits, il constitue une lame de fond dont l'enjeu est de criminaliser le non-respect de certaines règles de préservation de l'environnement. À terme, il s'agit de l'intégrer au droit international comme l'un des crimes reconnus contre la paix. L'écocide deviendrait un outil de contrainte.

Le concept d'écocide a été pour la première fois employé en 1970 lors de la Conférence sur la Guerre et la Responsabilité nationale en 1970. Le biologiste Arthur Galston a proposé un nouvel accord pour bannir l'écocide suite à la destruction des écosystèmes engendrée par l'Agent Orange lors de la guerre du Vietnam. L'idée a été reprise à la Conférence de Stockholm en 1972 – où fut adoptée la Déclaration de Stockholm – par Olof Palme, alors premier ministre suédois et proche de Maurice Strong.

À Stockholm, Indira Gandhi et Tang Ke (délégation chinoise) ont également utilisé ce concept. Wikipédia rapporte qu'un groupe de travail sur les crimes contre l'environnement a été formé à ce Sommet, et qu'une feuille de route relative à une Convention sur l'écocide a été soumise à l'ONU en 1973.

La veuve d'Olof Palme (assassiné en 1986), Lisbet Palme, a fait partie du bureau consultatif du Center for the Global South et a été primée par l'Earth Society Foundation en 2002. L'Earth Society Foundation a été fondée par John McConnell et Margaret Mead<sup>197</sup>. Elle vise notamment à promouvoir le Jour de la Terre (dont McConnell a proposé le premier le concept à l'UNESCO).

L'Earth Society Foundation, ex-Earth Society, récompense chaque année une ou plusieurs personnes, les Earth Day Honorees, généralement des responsables des Nations unies : U Thant (1971), Margaret Mead, Robert Muller<sup>198</sup> (secrétaire général assistant de l'ONU), René Dubos<sup>199</sup>, Noel Brown (PNUE), Mary Catherine Bateson (fille de Margaret Mead et de Gregory Bateson), Rigoberta Menchu Tum (entre autres membre honoraire du Club de Rome et fondatrice de la Nobel Women's Initiative), le chanteur Pete Seeger, ou Aye Aye Thant (fille de U Thant, en 2005 et en 2007).

Une autre organisation, l'International Fellowship on Reconciliation (fondée en 1919), a organisé à Stockholm une convention sur la guerre écocide. Plusieurs experts y ont été sollicités, dont Richard A. Falk, qui a élaboré une feuille de route pour une convention sur l'écocide en 1973, déclarant : « l'homme a consciemment et inconsciemment infligé d'irréparables dommages à l'environnement en temps de guerre comme de paix ». Falk a été fellow de la Lindisfarne Association et membre du bureau directeur de la Nuclear Age Peace Foundation en plus d'être présent dans de très nombreuses organisations<sup>200</sup>. Un autre expert présent fut Robert Jay Lifton, membre du conseil consultatif de Planetary Citizens. Nous nous trouvons donc en présence d'un écosystème où le New Age est prégnant.

Au cours des années 1980, le rapport dit Whitaker a préconisé d'étendre le concept de génocide à d'autres crimes, notamment l'écocide. Il avait été missionné par la Sous-commission à la promotion et à la protection des droits humains (avant 1999, Sous-commission sur la prévention de la discrimination et la protection des minorités), un think tank de l'UNCHR (Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés). Son rapporteur spécial était le Britannique Benjamin Whitaker. Proche de la Société fabienne, il avait publié en 1968 l'essai Participation and Poverty aux éditions Fabian Society, dans la collection Fabian research series.



**« L'homme a consciemment et inconsciemment infligé d'irréparables dommages à l'environnement en temps de guerre comme de paix »**

**Richard Falk**

<sup>197</sup> Entre autres fonctions, Margaret Mead a été présidente de la Fédération mondiale de la santé mentale, de la Society for General Systems Research, membre des conférences Macy sur la cybernétique, et vice-présidente du Teilhard Centre for the Future of Man, inspiré de Pierre Teilhard de Chardin.

<sup>198</sup> Robert Muller fut chancelier des Nations unies à l'University for Peace du Costa Rica, soit le siège de l'Earth Charter. Muller a par ailleurs siégé au bureau de nombreuses organisations, par exemple la Nuclear Age Peace Foundation, aux côtés de Ted Turner, Jane Goodall, Paul R. Ehrlich, Anne H. Ehrlich, Daniel Ellsberg, les acteurs Harrison Ford et Michael Douglas, la reine Noor de Jordanie ou encore Desmond Tutu et Bianca Jagger, ex-épouse de Mick Jagger et membre notamment du bureau consultatif d'Earth Charter International.

<sup>199</sup> René Dubos a passé sa carrière scientifique au Rockefeller Institute et à la Rockefeller University. Avec Barbara Ward, il a co-écrit Only One Earth, qui servira de support à la conférence de Stockholm. Il fut par ailleurs membre du conseil consultatif de Planetary Citizens en 1975, et cofondateur de Children of the Green Earth – avec Dorothy Maclean, cofondatrice de la Findhorne Association, et Richard St. Barbe Baker, qui devint en 1969 le premier membre honoraire du WWF – ainsi que de l'Association for Humanistic Psychology.

<sup>200</sup> Dont le Green Institute et le bureau consultatif de KOSMOS Journal : The Journal for World Citizens and Planetary Civilization, d'essence New Age. En 2009, le sous-titre du journal est devenu « The Journal for Global Citizens Creating the New Civilization ». L'équipe du journal a d'ailleurs lancé la Creating the New Civilization Initiative en 2005. Source Watch rapporte le nom des 14 partenaires fondateurs : « Goi Peace Foundation, The Club of Rome, The Future 500, The World Wisdom Council, The Gorbachov Foundation, the Institute of Noetic Sciences, the World Commission on Global Consciousness and Spirituality, the Chichi Publishing Company, the Kosmos Journal, the Club of Budapest, Pathways to Peace, E-Square Inc., Global Reporting Initiative Forum Japan ». Il s'agit de noms que nous avons déjà vus, pour plusieurs d'entre eux, dans la première partie de notre étude.



Au long de ces décennies, nous retrouvons par ailleurs d'autres acteurs, qui se sont ensuite investis dans des ONG sur la question de l'écocide. Deux exemples :

- 1) le juriste canado-australien Mark Allan Gray en 1996, auteur de *The International Crime of Ecocide*
- 2) la juriste environnementaliste Polly Higgins (décédée en 2019) en 2010, qui l'a proposé à l'International Law Commission des Nations unies.

## ... à la COP26 de 2021

L'écocide a fait partie des sujets abordés au cours de la COP26 (Glasgow, 31/10 – 12/11/2021). Le 4/11/2021 par exemple, une table ronde a discuté du sujet « Loi sur l'écocide et financer l'avenir ». Les intervenants étaient les suivants :

- **Ralph Chami**, directeur assistant du Fonds monétaire international (FMI) depuis 1998, mais aussi cofondateur de Rebalance Earth et Blue Green Future. Rebalance Earth se présente comme née pendant la COVID19 entre « un conservateur renommé [Ian Redmond<sup>201</sup>], un économiste financier [Ralph Chami] et un expert de la technologie blockchain [Walid Al Saqqaf] ». L'objectif : « créer un marché, rendre la conservation de la vie sauvage lucrative et équitable ». Dans un podcast du 6 octobre 2021, Chami appelait à se servir de la finance pour protéger et améliorer la biodiversité tout en capturant le CO2. Il existe peu d'informations sur Blue Green Future LLC. Selon OpenGovUS, l'entreprise existe depuis le 6 juillet 2020.
- **Gert Peter Bruch**, fondateur de l'ONG Planète Amazone, à partir de laquelle il créa l'Alliance des Gardiens de Mère Nature, en amont de la COP21 et avec le soutien de Paul Watson (Sea Shepherd Conservation Society) ou encore de Nicolas Hulot. Il est par ailleurs membre du réseau de l'ONG End Ecocide.
- **Katie Hoffman**, entrepreneure et investisseuse en « solutions climatiques » (notamment auprès des fintech), entre autres associée à Regeneration VC, et co-présidente de NEXUS Global (départements Innovation énergétique et Environnement). Les partenaires et sponsors de NEXUS Global comprennent plusieurs trusts et fondations, parmi lesquels la Fondation des Nations unies.



Independent collaborative event which took place during COP26 in Glasgow.

- **Mindahi Crescencio Bastida Muñoz**, directeur du programme des nations originelles de l'ONG The Fountain et délégué de Mother Earth du Center of Sacred Studies. Sur son site, The Fountain défend une interpénétration de l'économie sacrée<sup>202</sup>, des territoires sacrés, ainsi que des cultures sacrées.
- **Jojo Mehta**, cofondatrice de Stop Ecocide<sup>203</sup> avec la juriste Polly Higgins, présidente de la Stop Ecocide Foundation et coordonnatrice du groupe international sur la définition juridique de l'écocide (Ecocide Law, un projet<sup>204</sup> conjoint de Stop Ecocide et du Promise Institute for Human Rights de l'UCLA School of Law – qui revendique un rôle majeur dans la définition juridique de l'écocide). Sa biographie sur Stop Ecocide précise qu'elle participe à des émissions et a été interviewée dans divers journaux grand public : *TIME Magazine*, *New York Times*, *The Guardian*, et à la radio avec la BBC. Son profil LinkedIn précise que Jojo Mehta coorganise 38 Degrees Stroud, qui revendique être « une communauté très active politiquement », qui vise à s'impliquer dans des campagnes locales et nationales, principalement au travers de pétitions en ligne<sup>205</sup>, qui impliqueraient « plus de 2 millions de Britanniques<sup>206</sup> ». Mehta est également coorganisatrice de Frack Free Five Valleys, qui regroupe des communautés britanniques opposées à l'extraction gazière.

<sup>201</sup> Fondateur et chairman de l'Ape Alliance (1996), financée par la Oak Foundation (active sur la finance bleue et déjà identifiée par Yan Giron) et Mighty Earth (fondée par Glenn Hurowitz, consultant pour des structures environnementales mais aussi pour des trusts qui servent de paravent au business des énergies renouvelables : David and Lucile Packard Foundation, ClimateWorks Foundation). Redmon est par ailleurs consultant pour la Born Free Foundation, une ONG axée sur la défense des animaux sauvages et par extension du wilderness. Elle travaille avec diverses organisations, dont l'IUCN et le programme GRASP (protection des grands singes) du PNUE.

<sup>202</sup> Pour la définir, elle s'appuie toutefois sur une citation tirée d'un article du forum de Davos de janvier 2020. Ceci est cohérent avec le pedigree de la directrice des Économies sacrées de l'ONG, Amelia Barlow : consultant en « solutions climatiques » et en « droits écologiques » pour des organisations comme Google, Intel (micro-informatique, cofondé par Gordon Moore, qui a donné son nom à la Fondation Moore), le Council on Foreign Relations (l'un des think tanks les plus influents au monde), la campagne présidentielle de Barack Obama, Lakota Nation, et du Climate Emergency Fund – qui finance notamment Extinction Rebellion et qui « soutient les activistes qui transforment les politiques climatiques ». La fondatrice et « aînée spirituelle » (spiritual elder) de The Fountain est Jyoti Ma (de son vrai nom Jeneane Prevatt), dont le profil correspond à la spiritualité New Age : psychologie jungienne (à l'Institut Jung en Suisse), Esalen Institute (central dans les expériences psychédéliques de la contre-culture et de l'émergence du New Age au cours des années 1960-1970), « aînée spirituelle » du Center for Sacred Studies, dont The Fountain est une émanation.

<sup>203</sup> Stop Ecocide est notamment proche d'Extinction Rebellion. Gail Bradbrook, cofondatrice d'« XR » avait à ce titre déclaré qu'« Extinction Rebellion et le travail de Polly [Higgins] (Stop Ecocide) sont très intimement liés, spirituellement, émotionnellement, amicalement, amoureuxment, et aussi de manière très pratique ». Dans un billet de blog daté de 2019, « Stop Ecocide & Extinction Rebellion : what's the connection ? », Jojo Mehta donne plus de détails : « L'actuelle campagne de crowdfunding – désormais connue en tant que Stop Ecocide – a été cofondée en 2017 par la juriste Polly Higgins et l'activiste Jojo Mehta, deux bonnes amies de Gail Bradbrook, Simon Bramwell et d'autres cofondateurs d'Extinction Rebellion (XR). Jojo et Gail furent arrêtés ensemble en 2017 lors du blocage d'un incinérateur local ; Gail a été l'une des premières signataires d'Earth Protectors [Trust Fund] de Stop Ecocide ; Polly a dès le départ assisté Extinction Rebellion avec ses conseils juridiques. »

<sup>204</sup> La plateforme Ecocide Law se présente comme regroupant les diverses ressources documentaires relatives à la question de l'écocide : définition(s), histoire, articles de recherche, lois (selon les pays), sujets liés. Il s'agit d'un projet conjoint de la plus grande ONG sur l'écocide, Stop Ecocide International, ainsi que de The Promise Institute for Human Rights de l'UCLA (Université de Californie à Los Angeles) School of Law.

<sup>205</sup> Le site précise qu'un groupe local 38 Degrees peut « diffuser de l'information et planifier des actions sur des questions spécifiques (e.g. Partenariat transatlantique, National Health System, fracturation hydraulique ; ressources croisées entre différentes campagnes et entre différentes actions locales et nationales ; soutien et opportunités de feedbacks pour les organisateurs / impulseurs de changements locaux ».

<sup>206</sup> <https://home.38degrees.org.uk/about/> 38 Degrees a été notamment « endossée » par des cadres de plusieurs organisations : Greenpeace UK, MoveOn & Directeur régional de campagne pour Barack Obama, The Times. L'ONG a par ailleurs reçu le Best UK Internet NGO Award de la part de l'Oxford Internet Institute.

Hors de la chronologie de l'écocide et de sa présence à la COP26, ce sujet limité à première vue à des préoccupations écologiques lointaines est en réalité bien plus diffus. Loin d'être promu par quelques ONG environnementalistes, il dispose de soutiens de poids dont une cartographie relativement exhaustive révèle l'étendue et donc l'influence potentielle. Les profils constituent un mélange des genres politique, économique, sociétal et « religieux ».

## Cartographie des ONG dédiées à l'écocide

### End Ecocide

#### VALÉRIE CABANES

End Ecocide (dont le nom complet est End Ecocide on Earth) est une ONG lancée et dirigée par la française Valérie Cabanes, et associée aux ONG Stop Ecocide, End Ecocide Sweden et Earth Advocacy Youth. Un article du Monde republié sur le site de Cabanes précise notamment qu'enfant de parents divorcés, Cabanes « reste avec son père, qui organise en précurseur des rencontres New Age ». Cabanes est active et à l'origine de nombreuses initiatives :

- **Co-fondatrice de l'ONG Notre Affaire à Tous** (en amont de la COP21<sup>207</sup>) à l'origine de l'Affaire du Siècle, en collaboration avec Greenpeace France, OXFAM France et la Fondation pour la Nature et l'Homme (i. e. la Fondation Nicolas Hulot, ex-Fondation Ushuaïa). L'Affaire du siècle est une action en justice contre l'État français devant le tribunal administratif de Paris, pour sa supposée « inaction face aux changements climatiques ». Cette opération a mobilisé, selon la coalition, plus de 2,3 millions de personnes et a débouché sur une condamnation effective de l'État par les tribunaux.

- **À partir de 2012** : Participation à la proposition de lancement d'une initiative citoyenne européenne proposant une directive communautaire sur le crime d'écocide.

- **2015** : Travail sur une proposition d'amendements au Statut de la Cour pénale internationale portant sur le crime d'écocide. Cabanes précise avoir dans ce cadre « co-organisé deux tribunaux citoyens, l'un portant sur

<sup>207</sup> Cabanes précise avoir « aidé durant la COP21 une délégation internationale de représentants autochtones à rédiger 17 recommandations à l'intention des chefs d'États présents à la COP21 ».

<sup>208</sup> Et ancien directeur exécutif (1993 – 2013) de sa branche nigérienne, Environmental Rights Action.

<sup>209</sup> Une ancienne archive (2010) trouvée par la Wayback Machine rapporte de nombreux donateurs dont le Rockefeller Brothers Fund. Aujourd'hui, les bailleurs de fonds restent nombreux. Parmi les fondations, on notera par exemple : Ford Foundation, Charles Stewart Mott Foundation, Gordon and Betty Moore Foundation, Open Society Foundations (George Soros), David and Lucile Packard Foundation, etc.

<sup>210</sup> Au bureau de celle-ci ont notamment figuré 1) Thomas Berry, ancien président de l'American Teilhard Association, nommée en mémoire de Pierre Teilhard de Chardin. En 1988, Berry a publié le livre *Dream of the Earth* aux éditions Sierra Club Books 2) Wangari Maathai.

<sup>211</sup> Cette initiative lancée en 2009 promeut une nouvelle relation entre la Terre et l'humanité, qui ne soit plus anthropocentrique. Il s'agit notamment, est-il précisé, de « reconnaître les droits de la nature dans le contexte de la promotion du développement durable ». Année après année, elle intègre de nouvelles résolutions et de nouveaux rapports. À finalité universaliste – ou mondialiste selon l'angle adopté –, Harmony with Nature est un outil de promotion de l'Agenda 2030 : « ces programmes soutiennent le travail des Nations unies en touchant une audience plus large, avec l'objectif commun de faire progresser l'implémentation des Objectifs de développement durable, en harmonie avec la nature [in Harmony with Nature]. »

• **Conseil auprès des Nations unies** dans le cadre du programme Harmony with Nature de l'agence<sup>211</sup> – où Cabanes promeut notamment la Charte de la Terre.

• **Membre du comité scientifique de la revue La pensée écologique**, dont le directeur de la rédaction, Dominique Bourg, est l'ancien président du Conseil scientifique de la Fondation pour la Nature et l'Homme (2016-2019) de Nicolas Hulot.

• **Membre du comité scientifique de la Fondation Zoein**, une fondation suisse qui développe l'idée d'un revenu de transition écologique (RTE).

• **Co-fondatrice de l'école de droit Wild & Legal**, qui forme « à la doctrine des droits de la nature ». Le programme a été confondu avec notamment William Bourdon (fondateur de Sherpa, une figure de proue des réseaux

Soros en France) et Valérie Cabanes. Il figure par ailleurs au registre de transparence de la Commission européenne, enregistré comme ONG (entité de catégorie III) depuis le 02/01/2020.

• **En novembre 2020**, elle fait partie du groupe international de juristes chargés de produire une définition du droit relatif à l'écocide, à la demande de parlementaires suédois.

Autre membre de l'équipe de l'ONG, nous mentionnerons Marie Toussaint, eurodéputée EELV (Europe Écologie Les Verts) et fondatrice de l'ONG Notre Affaire à Tous, déjà mentionnée. En octobre 2020, elle a fondé une alliance parlementaire internationale pour la reconnaissance de l'écocide, Ecocide Alliance. Celle-ci est l'un des partenaires stratégiques de Stop Ecocide International et comprend par ailleurs l'ASEAN Parliamentarians for Human Rights (APHR, qui rassemble des parlementaires d'Asie du Sud-Est).



## RÉSEAU

La section Network du site de l'ONG ne présente pas des organisations mais des personnalités dont certaines sont à relever :

• **Vandana Shiva**, qui exerce ou a exercé de hautes responsabilités dans une trentaine d'organisations. Auprès de Barbara Ward et de Wangari Maathai, elle participa aux rencontres Sacred Earth Gathering – Wisdom Keepers de la Fondation Manitou du couple Maurice & Hanne Strong. Shiva est membre du World Future Council – où l'on trouve Jane Goodall comme conseillère honoraire.

• **Kumi Naidoo**, qui fut directeur exécutif de Greenpeace International. Boursier Rhodes, il est également présent au sein de nombreuses organisations.

• La styliste médiatique **Vivienne Westwood**.

• **Nnimmo Bassey**, déjà évoqué.

• **Polly Higgins**, cofondatrice de Stop Ecocide, décédée en 2019. En 2010, cette juriste britannique avait soumis aux Nations unies une requête demandant d'intégrer l'écocide parmi les crimes contre l'humanité, au sein de la Déclaration de Rome.

**« Ces programmes soutiennent le travail des Nations unies en touchant une audience plus large, avec l'objectif commun de faire progresser l'implémentation des Objectifs de développement durable, en harmonie avec la nature »**

**Harmony with Nature, initiative des Nations unies**

<sup>211</sup> Cette initiative lancée en 2009 promeut une nouvelle relation entre la Terre et l'humanité, qui ne soit plus anthropocentrique. Il s'agit notamment, est-il précisé, de « reconnaître les droits de la nature dans le contexte de la promotion du développement durable ». Année après année, elle intègre de nouvelles résolutions et de nouveaux rapports. À finalité universaliste – ou mondialiste selon l'angle adopté –, Harmony with Nature est un outil de promotion de l'Agenda 2030 : « ces programmes soutiennent le travail des Nations unies en touchant une audience plus large, avec l'objectif commun de faire progresser l'implémentation des Objectifs de développement durable, en harmonie avec la nature [in Harmony with Nature]. »

• **Niko Paech**, un économiste allemand et ancien représentant de l'Agenda 21 à Oldenburg.

• **Sandor Fulop**, membre du World Future Council et président de l'Environmental Management and Law Association, une ONG hongroise financée notamment par la Commission européenne et la Central European Initiative<sup>212</sup>, mais aussi par des ONG comme DemNet<sup>213</sup>.

• **Jan van de Venis**, expert comme Cabanes auprès du programme Harmony with Nature des Nations unies, membre ou président du bureau de diverses ONG, et ancien conseiller juridique (octobre 2004 – novembre 2007) pour Greenpeace International. Il préside également l'ONG Stand up for your Rights<sup>214</sup>.

• **Wouter Veening**, fellow de Forest Trends (public-privé, le privé comprenant des acteurs économiques comme des ONG) et chairman de l'Institute for Environmental Security, financé par des fonds publics et privés (UICN, Département pour le développement international britannique, etc.), et partenaire d'organisations environnementales publiques comme privées (WWF, University for Peace liée à l'Earth Charter, PNUE des Nations unies, ministère de l'Écologie et du développement durable français, etc.). Cet institut comprend par ailleurs des personnalités qui occupent ou ont occupé des postes d'influence dans les plus hautes instances internationales.

• **Marie-Odile Bertella-Geffroy**, ancienne juge d'instruction et ancienne élue écologiste.

• **Gert-Peter Bruch**.

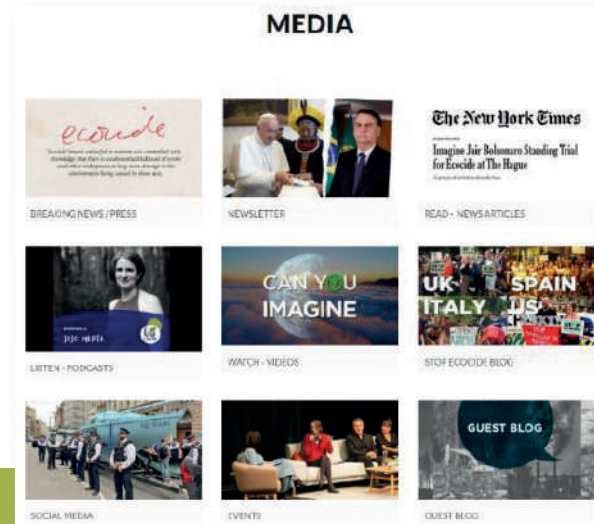
## STOP ECOCIDE INTERNATIONAL

Cette ONG internationale s'est domiciliée aux Pays-Bas, où sa qualité d'organisation d'utilité publique (ANBI) lui permet de bénéficier d'exonérations fiscales. Elle se présente comme « la force motrice derrière, et la plateforme de communication centrale pour, le mouvement mondial croissant pour faire de l'écocide un crime international ». Sa cartographie souligne en effet son rôle de navire-amiral des ONG qui agissent en ce sens.

Stop Ecocide décrit son activité centrale comme dédiée à activer et développer un soutien trans-sectoriel pour une reconnaissance internationale du crime d'écocide. L'organisation déclare – ce que confirme notre cartographie infra à partir des informations de son site – collaborer avec des profils issus de milieux variés à cette fin : diplomates, personnalités politiques, juristes, dirigeants d'entreprises, ONG, groupes religieux et indigènes, influenceurs, experts universitaires, campagnes & individus locaux. Elle dispose de ramifications dans une vingtaine de pays, et se compose d'environ 20 000 membres, qu'elle appelle « Protecteurs de la Terre » (Earth Protectors).

Stop Ecocide précise que son travail « se situe à l'intersection des développements législatifs, de la traction politique et de la narration publique, et a de ce fait un positionnement uniquement dédié tant au soutien qu'à l'amplification de la discussion mondiale » sur le sujet.

L'intérêt quant à la criminalisation de l'écocide trouve un écho à plusieurs niveaux, comme il est précisé : interventions publiques au niveau parlementaire et / ou gouvernemental au travers de motions, pétitions, résolutions, questions parlementaires, livres blancs ou propositions de lois complètes dans divers pays et institutions : Bangladesh, Brésil, Bolivie, Belgique, Canada, Chili, Finlande, France<sup>215</sup>, Luxembourg, Maldives, Mexique, Pays-Bas, Portugal, Écosse, Espagne, Suède, Royaume-Uni, Vanuatu, Parlement européen, Conseil nordique<sup>216</sup>, et Union interparlementaire.



<sup>212</sup> La Central European Initiative définit sa « mission centrale » comme visant à « travailler vers l'intégration européenne et le développement durable grâce à la coopération régionale ». Elle se compose de 17 États-membres d'Europe centrale, orientale et sud-orientale.

<sup>213</sup> Elle-même paravent d'autres organisations qui la financent : Open Society Foundations, EEA Grants (là aussi en cheville avec les réseaux Soros notamment sur la question migratoire, anciennement présidée par le nouveau premier ministre de Norvège, Jonas Gahr Støre), Guerrilla Foundation (créée par Antonis Schwarz, fondateur de la grecque Vouliwatch soutenue notamment par Transparency International et le WWF ; Guerrilla Foundation est membre entre autres de l'EDGE, feuille de vigne des réseaux Soros dont fait également partie la Fondation Charles Léopold Meyer), CIVICUS (Kumi Naidoo)...

<sup>214</sup> Sur les cinq membres de son conseil consultatif, l'ONG comprend trois anciens cadres de Greenpeace dont un ancien cadre d'Amnesty International et un ancien membre du conseil consultatif aux Affaires internationales du gouvernement néerlandais.

## PRÉSENCE MÉDIATIQUE

Stop Ecocide est présente dans les médias. Si sa résonance semble quantitativement modeste sur les réseaux sociaux (13,7K abonnés sur Twitter, 37,3K abonnés sur Facebook, 1,92K abonnés sur YouTube où la vidéo la plus vue atteint seulement 12K vues), ses communiqués de presse et les articles écrits par ses membres ou des contributeurs d'autres structures (comme le World Economic Forum) participent de la diffusion de ses travaux.

Stop Ecocide a été présente lors de la COP26, où elle est intervenue à 14 reprises entre le 3 et le 12 novembre sur les sujets suivants, dans les tables rondes :

- Parvenir à la durabilité : rôle des entreprises, action en justice stratégique et loi sur l'écocide.
- Événement de lancement sur la vision d'un Green State indépendant – en présence notamment de parlementaires, de diplomates et d'activistes.
- Loi sur l'écocide et financer l'avenir.
- Vendredi think-tanks : autonomiser (empower) chacun.

## DÉFINITION DE L'ÉCOCIDE

Le 22/06/2021, Stop Ecocide Foundation, partie intégrante de Stop Ecocide International, a publié sa définition de l'écocide, formulée par un comité de juristes (et suivie d'un commentaire de plusieurs pages) :

Les retombées dans la presse ont été notables dans plusieurs pays, avec des articles titrant notamment que l'écocide avançait de ce fait d'un pas supplémentaire vers sa reconnaissance.

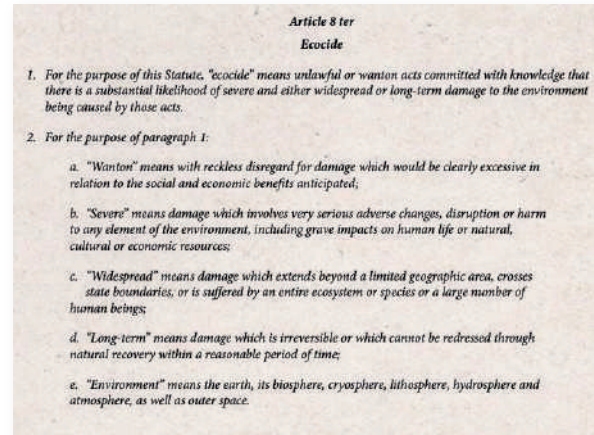
L'ONG réclame un amendement du statut de Rome de la Cour criminelle internationale, qui touche les 123 membres qui en sont signataires. Les États ratificateurs doivent ensuite transposer les dispositions de ce statut dans leur droit intérieur.

## BUREAU CONSULTATIF

Comme sur de nombreux sites d'ONG, le CV des membres est très succinct. Pour cerner leur influence potentielle, leur « aura », d'autres sources doivent être généralement utilisées.

- Nous avons déjà vu certains profils : Valérie Cabanes, Nnimmo Bassey, Gail Bradbrook (cofondatrice d'Extinction Rebellion) et Mindahi Bastida.
- Baltasar Garzón, juriste, ancien juge d'instruction et homme politique espagnol. Le 26 août 2021, le Comité des Droits de l'Homme de l'ONU a conclu que dans au moins deux procès, les poursuites pénales engagées par Garzón étaient « arbitraires et ne respectaient pas les principes d'indépendance et d'impartialité de la justice ».

- Loi sur l'écocide et façonner l'avenir.
- Sommet de l'organisation des législateurs mondiaux (GLOBE<sup>217</sup>) – auxquels Jojo Mehta s'est adressée, au parlement écossais.
- Résolutions climat : mettre fin à la guerre contre le monde naturel.
- Solution juridiques pour protéger l'avenir de la vie sur Terre : criminaliser l'écocide et étendre les droits de la Nature.
- Protéger la Terre-mère : garde sacrée & loi sur l'écocide. Cette table ronde a eu lieu à deux reprises (8 et 9 novembre), la seconde s'étant déroulée en espagnol avec des intervenants hispanophones.
- Foi pour une loi sur l'écocide.
- Écocide : s'unir derrière une loi pour protéger les peuples & la planète.
- Loi sur l'écocide et justice climatique.
- Stop Ecocide à la COP26 : progrès et prochaines étapes.



- Richard Rogers, associé du cabinet Global Diligence LLP (dont l'expansion qui se présente « à but non lucratif » est Climate Counsel, une ONG que nous cartographions infra). Il a par le passé occupé des postes de haut niveau aux Nations unies ainsi qu'à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Il a par ailleurs été consultant auprès de plusieurs gouvernements ainsi que de l'influent cabinet Deloitte. En parallèle, Richard Rogers est expert au sein du groupe d'inspection de la Banque mondiale et de la Stabilisation Unit du gouvernement britannique (unité intergouvernementale dirigée par le National Security Council), et il dispose d'une habilitation de sécurité du gouvernement britannique. Son cabinet travaille en outre en partenariat avec plusieurs ONG<sup>218</sup> :

<sup>215</sup> Pour la France, un communiqué de Stop Ecocide du 24/08/2021 a rapporté que le droit français a intégré l'écocide à ses dispositions à deux titres, dans la Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets : l'écocide est un délit au regard de l'article 231-3, et le gouvernement est obligé, selon l'article 296 de la nouvelle loi, de fournir sous un an un rapport au Parlement sur « son action en faveur de la reconnaissance de l'écocide comme d'un crime qui peut être jugé par les cours criminelles internationales ».

<sup>216</sup> Sis au Danemark, le Conseil nordique est un forum de coopération pour les institutions parlementaires des pays nordiques. Il se compose de huit membres : Danemark, Finlande, Islande, Norvège, Suède, Îles Féroé, Groenland et Åland.

<sup>217</sup> Les législateurs de GLOBE ont été actifs durant le Sommet de Rio de 1992, et l'organisation a été cofondée par des législateurs transpartisans du Congrès américain, du Parlement européen, de la Diète (i. e. le Parlement) du Japon et de la Douma russe. GLOBE est partenaire notamment du PNUE.

<sup>218</sup> Global Witness est une ONG majeure des réseaux de l'Open Society (George Soros) ; l'IPHR a quatre bailleurs de fonds : Commission européenne, Open Society, SIDA (Agence de développement international du gouvernement suédois), et National Endowment for Democracy (NED, feuille de vigne de la CIA), et ses partenaires appartiennent également aux réseaux de l'Open Society ; Project Expedite Justice ne fournit pas ces informations ; Greenpeace ; Truth Hounds, partenaire des réseaux Soros ainsi que de Freedom House, du Sigråd Rausing Trust et du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) ; FIDH, financée par des pouvoirs publics nationaux et internationaux (dont la Commission européenne) et des fondations privées (dont l'Open Society et la Oak Foundation) ; NIM (Not one more), qui ne fournit pas ces informations ; Stop Ecocide.



- **Kate Mackintosh**, directrice exécutive du Promise Institute de l'UCLA, qui revendique un rôle majeur dans la définition juridique de l'écocide. Elle fut par le passé (octobre 2012 – décembre 2017) registratrice adjointe au tribunal international pour l'ex-Yougoslavie, chercheuse associée à l'Overseas Development Institute, un think tank du pouvoir britannique<sup>219</sup>, ancienne membre de Médecins Sans Frontières (comme conseillère juridique puis comme membre du bureau, le tout étalé entre mars 2003 et août 2012).
- **Ken Kitatani**, directeur général de l'International Council on Environmental Economics & Development (ICEED), un programme affilié au Conseil économique et social (ECOSOC) des Nations unies et qui vise avant tout à promouvoir l'adoption des Objectifs de développement durable (ODD). Il a par ailleurs coprésidé le bureau consultatif du Center for Earth Ethics (CEE), dont la création a découlé – le logo est en outre le même – de l'événement Religions of the Earth lors de la Climate Week 2014 à New York, un syncrétisme aux accents New Age<sup>220</sup>. De 2008 à 2020, Ken Kitatani a été le directeur exécutif du défunt Forum 21<sup>221</sup>, qui se présentait comme une plateforme pour que la parole publique puisse s'exprimer sur ses vœux quant au XXI<sup>e</sup> siècle<sup>222</sup>. Le programme Harmony with Nature de l'ONU fournit des compléments du pedigree de Kitatani : bureau du Committee of Religious NGO des Nations unies, bureau de la Society for Conservation Biology<sup>223</sup> (dédiée à la protection de la biodiversité), observateur permanent – pour les questions financières – au Comité de l'ONU sur le changement climatique, ainsi que sur la plateforme onusienne concernant les communautés locales et les peuples indigènes. Il est également consultant auprès de la Scholas Occurrentes Foundation du Vatican<sup>224</sup>, de la Loka Initiative (cofondée par une ancienne directrice du

WWF US) de l'Université du Wisconsin, de la Grounded Foundation (voir infra), de l'Happiness Alliance<sup>225</sup> et de l'Unification Fund de l'ICV Group<sup>226</sup>.

- (Sir<sup>227</sup>) **Jonathon Porritt**, directeur et fondateur du Forum for the Future<sup>228</sup>, une organisation qui vise à conduire (« accélérer ») le changement en faveur d'un « avenir durable » et revendique travailler avec des entreprises, des gouvernements et des ONG<sup>229</sup>. Sa fiche Wikipédia souligne qu'il « contribue fréquemment à des magazines, journaux et livres, et apparaît à la radio et à la télévision ». Directeur de la branche britannique de Friends of the Earth de 1984 à 1990, il fit passer l'ONG de 12 700 à 226 300 membres. En 1987, il publia le Friends of the Earth Handbook. Porritt a par la suite (1991 – 2005) intégré la branche britannique du WWF, dont il fut un administrateur. Il a par ailleurs assisté au Sommet de Rio de 1992 et a écrit une introduction pour The way forward : beyond Agenda 21, qui analysait les réussites et les échecs du sommet cinq ans après. Pour le gouvernement britannique, Porritt a présidé la Commission sur le développement durable en juillet 2000. Il est en outre auteur de livres, le dernier s'appelant Hope in Hell. A decade to confront the climate emergency, au titre aligné sur l'Agenda 2030. Enfin, entre autres fonctions et affiliations<sup>230</sup>, Porritt a été nommé en 2018 président de l'ONG Population Matters, dont l'ancien nom (explicite) était Optimum Population Trust.

- **Julia Jackson**, fondatrice de Grounded, une « organisation philanthropique » qui vise à proposer des solutions climatiques<sup>231</sup>.

<sup>219</sup> Financé principalement pour l'année 2019-2020 par le Département pour le développement international britannique (DfID, 13M£). Suivent : Fondation Bill & Melinda Gates (1,4M£) et l'Australian Department of Foreign Affairs and Trade (1,1M£), SIDA, Omidyar Network, IKEA Foundation, Agence française de développement... À des niveaux moindres se trouvent l'ONU, l'Open Society, OXFAM...

<sup>220</sup> Le CEE remercie ses quatre partenaires pour cet événement : Union Theological Seminary ; The Interfaith Center of New York (financé par quelques fondations mais surtout par des dons individuels) ; GreenFaith (fondé par 14 organisations religieuses et / ou de conservation de l'environnement) ; Council for a Parliament of the World's Religions (dont l'un des domaines d'activité est le climat), financé par le PNUE, l'entreprise Amazon, la John Templeton Foundation (partenaire notable de The Pew Charitable Trusts ou de la Bezos Family Foundation), ou encore l'Institute for Ecological Civilization (i. e. Towards an Ecological Civilization, lui-même partenaire d'organisations telles qu'Earth Charter International ou la David Suzuki Foundation).

<sup>221</sup> Le site reste accessible via la Wayback Machine.

<sup>222</sup> Parmi les organisations partenaires du forum, nous noterons la présence d'Earth Charter International. Les autres partenaires sont : UN NGO Committee on Spirituality, Values and Global Concern, Alabama Center for Rural Enterprises, Center for Earth Ethics, Happiness Alliance, Interspiritual Network, Institute of Noetic Sciences, Presence International, Towards an Ecological Civilization. En d'autres termes, il s'agit de partenaires presque exclusivement New Age.

<sup>223</sup> Ses bailleurs de fonds sont nombreux. Nous en citerons seulement quelques-uns, dont certains récurrents dans notre étude : entreprise Amazon, Audubon, Conservation International, Gordon and Betty Moore Foundation, International Fund for Animal Welfare (IFAW), MacArthur Foundation, The Nature Conservancy, Wildlife Conservation Society, WWF.

<sup>224</sup> Financée notamment par ONE Campaign, la FAO des Nations unies, l'OCDE, la Banque inter-américaine de développement, Google.

<sup>225</sup> L'Happiness Alliance a notamment développé un « Happiness Index ».

<sup>226</sup> Une organisation qui promeut et finance le « changement systémique et durable ». Elle endosse les ODD de l'ONU et a accueilli la New Age Jane Goodall parmi ses différents conférenciers. ICV a été fondée par Robert Smith, qui possède lui-même plusieurs casquettes : administrateur international de Religions for Peace (d'inspiration New Age), membre du comité consultatif de l'International Peace Institute (financé par des gouvernements et des ONG dont la Fondation Bill & Melinda Gates), membre du bureau consultatif sur l'investissement durable du Fonds d'équipement des Nations unies (UNCDF), ainsi que consultant senior pour les levées de fonds et les partenariats auprès du Secrétaire permanent du Sommet mondial des lauréats du prix Nobel.

<sup>227</sup> Anobli et membre du Most Excellent Order of the British Empire.

- Nabil Ahmed, fondateur de INTERPRT, « dirigé par un groupe de chercheurs, d’architectes et de designers spatiaux dédiés aux plaidoyers en faveur de la justice environnementale ».

- Mike Mansfield QC (i. e. Queen’s Counsel, conseiller auprès de la Reine d’Angleterre) et avocat en Droits de l’Homme. Fondateur du cabinet de juristes Nexus Chambers.

- Clare Dubois, fondatrice et PDG de TreeSisters, dont l’objectif est d’accélérer la reforestation tropicale via le leadership des femmes, en les autonomisant (empowerment)<sup>232</sup>.

- Patrick Alley, cofondateur et directeur de Global Witness<sup>233</sup> (depuis 1993). Global Witness, en plus d’être connue pour

avoir inspiré le film Blood Diamond (réalisé par Edward Zwick, membre de Global Witness) est, comme déjà évoqué, une ONG centrale de la galaxie Open Society de George Soros. Le montant des subventions que lui accorde l’Open Society est en effet notable :

<b>Global Witness</b>	2020	\$6,800,000
<b>Global Witness</b>	2019	\$268,000
<b>Global Witness</b>	2018	\$6,300,000
<b>Global Witness</b>	2018	\$250,000
<b>Internship</b>	2018	\$18,060
<b>Global Witness</b>	2017	\$2,665,000
<b>Global Witness</b>	2016	\$2,374,000

o **Comité consultatif** : **Aryeh Neier**, président de l’Open Society de 1993 à 2012 mais aussi fondateur de l’ONG Human Rights Watch, très généreusement soutenue par l’Open Society ; **Mabel van Oranje**, cofondatrice avec George Soros de l’European Council on Foreign Relations, mais aussi responsable pendant onze ans (1997 – 2008) de l’Open Society (directrice du bureau bruxellois, puis directrice pour le plaidoyer international) en plus d’autres fonctions mentionnées ailleurs dans notre étude ; **Anita Ramasatry**, Senior Research Fellow et membre du bureau consultatif international de l’Institute for Human Rights and Business (IHRB), financé entre autres par l’Open Society<sup>236</sup> ; **Bennett Freeman**, membre du comité directeur du Natural Resources Governance Institute (NRGI), nouvelle mouture du Revenue Watch Institute cofondé par Soros, et ancien membre d’autres organisations financées par Soros :

Plusieurs membres-clés de cette ONG soulignent la prégnance de l’Open Society :

o **Comité directeur** : **Simon Taylor**, cofondateur. En 2002, Taylor a lancé avec George Soros la coalition « Publiez ce que vous payez » (Publish what you pay), qui a débouché sur la création de l’Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE)<sup>234</sup> ; **Fatima Hassan**, ancienne directrice exécutive de l’Open Society Foundations for South Africa (OSF SA) ; **Juana Kweitel**, également directrice exécutive de Conectas, dont le site dit de Kweitel qu’elle fut « *l’une des 12 leaders d’ONG du monde choisie par l’Open Society pour recevoir un soutien pour deux ans pour implémenter sa vision du changement à l’organisation* » ; **Olanrewaju Suraju**, président de HEDA (Human and Environmental Development Agenda) Resource Centre, une ONG nigériane financée notamment par l’Open Society et la MacArthur Foundation<sup>235</sup>.

<sup>228</sup> Cofondé avec Sara Parkin (ancienne présidente de Population Matters, membre du groupe consultatif de Population and Sustainability Network, membre du comité directeur environnemental de Climate Care) et Paul Ekins (directeur fondateur de l’imposante New Economics Foundation, ancien administrateur des Right Livelihood Award, ancien conseiller honoraire de The Other Economic Summit USA, ancien membre du comité directeur environnemental de Climate Care).

<sup>229</sup> Parmi les très nombreux noms figure le David Rockefeller Fund.

<sup>230</sup> Source Watch a relevé une trentaine d’organismes, entre fondations environnementales et lobbies en faveur des énergies renouvelables. Le site personnel de Jonathon Porritt en donne d’autres, tout aussi nombreux, parmi lesquels Earth Charter, Environmental Law Foundation, Marine Conservation Society, et fellow de la Findhorn Foundation – d’essence New Age, pour rappel.

<sup>231</sup> Les partenaires de son « écosystème » sont Stop Ecocide Foundation, The Fountain, One Earth, Amazon Frontlines (financée notamment par Earth Alliance et la Fondation Manitou), et Only One (cofondée par la SealLegacy et la Blue Sphere Foundation – devenue Only One). Son partenaire membre est Confluence Philanthropy, un gestionnaire d’actifs qui revendique comme mission de « transformer la pratique de l’investissement en alignant le capital avec les valeurs de notre communauté que sont la durabilité, l’équité et la justice. Nous soutenons et stimulons un réseau de membres provenant de fondations privées, publiques et communautaires ; de family offices ; de donateurs individuels ; et leurs conseillers en investissements qui partagent les mêmes valeurs représentent 92 milliards de dollars en actifs philanthropiques gérés, et plus de 3,5 milliers de milliards de dollars en capital géré ». Le bureau directeur du fonds comprend notamment un vice-président du Rockefeller Philanthropy Advisors et la directrice du comité d’investissement de la Sierra Club Foundation. Le partenaire marketing de Grounded est la Bank of the West de BNP Paribas. Quant aux partenaires médiatiques, ils comprennent notamment BBC StoryWorks et la branche américaine de The Guardian.En parallèle, Grounded comprend plusieurs « solutionnistes », dont le profil oscille entre les dirigeants de business énergétique ou environnementaliste (Newlight Technologies, Frost Methane Labs, Sustainable Ocean Alliance, Native Renewables…) ou d’ONG (SeaLegacy, 350.org, The Oxygen Project…), ainsi que d’autres entreprises et profils variés, dont certains déjà vus (Jojo Mehta de Stop Ecocide, Mindahi Bastida de The Fountain).

<sup>232</sup> Parmi les partenaires de l’ONG figurent Global Citizen (particulièrement influente auprès de la présidence de la Commission européenne, cf. notre étude sur l’influence législative des ONG), Health in Harmony (financée notamment par : Ford Foundation, David and Lucile Packard Foundation, The Nature Conservancy), 1% for the Planet (financée notamment par : Audubon, Sierra Club Foundation, Conservation International), Unify (une ONG New Age, qui pratique entre autres les « méditations synchronisées au niveau mondial »), One Million Women (qui prétend réunir des femmes du monde entier pour mener une « révolution du mode de vie pour lutter contre la crise climatique »), et dont Sylvia Earle est l’une des nombreuses ambassadrices), World Pulse (qui revendique bénéficiaire de la couverture médiatique notamment de : BBC, CNN, The New York Times, TIME Magazine, et bénéficie du soutien de Jane Goodall ou encore de la directrice exécutive des Nations unies, Phumzile Mlambo-Ngeuka ; World Pulse est notamment financée par : Oak Foundation, Bill & Melinda Gates Foundation, William and Flora Hewlett Foundation ; parmi ses partenaires figurent : WorldWide Web Foundation, Wikimedia Foundation, UN Women, Global Fund for Women, OXFAM…), Rights of Mother Earth, Conservation International, Sacred Planet (New Age), l’imposante Global Wildlife Conservation, Amazon Watch (financé notamment par : Oak Foundation, Rockefeller Brothers Fund, Tides Foundation, et aux nombreux partenaires), Awakening Women (New Age), etc.

<sup>233</sup> Charmian Gooch, également cofondatrice et codirectrice de Global Witness, est membre des Young Global Leaders du World Economic Forum. Nous pouvons nous appuyer sur l’exemple de Global Witness pour illustrer la diffusion de concepts dans les médias. Les bureaux directeurs et / ou administratifs des ONG se composent de personnalités liées au monde médiatique d’une manière ou d’une autre. Le bureau directeur de Global Witness par exemple accueille Gabrielle « Gaby » Darbyshire, cofondatrice et ancienne COO de Gauker Media, directrice du bureau de GOOD Worldwide (où l’on trouvait jusqu’en 2018 Eli Pariser, ancien directeur exécutif de la sorosienne MoveOn.org), ainsi que Kirsty Lang, présentatrice à la BBC et journaliste « avec 30 ans d’expérience » (selon son profil LinkedIn), présente ou l’ayant été sur plusieurs chaînes : BBC, Channel 4, Sunday Times, en plus d’être membre du bureau administratif du British Council. Membre du bureau consultatif, Arlene McCarthy, quatre mandats au Parlement entre 1994 et 2014, anoblie par la reine, nommée parmi les 100 femmes les plus influentes de la finance européenne en 2010, 2011 et 2012, parlementaire de l’année en 2014 pour sa contribution à la réforme des marchés financiers, mais aussi conseillère sur les questions financières auprès du président de Bloomberg, groupe financier du milliardaire américain du même nom – Bloomberg diffuse de l’information économique et financière mais aussi de l’information via de nombreux supports : presse, télévision (Bloomberg TV), radio, Internet, livres ; Darlene Lee, membre du bureau et ancienne directrice exécutive de l’Earth Law Center, a été directrice générale de l’Institut Ipsos à Hong-Kong de novembre 2011 à septembre 2014.

Institute for Human Rights and Business, Oxfam America, et Global Network Initiative ; Camille Massey, membre du Council on Foreign Relations, de l’American Bar Association et entre autres directeur de communications chez la sorosienne Human Rights First ; Silas Siakor, récipiendaire du Goldman Environmental Prize en 2006, ancien directeur du Sustainable Development Institute au Liberia (partenaire d’OSIWA), nommé parmi les Héros de l’Environnement par TIME Magazine en 2008, récompensé en 2012 par l’Alexander Soros Foundation Award for Extraordinary Achievement in Environmental and Human Rights Activism.

## SUPPORTERS D’UNE LOI SUR L’ÉCOCIDE

Stop Ecocide dispose de soutiens de poids et de domaines variés :

- **Pape François**,

- **Jane Goodall**, fondatrice du Jane Goodall Institute et Messagère de Paix des Nations unies,

- **Antonio Guterres**, secrétaire général des Nations unies,

- **Greta Thunberg**. Le laïus accompagnant son nom précise que Thunberg et trois autres militantes ont écrit une lettre ouverte pour la reconnaissance de l’écocide de 16/07/2020. L’une de ces trois militantes est **Luisa(-Marie) Neubauer**, dont nous avons déjà parlé dans la première partie de notre étude,

- **Princesse Esmeralda de Belgique**,

- **Paul McCartney**, ancien Beatles et cofondateur de Meat Free Monday,

- **Tarja Halonen**, ancienne présidente de la Finlande (2000 – 2012),

- **Richard Falk**, déjà mentionné au cours de notre historique sur le concept d’écocide. Présenté ici comme ancien rapporteur spécial pour l’ONU et élaborateur de la Convention sur l’écocide de 1973. Rappelons ici qu’il fut un fellow de la très New Age Lindisfarne Association.

- **Vandana Shiva**,

- **Frans Timmermans**, premier vice- président de la Commission européenne,

- **Cara Delevingne**, mannequin, cf. infra, l’ONG EcoResolution,

- **Nnimmo Bassey**,

- **Kurikindi (de Kitchwa)**, un chamane équatorien. Il est par ailleurs consultant pour le College of Psychic Studies, qui présente sa mission comme dédiée à « l’évolution de la conscience. Nous avons été fondé en 1884 pour soutenir et encourager la recherche empirique dans l’ésotérisme »<sup>237</sup>. Il est également membre de la Findhorn Foundation, d’inspiration New Age.

- **Fadjar Schouten-Korwa**, avocate en droits de l’Homme. Elle a notamment mis en avant le concept d’écocide au travers de plusieurs conférences et interventions médiatiques.



<sup>234</sup> Nous reprendrons ici une partie de ce que nous écrivions dans Soros l’Impérial : « LITIE [...] est soutenue à la fois par ‘une coalition de représentants du gouvernement, des entreprises et de la société civile’. Elle ‘cherche à renforcer les systèmes des gouvernements et des entreprises, à éclairer le débat public et à faciliter la compréhension’ [...]. L’organisation illustre avec pertinence le conflit d’intérêts et les manœuvres de Soros, qui porte comme souvent la double casquette d’investisseur et de ‘philanthrope’. LITIE demande aux pays disposant de minerais, gaz, pétrole et autres ressources, de transmettre les chiffres des bénéfices de leurs entreprises, afin de s’assurer de leur ‘bonne gouvernance’, ‘transparence’, ‘éthique’ (compliance), etc. Pour le secteur du bois en RDC par exemple : ‘les statistiques de production, d’exportation et de commercialisation seront désormais publiées à travers les rapports ITIE pour que l’outil ITIE devienne à la fois un modèle favorisant la gouvernance dans le pays et une référence’ (rapport de 2010). Aujourd’hui, de très nombreuses entreprises et organisations qui font des affaires dans les activités extractives en sont membres. »

<sup>235</sup> L’HEDA Resource Centre a financé 20 journalistes au moyen de subventions allouées à ce titre par l’Open Society et la MacArthur Foundation.

<sup>236</sup> Ramasatry est aussi membre et ancienne présidente du groupe de travail des Nations unies sur les entreprises et les droits de l’Homme, et ancienne conseillère sur la récupération des actifs auprès de la Banque mondiale.

<sup>237</sup> Cet établissement est présidé par Geoffrey Dart, Commandeur de l’Ordre de l’Empire britannique (CBE). L’un de ses administrateurs, Ian Kaye, a été formé par le UK Healing Trust, lui-même ésotérique, qui se présente comme « l’une des plus respectées et des plus professionnelles des organisations de guérison spirituelle au monde », publiant notamment Spiritus Magazine. Une lecture de la fiche Wikipédia consacrée au College of Psychic Studies et à ses figures fondatrices souligne son caractère intégralement ésotérique.

- **Sir Shridath Ramphal**, ancien secrétaire général du Commonwealth et auteur de *Our Country, the Planet*. Son parcours est en réalité plus fourni, comme le souligne Source Watch : co-président de la Commission sur le gouvernement mondiale, président de l’UICN, président du comité consultatif international du programme LEAD (Leadership in Environmental and Development) de la Rockefeller Foundation, conseiller spécial (en 1991) auprès du secrétaire général de la Conférence sur l’Environnement et le Développement des Nations unies (UNCED)<sup>238</sup>, membre de la Commission Brundtland<sup>239</sup>, délégué d’Earth Charter International, lauréat du prix Indira Gandhi pour la Paix, et « *ami* » de l’International Institute for Sustainable Development<sup>240</sup>.

- **Marianne Williamson**, considérée comme la conseillère spirituelle de la très influente Oprah Winfrey (The Oprah Winfrey Show).

- **David Suzuki**, généticien fondateur de la David Suzuki Foundation et dont nous avons déjà parlé dans notre première partie.

- (Sir) **Jonathon Porritt**, membre du bureau consultatif de l’ONG et déjà cartographié supra.

- **Marie Toussaint**, déjà cartographiée,

- **Kumi Naidoo**, déjà cartographié,

- **Lynne Twist**, cofondatrice de Pachamama Alliance, voir infra.

- **Maude Barlow**, cofondatrice du Council of Canadians, de Blue Planet Project, et présidente du bureau de Food and Water Watch (centrée sur les questions alimentaires, mais aussi climatiques), mais aussi ancienne administratrice de la Global Alliance for the Rights of Nature (GARN). Barlow a reçu de nombreux prix, dont le Right Livelihood Award en 2005, ou l’EarthCare Award en 2011 – la plus haute distinction internationale du Sierra Club.

- **Michael Mansfield QC**, membre du bureau consultatif de l’ONG.

- **Jyoti Ma**, fondatrice de The Fountain, déjà évoquée dans une note supra.

- **Jessica Sweidan**, fondatrice de Synchronicity Earth. La synchronicité est un concept développé par le psychanalyste Carl Gustav Jung, et qui a été repris par les tenants du New Age. Sweidan est par ailleurs Patron of Nature à l’UICN et a été nommée Conservation Fellow honoraire à la Société zoologique de Londres.

- **Ervin László**, fondateur du Club de Budapest et ancien membre du Club de Rome. Systémicien / cybernéticien, il est également imprégné de la spiritualité New Age qui transparaît dans plusieurs de ses écrits et concepts : théorie du champ akashique, conscience quantique, immortalité de l’esprit, etc.

- **Roz Savage**, membre de l’Ordre de l’Empire britannique et membre de la Royal Geographic Society. Sa fiche wikipédia la présente comme une Héroïne du Climat auprès des Nations unies, une présentatrice qualifiée du Climate Reality Project (d’Al Gore), une athlète ambassadrice de 350.org, et plusieurs autres distinctions comme l’Aventurière de l’Année 2010 par le National Geographic.

- **Dos Winkel**, fondateur de la Sea First Foundation, une ONG néerlandaise qui promeut la conservation des océans par l’éducation. Elle est notamment partenaire de Seas at Risk et Eurogroup for Animals, deux ONG présentes auprès de la Commission européenne.

- **Cindy Forde**, fondatrice de Planetari, une plateforme qui vise à fournir du contenu éducatif aux enfants pour qu’ils « *prennent soin de la planète* ». Elle promeut notamment les Objectifs de développement durable et souligne l’opportunité business que ceux-ci représentent sur les marchés : 12 trillions (milliers de milliards) de dollars par an. Déjà cartographié supra, Sir Jonathon Porritt y joue un rôle de conseiller.

- **Vijay Mehta**, notamment président de l’ONG internationale Uniting for Peace (depuis 1979), et ancien administrateur du Fortune Forum, fondé par sa fille Renu Mehta et impulsé par Bill Clinton. Le Fortune Forum a des partenaires comme les Nations unies, la Fondation des Nations unies, la Croix-Rouge ou encore la Fondation du Prince Albert II de Monaco.

- **Antoinette Vermilye**, cofondatrice de la Gallifrey Foundation, qui pratique la venture philanthropy, i. e. « *une nouvelle forme de philanthropie qui adapte les principes de la sélection et le développement d’entreprises à fort potentiel de croissance entre autres) aux besoins du secteur caritatif* ». Cette fondation a noué des partenariats avec plusieurs ONG (dont certaines sont influentes) : Mission Blue, UICN, WWF, The Klosters Forum<sup>241</sup>, Plastic Pollution Coalition, Deep-Ocean Stewardship Initiative, Sargasso Sea Commission, IPEN (International Pollutants Elimination Network).

- **Jeremy Lent**, fondateur du Liology Institute. Son approche peut être vue comme découlant du New Age : son site web personnel présente son livre *The Web of Meaning* comme « [*intégrant*] *la science et la sagesse traditionnelle pour dessiner une fondation solide pour une vue mondiale de l’interconnectivité profonde* ». Le Liology Institute développe une approche dans la même veine. La « liologie » y est définie comme « une pratique consistant à expérimenter la vie d’une manière intégrée, incarnée et connectée ». S’inspirant de la théorie du chaos, la liologie « voit l’humanité comme une entité fractale au sein du système naturel de la Terre ». Par ailleurs, Lent propose une analyse comparée de la liologie avec d’autres spiritualités ou disciplines scientifiques : bouddhisme, pensée chinoise traditionnelle, théorie des systèmes dynamiques, neuroscience, environnementalisme, non-dualité.

- **Caroline Lucas**, députée britannique, ancienne dirigeante du Green Party d’Angleterre et du Pays de Galles et ancienne eurodéputée. Entre autres organisations, elle a fait partie du Green New Deal Group, qui promeut le passage aux énergies renouvelables et à une économie verte, notamment pour résoudre à grande échelle la « **crise climatique** ».

- **Marilyn Turkovich**, directrice exécutive de l’International Charter for Compassion, une ONG aux accents New Age – à l’image de ses partenaires stratégiques – dont le logo renvoie à l’ésotérisme par sa représentation d’un Ouroboros. On y retrouve notamment Lynne Twist, cofondatrice de la Pachamama Alliance. L’ONG a été fondée par Karen Armstrong, récipiendaire du prix TED en 2008 et conseillère spirituelle d’une autre organisation New Age, la One Spirit Learning Alliance<sup>242</sup>. Armstrong fut par ailleurs membre du groupe de haut niveau de l’Alliance des Civilisations des Nations unies.



- **Volker Quaschnig**, cofondateur de Scientists For Future (S4F), composé de scientifiques, universitaires et chercheurs qui soutiennent « le mouvement climatique mondial ». Leur déclaration de mission a été publiée dans la revue allemande nommée GAIA.

- **Sian Sutherland**, cofondatrice de A Plastic Planet, une ONG qui travaille avec des acteurs publics et privés, dont des ONG et l’ONU. Elle rapporte bénéficier d’une couverture médiatique.

- **Jan van de Venis**, juriste notamment expert pour l’initiative Harmony with Nature des Nations unies, vice-président de Network of Institutions for Future Generations (NIFG), une ONG galloise, et président du bureau exécutif de Stand Up for Your Rights, qui défend « *un avenir durable sur la planète Terre* ».

- **Margaret Rose Goddard**, juriste et consultante entre autres sur le développement durable, l’anti-corruption et la transparence. Elle a fondé plusieurs initiatives dont la U-Solve School of Empathic Leadership & Entrepreneurship, qui travaille notamment sur la « *mesure d’impact pour une lisibilité des Objectifs de développement durable* ».

- **Anna Guyer**, fondatrice (2003) de Greenhouse, qui se présente comme une agence d’experts en communication environnementale, dont certains clients nous sont connus : UICN, WWF, Triodos Bank<sup>243</sup>, mais aussi la branche énergies renouvelables d’EDF. Par le passé, Guyer fut directrice chez Hill & Knowlton (1995 – 2000) et directrice de développement chez Ogilvy Adams & Rinehart (2001 – 2002).

- **George Monbiot**, auteur et journaliste dont les principaux revenus proviennent d’un contrat de pigiste pour The Guardian, pour lequel il écrit depuis 1996.

- **Cassie Yukawa-McBurney**, pianiste. Elle est l’épouse de Simon McBurney, membre de l’Ordre de l’Empire britannique et ambassadeur de l’ONG Survival International, une ONG mondiale pour les droits des peuples indigènes.

- **Zoe Cohen**, présentée comme une influenceuse LinkedIn. Elle est aussi un soutien d’Extinction Rebellion et la fondatrice de la Climate Coaching Alliance, qui vise à « participer à un changement positif dans la conscience humaine, pour de grands changements systémiques mondiaux vers un futur vraiment régénérateur », notamment au travers du lobbying auprès des décideurs politiques.

- **Division européenne de la World Peace Prayer Society**, une ONG d’inspiration japonaise en faveur de la paix universelle affiliée depuis 1990 au département de l’Information publique des Nations unies. À vocation universaliste, elle promeut elle aussi l’unicité de l’humanité :



- **Suzanne Dhaliwal**, activiste sur, entre autres, le climat et la « *justice environnementale* ». En 2018, l’Evening Standard – un quotidien londonien – l’a nommée parmi les londoniennes les plus influentes sur la question environnementale. Elle a par ailleurs écrit plusieurs articles pour The Guardian et s’est impliquée dans plusieurs organisations : Climate Reform, UK Tar Sands Network (contre le pétrole bitumineux de l’Alberta<sup>244</sup>), etc.

- **Sam Roddick**, qui fut consultante chez Resurgence, évolution de la revue The Ecologist. Activiste, elle est la fille d’Anita Roddick, récipiendaire entre autres de la médaille Audubon de 1993, faite Officier de l’Ordre de l’Empire britannique en 1988 et élevée au rang de Dame Commander en 2003, honneurs Eyes on the Environment du PNUE en 1997, British Environment and Media Award en 1999, Spirit of the Rainforest du Rainforest Action Network en 2006, etc.

- **Simon Hamilton**, cofondateur et directeur de The Hamilton Group, dont le slogan est « *cocréer un monde intégré* »<sup>245</sup>.

- **Ukpeme Okon**, juriste, directrice nationale de l’International Federation of Women Lawyers (États-Unis), présidente de la Guild of Adjudicators in Nigeria (GAIN), et Ambassadrice pour la Paix de l’Universal Peace Federation.

- **Nina Marenzi**, fondatrice et directrice de The Sustainable Angle et de Future Fabrics Expo. Ces organisations soutiennent des projets durables dans la mode et le textile.

<sup>238</sup> Recruté à ce titre par Maurice Strong lui-même, en vue du Sommet de Rio de 1992. Cf. l’autobiographie de Strong, emp. 3188.

<sup>239</sup> Également impulsée par Maurice Strong et qui déboucha sur la pérennisation du concept de développement durable avec le rapport Brundtland de 1987.

<sup>240</sup> Ces « amis » comptent également Gro Harlem Brundtland du rapport du même nom. L’Institut a compté parmi ses « fellows distingués » Maurice Strong et Jim MacNeill, ancien secrétaire général de la Commission Brundtland et ami de Maurice Strong depuis la Conférence de Stockholm de 1972 (cf. l’autobiographie de Strong, emp. 4344).

<sup>241</sup> Notamment conseillée par des personnalités d’ONG influentes : Andrew Sharpless, PDG d’OCEANA, ou Sally O’Brien, vice-présidente senior du Pew Charitable Trusts.

<sup>242</sup> Il s’agit d’une énième organisation où nous retrouvons des éléments de langage qui se rapportent au New Age et plus particulièrement au Point Omega de Teilhard de Chardin : « Faites l’expérience d’un centre d’apprentissage oecuménique, d’une communauté sacrée, et d’un foyer spirituel pour honorer notre appel sacré d’être au service d’un monde multiculturel, divers et qui change rapidement. Par les enseignements essentiels des traditions spirituelles mondiales, de la connaissance contemporaine, et de la sagesse émergente, nous cultivons une expérience directe de l’Unicité et de l’Interconnectivité. »

<sup>243</sup> Pour l’anecdote, le registre de transparence de la Commission européenne indique que le bureau bruxellois du Club de Rome est domicilié à la Triodos Bank, 130 rue Haute, à Bruxelles.

<sup>244</sup> Qui a mobilisé des réseaux environnementalistes allant de Greenpeace à la Rockefeller Foundation, le second ayant notamment utilisé le premier.

<sup>245</sup> The Hamilton Group rappelait notamment la couverture médiatique notable de l’Ecocide Trial à la Cour suprême de Londres du 30 septembre 2011.

## ORGANISATIONS PARTENAIRES

Stop Ecocide dispose de partenaires stratégiques et de partenaires bailleurs de fonds. Les premiers recourent certains noms que nous avons déjà vus au travers de l'analyse des profils du bureau consultatif. Ceci souligne que la présence d'un membre d'un ONG à ce bureau entraîne l'implication de cette ONG – et donc potentiellement de ses réseaux – auprès de Stop Ecocide. Nous mentionnerons ici des noms que nous n'avons pas abordés :

- **Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE).**
- **Faith Invest**, qui vise à convaincre les diverses confessions religieuses à contribuer aux Objectifs de développement durable via l'investissement d'impact<sup>246</sup> dans des projets environnementaux et durables. On y retrouve néanmoins la marque des cénacles environnementalistes : le président fondateur est Martin Palmer, qui fut secrétaire général de l'Alliance of Religions and Conservation (ARC) jusqu'à juin 2019. Le site de Faith Invest précise que « l'ARC fut fondée avec le Prince Philip en 1995 pour aider les diverses confessions à développer des projets environnementaux et de conservation fondés sur leurs propres croyances et pratiques. Bien que l'ARC ait fermé en 2019, étant parvenue à ses principaux objectifs, son héritage comprend FaithInvest et le programme 'Valeurs et croyances internationales' du WWF<sup>247</sup>. » Il est en outre précisé que Palmer est un contributeur régulier de la BBC. On notera également, au sein de l'équipe de Faith Invest, la présence de Mark Campanale, fondateur et président exécutif de Carbon Tracker Initiative (qui vise globalement à pousser les marchés de capitaux à aligner leurs pratiques sur les Objectifs de développement durable), financée notamment par le Rockefeller Brothers Fund, la Rockefeller Foundation, ou encore le programme Horizon 2020 de l'Union Européenne.



MARTIN PALMER

Founding President & Interim Chief Executive

Martin Palmer was the Secretary General of the Alliance of Religions and Conservation (ARC) until June 2019. ARC was founded with HRH Prince Phillip in 1995 to help faiths develop environmental and conservation projects based on their own beliefs and practices. Although ARC closed in 2019, having achieved its major goals, its legacy includes FaithInvest and WWF's International Beliefs and Values Programme. Martin is an international specialist on all major faiths and religious traditions and cultures. He is the author and editor of more than 20 books on religious and environmental topics. He has translated many ancient Chinese texts, is a regular contributor to the BBC, and is a lay preacher in the Church of England. He has been working with the faiths on their investment programmes since 2001.

- **The Planetary Press**, un média en ligne centré sur l'environnement durable, le plaidoyer environnemental, la responsabilité sociétale des entreprises, et le changement climatique. Il est fondé et dirigé par Kimberly White, ancienne directrice du programme mondial de l'U.S. Green Chamber of Commerce. Elle reçut une formation Climate Reality Leadership en compagnie d'Al Gore, fondateur du Climate Reality Project. Elle siège par ailleurs au bureau consultatif de Project Green Schools.

- **L'UICN** (Union internationale pour la conservation de la Nature), l'une des principales ONG de conservation de la nature, fondée en 1948 par Julian Huxley, cofondateur du WWF.

- **Ecosia**, une entreprise allemande certifiée B-Corp qui plante des arbres grâce aux bénéfices générés par les recherches en ligne des internautes – le module Ecosia se greffe sur le navigateur Chrome. Leur initiative a été médiatisée dans des journaux comme *Upworthy*, *Scientific American*, *The Guardian*, *Salon*, *Forbes*. L'entreprise revendique avoir déjà planté 137 millions d'arbres.

- **Navdanya International**, dirigé par Vandana Shiva (membre du réseau d'End Ecocide, cf. supra), une figure de proue indienne et mondiale de l'activisme environnementaliste. Elle siège ou a siégé à divers postes d'une trentaine d'ONG / Fondations. Elle est en outre récipiendaire de prix environnementaux, du Right Livelihood Award en 1993 au Carlowitz Sustainability Prize en 2021, qu'elle a partagé avec Klaus Bosselmann (Earth Charter International, voir notre première partie).

- **Academia Kronos**, une structure italienne et partenaire d'entreprises mais aussi de médias divers (télé, web, presse).

- **EcoResolution**, une « plateforme d'éducation pour l'action » d'inspiration New Age et dédiée à l'environnementalisme. Elle vise notamment à susciter l'action des médias sociaux ainsi que des plateformes de célébrités, et a été cocrée par le mannequin Cara Delevingne. L'un de ses trois administrateurs, l'activiste et réalisateur Jack Harries, est en outre ambassadeur pour le WWF et le fondateur de la chaîne YouTube Jacksgap (3,73M d'abonnés). Le troisième administrateur est Deepa Mirchandani, fondatrice de Deep & Meaningful Consulting et membre de Catalyst 2030, qui vise à accélérer la réalisation des Objectifs de développement durable. Les autres cofondatrices d'EcoResolution sont les soeurs Christabel et Ruby Reed, directrices de l'ONG. Elles ont également créé l'ONG New Age Advaya (« une communauté d'apprentissage autour de l'écologie, de la communauté et du bien-être ») et sont membres de l'équipe d'Extinction Rebellion, cofondatrices d'Initiative Earth (trust caritatif de restauration des écosystèmes), membres du réseau financier de Be The Earth Foundation (trust caritatif britannique notamment partenaire de la Gaia Foundation), et administratrices au Resurgence Trust, un trust constitué dans la continuité de son magazine Resurgence & Ecologist.



- **Meat Free Monday**, qui recommande de se passer de viande au moins une fois dans la semaine pour le bien-être des gens, des animaux et de la planète. L'organisation est soutenue par de nombreuses marques et célébrités.

- **Green Cross Nederland**, chapitre néerlandais de l'ONG Green Cross.

- **World Lawyers' Pledge on Climate Action** (Engagement mondial des juristes pour l'action climatique), dont l'objectif est de faire respecter les Accords de Paris.

## PARTENAIRES FINANCIERS

- **Cloverleaf Foundation**. Inspirée par l'anthroposophie de Rudolf Steiner, ancien directeur allemand de la société théosophique (qu'il quitta pour des désaccords de fond), cette fondation néerlandaise soutient diverses initiatives écologiques.

- **Triodos Foundation** des Pays-Bas, une émanation de la Triodos Bank250, qui repose également sur l'anthroposophie. Triodos est notamment un bailleur de fonds de l'énergie éolienne.

- **Bertha Foundation**, britannique, qui soutient « des activistes, des storytellers et des juristes » en faveur de la justice économique, sociale et des droits de l'Homme.

- **Lush**, entreprise britannique de cosmétiques.

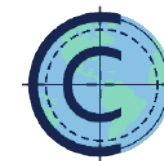
- **Iona Foundation**, néerlandaise, qui s'appuie également sur l'anthroposophie (et a créé une initiative « Anthroposophie et Société », ainsi que « Anthroposophie et Philosophie ») et « soutient des projets socialement engagés » (i. e. pratique l'investissement social).

- **Healing Herbs**, britannique, spécialisé sur les fleurs de Bach.

- **Twelve Healers Trust**, également britannique, partenaire d'Healing Herbs et également centré sur les travaux d'Edward Bach.

## CLIMATE COUNSEL

Climate Counsel se présente comme une ONG « qui recherche la justice environnementale au moyen du droit criminel international ». L'organisation précise qu'elle plaide pour une nouvelle loi relative à « l'écocide » aux côtés de ses partenaires internationaux. Climate Counsel se compose d'anciens juristes des Nations unies « dédiés à l'environnement et à la justice climatique. Avec des décennies d'expérience auprès des tribunaux criminels internationaux des Nations unies, nous employons notre expertise dans les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité pour affronter la crise environnementale. » Pour rappel, Climate Counsel se présente comme une « excroissance à but non lucratif » de Global Diligence LLP.



CLIMATE COUNSEL

Au niveau de son « marketing » pour poser les fondements justificatifs d'une reconnaissance du crime d'écocide, Climate Counsel dispose que le changement climatique serait un « démultiplicateur de menaces » contre la paix et la sécurité internationales. Le risque de conflit armé croîtrait de 10 à 20% par demi-degré d'élévation de la température mondiale. En 2020, poursuit l'ONG, le procureur de la Cour criminelle internationale aurait estimé à 70% le nombre de cas de conflits liés aux questions de la sécurité climatique. Or, lit-on, ce procureur priorise les crimes couverts par le Statut de Rome de la Cour pénale internationale, qui comprend des dispositions relatives à l'environnement. Le lobbying en faveur d'un amendement de ce statut pour y intégrer des dispositions relatives au « crime d'écocide » constitue donc un enjeu majeur, que défend explicitement le Climate Counsel.

## Réseaux et outils

- **Investigations**. L'ONG se concentre sur des cas qui impliquent de potentielles violations criminelles du Statut de Rome, qui ont pour moyens ou conséquences « la destruction de l'environnement, l'exploitation illégale de ressources naturelles ou la dépossession illégale de territoires ». Elle s'appuie sur des documents disponibles publiquement, mène des investigations de terrain, et utilise la technologie satellite. Pour ce faire, elle travaille avec INTERPRT (déjà mentionné), un studio de design et de recherche spatiaux et avec des photographes pour fournir des preuves documentées visuellement.

- **Conseil et plaidoyer**. Climate Counsel promeut des recours et solutions pour les victimes de « crimes environnementaux » et conseille les activistes du monde entier pour la mise en place de stratégies juridiques. L'ONG précise se coordonner « étroitement » avec plusieurs groupes environnementaux : Fridays for Future (voir supra), Greenpeace, Global Witness, CCA (Center for Climate Crime Analysis<sup>251</sup>), NOTIMORE<sup>252</sup>, et Stop Ecocide Foundation. Elle propose en outre ses services aux entreprises.

- **Contentieux et sanctions**. Climate Counsel présente ses dossiers devant la Cour criminelle internationale<sup>253</sup> et les cours régionales des droits de l'homme, avec pour cibles des individus et des entreprises. À l'instar d'autres ONG<sup>254</sup>, Climate Counsel se dit amenée à présenter ses « preuves » à des banques, des fonds de pension et des fonds souverains, pour les pousser à se désengager d'entreprises « associées à la destruction environnementale de masse ».

<sup>246</sup> Cf. infra, notre section dédiée à l'impact investing.

<sup>247</sup> Rappel : le Prince Philip est l'un des cofondateurs du WWF.

<sup>250</sup> Aux Pays-Bas, Greenpeace est actionnaire de Triodos Groenfond. En Espagne, c'est en retour la Fondation Triodos qui a par exemple financé Greenpeace en 2015. En France, Triodos finance plusieurs parcs éoliens : Lamballe et Plouisy en Bretagne, parc éolien des Brandes dans la Vienne, Croix Rault dans la Somme.

<sup>251</sup> Les bailleurs de fonds du CCA sont les suivants : Open Society Foundations, Foundation for International Law for the Environment, Gordon and Betty Moore Foundation, European Climate Foundation, Instituto Clima e Sociedade, The Waterloo Foundation, Svenska Postkod Stiftelsen (loterie nationale suédoise).

<sup>252</sup> Une petite ONG cambodgienne de défense de l'environnement.

<sup>253</sup> Ce fut par exemple le cas en 2014, lorsque avec Global Diligence, Richard J. Rogers a adressé une communication à la Cour criminelle internationale sur l'appropriation illicite de terres au Cambodge. Climate Counsel précise avoir ensuite pris le relais de Global Diligence sur cette affaire. Cette communication a été soutenue par le groupe de travail de l'ONU sur l'emploi des mercenaires, plus de quarante ONG, ainsi que cinq individus – dont l'eurodéputée EELV Marie Toussaint ainsi qu'Heather Ryan, ancienne observatrice judiciaire aux Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens (ECCC) pour le compte de l'Open Society Justice Initiative (OSJI) de George Soros.

<sup>254</sup> Souvenons-nous par exemple du « dossier de rentrée » 2015 des Amis de la Terre visant les banques : « Charbon : la rentrée manque de classe ».

- Réforme du Droit. Climate Counsel, en plus de son lobbying pour la reconnaissance juridique de l'écocide, fournit conseil et assistance aux institutions étatiques et régionales « qui cherchent à répondre aux crimes climatiques et environnementaux » à diverses échelles. Elle porte conseil sur des sujets connexes : destruction environnementale, émissions de CO2, crime international et droits de l'Homme. Plus important en termes d'effectivité, l'ONG souligne l'aide qu'elle apporte à des États « à élaborer des lois nationales et à naviguer dans le paysage international dans une perspective tant diplomatique que juridique ». Enfin, Climate Counsel fournit son expertise aux eurodéputés sur l'amendement des directives européennes relatives aux crimes environnementaux<sup>255</sup>.

## THE ECOCIDE ADVICE CENTER

Climate Counsel a développé son Centre de recherche sur l'écocide dans le cadre de son lobbying pour de nouvelles lois – nationales comme internationales – sur l'écocide. Il fournit des conseils juridiques et techniques sur les divers aspects de ce droit aux acteurs publics, privés et de la « société civile » (cette dernière afin qu'elle puisse notamment surveiller la conformité dans l'application de cette loi par le public et le privé et la « cadrer »), en collaboration avec Stop Ecocide Foundation et le Promise Institute for Human Rights de l'UCLA. Le Centre se compose de six experts, dont Jojo Mehta, directrice exécutive de Stop Ecocide Foundation.

## ÉQUIPE

- Le **directeur exécutif** de Climate Counsel est Richard Rogers, fondateur associé de Global Diligence LLP, membre du bureau de Stop Ecocide et administrateur au Sophia Point Rainforest Research Centre en Guyane.
- **Conseil de surveillance** :
  - o **Kate Mackintosh**, déjà vue en tant que membre du bureau consultatif de Stop Ecocide.
  - o **Rupert Abbott**, directeur exécutif de l'ONGI<sup>256</sup> LGBT GiveOut (ONG membre du réseau ARIADNE<sup>257</sup> et de l'Association of Charitable Foundations, un trust britannique qui finance des fondations). Il occupe ou a occupé diverses positions dans des ONG comme Human Rights House Foundation<sup>258</sup>, Amnesty International ou le Cambodia Center for Human Rights<sup>259</sup> et, dans le même pays, le Future Forum, un think tank chargé de « *générer une nouvelle réflexion pour un nouveau Cambodge* ».
  - o **Dr. Ines Peterson**, une juriste allemande spécialisée entre autres dans le droit criminel international. Elle a notamment travaillé comme juriste aux Nations unies aux tribunaux criminels internationaux sur la Yougoslavie et le Rwanda.

<sup>255</sup> Climate Counsel est toutefois absent du registre de transparence de la Commission européenne.

<sup>256</sup> I. e. ONG internationale.

<sup>257</sup> Financé par le Rockefeller Brothers Fund, la Fondation Charles Léopold Mayer, l'Open Society, la Ford Foundation, la Oak Foundation, Atlantic Philanthropies, le Sigrid Rausing Trust, l'Adessium Foundation, etc.

<sup>258</sup> HRHF vise à créer, soutenir et mettre en relations des Human Rights Houses dans différents pays, i. e. « des coalitions d'organisations de la société civile qui travaillent ensemble pour faire avancer les droits de l'Homme chez elles et à l'étranger ». Elle annonce disposer d'un statut consultatif à l'ONU et d'un statut participatif au Conseil de l'Europe. Ses bailleurs de fonds sont le ministère norvégien des Affaires étrangères, son homologue de la République tchèque, le département fédéral suisse des Affaires étrangères, l'Union Européenne et le Nordic Council (qui regroupe 87 membres des pays scandinaves).

<sup>259</sup> Financé entre autres par l'USAID, l'Union Européenne, Freedom House, l'Open Society, ou encore le Haut-Commissariat aux droits de l'Homme des Nations unies.

<sup>260</sup> Présentée comme « une initiative créée par les citoyens ».

<sup>261</sup> Depuis août 2020, Linda Sheehan est directrice exécutive de l'ONG Environment Now, qui se concentre sur la restauration des voies navigables et des forêts. Elle a par ailleurs été directrice exécutive de l'initiative Planet Pledge de la Leonardo DiCaprio Foundation (décembre 2016 – février 2018 ; DiCaprio pouvant être considéré comme un disciple d'Al Gore) avant d'en devenir l'une des principales conseillères (janvier 2018 – juillet 2019), juste après avoir quitté l'Earth Law Center, dont elle fut la directrice exécutive d'août 2011 à novembre 2016. Elle a également occupé divers autres postes (chez Ocean Conservancy de décembre 2004 à août 2011 par exemple) et son CV compte de nombreuses autres affiliations et reconnaissances (à la Commission mondiale pour l'Environnement de l'UICN par exemple), notamment en tant que juriste

- **Consultants** :

- o **David Lammy**, député britannique et ancien ministre sous Tony Blair et Gordon Brown, membre du Conseil privé le plus honorable de Sa Majesté depuis 2008.
- o **Patrick Alley**, cofondateur et directeur de Global Witness.
- o **Harriet Ssali**, experte en justice pénale.
- o **Wayne Jordash QC** (i. e. Conseil de la reine, « un juriste éminent nommé par lettre patente »), directeur associé du cabinet Global Rights Compliance, spécialisé sur le droit humanitaire international et les droits de l'Homme.
- o **Charlie Holt**, conseiller juridique pour les campagnes et les actions chez Greenpeace International.

- **Investigateurs** : il s'agit de l'entreprise INTERPRT, membre de Stop Ecocide.

## EARTH LAW CENTER

Créé en 2008 et disposant d'un statut consultatif spécial auprès de l'ECOSOC des Nations unies depuis 2019, l'Earth Law Center (ELC) s'investit depuis plusieurs années pour la reconnaissance du crime d'écocide – partie intégrante du droit de la Terre. On peut par exemple se reporter aux diverses initiatives d'organisations variées en parallèle de la COP21, avec ici le Tribunal pour les droits internationaux de la nature<sup>260</sup>, les 4 & 5/12/2015 à Paris. Lancé par la GARN (Global Alliance for the Rights of Nature, déjà vue), la première session de ce tribunal, en janvier 2014, avait été présidée par Vandana Shiva. Il s'est agi en décembre 2015 de la troisième session de ce tribunal, qui s'appuie sur la Déclaration universelle des droits de Mère Nature (Universal Declaration of the Rights of Mother Nature), qui propose d'intégrer des amendements au statut de Rome pour la reconnaissance du crime d'écocide. Le tribunal se tient sous l'égide de la GARN, en partenariat avec End Ecocide on Earth, EELV, Nature Rights et Attac France. Cette dernière, figure de proue de la sphère altermondialiste, est ainsi en lien avec l'écosystème qui diffuse le concept d'écocide. Pour cet événement de décembre 2015, l'écocide a été abordé sous l'angle de l'exploitation pétrolière par Valérie Cabanes. Parmi les magistrats, l'Earth Law Center était représenté par Linda Sheehan<sup>261</sup>.

Earth Law Center		
Profil	Statut consultatif	
<b>Statut consultatif</b>		
ECOSOC Special depuis 2019		
Année de l'application	Envoi	Statut consultatif
2019	Application	ECOSOC Special Statut consultatif

Elle comprend notamment un réseau, Earth Law Society, qui vise à mettre en relation des juristes partageant la même approche « écocentrique » (i. e. biocentrique, opposée à l'anthropocentrisme) afin de créer « une nouvelle génération de lois écocentriques ». Ce Droit de la Terre comprend plusieurs domaines : droits de la nature, droits des non-humains, établir l'écocide en tant que crime, droits des indigènes, droits des générations futures. En parallèle, son président Anthony Zelle (ancien avocat) et plusieurs des membres de l'Earth Law Center ont publié en 2020 le livre Earth Law. Emerging Ecocentric Law – A Guide for Practitioners.

## COMMUNAUTÉS ÉCOCENTRIQUES

Cette partie du réseau et du travail de l'ELC révèle la filiation directe du mouvement avec le New Age. Sur cette section de son site, l'ONG met à disposition une boîte à outils sur les droits de la nature (Community Toolkit for Rights of Nature), développé avec plusieurs autres figures de proue du sujet, principalement des experts de l'Harmony with Nature Knowledge Network des Nations Unies, qui sont en même temps membres de l'ELC.

On remarquera ici le profil de Myra Jackson, qui en août 2018 écrivait un article dans *The Crestone Eagle*, la revue de Crestone (où est sise la Fondation Manitou du couple Hanne & Maurice Strong), du comté de Saguache et de la vallée de North San Luis. Myra Jackson<sup>262</sup>, à qui le Stockholm Resilience Centre a par ailleurs conféré le titre de « Diplomate de la Biosphère », fut intervenante pour l'organisation New Age The Interspiritual Network, une structure créée dans la continuité de la conférence sur l'Aube de l'Interspiritualité (Dawn of Interspirituality) de 2013<sup>263</sup>. The Interspiritual Network<sup>264</sup> mêle l'ésotérisme et l'écologie et fait intervenir des personnalités et organisations de ces écosystèmes. En parallèle, Myra Jackson donne des conférences au niveau international sur les Objectifs de développement durable, le changement climatique et les droits de la nature.

L'Earth Law Center a fait valider ses « *droits de la nature* » par plusieurs villes, qui sont données à titre d'exemple. La première est Crestone, dans le Colorado. La boîte à outils précise qu'il s'agit de Baca, à savoir la communauté fondée sur la propriété du couple Maurice & Hanne Strong : « *Crestone est une ville dynamique située dans le centre-sud du Colorado. Alors que Crestone n'a que 150 résidents, plus de 2 000 personnes vivent dans la grande zone du Baca Grande. Crestone est un haut-lieu spirituel, foyer de 23 centres spirituels qui représentent l'hindouisme, le bouddhisme, la chrétienté, les traditions amérindiennes et bien d'autres systèmes de croyance. [...] La zone entreprend un changement majeur en 1978 lorsque Maurice Strong – un homme d'affaires canadien et diplomate des Nations unies – vint dans la région et, comme beaucoup, tomba amoureux de ses terres sauvages magnifiques. Il acquit une grande bande de terre et revint avec une idée insolite : donner la terre à toute institution spirituelle qui y ouvrirait un centre.* »

<sup>262</sup> Myra Jackson est en outre membre de la Geoversiv Foundation (solutions climatiques et énergies propres, entre autres) et consultante senior pour Whole Earth Civics.

<sup>263</sup> Cette conférence avait été sponsorisée par le Satyana Institute, également New Age (à finalité syncrétique et mondialiste).

<sup>264</sup> Son fondateur, William Keepin, dispose d'un long CV. On pourra noter son travail sur les documents fondateurs de l'Energy Foundation créée en 1991, sur la transition des énergies fossiles vers les énergies dites renouvelables. Ce travail mené sur cinq ans avait bénéficié de 50 millions de dollars de subventions initiales de la MacArthur Foundation, de la Rockefeller Foundation et de The Pew Charitable Trusts. Keepin a par ailleurs suivi une formation interspirituelle à la Findhorn Foundation.

« **L'Earth Law Society est un réseau de juristes professionnels reliés par leur croyance en la nécessité d'une nouvelle génération de lois écocentriques.** »

## Earth Law Society

### ABOUT CRESTONE

Crestone is a vibrant town located in south-central Colorado. While Crestone has only about 150 residents, over 2,000 people live in the greater Crestone-Baca Grande area. Crestone is a spiritual mecca, home to 23 spiritual centers representing Hinduism, Buddhism, Christianity, Native American traditions, and many other belief systems.

## QUELQUES RÉALISATIONS-CLÉS DE L'EARTH LAW CENTER

L'ELC présente plusieurs de ses réussites. Nous en citerons quelques-unes en y apportant, le cas échéant, des précisions – bien qu'elles ne recouvrent pas directement le concept d'écocide (nous parlerons ici d'approche indirecte), qui s'inscrit dans l'ensemble du droit de la Terre que défend l'ONG :

- Accompagnement de gouvernements à travers le monde pour écrire et appliquer les lois des droits de la nature.
- Création du cadre juridique du droit de la Terre relatif aux aires marines protégées. Il s'agit d'une transposition du Wild Law (droits sauvages, i. e. droit applicable aux terres sauvages) aux océans. Dit autrement, ce concept étend la philosophie des terres sauvages – le Wilderness – aux espaces maritimes. Cette approche s'est considérablement développée au moyen d'un lobbying soutenu depuis plusieurs décennies. Le cadre défini par l'ELC dispose notamment que les écosystèmes marins sont maîtres d'eux-mêmes et une valeur intrinsèque indépendante de l'usage humain. Cet argument légitime le système dit de la finance bleue déjà analysé par Yan Giron, avec les éléments qui le composent : financiarisation des services écosystémiques (avec notamment les blue bonds – ou obligations bleues, créées sur le modèle des green bonds) mais aussi création de ces aires marines protégées sans pêche.
- A lancé son programme sur les droits des océans, impulsé par une initiative aux Nations unies qui a recueilli 70 signatures d'organisations de 32 pays et a débouché sur un discours à l'Assemblée générale de l'ONU<sup>265</sup>.
- A mené avec succès un plaidoyer en faveur des droits de la nature dans le programme de travail 2017-2020 de l'UICN.
- L'ELC a figuré dans plusieurs rapports du secrétaire-général de l'ONU sur le programme Harmony and Nature et a aidé à mener à l'adoption, par l'ONU, d'une résolution pour créer un comité sur le droit de la Terre.

## ÉQUIPE

Les profils du bureau directeur ne nous paraissant pas suffisamment parlants pour notre étude, nous mentionnerons simplement quelques membres de l'équipe d'ELC pour leur appartenance extérieure :

- **Michelle Bender**, directrice de la campagne Océans et auteure d'un livre / feuille de route sur les droits des océans ainsi que de plusieurs chapitres d'un volume de l'ONU consacré aux océans. Elle est par ailleurs membre du comité exécutif de la Global Alliance for the Rights of Nature (GARN) ainsi que de la commission mondiale sur le droit de l'environnement de l'UICN.
- **Constanza Prieto Figelist**, directrice juridique pour l'Amérique latine. Elle est notamment experte juridique dans l'élaboration de lois écocentriques. En-dehors de l'ELC, elle travaille avec des ONG environnementalistes, féministes, et de défense des migrants.

• **Myra L. Jackson**, déjà mentionnée. Précisons ici qu'elle a contribué au groupe de travail de l'ONU qui a débouché sur les 17 Objectifs de développement durable.

• **Claudia Brindis**, directrice opérationnelle pour le Mexique, et cofondatrice en 2016 du premier forum international mexicain pour les Rights of Mother Nature. Elle est également experte du programme Harmony with Nature des Nations unies.

• **Greg Naylor**, directeur politique et juridique. Il a auparavant travaillé avec NextGen Climate Action et le Climate Reality Project d'Al Gore.

• **Irikefe V. Dafe**, directeur pour l'Afrique, et par ailleurs membre expert du programme Harmony with Nature de l'ONU.

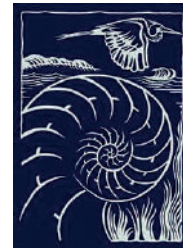
• **Marsha Moutrie**, consultante senior et procureur pendant plus de quarante ans.

## FAITH FOR ECOCIDE LAW

Cette coalition interconfessionnelle regroupe des chefs de file spirituels et religieux pour soutenir la reconnaissance internationale du crime d'écocide. Ce regroupement a été initié par End Ecocide, Stop Ecocide, le diocèse catholique de Stockholm, ainsi que le Conseil chrétien de Suède. Ses partenaires sont Religions for Peace, CEMUS<sup>266</sup>, la Fondation Stigtuna<sup>267</sup>, les Jeunes de l'Église de Suède, et le Conseil interconfessionnel suédois.



Toutefois, une étude plus approfondie de cette organisation la fait apparaître comme le probable paravent d'autres réseaux. Le 07/10/2021, la coalition a publié une allocution de Mary Evelyn Tucker, « Une nouvelle éthique pour prévenir l'écocide ». Tucker est présentée comme « une pionnière dans le champ de la religion et de l'écologie, cofondatrice et codirectrice du Forum on Religion and Ecology de l'Université de Yale » avec son époux John Grim. Mais des recherches biographiques supplémentaires sur Mary Evelyn Tucker fournissent des informations d'un autre type, faisant émerger par ailleurs un profil ancré dans la spiritualité New Age : vice-présidence de l'American Teilhard Association<sup>268</sup>, membre du comité de l'Interfaith Partnership for the Environment du PNUE, membre du conseil d'Earth Charter International, cofondatrice de la Thomas Berry Foundation<sup>269</sup>, directrice de Toward Ecological Civilization, membre du conseil mondial sur la spiritualité et la deep ecology à la World Commission on Global Consciousness and Spirituality, membre du bureau consultatif d'Orion Magazine, organisatrice chez Beyond Sustainability – où l'on retrouve Lynne Twist de la Pachamama Alliance –, etc. John Grim, époux de Mary Evelyn Tucker, est également cofondateur de la Thomas Berry Foundation et membre du conseil mondial sur la spiritualité et la deep ecology à la World Commission on Global Consciousness and Spirituality. Il fut par ailleurs directeur du Metanexus Institute, une organisation aux accents New Age<sup>270</sup> dont le logo, comparable à celui de l'Open Society, est une spire ésotérique.

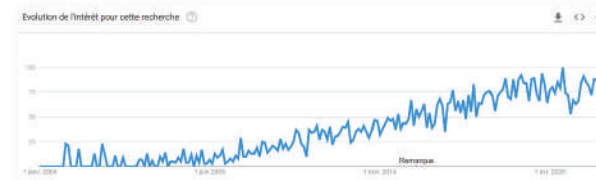


Nous retrouvons, de manière peu ou prou comparable, une spire en forme de coquillage sur une page du Forum on Religion and Ecology du couple Tucker / Grim de l'université de Yale. Le Forum est en outre partenaire de plusieurs organisations, parmi lesquelles la mission Faith for Earth du PNUE, ou encore de Religions for Peace, mentionnées supra.

## II. Investissement à impact social (impact investing)

L'impact investing est un concept plus récent que l'écocide. Sa première mention date de 2007 et émane de la Rockefeller Foundation<sup>271</sup>. À son Bellagio Center en Italie – lieu des réunions du Club de Rome, cf. notre première partie –, la Fondation a présenté en 2007 et en 2008 son Impact Investing Initiative, qu'elle a alors doté de 38 millions de dollars. Comme le précise Novethic, ce concept « s'inscrit dans la perspective de l'investissement socialement responsable (ISR<sup>272</sup>) et du développement durable ». Le Global Impact Investing Network (GIIN) souligne que l'impact investing est une industrie qui croît rapidement au travers d'investisseurs qui souhaitent combiner un impact social & environnemental avec un retour sur investissement. Tous les types d'actifs sont concernés, et l'impact investing se déploie sur les marchés développés comme sur les marchés émergents. Le GIIN définit ce capital comme destiné à « répondre aux défis mondiaux les plus urgents dans des secteurs comme l'agriculture durable, les énergies renouvelables, la conservation, la microfinance, et des services accessibles et abordables comme le logement, les soins de santé, et l'éducation ».

Dans le monde, l'intérêt pour l'impact investing croît régulièrement depuis 2009 :



<sup>270</sup> Ce que souligne la liste de ses partenaires.

<sup>271</sup> Nous parlons ici non d'une pratique, mais d'un concept, à savoir de la théorisation d'un phénomène et de sa reconnaissance publique sous un signifiant donné. De ce fait, l'impact investing non comme signifiant, mais comme signifié, aurait une existence antérieure. Dans un rapport de 2013, le Commissariat général à la stratégie et à la prospective a souligné que le concept d'impact investing représente aussi un outil de soft power (i. e. d'influence) : « le fait que le terme soit né aux États-Unis n'est pas neutre, le contexte institutionnel et social propre à chaque pays influençant la signification donnée. Dès lors, il faut veiller à ce que le concept reconnaisse la richesse du secteur de l'économie sociale et solidaire dont la structuration ancienne en Europe est parfois négligée. »

<sup>272</sup> Dans son lexique, Novethic définit également l'ISR. Nous en donnons ici la première partie et renvoyons à l'entrée dédiée pour son intégralité : « L'Investissement Socialement Responsable (ISR) consiste à intégrer de façon systématique et traçable des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) à la gestion financière. L'ISR favorise une économie responsable en incitant les sociétés de gestion de portefeuille (SGP) à prendre en compte des critères extra-financiers lorsqu'elles sélectionnent des valeurs mobilières pour leurs actifs financiers. On parle aussi d'application des principes du développement durable à l'investissement. Ce placement financier cherche à concilier performance économique, impact social et impact environnemental en finançant les entreprises qui contribuent au développement durable. »

« Répondre aux défis mondiaux les plus urgents dans des secteurs comme l'agriculture durable, les énergies renouvelables, la conservation, la microfinance, et des services accessibles et abordables comme le logement, les soins de santé, et l'éducation. »

## Global Impact Investing Network

Cette croissance correspond à la création du GIIN en 2009. Ces investissements d'impacts sont réalisés par un large éventail d'acteurs : gestionnaires de fonds, institutions de finance du développement, banques et institutions financières diversifiées, fondations privées, fonds de pension et compagnies d'assurance, family offices, investisseurs individuels, ONG, institutions religieuses. Nous retrouvons de ce fait la combinaison d'acteurs remarquée dans le reste de notre étude.

<sup>265</sup> Le décalage entre l'impact des décisions prises dans ces cénacles et leur médiatisation directe est notable. L'ELC renvoie vers la vidéo de sa courte intervention sur YouTube. Mise en ligne le 12/06/2017, celle-ci ne cumule, au 15/11/2021, que 617 visionnages.

<sup>266</sup> Suédois, le CEMUS (The Centre for Environment and Development Studies) a été lancé en 1992. Il se présente comme transdisciplinaire et visant à « contribuer à un monde plus juste et durable ».

<sup>267</sup> Suédoise, la Fondation Stigtuna se présente comme « un forum de dialogue et d'ouverture » et accueille divers événements de nature variée (éducation, culture, travail, mariage...).

<sup>268</sup> Pour rappel, celle-ci a été nommée en référence à Pierre Teilhard de Chardin, une référence mystique de la pensée New Age.

<sup>269</sup> Thomas Berry a été président de l'American Teilhard Association, a édité un livre chez Sierra Club Books, et a occupé d'autres postes : comité consultatif du Forum on Ecology and Religion, patron de la Gaia Foundation, bureau consultatif du Sacred Earth Network, conseil mondial sur la spiritualité et la deep ecology à la World Commission on Global Consciousness and Spirituality, conseil administratif et récipiendaire du prix de Temple of Understanding (une organisation interconfessionnelle mondiale qui bénéficie d'un statut consultatif aux Nations unies), etc.



# Le GIIN et l'influence de la Rockefeller Foundation

La présentation de profils succincts permet de cerner l'influence, ici encore, de la Rockefeller Foundation :

- **Le PDG et cofondateur du GIIN est Amit Bouri**, qui est par ailleurs fellow des Paul & Daisy Soros Fellowships for New Americans<sup>273</sup>. Il a lancé le GIIN suite au rapport « Investing for Social and Environmental Impact » du Monitor Institute du cabinet Deloitte, cabinet bénéficiaire de subventions de la Rockefeller Foundation et domicilié au Rockefeller Plaza. Bouri est par ailleurs membre du Conseil d'intendance d'Imperative 21, qui prétend « représenter plus de 70 000 entreprises, 20 millions d'employés, 6,6 trillions de dollars de recettes, et 15 trillions de dollars en actifs sous gestion ». Imperative 21 présente son réseau comme dédié au changement des systèmes économiques.

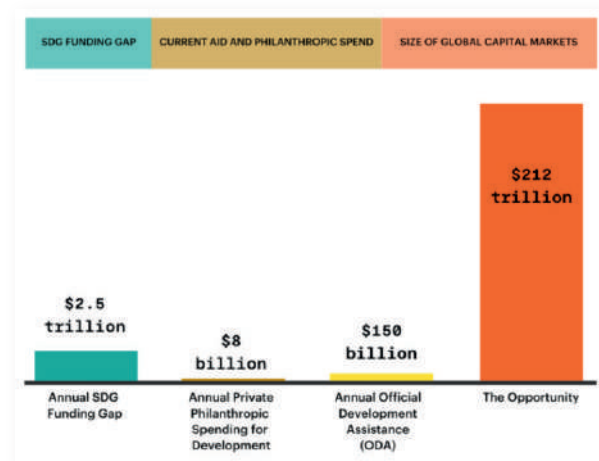
- **Le président du bureau directeur du GIIN est Mark B. Grier**, vice-président de Prudential Financial, mais aussi ancien vice-président exécutif de la Chase Manhattan Bank de David Rockefeller. Prudential Financial est la plus grande compagnie d'assurance des États-Unis, dont la somme des actifs représente près d'1,5 trilliard (millier de milliards) de dollars<sup>274</sup>. Prudential Financial travaille main dans la main avec la Rockefeller Foundation.

- **La directrice émérite du GIIN est Judith Rodin**. Sa biographie précise que, pendant plus de deux décennies, Rodin « a dirigé et transformé deux institutions mondiales : la Rockefeller Foundation et l'Université de Pennsylvanie. [...] Le leadership du Dr. Rodin a fait entrer la Rockefeller Foundation dans une nouvelle ère de la philanthropie stratégique qui met l'accent sur les partenariats avec les entreprises, les gouvernements, et la communauté philanthropique pour répondre et résoudre les défis complexes du XXI<sup>e</sup> siècle. Rodin a pris fait et cause pour deux domaines qui sont désormais omniprésents : la résilience et l'impact investing. » Sa biographie sur le site du GIIN précise que Rodin a par ailleurs écrit plus de 250 articles et chapitres, et a écrit ou co-écrit quinze livres, dont les deux derniers portent respectivement sur l'impact investing et sur la résilience.

- **Anthony Bugg-Levine**, de Lafayette Square, est un ancien directeur de la Rockefeller Foundation, où il dirigea l'initiative Harnessing the Power of Impact Investing (i. e. « Exploiter la puissance de l'investissement à impact social »).

Le conseil des investisseurs du GIIN comprend de nombreuses organisations<sup>275</sup>, parmi lesquelles plusieurs noms que nous avons déjà pu remarquer précédemment : The Rockefeller Foundation (en figure de proue), Soros Economic Development Fund, The David and Lucile Packard Foundation, Acumen<sup>276</sup>, Ford Foundation, The John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, Triodos Investment Management. D'autres noms sont également parlants : LeapFrog Investments (financée par George Soros), BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement), Deutsche Bank, Morgan Stanley, J. P. Morgan<sup>277</sup>, etc. En dehors de cette organisation, d'autres enseignes de premier plan s'investissent dans l'impact investing, comme le souligne le Rockefeller Philanthropy Advisors : BlackRock, Goldman Sachs, Bain Capital, TPG<sup>278</sup>.

De son côté, la Rockefeller Foundation se montre plus explicite sur ce mécanisme de « finance innovante » qu'elle a impulsé : « *Jamais auparavant le monde n'a affronté un fossé aussi critique dans le financement de défis fondamentaux de développement, tels qu'ils ont été saisis par les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies et l'Accord de Paris sur le climat*<sup>279</sup>. » La Fondation ajoute que « *le changement climatique, l'insécurité alimentaire, les inégalités, la menace des pandémies : tout ceci exige un financement significatif qui aille plus loin que ce que la philanthropie et les gouvernements peuvent apporter seuls* ». À titre illustratif, la Fondation précise avoir déployé 95 millions de dollars sur 72 projets dans 28 pays, et avoir mobilisé pour 600 millions de dollars de capitaux dans le secteur privé. Dit autrement, l'impact investing est présenté comme le fondement d'opportunités financières substantielles qui prennent notamment appui sur la question environnementale<sup>280</sup> (voir ci-contre).



L'influence de la Rockefeller Foundation et de la famille éponyme sur le plan international – qu'il s'agisse du milieu financier ou environnementaliste – a rapidement permis au concept d'impact investing d'essaimer, de se légitimer puis de se pérenniser. Cette approche figure parmi les partenariats noués par les Nations unies, au sein de son Département des affaires économiques et sociales sur le développement durable. L'impact investing, précise l'ONU, fait partie de l'initiative sur les bonnes pratiques relatives aux Objectifs de développement durable (ODD), répondant aux ODD 1 (pas de pauvreté), 3 (bonne santé et bien-être) et 17 (partenariats pour la réalisation des objectifs). L'initiative y est menée aux États-Unis par le laboratoire Merck (connu ailleurs dans le monde sous le nom de MSD – Merck, Sharp and Dohme). Outre cette initiative, les Nations unies débattent de ce sujet et de son lien avec les Objectifs de développement durable, notamment avec des représentants de haut-niveau de l'ONU. Le site de Programme de développement de l'ONU relatif aux ODD a par ailleurs partagé un article soulignant une relation qui s'approfondit entre les ODD et l'impact investing.



## Impact investing

Related Goals



Auprès de l'OMS, l'impact investing est également pris en compte depuis au moins 2012, avec une implémentation au Kenya en 2008 à travers l'Acumen Fund. Au niveau européen, un rapport du Joint Research Committee de 2018 s'est intéressé à la possibilité d'intégrer l'impact investing au champ couvert par les fonds structurels européens (FESI), combinés au Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFSE). Dans ses conclusions, le rapport recommande notamment de construire un marché pour l'investissement à impact social (6.2.1), de revoir les règles relatives aux fonds structurels européens pour « libérer » l'innovation sociale (6.2.2), et de renforcer les synergies entre les Fonds structurels européens et le Fonds européen pour les investissements stratégiques (6.2.3). En France, le Commissariat général à la stratégie et à la prospective (cabinet du Premier ministre), a publié un rapport sur l'impact investing dès juin 2013 : « *L'impact investing pour financer l'économie sociale et solidaire ? Une comparaison internationale* ». Plus récemment, en septembre 2019, le Ministère de la Transition écologique en a également fait la promotion, parlant de « *nouvelle ambition pour la France* ». Côté ONG enfin, la principale structure environnementaliste, le WWF, soutient activement cette pratique.

« Afin d'étendre et d'accélérer le rythme de la révolution durable dans la technologie, il faudra de plus gros budgets de recherche & développement, une demande consumériste accrue, et des marchés plus importants pour les produits verts. »

Steven C. Rockefeller

## III. Jour du dépassement

Le concept de Jour du dépassement (en anglais, Earth Overshoot Day – EOD) se rapporte à la date théorique de l'année où l'humanité a consommé plus de ressources que ce que la Terre peut régénérer en un an. En découle l'idée que, pour s'aligner sur un mode de consommation de type occidental, il faudrait à l'humanité deux à trois planètes. Le Jour du dépassement s'appuie sur un outil de mesure, l'Ecological Footprint, fondé au début des années 1990 par Mathis Wackernagel et son directeur de thèse, William Rees. Les deux hommes reçurent à ce titre, en 2012, le Blue Planet Prize de l'Asahi Glass Foundation.

<sup>273</sup> Décédé en 2013, Paul Soros était le frère aîné de George Soros.

<sup>274</sup> Fiche Wikipédia consultée le 19/11/2021.

<sup>275</sup> Au nombre de 63 au 19/11/2021.

<sup>276</sup> Fondé par Andrea Soros Colombel, la fille de George Soros.

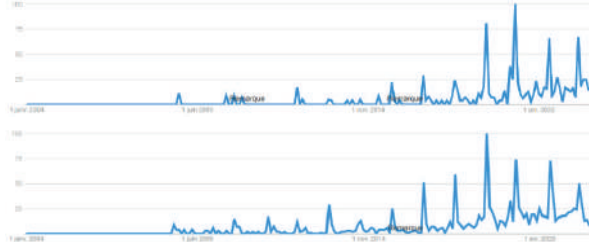
<sup>277</sup> Dès 2010, J. P. Morgan et la Rockefeller Foundation avaient publié un rapport sur cette « classe d'actifs émergente ».

<sup>278</sup> TPG fait par ailleurs partie de The Climate Coalition, un regroupement d'une vingtaine de grandes entreprises mondiales et qui investit dans des « solutions climatiques » via le TPG Rise Climate.

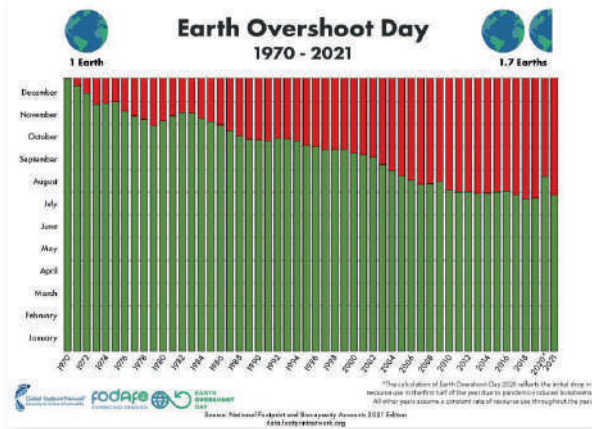
<sup>279</sup> Rappel : à l'issue de la COP21 de 2015.

<sup>280</sup> Dans son article « Transition to Sustainability » pour l'Earth Charter +5 Progress Report, Steven C. Rockefeller, président d'Earth Charter, adoptait le même positionnement : « La révolution technologique est en plein élan et la communauté internationale a l'expertise scientifique et technologique pour réaliser les innovations et les avancées nécessaires. Afin d'étendre et d'accélérer le rythme de la révolution durable dans la technologie, il faudra de plus gros budgets de recherche & développement, une demande consumériste accrue, et des marchés plus importants pour les produits verts. Un effort spécial doit être fait pour transférer la technologie verte aux nations en développement tandis que leurs économies gagnent en maturité et se modernisent. [...] Une révolution de la durabilité exige par ailleurs de nouveaux systèmes de gouvernance mondiale qui gèrent mieux le processus de la mondialisation. »

L'EOD a été développé par l'ONG Global Footprint Network (i. e. Réseau de l'empreinte mondiale, à savoir la marque laissée par l'Homme dans l'écosystème – en d'autres termes, sous-entendu que l'existence humaine serait nocive pour la planète en tentant d'y donner un fondement scientifique). Le think-tank Global Footprint Network, dont le slogan est « *Faire avancer la science de la durabilité* » (Advancing the Science of Sustainability) a été cofondé en 2003 par Mathis Wackernagel et Susan Burns. Mais comme le précise notamment Novethic, l'EOD est mené en collaboration avec le WWF. L'intérêt pour ce sujet correspond à sa publication annuelle<sup>281</sup>, respectivement en français (Jour du dépassement) et en anglais (Earth Overshoot Day) :



La diffusion de ce concept et sa progression sur base annuelle reposent davantage, comme d'autres concepts, par sa théorisation venue « *d'en-haut* » et des facilités que ce statut confère : une rapide dissémination et adoption dans les cénacles influents en raison des réseaux publics et privés (ONG comprises) interpénétrés, mais aussi les nombreux articles consacrés au sujet depuis son invention. Sur le seul plan universitaire, Global Footprint Network rapporte, sources à l'appui, que les publications académiques portant sur l'Ecological Footprint se portent à plusieurs centaines sur les vingt dernières années. Il s'agit ici encore d'une lame de fond. Cet outil de mesure s'est diffusé et somme toute – en dépit de critiques persistantes – légitimé par d'autres voies que l'intérêt du public.



<sup>281</sup> Pour les années 2020 et 2021, nous pouvons soumettre l'hypothèse que son intérêt a décliné par rapport à 2019 en raison de l'omniprésence médiatique de la question du COVID.

<sup>282</sup> Redefining Progress disposait de plusieurs partenaires selon ses projets. On peut par exemple noter The Sea Around Us, un projet du Pew Charitable Trusts au sein de l'Université de Colombie-Britannique – dont Wackernagel est diplômé –, Earth Day Network, Sierra Club, Friends of the Earth, ainsi que des structures publiques et d'autres ONG. Parmi sa trentaine de bailleurs de fonds figuraient The Ford Foundation, David and Lucile Packard Foundation, V. Kann Rasmussen Foundation, ou encore l'Agence de protection environnementale des États-Unis. Redefining Progress était par ailleurs membre de l'Environmental Justice and Climate Change Initiative.

<sup>283</sup> Où l'on retrouve également Lester R. Brown (fondateur de l'Earth Policy Institute), David Suzuki, Mary Evelyn Tucker (voir notre section sur l'écocide) ou Vandana Shiva (idem). <sup>284</sup> PRI se présente comme travaillant « à comprendre les implications de l'investissement des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) et à soutenir son réseau international d'investisseurs signataires en incorporant ces facteurs dans leurs décisions d'investissement et de participation ».

<sup>285</sup> Future500 se définit comme « un cabinet de conseil à but non lucratif qui construit la confiance entre les entreprises, les militants, les investisseurs et les philanthropes pour faire avancer l'activité économique comme force pour le bien ». Future500 fait partie de l'alliance Transition500, « un réseau mondial de cabinets en développement durable avec des bureaux répartis dans le monde ».

## Bureau directeur du Global Footprint Network

- **Mathis Wackernagel** est le co-créateur de l'instrument Ecological Footprint. Sa biographie sur le site de Global Footprint rapporte qu'il a travaillé avec des gouvernements, des entreprises et des ONG sur tous les continents, et a donné des conférences dans une centaine d'universités. Il fut par ailleurs directeur du programme dédié à la durabilité du défunt think-tank Redefining Progress (de 1999 à 2003), qui proposait déjà l'Ecological Footprint et se présentait comme un think-tank d'influence sur la promotion de la durabilité<sup>282</sup>. Sourcewatch apporte des informations complémentaires sur le pedigree de Wackernagel : mentor (ceux-ci sont nombreux) du think-tank environnementaliste australien The Natural Edge Project, membre du réseau du Global Business Network, bureau éditorial de The Solutions Journal<sup>283</sup>. Wackernagel est par ailleurs membre du Club de Rome, ce qu'omet de rapporter sa biographie. Il a reçu de nombreuses distinctions de structures environnementalistes (dont le WWF, voir ci-contre).

- **Susan Burns**, membre du comité consultatif sur la dette souveraine de Principles for Responsible Investment (PRI<sup>284</sup>) et senior fellow de Future500<sup>285</sup>.

Outre ces cofondateurs, qui siègent tous deux au bureau de Global Footprint Network, d'autres profils du bureau directeur sont à noter :

- **Keith Tuffley**, chairman. Il copilote le groupe Sustainability & Corporate Transitions à la CITI Bank – qui compte The Vanguard Group et BlackRock parmi ses principaux actionnaires<sup>286</sup> –, a cofondé et dirige NEUW Ventures (Suisse), une entreprise d'impact investing entrepreneurial « centrée sur la création et le financement de nouveaux business qui réduisent l'empreinte écologique humaine et accélèrent la transition mondiale vers un système économique durable ». Avant NEUW, Tuffley a passé plus de vingt ans dans le secteur financier et bancaire, notamment à plusieurs hauts postes chez Goldman Sachs. À l'instar d'autres acteurs, Tuffley figure à des postes clés de plusieurs ONG. Entre 2014 et 2017, il dirigea l'ONG The B Team<sup>287</sup>, fondée en 2012 par (Sir) Richard Branson (fondateur de Virgin mais aussi présent au sein de plusieurs organisations environnementalistes) et Jochen Zeitz (PDG d'Harley Davidson, ancien PDG de Puma et fondateur de la Zeitz Foundation for Intercultural Ecosphere Safety, elle aussi axée sur les « *solutions durables* »<sup>288</sup>). La biographie de Tuffley précise qu'il fut un participant actif dans l'Accord de Paris sur le climat (COP21) ainsi que dans le développement des Objectifs de développement durable de l'ONU. En parallèle, il est l'un des directeurs de la Great Barrier Reef Foundation<sup>289</sup> et membre de son comité de chairman, l'un des directeurs de Bush Heritage Australia<sup>290</sup>, un directeur de WWF Australia, co-chairman de Galactic Unite<sup>291</sup>, et membre du bureau de l'E. O. Wilson Biodiversity Foundation<sup>292</sup>.

- Marta Antonelli, qui a co-écrit le livre Achieving the Sustainable Development Goals through Sustainable Food Systems (2019) et qui fait partie du groupe des 45 experts du Joint Research Centre de la Commission européenne chargés du développement du cadre législatif de la stratégie « *De la ferme à la table* ».

- Alessandro Galli, qui fut entre autres consultant pour le WWF des Émirats arabes unis (EWS-WWF), et auteur des « Living Planet Reports » pour le WWF en 2008, 2012 et 2016.

- Laetitia Mailhes, qui dispose de plus de vingt ans d'expérience dans le journalisme : correspondante du Financial Times français depuis dix ans, publications dans Stratégies et dans Libération, et contributrice régulière à des programmes de radio en France et en Suisse.

## Conseil consultatif en science et politique

Ce conseil comprend plusieurs poids lourds, dont certains que nous citerons, en raison de leur qualité et / ou de leur présence ailleurs dans notre étude.

- **Oscar Arias**, ancien président du Costa Rica, pays où se trouve l'University for Peace.

- **Rosalí Arteaga Serrano**, ancienne présidente de la république d'Équateur.

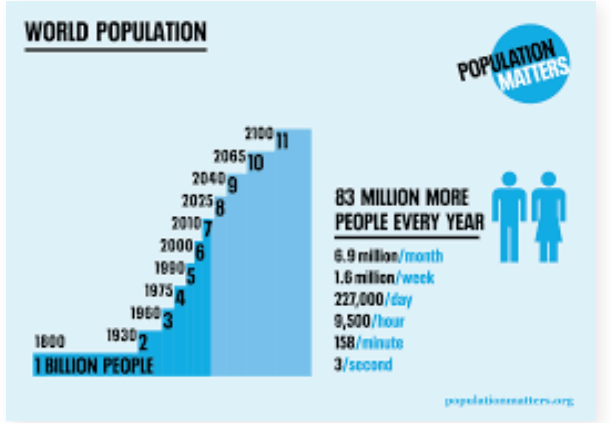
- **David Suzuki**, généticien et militant, fondateur de la David Suzuki Foundation.

- **Lester R. Brown**, fondateur émérite de l'Earth Policy Institute.

- **Daniel Pauly**, figure de proue de l'écologie marine à l'Université de Colombie-Britannique – où des programmes sont financés par The Pew Charitable Trusts, Pauly jouant un rôle notable.

- **William E. Rees**, directeur de thèse de Mathis Wackernagel

et co-créateur de l'Ecological Footprint. Non-précisé ici, Rees est également membre du groupe d'experts conseil de Population Matters. Rees est par ailleurs directeur fondateur de One Earth Initiative (déjà évoquée dans une note de notre section sur l'écocide comme soutien de Grounded), une organisation qui préconise de passer à 100% d'énergies renouvelables tout en protégeant et restaurant les terres et les mers (i. e. la wilderness et le principe des aires marines protégées).



- **Herman Daly**, ancien économiste senior au service environnement de la Banque mondiale (1988 – 1994) et cofondateur de la revue Ecological Economics. Daly est lui aussi membre du groupe d'experts conseil de Population Matters mais aussi membre honoraire du Club de Rome. L'Enrich List l'a classé 2<sup>e</sup> personnalité la plus inspirante sur les questions d'un avenir durable.

- **James Gustave Speth**, fondateur du World Resources Institute.

- **Ernst Ulrich von Weizsäcker**, président fondateur du Wuppertal Institute, mais aussi membre du Club de Rome (et son ancien co-président de 2012 à 2018).

<sup>286</sup> Par ailleurs, The Vanguard Group est le principal actionnaire de BlackRock. Au 17/12/2021, il possédait plus de 11,56 millions d'actions de BlackRock, soit 7,61% de son capital, devant la Kuwait Investment Authority (presque 8 millions d'actions, soit 5,26% du capital de BlackRock). Pour reprendre un nom qui revient fréquemment dans notre étude, notons qu'au quatrième trimestre 2021, Rockefeller Capital Management LP a accru de 15,61% ses parts au capital de VIG / Vanguard Dividend Appreciation Index Fund, par exemple.

<sup>287</sup> The B Team se présente comme composée de chefs de file mondiaux du monde des affaires et de la société civile désireux d'agir pour un leadership répondant à la « crise de conformité », en faveur notamment de la planète. Elle est soutenue entre autres par la Ford Foundation, l'Open Society, la Fondation des Nations unies, la William and Flora Hewlett Foundation, et des entreprises comme Mastercard, Salesforce ou Allianz dont des représentants figurent au comité directeur de The B Team. Ce même comité comprend en outre d'autres profils : Arianna Huffington (fondatrice du Huffington Post et PDG fondatrice de Thrive Global), Van Jones (contributeur à CNN et fondateur de Dream Corps), Yolanda Kakabadze (ancienne présidente de WWF International, Hiro Mizuno (envoyé spéciale des Nations unies sur la finance innovante et les investissements durables), Kathy Calvin (ancienne présidente et PDG de la Fondation des Nations unies), Ngozi Okonjo-Iweala (présidente de Gavi The Vaccine Alliance et ancienne directrice générale de la Banque mondiale), Mary Robinson (ancienne présidente de l'Irlande et directrice de l'ONG The Elders, déjà évoquée), Muhammad Yunus (chairman du Yunus Centre), et bien d'autres.

<sup>288</sup> Source Watch précise que Jochen Zeitz a par ailleurs dirigé Wilderness Safaris, une organisation conservacionniste qui propose également de l'éco-tourisme, et a été gardien honoraire du Kenya Wildlife Service, une structure publique de conservation et de gestion de la vie sauvage du Kenya.

<sup>289</sup> Qui vise à défendre la Grande barrière de corail, en particulier depuis le premier blanchissement des récifs coralliens en 1998.

<sup>290</sup> Cette ONG achète et gère des parcelles de territoire avec des partenaires publics et privés, conformément à la philosophie du wilderness.

<sup>291</sup> Une émanation de Virgin Galactic (Richard Branson).

<sup>292</sup> L'E. O. Wilson Biodiversity Foundation a développé l'Half-Earth Project (Half Earth est le titre d'un livre d'Edward O. Wilson, qui appelle à « protéger la moitié des terres et des mers pour gérer un habitat suffisant pour inverser la crise d'extinction des espèces et garantir la santé à long-terme de notre planète ». Il s'agit en somme d'aboutir, par un lobbying fondé sur la « science » (science-based lobbying), à un patronage privé de zones qui seraient rendues inaccessibles à l'Homme, à la manière du wilderness et de son extension océanique déjà évoqué, les aires marines protégées sans pêche dont The Pew Charitable Trusts est l'un des ardents défenseurs. Ceci représenterait, nous l'avons déjà souligné, d'importantes opportunités financières en termes de blue & green bonds. Parmi les soutiens de l'Half-Earth Project figure par exemple Mark Tercek, ancien PDG de The Nature Conservancy mais aussi ancien directeur chez Goldman Sachs, ou encore la Turner Foundation de Ted Turner. Edward O. Wilson, présent et actif dans sa fondation et que nous avons rapidement évoqué dans notre première partie comme récipiendaire de la médaille Audubon et fondateur du concepteur de biodiversité, possède de nombreuses autres affiliations, parmi lesquelles : bureau consultatif du New Age Orion Magazine, bureau honoraire de la David Suzuki Foundation, conseil consultatif science et politique de Global Footprint Network, bureau consultatif international du Jane Goodall Institute, comité consultatif mondial de l'Earth Day Network, vainqueur du prix TED en 2007, bureau consultatif externe de l'Earth Institute de Jeffrey Sachs, ou encore bureau consultatif scientifique de Seacology, une ONG qui établit des réserves naturelles (i. e. qui privatise des espaces) en échange de construction d'infrastructures (école, centre médical), présentant son action comme un partenariat gagnant-gagnant (win-win).

<sup>293</sup> Devenu en 2018 l'International Science Council.

<sup>294</sup> La Wildlife Conservation Society est l'une des plus anciennes organisations environnementales (1895). Elle vise à « conserver les plus grandes aires sauvages dans 14 régions prioritaires, foyer de plus de 50% de la biodiversité mondiale ». Elle dispose de plusieurs milliers de partenaires publics et privés à travers le monde.

<sup>295</sup> La PeaceNexus Foundation a pour slogan : « Renforcer les organisations, rendre possible la collaboration, construire la paix. » Suisse, elle est néanmoins présente dans plusieurs zones du monde : Afrique de l'Ouest, Asie centrale, Asie du Sud-Ouest et Balkans occidentaux. Les Nations unies font partie de ses partenaires internationaux.

• **Tom (en réalité Thomas E.) Lovejoy**, présenté comme un ancien responsable du conseil sur la biodiversité pour la Banque mondiale et ancien président du John Heinz III Center. Mais il fut par ailleurs vice-président du WWF et directeur de programme de sa branche américaine, président du Conservation Trust Advisory Board de la National Geographic Society, directeur

## Le Jour du dépassement et la question de la surpopulation

L'EOD présente une autre résonance avec la philosophie environnementaliste en posant la question de la surpopulation. Ceci semble assez logique au regard de la cartographie que nous venons de dresser quant à la composition du Global Footprint Network. Nous y retrouvons à plusieurs reprises des liens avec l'Earth Charter Initiative, le Club de Rome, Population Matters ainsi qu'un rôle associé du WWF. Club de Rome comme WWF figurent d'ailleurs parmi la trentaine de partenaires (dont des entreprises<sup>297</sup>) de l'Earth Overshoot Day, aux côtés d'autres organisations déjà mentionnées : ICLEI, Conservation International, Capitals Coalition, etc.. Soit une combinaison de structures d'un même écosystème, très poreux – cf. le nombre de membres du Club de Rome que nous retrouvons chez Population Matters – et découlant de l'écologie politique et de sa philosophie prônant la réduction de la population mondiale. Si le terme de feuille de vigne ne nous semble pas approprié – en dépit de l'omission d'éléments de taille sur les profils de plusieurs membres de Global Footprint Network –, nous citerons ce concept comme étant une pièce supplémentaire du puzzle environnementaliste qui se construit décennie après décennie.

Sur son site dédié à l'Earth Overshoot Day, l'ONG discute de la question démographique en y introduisant des pudeurs sémantiques. Avec des éléments de langage de type programmation neuro-linguistique, composés de termes positifs pour présenter ses aspirations, Global Footprint Network promeut l'infléchissement démographique car l'inverse entraînerait une « pression sur la planète ». L'objectif de développement durable n°5, « égalité de genre », est explicitement présenté avec le descriptif suivant : « Investir dans de petites familles au moyen de l'autonomisation (empowerment) des femmes est au cœur de l'ODD 5 'égalité de genre' qui appelle à cesser toute forme de discrimination contre toutes femmes et filles où que ce soit » – que Global Footprint Network présente comme des solutions « puissantes, positives pour les gens ». Dit autrement, la maternité est présentée comme une contrainte et un danger pour la planète en prenant prétexte de la pression des sociétés traditionnelles : une femme émancipée – et épanouie – est donc une femme qui ferait moins (ou peu) d'enfants. L'EOD est également invoqué par l'ONG avec son mot-dièse #MoveTheDate : « Si chaque famille avait un enfant en moins et reportait sa parentalité de deux ans, nous reculerions le Jour du dépassement de 49 jours d'ici 2050. »

« **Si chaque famille avait un enfant en moins et reportait sa parentalité de deux ans, nous reculerions le Jour du dépassement de 49 jours d'ici 2050.** »

## Global Footprint Network

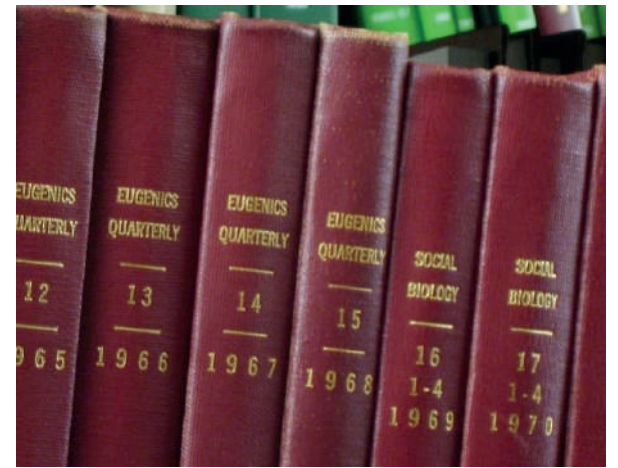
Steven C. Rockefeller développait un argumentaire néomalthusien comparable dans l'Earth Charter +5 Progress Report exposé dans la première partie de notre étude : « La croissance dramatique de la population au XXe siècle est un facteur qui contribue à la déplétion des ressources et à la dégradation des écosystèmes. La population mondiale a plus que doublé au cours des cinq dernières décennies [depuis les années 1950], atteignant 6,3 milliards en 2004. La Division sur la Population des Nations unies<sup>298</sup> estime que la population mondiale continuera de croître de 40% avant de se stabiliser et que cette croissance se produira essentiellement dans les cinquante pays les plus pauvres du monde. Ceci ajoutera une pression supplémentaire sur les systèmes écologiques et sociaux. La bonne nouvelle est que ce taux annuel de croissance démographique a décliné au cours des trois dernières décennies, passant de 2,1 à 1,14% en 2004. Les projections prévoient que la fertilité moyenne tombe de 2,6 à 2 enfants par femme en moyenne d'ici 2050. Par conséquent, les démographes prévoient qu'en 2050, la population mondiale plafonnera autour de 9,1 milliards au lieu des 10 à 11 prévus un peu plus tôt. La population pourrait ensuite commencer à décliner. Ce déclin anticipé dans le taux des naissances dépend majoritairement des décisions et des actions des femmes dans des pays comme le Brésil et l'Inde, et un large consensus international soutient que la clé pour une croissance démographique durable dans le monde en développement est l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes par l'accès à la santé, à l'éducation, et aux opportunités économiques. Ces valeurs et objectifs ont été incorporés, dans une large mesure, dans les Objectifs du millénaire pour le développement<sup>299</sup>, et le mouvement international des femmes travaille à renforcer l'engagement gouvernemental en faveur de l'égalité de genre. »

Global Footprint Network cherche toutefois à minimiser publiquement les implications de son positionnement et prend les devants sur la question démographique. Elle la qualifie en premier lieu de « tabou », composée de « préjugés », et marquée par « une histoire tragique et sordide », avant de souligner la nécessité d'en parler tout de même au regard de la demande croissante de l'humanité. Pour ce faire, l'ONG a sollicité l'avis de plusieurs personnes – essentiellement jeunes. Parmi cet ensemble de réponses se trouvent Mathis Wackernagel, mais aussi le couple Anne & Paul Ehrlich, ainsi que Céline Delacroix :

• **Anne Ehrlich** a été directrice et trésorière du Sierra Club à la fin des années 1990 et membre du bureau consultatif du Rainforest Action Network en 2002. Sa fiche Wikipédia fournit de plus amples informations : directrice associée du Center for Conservation Biology à l'Université de Stanford depuis 1987, bureau directeur de Friends of the Earth de 1976 à 1985, du Center for Innovative Diplomacy de 1981 à 1992, du Rocky Mountain Biological Laboratory de 1989 à 1999. En 1995, Anne et son mari Paul Ehrlich ont reçu le premier Heinz Award de la Heinz Family Foundation dans la catégorie Environnement.

• **Paul R. Ehrlich** est une figure de proue du mouvement environnementaliste. Son pedigree est également fourni : membre honoraire du bureau de la David Suzuki Foundation, membre du comité consultatif du Population Institute, Nuclear Age Peace Foundation – où pour rappel nous trouvons Ted Turner –, conseiller stratégique de Natural Capital Project<sup>300</sup>, ancien patron de Population Matters<sup>301</sup>, cofondateur de Zero Population Growth<sup>302</sup>, etc. Comme son épouse, il a reçu de nombreuses récompenses et distinctions : John Muir Award du Sierra Club, Gold Medal Award du WWF International, MacArthur Prize Fellowship (de la John D. & Catherine T. MacArthur Foundation), United Nations Sasakawa Environment Prize (1994), Blue Planet Prize (1999) de l'Asahi Glass Foundation, Eminent Ecologist Award de l'Ecological Society of America (2001), fellow de la Royal Society de Londres (2012). Les thèses d'Ehrlich tout comme celles du Jour du dépassement ont été portées jusqu'au Vatican, pourtant supposé anti-avortement : en février 2017, le Saint-Siège a organisé une conférence où furent invités entre autres Paul Ehrlich, Mathis Wackernagel, Jeffrey Sachs (récipiendaire du Blue Planet Prize en 2015), ou encore John Bongaarts, vice-président de Population Council, fondé en 1952 par John D. Rockefeller III<sup>303</sup>. On notera ici que le Population Council remonte à une époque où l'eugénisme, la stérilisation de certaines classes de la population et le contrôle des naissances n'étaient pas encore tabous dans certains cercles de décision. Ce n'est que dans le courant des années 1960 que, tout en

maintenant le même objectif – comme le souligne en de nombreux points notre étude –, les cercles de décision ont adapté leur discours. L'anti-humanisme ou le biocentrisme prennent ainsi le nom d'écologie, à l'image du trimestriel de l'eugénisme (Eugenics Quarterly, lancé en 1954 par l'American Eugenics Society) devenu d'un numéro à l'autre la revue de la biologie sociale (Social Biology), puis depuis 2008 Biodemography and Social Biology<sup>304</sup>.



• **Céline Delacroix** est fellow / conseillère au Population Institute<sup>305</sup>, une organisation créée en 1969 qui promeut l'accès au planning familial et dont plusieurs noms connus ont siégé aux divers comités : Nancy Pelosi, John Kerry, Ted Turner, Robert McNamara (ancien collaborateur de Maurice Strong et de Klaus Schwab notamment en tant que cofondateur de l'Earth Council Institute, et ancien président de la Banque mondiale). Delacroix est par ailleurs directrice scientifique de FP/Earth, que sponsorise Population Institute. FP/Earth, initialement FPESA (Family Planning and Environmental Sustainability Assessment, jusqu'à fin juin 2021) est un projet lancé par le WorldWatch Institute en 2014, sous l'égide de Robert Engelman. Delacroix travaille sur la justification scientifique de la limitation des naissances, ce que FP/Earth présente ainsi : « Elle s'intéresse à la manière dont les liens entre la planification familiale, la taille de la population et la viabilité environnementale sont perçus et pourraient être exploités pour renforcer les droits reproductifs et améliorer la viabilité environnementale. »

<sup>300</sup> Natural Capital Project est « une joint-venture entre l'Université de Stanford, The Nature Conservancy, et le WWF ».

<sup>301</sup> Dont, rappelons-le, l'ancien nom est Optimum Population Trust.

<sup>302</sup> Devenue Population Connection en 2002, Zero Population Growth a été fondée en 1968 dans la foulée du livre néomalthusien d'Ehrlich La bombe P (The Population Bomb). Un nom qui semble faire sens pour Ehrlich, ce dernier ayant déclaré avoir été vasectomisé.

<sup>303</sup> Frère de Laurance, David et Nelson Rockefeller. En 1956, John D. Rockefeller III a organisé l'Asia Society dont nous parlons ailleurs dans notre étude. À noter qu'il reçut en 1967 le Margaret Sanger Award, cette dernière étant à l'origine du planning familial et une militante farouche du contrôle des naissances.

<sup>304</sup> Un article complet et riche en informations, écrit en 1970 par Steve Weissman pour Ramparts Magazine (1962 – 1975), « Why the Population Bomb is a Rockefeller Baby », expose le rôle de la famille Rockefeller (rejointe par d'autres) sur la question de la « surpopulation » et du contrôle des naissances. Nous y découvrons des noms d'organisations qui remontent jusqu'au milieu des années 1930, avec par exemple un financement de la Fondation Rockefeller pour un bureau de recherche sur la population (Office of Population Research) à Princeton (qui accueille par ailleurs le Rockefeller College nommé en hommage à John D. Rockefeller). L'article mentionne également le rôle du Population Council (notamment avec la publication de Population: An International Dilemma. A Summary of the Proceedings of the Conference Committee on Population Problems 1956-1957, publié par Frederick Osborn, alors président de Population Council, en 1958 ; de 1946 à 1952, Osborn avait présidé l'American Eugenics Society, désormais renommée Society for Biodemography and Social Biology. La fiche Wikipédia dédiée de cet organisme précise que « sous la direction de Frederick Osborn la société a commencé à mettre davantage l'accent sur les questions de contrôle démographique, de génétique et, par la suite, de génétique médicale ». Osborn contribua en outre à lancer l'Eugenics Quarterly en 1954. En 1937 enfin, Osborn avait cofondé le Pioneer Fund dont il fut l'un des premiers directeurs, décrite comme raciste et suprémaciste et dont l'un des premiers projets avait consisté à distribuer des films de propagande nazie sur l'eugénisme. Difficile à trouver aujourd'hui, l'article de Steve Weissman reste néanmoins accessible au travers d'une archive de la Wayback Machine du 11/09/2019 que nous avons trouvée via la fiche dédiée au Population Council sur Sourcewatch.

<sup>296</sup> Wildlife Trust est devenu EcoHealth Alliance, et fut anciennement dirigé par Sandra E. Peterson, présidente du département de Bayer consacré au diabète et vice-président exécutive de la division soins de santé de Bayer ; elle fut par ailleurs directrice mondiale de Johnson & Johnson et coprésidente à ce jour le comité directeur de Microsoft. EcoHealth Alliance est en outre présidée par le zoologiste britannique Peter Daszak, qui a travaillé étroitement avec le Wuhan Institute of Virology dans le cadre de recherches sur les coronavirus des chauve-souris. Le profil de Peter Daszak pose question à plus d'un titre, comme l'a rapporté The Telegraph du 21/09/2021 (nous renvoyons à l'article dans son intégralité pour saisir le rôle de Peter Daszak sur le « gain de fonction » de virus à Wuhan et le refus de la DARPA de le financer en raison de la dangerosité de son projet. L'EcoHealth Alliance, enfin, bénéficie de subventions de la Rockefeller Foundation et de la Bill & Melinda Gates Foundation.

<sup>297</sup> Nous retiendrons particulièrement le nom de Capitals Coalition, où du côté des ONG nous retrouvons l'UICN et le WWF. Le CV de son PDG Mark Gough illustre le mélange des genres : ancien membre du bureau de Social and Human Capital Coalition, directeur de programmes et de stratégie chez Crown Estate et Reed Elsevier, bureau consultatif de The Economics of Ecosystems and Biodiversity (TEEB), membre du comité directeur du CEO Water Mandate des Nations unies et conseiller au High Level Panel for a Sustainable Ocean Economy du World Resources Institute. Les noms de ces organisations parlent d'eux-mêmes.

<sup>298</sup> Cette division fait partie du département des Affaires économiques et sociales de l'ONU. La page qui lui est dédiée précise que « la Division rapporte les problématiques de population à la communauté internationale en mettant en lumière le rôle central des tendances démographiques dans tous les aspects du développement durable ».

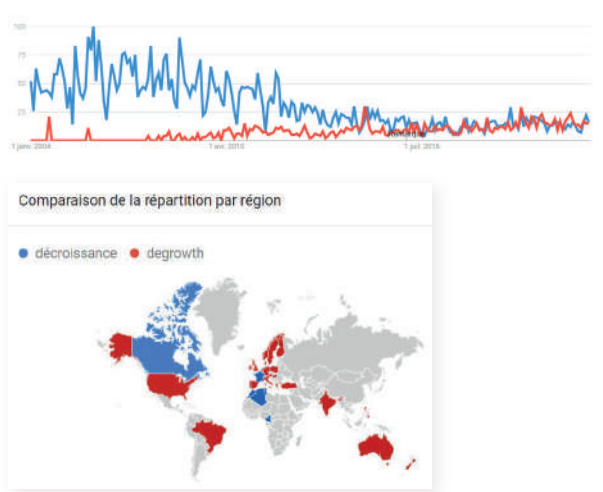
<sup>299</sup> Rappel : les huit Millennium Development Goals ont été adoptés par 193 États membres et plus d'une vingtaine d'organisations internationales à New York en 2000, conjointement avec la Déclaration du Millénaire de l'ONU. Se reporter à la section dédiée de la première partie de notre étude.

Quant aux relais médiatiques de l'EOD, ils se montrent régulièrement anxigènes et souvent sans nuance, à l'image d'un article / podcast d'Europe 1 posant la question de la surpopulation en discutant du Jour du dépassement :

<b>Doit-on arrêter d'avoir des enfants<span> </span>?</b>
<span></span>
Biodiversité largement abimée, extinction massive des espèces et pollution accrue... La surconsommation entraînée par la surpopulation fait des ravages. Mais alors faut-il vraiment faire des enfants <span> </span> ? Dans son ouvrage <i>Démographie, climat, migrations<span> </span>: l'état d'urgence</i> , Jean-Loup Bertaux fait le calcul. Il faudrait retomber à 40 millions de Français seulement pour atteindre l'équilibre écologique. Un tiers de moins qu'actuellement.

## IV. Décroissance

En France et dans les pays francophones comme le Canada, le concept de décroissance connaît – ou plutôt a connu – un succès notable, en particulier par le travail médiatisé de l'universitaire Serge Latouche – classé 5<sup>e</sup> sur l'Enrich List – et ses relais par des personnalités allant de Jean-Claude Michéa à Alain de Benoist. Toutefois, à mesure que croissent d'autres orientations économiques – notamment la financiarisation de l'écologie – et un retrait progressif de Latouche, la décroissance semble moins sujette à discussion (courbe bleue ci-dessous). À l'inverse, elle connaît un léger regain d'intérêt sous son vocable anglophone, degrowth (courbe rouge). Sans que cela soit toutefois quantitativement significatif, on peut émettre l'hypothèse que l'engouement autour de Greta Thunberg et ses critiques sur « *les contes de fées de la croissance économique éternelle* » au Climate Action Summit de l'ONU de 2019 y a contribué. Pour autant, malgré un appel à la décroissance suite au COVID par Degrowth.info, aucune structure de renom n'a apporté sa signature. Ce, en dépit d'un relais sur Médiapart ou la sorosienne openDemocracy. Seule la branche danoise de Friends of the Earth est à noter parmi les 74 organisations signataires.



En retraçant la généalogie du concept de décroissance, nous retrouvons toutefois, à nouveau, des noms ou, à défaut, un écosystème connu(s). La notice française de Wikipédia consacrée à la décroissance met en lumière des inspireurs et des théoriciens de cette approche. L'histoire du mouvement décroissant fait écho à ce que nous avons déjà écrit autour de Maurice Strong et du rôle du Club de Rome jusqu'au Sommet de Stockholm en 1972. Wikipédia note, dans une version toutefois très grand public et, selon nous, romancée : « En avril 1968, un groupe de diplomates, universitaires, industriels et membres de la société civile, désireux de penser l'avenir du monde sur le long terme, s'est rassemblé sous le nom de Club de Rome. En 1970, il a passé commande d'un rapport auprès d'un groupe de chercheurs du Massachusetts Institute of Technology, mené par Dennis Meadows.<sup>306</sup> »

On peut d'ailleurs remarquer, à la lecture des noms des inspireurs et des théoriciens, que figurent des membres des cercles de pouvoir d'un côté, et des partisans plus libertaires ou populaires de l'autre. Parmi les inspireurs, notons :

• **John Ruskin**, pour la Société fabienne publia en 1916, à titre posthume (Ruskin est décédé en 1900) un feuillet consacré à l'éthique sociale de Ruskin. Ruskin fut par ailleurs membre d'un cercle ésotérique dont nous avons déjà parlé<sup>307</sup> comme la Société pour la recherche psychique, aux côtés de Bertrand Russell, Lewis Carroll, Arthur Conan Doyle, Lord Arthur Balfour ou encore l'influent John Dewey.

• **William Morris**, membre de la Société fabienne.

• **Gandhi**, proche de la Société théosophique via Annie Besant (membre de la Société fabienne) et Helena Blavatsky, et classé 9e de l'Enrich List.

• **Nicholas Georgescu-Roegen**, boursier de la Rockefeller Foundation entre 1934 et 1936. Il influença notamment André Gorz, Serge Latouche, Jeremy Rifkin et Herman Daly.

• **Lanza del Vasto**, disciple de Gandhi et fondateur en France de la Communauté de l'Arche.

• **Ernst Friedrich (E. F.) Schumacher**, classé 1er de l'Enrich List. Source Watch nous précise que la Lindisfarne Association le décréta fellow in memoriam, et qu'il fut par ailleurs membre du conseil consultatif de Planetary Citizens – ONG New Age dont nous avons parlé à plusieurs reprises dans cette étude. Schumacher présida en outre le Springhead Trust, qui fut patronné par Jonathon Porritt, dont nous avons déjà analysé l'influent profil dans notre section sur l'écocide. Enfin, Schumacher a présidé la Soil Association, patronnée par le Prince Charles.

o Dans la continuité de son oeuvre fut fondée la Schumacher Society. De 1996 à 2008, son président fut Herbert Girardet, rédacteur en chef adjoint de la revue Resurgence, patron de la Soil Association, membre du bureau consultatif d'Earth Charter International, membre du comité exécutif du Club de Rome, réalisateur de documentaires télévisés et auteur de 13 livres, cofondateur, ancien directeur de programme et membre honoraire du World Future Council, ancien consultant pour le PNUE et pour UN-Habitat. Girardet est par ailleurs récipiendaire d'un Global 500 Award des Nations unies pour ses « *services environnementaux exceptionnels* ».

• **Murray Bookchin**, anarchiste libertaire et communaliste, fondateur de l'écologie sociale, et critique notamment de l'approche de Paul Ehrlich sur la surpopulation.

• **André Gorz** (premier penseur du concept de décroissance appliqué à l'économie), **Henry David** Thoreau, Ivan Illich (classé 11<sup>e</sup> de l'Enrich List), **Jacques Ellul**...

Parmi les théoriciens sont à noter :

• **Herman Daly**, déjà cartographié précédemment.

• **Dennis Meadows**, du rapport du même nom, classé 17<sup>e</sup> de l'Enrich List et membre honoraire du Club de Rome. En 1982, Dennis Meadows et son épouse Donella (classée 3<sup>e</sup> de l'Enrich List) ont créé The Balaton Group, un réseau international de chercheurs et de praticiens dans les champs de la systémique et de la durabilité. Plusieurs de ses partenaires et bailleurs de fonds sont à noter : Charles Stewart Mott Foundation, Rockefeller Brothers Fund, Rockefeller Foundation, Rocky Mountain Institute (cofondé par les deux frères Lovins dont Amory, membre du bureau consultatif de la Schumacher Society et de celui d'Earth Charter International, et fellow de la Lindisfarne Association), Association des Nations unies, Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE).

• **Yves Cochet** (rapporteur lors du Premier sommet mondial sur la décroissance en 2008), ancien membre des Amis de la Terre dès le début des années 1970, ancien ministre, député et député européen. Il est partisan de la limitation des naissances.

• **Agnès Sinai**, journaliste (*Le Monde diplomatique*, *Politis*, *Actu-environnement*...), fondatrice de l'Institut Momentum (think tank sur les questions de l'Anthropocène, de la

décroissance, de la collapsologie), cofondatrice de la revue Entropia avec entre autres Serge Latouche. Elle a co-écrit deux livres avec Yves Cochet, et un troisième de ses ouvrages a été publié aux éditions Charles Léopold Mayer, fondation des réseaux Soros que nous avons déjà cartographiée.

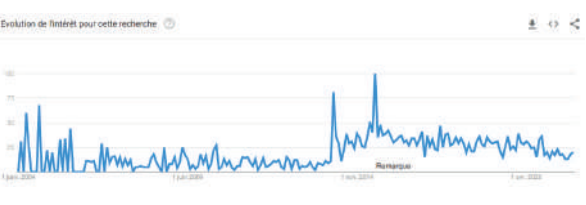
• **Kirkpatrick Sale** (historien des Luddites), Jacques Grinevald (membre de l'Institut Momentum, récipiendaire du prix Nicholas Georgescu-Roegen en 2015 et traducteur de ce dernier), **Serge Latouche**...

## V. Sixième extinction (Sixth Extinction)

Ce concept régulièrement mentionné provient du livre éponyme d'Elizabeth Kolbert, publié en 2014 et pour lequel elle a reçu le prix Pulitzer en 2015. En français, il a pour sous-titre « Comment l'homme détruit la vie », là où son sous-titre original est « *An Unnatural History* » (Une histoire contre-nature).

Biographie sur le site du New Yorker : rédactrice au New Yorker depuis 1999. A auparavant travaillé au Times. A publié plusieurs articles sur le climat et l'environnement, et a gagné plusieurs prix : 2006 National Magazine Award for Public Interest, National Magazine Award for Reviews and Criticism. A reçu le prix Blake-Dodd en 2017, de l'American Academy of Arts and Letters. En août 2015, c'est Klaus Schwab lui-même qui a recommandé sur le site du WEF la lecture de ce livre, pour mettre en avant le danger que représente le changement climatique.

Sur Google Trends, entre 2004 et fin octobre 2021. Pic en juin 2015, lorsque Kolbert a reçu le prix Pulitzer :



On remarque que ce concept a suscité l'intérêt auparavant. Google Trends ne peut remonter que jusqu'à janvier 2004. Toutefois, un paramétrage chronologique du moteur de recherche Google permet de remonter plus en amont pour en apprendre plus sur l'évocation de ce concept en 2004 et à des dates antérieures.

<sup>[1]</sup> Sis à Washington DC. Delacroix s'y trouve aux côtés d'autres personnalités comme Philip Carter III (ancien ambassadeur des États-Unis), l'auteur et ancien journaliste Robert Engelman (également présent chez FP/Earth avec Céline Delacroix ; ancien vice-président puis président de WorldWatch, fondateur d'un programme de recherche sur la population et l'environnement chez Population Action International, cofondateur du Center for a New American Dream qu'il présida, conférencier pour l'Université de Yale sur la population et l'environnement), ou encore John F. May (spécialiste des politiques de population, responsable des questions démographiques à la Banque mondiale, et entre autres ancien consultant pour le Fonds des Nations unies pour la population).

<sup>[2]</sup> Fiche Wikipédia consultée le 29/11/2021.

<sup>[3]</sup> Voir notre mention dans la section sur l'écocide au sujet du chamane équatorien Kurikindi (de Kitchwa) et se rapportant au College of Psychic Studies.

Nous trouvons des articles de Niles Eldredge (Biological Diversity de juin 2001, New York Times de 1999), de Jo Warrick (Washington Post du 21 avril 1998), Oliver Tickell pour le NewScientist du 2 mars 1996, année de sortie du livre de Richard Leakey, avec des contributions de Roger Lewin, publié chez Penguin Random House).

Richard Leakey est né à Nairobi, au Kenya, lieu du Sommet de la Terre de 1982 et lieu du siège du PNUE. Sir Richard Leakey est un proche d'Hanne Strong, avec laquelle il a fondé au Kenya la première fondation privée à but non-lucratif, ainsi qu'avec la prix Nobel Wangari Maathai (ancienne conseillère au World Future Council), selon les informations fournies par le site de la Fondation Manitou. Un article de Source Watch sur Richard Leakey précise ses affiliations :

## Affiliations

- Trustee, [Leakey Foundation](#)
- Founder and Chair, [WildlifeDirect](#)
- Honorary Director, [The Explorers Club](#) <sup>[2]</sup>
- International Advisory Board, [Jane Goodall Institute](#) <sup>[3]</sup>
- Patron, [Tusk Trust](#) <sup>[4]</sup>
- Former Patron, [Rhino Rescue Trust](#) <sup>[5]</sup>
- Founder, [Ngaren](#)
- Founder, [Turkana Basin Institute](#)
- Advisory panel, [Stop Ivory](#) <sup>[6]</sup>

Par ailleurs, en 2007 il fut chairman par intérim de la sorosienne<sup>308</sup> Transparency International Kenya, et élu la même année Fellow of the Royal Society. Récompensé par The Perfect World Foundation.

Sa fille, Louise Leakey, siège au bureau consultatif de Fund for Wild Nature<sup>309</sup>, au bureau consultatif scientifique, technique et de conservation de la Sea Shepherd Conservation Society, et au bureau international du Turkana Basin Institute. Elle vit au Kenya et est mariée à Emmanuel de Merode (critiqué), directeur exécutif de Wildlife Direct (fondé et présidé par Richard Leakey), l'African Conservation Fund.

Co-auteur de Richard Leakey, Roger Lewin est un collaborateur de longue date de ce dernier puisque *The Sixth Extinction* est leur quatrième collaboration, la première remontant au premier livre de Leakey, *Origins*, écrit en 1977. Lewin est membre du Complexity Research Group de la London School of Economics, fondée par la Société fabienne.

<sup>308</sup> Voir notre rapport sur l'influence législative des ONG auprès de la Commission européenne, où nous avons consacré un propos à Transparency International.

<sup>309</sup> Une ONG de conservation de la nature qui se présente comme défendant la biodiversité et les terres sauvages (wilderness). Elle finance notamment l'ONG radicale Earth First!

# COMPLÉMENT L'INGÉNIERIE SOCIALE

En complément à notre étude, nous aborderons succinctement la question de l'ingénierie sociale, à savoir les méthodes de modification – si possible durable – du comportement humain. Notre étude a montré la manière dont naissent des concepts écologiques et la façon dont ils s'imposent ensuite progressivement dans le débat public. Il nous semble nécessaire de proposer quelques éclairages sur cette ingénierie. Car si des concepts parviennent à s'imposer sans générer de rejet voire avec l'assentiment du public, la compréhension des leviers psychologiques et cognitifs qui régissent ce dernier permet d'en cerner les raisons. Il n'est ici pas question de la légitimité ou non d'un concept, mais des méthodes qui facilitent le ralliement des coeurs et des esprits.

L'Express du 17/05/2019 en fournit un exemple illustré en rapportant qu'au Royaume-Uni, « les journalistes du [Guardian] ont reçu des instructions afin d'être plus précis dans la rédaction de leurs articles concernant le climat et l'environnement ». Leo Hickman, journaliste au Guardian pendant 16 ans, le rapportait alors sur Twitter<sup>310</sup>. Nous traduisons :

« La rédactrice en chef du Guardian vient de publier les nouvelles directives à toutes les équipes sur le langage à tenir pour traiter du changement climatique et de l'environnement...

[Nous traduisons la lettre :] Nous avons récemment révisé le langage que nous employons pour couvrir le sujet de l'environnement, et si les termes que nous utilisons reflètent précisément les phénomènes qu'ils décrivent, nous voulons nous assurer qu'ils sont scientifiquement précis et ancrés dans les faits, tout en communiquant clairement auprès des lecteurs sur cette très importante question. L'expression 'changement climatique' sonne passive et légère alors que les scientifiques parlent d'une catastrophe pour l'humanité. De plus en plus, les scientifiques et les organisations climatiques des Nations unies jusqu'au Met Office<sup>311</sup> changent leur terminologie, et utilisent un langage plus fort pour décrire la situation.

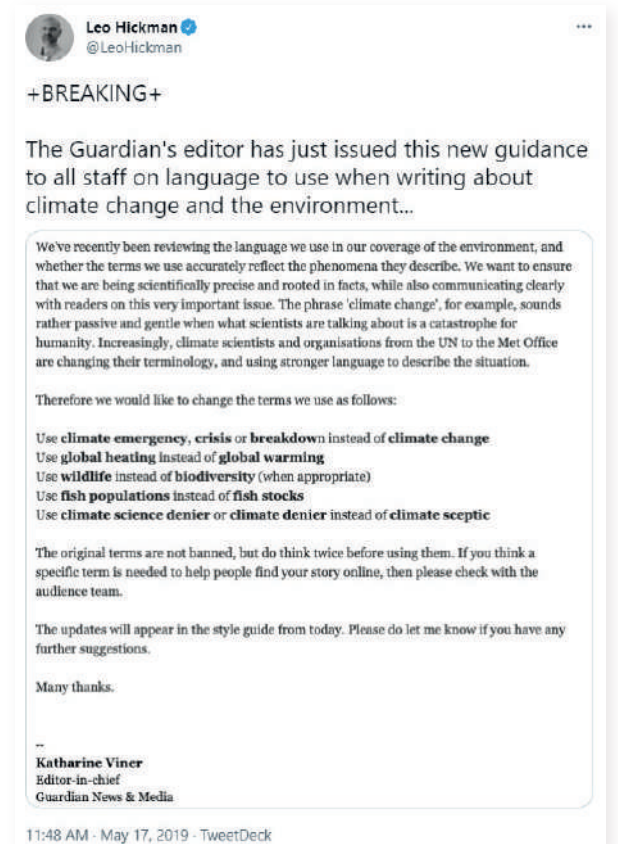
Nous souhaiterions donc changer les termes que nous utilisons de la manière suivante :

Utilisez **urgence, crise ou effondrement climatique**.  
Utilisez **chaleur climatique** au lieu de **réchauffement climatique**<sup>312</sup>.  
Utilisez **vie sauvage** au lieu de **biodiversité** (lorsque cela est approprié).  
Utilisez **populations**<sup>313</sup> de poissons au lieu de stocks de poissons.  
Utilisez **négaionniste de la science climatique** ou **négaionniste du climat** plutôt que **climato-sceptique**<sup>314</sup>.

Les termes initiaux ne sont pas interdits, mais réfléchissez-y à deux fois avant de les employer. Si vous pensez qu'un terme spécifique est nécessaire pour aider les gens à trouver votre histoire en ligne, veuillez s'il vous plaît vérifier auprès de l'équipe chargée du public.

Les mises à jour apparaîtront dans le style tel que présenté à partir d'aujourd'hui. Merci de me faire part de vos éventuelles suggestions.

Merci beaucoup.



Katharine Viner  
Rédactrice en chef  
Guardian News & Media »

Leo Hickman a publié un second tweet, daté du même jour, où il souligne que les changements sont déjà entrés en vigueur :

#### « Changement climatique

N'est plus considéré comme précis au regard de la gravité de la situation. : utilisez **urgence**, **crise** ou **effondrement climatique** à la place.

**Négationniste de la science climatique ou négationniste du climat.** L'OED<sup>315</sup> définit un sceptique comme 'un chercheur de vérité ; un enquêteur qui n'est pas encore arrivé à des conclusions définitives'.

La plupart des 'climato-sceptiques', face aux preuves scientifiques écrasantes, nient que le changement climatique se produise, ou qu'il soit causé par l'activité humaine, donc négationniste est un terme plus précis. »



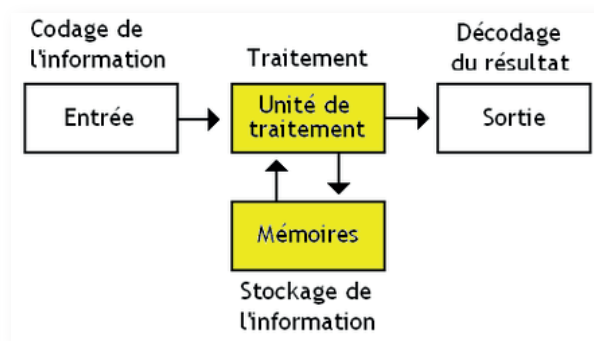
## La construction de la réalité : de l'information à la cybernétique

Cet exemple illustre les changements potentiellement induits dans l'esprit humain par des modifications écrites. Cette méthode d'ingénierie des perceptions se pratiquait déjà voici un siècle notamment par Edward Bernays, neveu de Freud et inventeur du conseil en relations publiques<sup>316</sup>.

Dans l'introduction à *Propaganda. Comment manipuler l'opinion en démocratie*<sup>317</sup> de ce dernier, l'universitaire Normand Baillargeon rappelait que, lorsque l'opinion publique s'est indignée du sort réservé aux soldats blessés dans les hôpitaux de guerre pendant la Première Guerre mondiale, Bernays a renommé publiquement (appuyé par une campagne médiatique) ces derniers en « postes

d'évacuation », des structures dont le public ne pouvait attendre une qualité comparable à un hôpital. L'indignation cessa, grâce à la maîtrise de l'information, facteur-clé.

L'information (in-former) est la mise en forme de données (des bits, unités élémentaires intelligibles par la cognition). Le développement de la théorie de l'information dans les années 1930 a permis aux scientifiques de cette époque (comme John von Neumann<sup>318</sup>) de postuler l'isomorphie (i. e. la similitude structurelle) entre l'ordinateur et le cerveau. À quelques détails près<sup>319</sup>, cette théorie s'est révélée pertinente et a été intégrée dans les conférences Macy sur la cybernétique (photo ci-dessous), qui visaient à créer une science générale du fonctionnement de l'esprit. Hormis les sciences de l'information (et donc l'informatique), elles furent à l'origine des sciences cognitives et de la cybernétique, Norbert Wiener (fondateur de cette science) étant l'un des membres centraux de ces conférences.



Tiré du grec ancien *kubernêtikê*, le terme désigne initialement le barreur d'un navire, qui le dirige (le « gouverne ») avec son gouvernail. Ce barreur s'adapte aux éléments pour parvenir, en fonction des informations auxquelles il a accès, à bon port sans encombre grâce à une maîtrise de son outil mais surtout par sa capacité d'anticipation. Le fonctionnement de la cybernétique moderne est comparable. Initialement, cet outil se fixait pour objectif d'anticiper la trajectoire des V2 allemands pour tirer un missile au bon moment afin que la trajectoire des deux objets se croise. En d'autres termes, la cybernétique anticipe un comportement pour obtenir l'effet désiré sur ce dernier. Il s'agit d'un système de gestion / de pilotage qui cherche à minimiser les risques d'un choc en retour<sup>320</sup>. La découverte d'une analogie entre l'informatique et le cerveau humain a permis de progresser dans la connaissance du fonctionnement de l'esprit de ce dernier.

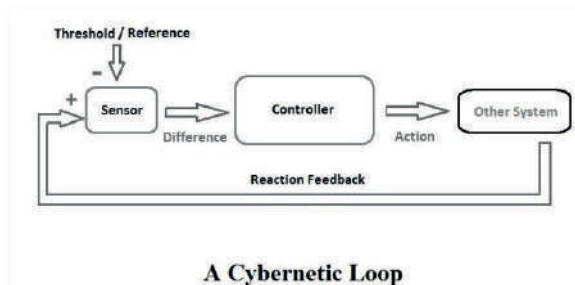
Le champ cybernétique, l'ingénierie, pouvait à partir de là s'appliquer de manière scientifique au comportement de l'homme – empruntant même des termes issus de la théorie de l'information<sup>321</sup>.



Pour résumer, schématiquement, le fonctionnement du cerveau à partir des découvertes de cette époque :

- Des données entrent (input, un stimulus) par nos récepteurs sensoriels (vue, ouïe principalement). Ces données sont l'ensemble des unités élémentaires que nous intégrons (consciemment ou non<sup>322</sup>). Il peut s'agir de sons, d'images, de mots, etc.
- Une fois ces données intégrées, notre « boîte noire » (selon la terminologie employée) va en extraire l'information. Wiener la définit comme « un nom pour désigner le contenu de ce qui est échangé avec le monde extérieur à mesure que nous nous y adaptions et que nous lui appliquons les résultats de notre adaptation<sup>323</sup>. » Dit autrement, l'information est une production de sens à partir des données reçues.
- Cette production de sens, formalisée, va générer une « sortie » (output) sous la forme d'un comportement à l'égard d'un environnement. Ce comportement est une adaptation face aux données reçues. L'apport de la cybernétique a notamment été la question des feedbacks (i. e. les rétroactions) : l'information sort, mais elle rentre à nouveau (nouveaux inputs) et répète le même cycle en permanence. Sous forme illustrée, nous pouvons prendre l'exemple d'un conducteur qui aperçoit un dos d'âne et réduit sa vitesse en conséquence : les données entrantes (input) signalent le dos d'âne, la « boîte noire » décode et l'output entraîne un ralentissement du conducteur, avant

que de nouveaux input l'informent que, l'obstacle passé, il peut accélérer.



- En résumé, en termes d'ingénierie sociale, cette découverte permet d'anticiper (appuyé par des expériences et leurs traditionnels essais-et-erreurs) les réactions comportementales par l'emploi de certains mots ou images, mais aussi par leur répétition, produits d'un conditionnement. Il est également possible de cadrer (frame) les mots que l'on fera « rentrer » (inputs) afin d'obtenir une sortie d'information (et un comportement) recherchée.



Par la suite, ces découvertes ont permis à certains continuateurs de la cybernétique, en l'occurrence le « collège invisible » de Palo Alto supervisé par Gregory Bateson – présent aux conférences Macy – de prendre le relais avec des apports notables. Le constructivisme radical, mis au point notamment par Paul Watzlawick, a trouvé l'un de ses aboutissements dans l'essai collectif *L'invention de la réalité*, qui avait pour sous-titre *Comment savons-nous ce que nous croyons savoir ?*

En s'appuyant entre autres sur l'ensemble des découvertes précitées, les auteurs soulignaient qu'il n'existe pas une réalité unique qui serait perçue différemment selon les individus. Au contraire, il existerait autant de réalités que d'individus, et toute réalité personnelle est construite. Elle découle de deux éléments principaux, et d'un troisième montré de manière plus précise, ultérieurement, par les sciences cognitives : l'idiosyncrasie (les facteurs génétiques), l'habitus (les expériences ancrées au travers des socialisations primaire et secondaire), ainsi que les facteurs environnementaux (visuels, olfactifs, auditifs, etc.).

<sup>313</sup> Loin d'être fortuit, ce terme de population nous renvoie à l'écocide, la (tentative de) destruction d'une population humaine étant un génocide.  
<sup>314</sup> Cela nous rappelle une opération de Greenpeace rendue publique. Pour les vingt ans de l'accident de Tchernobyl, l'ONG envoya par erreur un communiqué incomplet, et qui demandait à être complété dans les termes suivants (les crochets et majuscules sont d'origine) : [FILL IN ALARMIST AND ARMAGEDDONIST FACTOID HERE] (i. e. « mettre ici un "factoid" alarmiste et apocalyptique »). Le terme employé est « factoid » et non « fact », l'objectif n'est donc pas la restitution fidèle d'une réalité.  
<sup>315</sup> Oxford English Dictionary.  
<sup>316</sup> Dans le reportage *The Century of Self*, Bernays (1981-1995) rapportait qu'il souhaitait à l'époque trouver un nom pour la propagande en temps de paix et avait donc inventé celui de « conseil en relations publiques ». Avec Ivy Lee, il fut l'un des premiers spin doctors, spin signifiant « tourner », i. e. la torsion du réel et des faits.  
<sup>317</sup> Écrit en 1928. Nous nous rapportons à son édition française publiée chez Zones.  
<sup>318</sup> Von Neumann (John), *L'information et le cerveau*. Nous renvoyons à l'édition chez Champs Flammarion qui comprend la postface « Les machines molles de von Neumann » de Dominique Pignon.  
<sup>319</sup> Le cerveau humain construit et détruit en permanence des milliards de connexion synaptiques. Il croît (physiquement) ou s'atrophie selon les usages qui en sont faits – ou non. Les sciences cognitives ont ainsi pu établir qu'un individu sollicitant ses capacités pour réaliser des tâches manuelles fait croître certaines zones de son cerveau car il est actif. À l'inverse, une personne qui reste devant un écran de télévision est passive, son cerveau réduit donc de taille faute de sollicitations : plusieurs de ses réseaux neuronaux se détruisent.

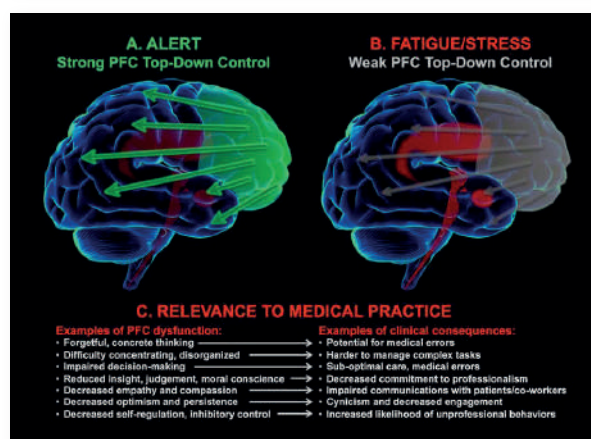
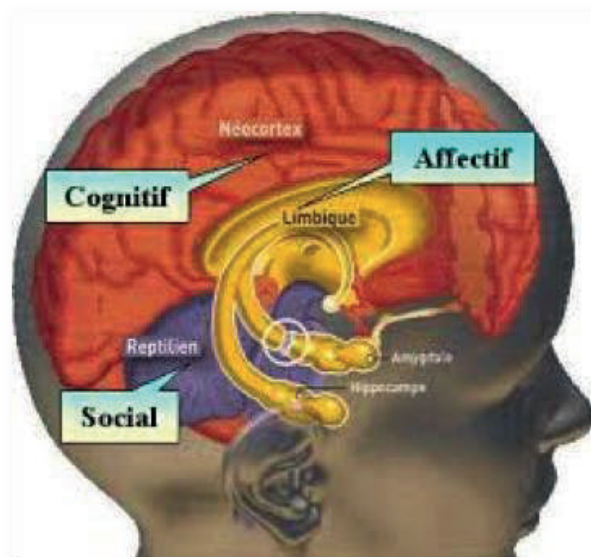
<sup>320</sup> De manière plus technique, le systémicien von Bertalanffy (Ludwig) définit la cybernétique comme « la théorie des systèmes contrôlés fondée sur la communication (transfert d'information), système-environnement et interne au système, et sur le contrôle (rétroaction) de la fonction du système en ce qui concerne l'environnement. », *Théorie générale des systèmes* (2<sup>e</sup> édition), p.20.  
<sup>321</sup> Plus précisément, de la télégraphie, avec la « boîte noire ».  
<sup>322</sup> Par la suite, les neurosciences découvriront que 98% de l'activité du cerveau est inconsciente.  
<sup>323</sup> Wiener (Norbert), *Cybernétique et société*, p.19.

## Cerveau et cognition

Ces facteurs environnementaux sont détaillés notamment dans l'essai Neuro-Esclaves<sup>324</sup>, qui explique de manière approfondie et parfois technique le fonctionnement du cerveau. Nous y apprenons que les sciences cognitives ont découvert que la personnalité humaine n'est pas indivisible mais se constitue d'un ensemble de sous-personnalités contextuelles. Par l'activation de leviers psychologiques appropriés dans la tête de cet humain « divisé » (sous forme d'inputs pertinents, d'où l'apport de la cybernétique), un comportement correspondant sera généré.

Une stratégie optimale reposera sur une combinaison multi-supports pour susciter l'adhésion et correspond aux fonctions spécifiques de notre cerveau. L'écrit fait principalement appel au néo-cortex, à notre capacité de raisonnement, à notre côté rationnel. Le visuel, l'image (au sens télévisé notamment), notait pour sa part Vladimir Volkoff, « atteint notre sensibilité sans passer par la censure de notre intelligence<sup>325</sup> ». Des études universitaires, poursuit-il, ont déterminé que l'influence de l'image via le prisme d'un écran emporte davantage la conviction que d'assister personnellement au même fait. Le système dit des neurones miroirs jouera également son rôle puisque le mimétisme qu'il induit produira de l'empathie à l'égard de la souffrance que le sujet observera. Au niveau du cerveau, le visuel passe directement par nos circuits limbiques, plus archaïques et inconscients, qui sont le siège de l'émotion. Le cerveau reptilien enfin, qui agit en mode binaire lutter / fuir, est indistinct des circuits limbiques.

Par ailleurs, le cerveau fonctionne à l'économie. Il est donc possible de saturer le siège de la raison pour accentuer la suggestibilité d'un individu et ses réactions émotionnelles. Dans leur chapitre « Modifier les certitudes », les auteurs de Neuro-Esclaves notent que des substances toxiques exogènes comme endogènes peuvent endommager les capacités du cortex préfrontal (voir image ci-contre, PFC signifiant cortex préfrontal) : alcool, drogues, privation de sommeil, émotions de type montagnes russes, stress chronique, régime riche en graisses animales, etc., le rendant plus réceptif aux influences extérieures : « une situation où son cortex préfrontal va beaucoup travailler et se fatiguer, pour le submerger ensuite sous une masse de données ou de dogmes ou de slogans ou d'arguments, telle que celui-ci, désormais exténué, ne va plus réussir à analyser, à disséquer. Une fois que le cortex préfrontal est fatigué, la conduite du cerveau revient aux circuits limbiques, plus primitifs et émotifs, donc plus influençables et sans défense<sup>326</sup>. »



Ces influences multiples sur le néo-cortex comme sur les circuits limbiques<sup>327</sup> entraînent des réactions presque automatisées chez l'individu. Il construit sa réalité à partir de données extérieures, mais les informations que sa « boîte noire » extrait proviennent de cette influence. Sujet se pensant autonome cognitivement, il est en réalité susceptible d'être aliéné (il ne s'appartient plus), en état de décognition (un relâchement de sa vigilance<sup>328</sup>). Il ne s'agit pas ici de porter un jugement : le conditionnement correspond par exemple à l'intériorisation des règles et des normes de vie nécessaires au fonctionnement d'une vie en communauté. Mais la connaissance et la restitution de ces éléments nous permet de comprendre les mécanismes fonctionnels de pénétration d'une idée, qu'il s'agisse du développement durable ou de l'expression plus anxiogène de réchauffement climatique (auquel se rajoute parfois « d'origine anthropique »). Prenons un exemple de construction de la réalité mené par Edward Bernays : l'image du petit-déjeuner traditionnel américain à base d'oeufs et de bacon, demandée à Bernays par les producteurs de lard fumé puis progressivement imposée. Pourtant, en 1924, ce petit-déjeuner « traditionnel » des Américains se composait de toasts et de café.



Il a suffi à Bernays de comprendre et d'appliquer les règles régissant la psychologie humaine, ce qu'il fit en s'appuyant notamment sur la Psychologie des foules de Gustave Le Bon (1895)<sup>329</sup>. Le Bon fut d'ailleurs l'un des pionniers de ce qui deviendrait la psychologie sociale, qui offrit de nombreuses avancées, une scientification dans la cartographie du comportement humain. Le biologiste et socio-psychologue Serge Tchakhotine, auteur du classique *Le Viol des foules par la propagande politique*, écrivait ainsi en 1939 que si la manipulation et l'influence ont toujours existé, le saut qualitatif de cet époque s'est caractérisé par la

compréhension de ses mécanismes biologiques. Désormais, ce qui était un « art » « devient une science, qui peut calculer, prévoir et agir selon les règles contrôlables. Un immense pas en avant se dessine dans le domaine sociologique<sup>330</sup>. » Il ajoutait que l'émotionnel serait privilégié pour empêcher la rationalité de s'exercer, au travers de la simplification que représente le symbole. Ce dernier traduit une idée, des faits, mais il peut être dénaturé et simplifié en devenant une traduction, puis une traduction de traduction, etc., précisait Tchakhotine.

## Au coeur du comportement : le conditionnement

En résumé, si l'on prend en compte l'ensemble des éléments que nous venons d'exposer ainsi que les nombreuses méthodes d'influence qui existent, quels qu'en soient le domaine et la finalité, tout est question de conditionnement, i. e. de réactions automatisées, des rétroactions comportementales durables, et ancrés plus ou moins consciemment et profondément chez le sujet.

Ces conditionnements peuvent être de deux types :

1. **Répondant, dit pavlovien.** C'est un comportement en aval d'un stimulus spécifique. En 1903, le médecin et physiologiste Ivan Petrovitch Pavlov a mené des expérimentations sur la salivation chez les chiens. L'expérience a souligné les effets de l'association de stimuli, qui finissaient par fusionner pour produire une réponse globale. Dans son expérience, un chien salivait en mangeant de la viande et était régulièrement amené dans le laboratoire pour les besoins de l'expérience. Au bout de plusieurs sessions, sans même voir la viande, le chien associait son arrivée dans le laboratoire à cette dernière et se mettait à saliver par anticipation en voyant son lieu de repas, l'expérimentateur, ou par olfaction. Dans une seconde expérience comparable, Pavlov présenta de la nourriture à un chien, puis introduisit un stimulus concomitant (visuel ou auditif). Pavlov nota que le chien salivait par la suite au simple déclenchement du stimulus associé, même en l'absence de nourriture. Les deux stimuli fusionnaient au sein d'un même système perceptif, construisant la réalité du chien en conséquence. Nous pouvons proposer plusieurs transpositions sur l'écologie : une réaction émotionnelle lorsqu'un ours maigre tente de s'équilibrer sur une banquise en train de fondre (associé dans l'esprit au réchauffement climatique), une réaction de peur lorsque des températures particulièrement chaudes sont annoncées (idem), une réaction d'adhésion lorsque les Objectifs de développement durable sont présentés ou que l'Accord sur le Climat de Paris est signé

<sup>324</sup> Della Luna (Marco) et Cioni (Paolo), Neuro-Esclaves. Techniques et psychopathologies de la manipulation politique, économique et religieuse, 3<sup>e</sup> édition (dernière disponible). Nous nous sommes toutefois appuyés sur la 2<sup>e</sup> édition.

<sup>325</sup> Volkoff (Vladimir), Désinformations par l'image, p.22. Volkoff a consacré plusieurs essais à la question de la désinformation.

<sup>326</sup> Neuro-Esclaves, op. cit., p.236.

<sup>327</sup> Pensons par exemple à l'emploi de la colorimétrie, qui privilégierait l'utilisation du rouge en parlant du climat pour mettre en avant un sentiment d'urgence et accompagner visuellement la question du réchauffement.

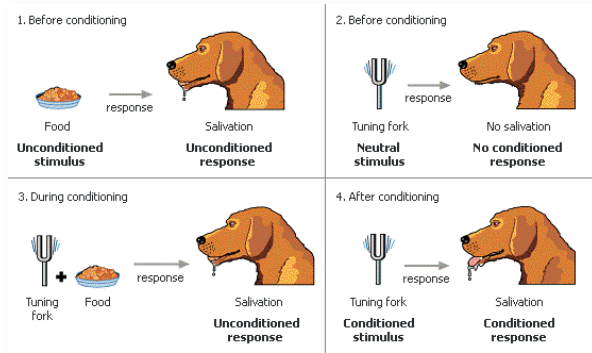
<sup>328</sup> Della Luna et Cioni précisent que, « utilisée dans des conditions mentales altérées et de décognition, une fausse déclaration répétée plusieurs centaines de fois devient dans la mémoire une force prédominante sur le véritable souvenir et réussit à construire une fausse mémoire », *ibid.*, p.478.

<sup>329</sup> Dans ce livre, Gustave Le Bon analyse les mécanismes de ce qu'il nomme les « foules psychologiques », i. e. un écosystème de personnes, nombreuses ou non, qui finissent par entrer, dirait-on, en résonance. La conscience rationnelle des sujets permute alors vers l'affectif et ces derniers deviennent suggestibles.

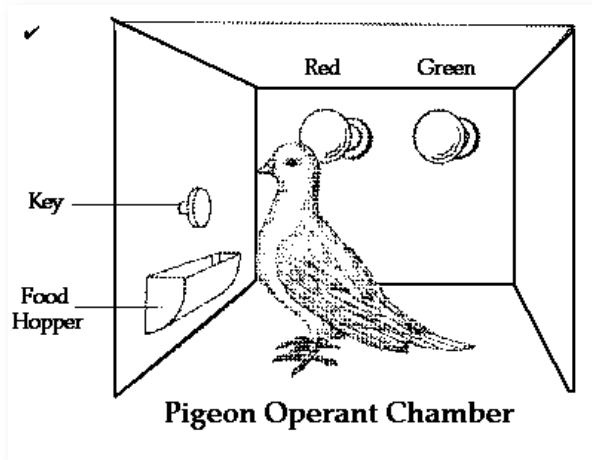
<sup>330</sup> Tchakhotine (Serge), *Le Viol des foules par la propagande politique*, p.54. Souligné par Tchakhotine. En somme, pour reprendre l'expression de Stuart Ewen (Consciences sous influence. Publicité et genèse de la société de consommation) appliquée au marketing publicitaire, l'ingénierie sociale a permis d'accoucher d'une « théorie générale des instincts » (p.47).



(associé dans l'esprit aux solutions pour résoudre la crise environnementale et plus particulièrement climatique), etc. L'objet n'a par la suite pas besoin d'être montré pour susciter une réaction<sup>331</sup>. Le terme est associé au concept qu'il recouvre (le signifiant supplante le signifié).



2. **Opérant**, dit **skinnerien**. C'est un comportement en amont d'un stimulus spécifique. Dans les années 1930, le psychologue comportementaliste (également connu sous son appellation anglaise de behaviorisme) Burrhus Frederic Skinner a mis au point une boîte destinée à étudier les mécanismes du conditionnement sur des pigeons et des rats. Le conditionnement dit opérant induit des modifications comportementales au moyen de renforçateurs. Ceux-ci peuvent notamment prendre la forme de récompenses ou de punitions. Le pigeon finit ainsi par adopter en amont le comportement qu'il pense être le plus adapté à l'obtention d'une gratification. Transposé dans l'écologie, les exemples sont nombreux et variés et contribuent à l'émulation de ce secteur : sans attendre de stimulus direct, une entreprise va par exemple décider d'adopter des normes environnementales, de modifier ses pratiques pour obtenir des labellisations variées. Tel influenceur choisira d'exprimer, non pas en premier lieu ce qu'il pense réellement, mais ce qu'il pensera qu'on attend de lui sur un sujet donné – avec sa gratification : reconnaissance, estime, respect, sponsors, légitimité...



De ce fait, après plus d'un demi-siècle de diffusion et d'implémentation sous des formes variées et par des canaux multiples (presse écrite, télévisée, réseaux sociaux, militantisme des ONG), l'écologie et l'environnementalisme ont créé, par leur présence soutenue et leur place croissante dans les agendas sociaux, par leur transformation progressive en fait social total, les facteurs d'un conditionnement efficace. Leur force a été de mettre en place les conditions cognitives favorable à l'effectivité d'une ingénierie du consentement, qui facilite son ancrage et son acceptation au sein des sociétés et de leur opinion, auprès de citoyens désireux d'agir pour « protéger la planète ».

# lobbies écologistes



<sup>331</sup> Lorsqu'un être humain entre en jeu (ou un animal), le conditionnement répondant est facilité par l'empathie. Ce phénomène découle des neurones miroirs (découverts au début des années 1990), qui en plus de reconnaître une action et de comprendre sa finalité, entraînent sa simulation intérieure par le sujet qui l'observe. Dit autrement, les neurones miroirs facilitent le mimétisme et l'identification à une personne ou à un phénomène. Cf. Rizzolatti (Giacomo) & Sinigaglia (Corrado), Les Neurones miroirs (2006). Neuro-Esclaves apporte un complément intéressant. Ses auteurs précisent qu'on ne peut pas bâtir d'éthique sur les neurones miroir, car « la tendance innée à l'imitation et à l'empathie peut être utilisée de façon sournoise comme instrument de manipulation au préjudice des gens », op. cit., p.803.

# **PATRIOTS**

**FOR EUROPE FOUNDATION**

Étude publiée par Patriots for Europe Foundation

25 Boulevard Romain Rolland - 75014 – Paris – France

Numéro de SIRET : 823 400 239 00021

Président de Patriots for Europe Foundation : Andràs Laszlo

Directeur : Raphaël Audouard

Publié en 2023

[contact@pfe-foundation.eu](mailto:contact@pfe-foundation.eu) [www.pfe-foundation.eu](http://www.pfe-foundation.eu)

Imprimé en France par JF Impression en 2023

Patriots for Europe Foundation est partiellement financée par le Parlement européen et a la seule responsabilité de cette publication.

Cette publication n'est pas destinée à la vente.